

Banque Nationale Agricole



*Société Anonyme au capital de 100 000 000 dinars divisé en 20 000 000 actions
de nominal 5* dinars entièrement libérées
Siège social : Rue Hédi Nouira 1001 Tunis
Registre de Commerce : B142431996
Tél : 71 831 000 Fax : 71 830 152*

Document de référence « BNA 2009 »

Ce document de référence a été enregistré par le Conseil du Marché Financier le 17/03/2009 sous le n° 09-003 donné en application de l'article 14 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne. Il devra être actualisé régulièrement par les informations périodiques, permanentes et occasionnelles. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par le Conseil du Marché Financier. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Responsable de l'information

M. Ammar Tlili

Directeur chargé de la Direction Centrale des Etudes et du Contrôle de gestion

Tél : 71 833 061 Fax : 71 830 700

Intermédiaire en bourse chargé de l'élaboration du document de référence



27bis, Rue de Liban Lafayette 1002 Tunis

Tél 71 788 176 Fax 71 786 239

Le présent document de référence est mis à la disposition du public sans frais auprès de la BNA - Rue Hédi Nouira 1001 Tunis ; de la BNA CAPITAUX intermédiaire en bourse -27bis, Rue de Liban Lafayette 1002 Tunis et sur le site internet du CMF : www.cmf.org.tn et le site internet de la BNA : www.bna.com.tn

Mars 2009

* Réduction de la valeur nominale de 10D à 5D suite à la décision de l'AGE du 23/05/2007

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES-10

1.1	RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE	10
1.2	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE	10
1.3	RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	10
1.4	ATTESTATION DE L'INTERMEDIAIRE EN BOURSE CHARGE DE L'ELABORATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	17
1.5	RESPONSABLE DE L'INFORMATION	17

CHAPITRE 2 - RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA BANQUE ET SON CAPITAL -----18

2.1.	RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA BANQUE	18
2.1.1.	DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL	18
2.1.2.	FORME JURIDIQUE ET LEGISLATION PARTICULIERE	18
2.1.3.	DATE DE CONSTITUTION ET DUREE	18
2.1.4.	OBJET SOCIAL	18
2.1.5.	REGISTRE DU COMMERCE	19
2.1.6.	EXERCICE SOCIAL	19
2.1.7.	CLAUSES STATUTAIRES PARTICULIERES	19
2.1.8.	CAPITAL SOCIAL	23
2.1.9.	NATIONALITE	23
2.1.10.	REGIME FISCAL	23
2.1.11.	MATRICULE FISCAL	23
2.1.12.	LIEU OU PEUVENT ETRE CONSULTES LES DOCUMENTS DE LA BANQUE	23
2.1.13.	RESPONSABLE CHARGE DE L'INFORMATION ET DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES, LES OBLIGATAIRES, LE CMF, LA BVMT ET LA STICODEVAM	23
2.2.	RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL DE LA BANQUE	23
2.3.	EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL	24
2.4.	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31/12/2008	24
2.4.1.	STRUCTURE DU CAPITAL AU 31/12/2008	24
2.4.2.	ACTIONNAIRES DETENANT INDIVIDUELLEMENT 3% ET PLUS DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31/12/2008	25
2.4.3.	CAPITAL ET DROITS DE VOTE DETENUS PAR L'ENSEMBLE DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AU 31/12/2008	25
2.4.4.	NOMBRE D'ACTIONNAIRES AU 31/12/2008	25
2.5.	DESCRIPTION SOMMAIRE DU GROUPE BNA AU 31/12/2007	25
2.5.1.	PRESENTATION GENERALE DU GROUPE BNA	25
2.5.2.	RELATIONS AVEC LES SOCIETES DU GROUPE BNA AU 31/12/2007	34
2.5.3.	RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA BNA ET LES AUTRES SOCIETES DU GROUPE DURANT L'EXERCICE 2007	37
2.6.	RELATIONS AVEC LES AUTRES PARTIES LIEES AU 31/12/2007	40
2.6.1.	INFORMATIONS SUR LES ENGAGEMENTS	40
2.6.2.	TRANSFERTS DE RESSOURCES	40
2.6.3.	RELATIONS COMMERCIALES	41
2.7.	DIVIDENDES	41
2.8.	MARCHE DES TITRES	41

CHAPITRE 3 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA BANQUE -----42

3.1.	PRESENTATION SOMMAIRE DE LA BANQUE	42
3.2.	ORGANISATION DE LA BANQUE	43
3.2.1.	STRUCTURE GENERALE DE L'ORGANIGRAMME DE LA BNA	43
3.2.2.	GOVERNANCE	45

3.2.2. CONTROLE INTERNE -----	50
3.2.3. SYSTEME D'INFORMATION -----	51
3.2.4. POLITIQUE SOCIALE -----	53
3.2.5. EFFECTIF ET RESEAU DE LA BANQUE -----	53
3.3. ACTIVITE ET PERFORMANCE DE LA BANQUE AU 31 DECEMBRE 2007 -----	54
3.3.1. LES RESSOURCES -----	54
3.3.2. LES EMPLOIS -----	55
3.3.3. LES RESULTATS D'EXPLOITATION -----	58
3.4. ACTIVITE DE LA BANQUE AU 30/06/2008 -----	60
3.4.1. LES RESSOURCES -----	60
3.4.2. LES EMPLOIS -----	61
3.4.3. LES RESULTATS D'EXPLOITATION -----	62
3.5. LES INDICATEURS D'ACTIVITE DE LA BANQUE AU 30/09/2008 -----	64
3.7. MATRICE SWOT (FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES) -----	65
3.8. FACTEURS DE RISQUE ET NATURE SPECULATIVE DE L'ACTIVITE DE LA BANQUE -----	66
3.9. DEPENDANCE DE L'EMETTEUR -----	66
3.10. LITIGE OU ARBITRAGE -----	67
3.11. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE LA BANQUE -----	67
3.11.1. LES INVESTISSEMENTS EN COURS DE REALISATION -----	67
3.11.2. LES INVESTISSEMENTS FUTURS -----	68

CHAPITRE 4 – PATRIMOINE-SITUATION FINANCIERE-RESULTAT -----69

4.1. LA SITUATION DES IMMOBILISATIONS ET DU PORTEFEUILLE TITRES DE LA BNA AU 31/12/2007 -----	69
4.1.1. PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA BNA AU 31/12/2007 -----	69
4.1.2. PORTEFEUILLE TITRES D'INVESTISSEMENT DE LA BNA AU 31/12/2007 -----	73
4.2. LA SITUATION DES IMMOBILISATIONS ET DU PORTEFEUILLE TITRES DE LA BNA AU 30/06/2008 -----	79
4.2.1. PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA BNA AU 30/06/2008 -----	79
4.2.2. PORTEFEUILLE TITRES D'INVESTISSEMENT DE LA BNA AU 30/06/2008 -----	79
4.3. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LES ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS AU 31/12/2007 -----	85
4.3.1. ETATS FINANCIERS COMPARES AU 31 DECEMBRE -----	85
4.3.2. RAPPORT GENERAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIFS A L'EXERCICE 2007 -----	110
4.3.3. NOTES COMPLEMENTAIRES -----	116
4.3.4. TABLEAU DE MOUVEMENT DES CAPITAUX PROPRES -----	118
4.3.5. TABLEAU DE REPARTITION DES BENEFICES DES TROIS DERNIERS EXERCICES -----	119
4.3.6. EVOLUTION DES DIVIDENDES -----	119
4.3.7. EVOLUTION DU PRODUIT NET BANCAIRE ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION -----	119
4.3.8. EVOLUTION DU RESULTAT NET -----	120
4.3.9. EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT -----	120
4.3.10. EMPRUNTS OBLIGATAIRES EMIS PAR LA BNA -----	120
4.3.11. EMPRUNTS OBLIGATAIRES SOUSCRITS PAR LA BNA -----	120
4.3.11. EMPRUNTS OBLIGATAIRES GARANTIS PAR LA BNA -----	121
4.3.12. PRINCIPAUX INDICATEURS -----	121
4.3.13. PRINCIPAUX RATIOS -----	121
4.4. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31/12/2007 -----	124
4.4.1. BILANS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE -----	125
4.4.2. ETATS DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE -----	126
4.4.3. ETATS DE RESULTAT CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE -----	127
4.4.4. ETATS DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE -----	128
4.4.5. NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31/12/2007 -----	129
4.4.6. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2007 148	
4.5. RENSEIGNEMENTS SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2008 -----	151
4.5.1. BILAN ARRETE AU 30 JUIN 2008 -----	152
4.5.2. ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN ARRETE AU 30 JUIN 2008 -----	153

4.5.3.	ETAT DE RESULTAT ARRETE AU 30 JUIN 2008-----	154
4.5.4.	ETAT DES FLUX DE TRESORERIE ARRETE AU 30 JUIN 2008 -----	155
4.5.5.	NOTES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS ARRETES AU 30 JUIN 2008 -----	156
4.5.6.	AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES ARRETES AU 30 JUIN 2008 -----	172
4.6.	LES INDICATEURS BOURSIERS DE LA VALEUR BNA-----	174

CHAPITRE 5 – ORGANES D’ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES ----- 175

5.1.	CONSEIL D’ADMINISTRATION -----	175
5.1.1.	MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION -----	175
5.1.2.	FONCTIONS DES MEMBRES DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DANS LA BANQUE -----	175
5.1.3.	PRINCIPALES ACTIVITES EXERCEES EN DEHORS DE LA BANQUE AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES PAR LES MEMBRES DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION -----	176
5.1.4.	MANDATS D’ADMINISTRATEURS LES PLUS SIGNIFICATIFS DANS D’AUTRES SOCIETES-----	176
5.1.5.	FONCTION DES REPRESENTANTS PERMANENTS DES PERSONNES MORALES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DANS LA SOCIETE OU L’ETABLISSEMENT QU’ILS REPRESENTENT-----	177
5.2.	INTERETS DES DIRIGEANTS DANS LA BANQUE AU 31/12/2007 -----	177
5.2.1.	REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE ATTRIBUES AUX MEMBRES DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AU TITRE DE L’EXERCICE 2007 -----	177
5.2.2.	PRETS ET GARANTIES ACCORDES EN FAVEUR DES MEMBRES DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AU 31/12/2007 -----	177
5.3.	CONTROLE -----	177
5.4.	NATURE ET IMPORTANCE DES OPERATIONS CONCLUES DEPUIS LE DEBUT DU DERNIER EXERCICE AVEC LES MEMBRES DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AINSI QU’AVEC UN CANDIDAT A UN POSTE DE MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION OU UN ACTIONNAIRE DETENANT PLUS DE 5% DU CAPITAL -----	178

CHAPITRE 6 – PERSPECTIVES D’AVENIR ----- 179

6.1.	EVOLUTION RECENTE ET ORIENTATIONS -----	179
6.1.1.	EVOLUTION RECENTE -----	179
6.1.2.	STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT -----	180
6.2.	LES PERSPECTIVES D’AVENIR -----	180
6.2.1.	LES HYPOTHESES DE L’EVOLUTION PREVISIONNELLE 2008-2013-----	181
6.3.	LES ETATS FINANCIERS PREVISIONNELS 2008 - 2013 -----	192
6.3.1.	BILANS PREVISIONNELS -----	192
6.3.2.	ETATS DES RESULTATS PREVISIONNELS-----	193
6.3.3.	ETATS DES FLUX DE TRESORERIE PREVISIONNELS -----	194
6.3.4.	CASH FLOW PREVISIONNEL -----	195
6.4.	INDICATEURS ET RATIOS PREVISIONNELS -----	195
6.4.1.	INDICATEURS PREVISIONNELS-----	195
6.4.2.	RATIOS PREVISIONNELS -----	195
6.5.	AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES INFORMATIONS FINANCIERES PREVISIONNELLES DE LA PERIODE ALLANT DE 2008 A 2013-----	197

PRESENTATION RESUMEE DE LA BANQUE NATIONALE AGRICOLE

- **La Banque Nationale Agricole: Une institution nationale au service de l'agriculture**

La création de la BNA, le 1er juin 1959 a été vécue comme un événement de souveraineté nationale. En effet, avant sa création, le crédit agricole a été financé par l'ancien système de crédit agricole constitué de trois organismes à caractère public ou semi-public (les Sociétés Tunisiennes de Prévoyance, la Caisse Foncière de Tunisie et la Caisse Mutuelle de Crédit Agricole de Tunisie), des banques privées pour la plupart succursales de grandes banques françaises et la FIMAT fondée par l'ensemble des banques de la place avec la participation de diverses maisons de matériel agricole, ainsi que des maisons de commerce de produits agricoles dispensant des prêts privés.

Le défaut de cette organisation résidait dans sa dispersion et le manque de cohésion entre les divers établissements dont certains avaient une clientèle composée essentiellement de colons français et ne répondaient pas pratiquement aux besoins des agriculteurs tunisiens.

Par la création de la BNA, le gouvernement avait pour objectif l'unification du crédit agricole et l'encouragement du développement de l'agriculture.

- **La Banque Nationale de Tunisie : Une banque ouverte à tous les secteurs de l'économie :**

Durant la première décennie, la croissance spectaculaire de son activité et l'ouverture de ses financements à tous les secteurs de l'économie, ont amené la Banque à changer de dénomination en Banque Nationale de Tunisie (BNT).

Depuis, la Banque n'a cessé d'améliorer ses parts de marché et ses taux de pénétration sectorielle par la consolidation de sa participation dans le secteur de l'agriculture en amont et en aval, et par une offre de services de plus en plus adaptée aux évolutions des besoins des particuliers, des professionnels et des entreprises.

En 1969, pour marquer son orientation vers l'international et son ouverture aux autres secteurs d'activité économique, la Banque a développé des relations avec un nombre important de correspondants couvrant toutes les régions du monde et a mis à la disposition de ses clients une large gamme de produits nécessaires à l'accomplissement de leurs transactions.

- **La Banque Nationale Agricole : Une nouvelle dimension**

La restructuration de la BNT et sa fusion avec la Banque Nationale de Développement Agricole, intervenue en juin 1989 avait contribué à redonner à la banque sa dénomination initiale et avait pour objectif de renforcer la vocation agricole de la Banque et lui permettre de jouer efficacement son rôle de développement de la production agricole dans le cadre de la politique tracée par les pouvoirs publics, de faciliter l'accès des agriculteurs aux crédits à court et moyen terme et de regrouper les moyens matériels, humains et financiers des deux institutions pour plus d'efficacité en matière de gestion du secteur agricole.

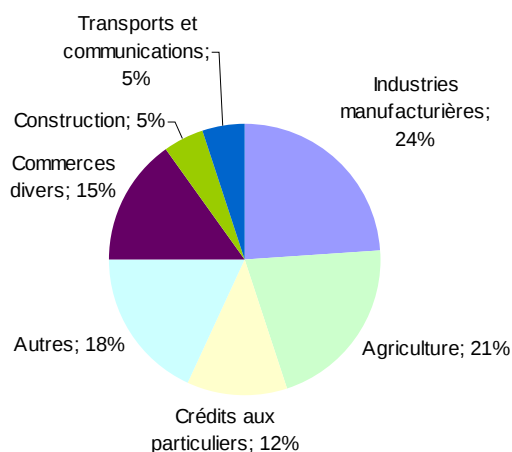
Cette consolidation a permis à la BNA d'intensifier son intervention dans tous les secteurs de l'économie et de jouer par sa nouvelle dimension, en tant que banque universelle, le rôle de leader des banques tunisiennes.

- **La BNA au présent : Une banque universelle :**

Une banque ouverte à tous les secteurs de l'économie :

La BNA, comme le montre le graphique ci-dessous, est présente dans les différents secteurs économiques, et ce depuis des décennies, par ses financements appropriés, l'assistance et les conseils prodigués à sa clientèle.

ENGAGEMENTS PAR SECTEUR (SEPT.2008)



En plus des services bancaires de base, la BNA offre à sa clientèle une gamme de produits qui répond aux besoins spécifiques du particulier, du professionnel, de la petite, moyenne et de la grande entreprise.

Un partenaire indispensable au développement agricole :

Fidèle à sa vocation, la BNA ne cesse depuis sa création de soutenir financièrement le secteur agricole en parfaite harmonie avec les choix et les objectifs fixés par les pouvoirs publics pour le développement de ce secteur stratégique.

En effet, en parallèle à son ouverture aux autres secteurs de l'économie, la BNA a toujours réservé au financement de l'agriculture une place privilégiée dans ses programmes d'activité, ce qui la situe au diapason du système bancaire, en détenant une part prépondérante des concours accordés par ce système au secteur de l'agriculture et de la pêche.

Afin de mieux satisfaire les besoins de sa clientèle agricole, la BNA œuvre constamment à l'innovation de sa gamme de produits en accommodant ses modes d'intervention aux évolutions intervenues dans le secteur, en adaptant ses structures aux nouvelles exigences, en renforçant ses moyens humains et matériels et en se rapprochant davantage du milieu rural.

Une banque de proximité :

Au 31/12/2008, la BNA compte 148 agences, réseau le plus dense du secteur, couvrant tout le territoire de la République, réparties en 5 catégories selon l'importance de leur activité. Elles assurent :

- La promotion et la vente des produits et services de la Banque ;
- La démarche commerciale ;
- Le conseil de la clientèle ;

- Le traitement des opérations bancaires courantes ;
- Le suivi et le recouvrement des engagements.

La BNA met également à la disposition de sa clientèle des box de change dans les principaux ports et aéroports du pays.

Une banque résolument tournée vers l'International :

La BNA a développé son activité internationale dans le but d'accompagner sa clientèle dans ses opérations avec l'étranger. Elle a pu s'octroyer une part de marché prédominante du financement du commerce extérieur de la Tunisie et est parvenue à se forger une notoriété et une expertise dans le domaine international.

Opérations bancaires avec l'étranger (MD)			
	2005	2006	2007
Volume des domiciliations de titres du commerce extérieur	3986	5331	6321
		33,74%	18,57%
Règlements sur l'étranger	10426	15289	17578
		46,64%	14,97%
Opérations de change manuel	293	320	353
		9,22%	10,31%

Un acteur majeur dans les activités de marché :

Toujours à l'écoute des besoins de sa clientèle et des évolutions de son environnement, la BNA a fait le choix de renforcer ses activités de marché tant par la création de nouveaux produits que par l'ouverture à de nouveaux métiers.

Ainsi, la BNA développe ses activités de marché soit directement : marché monétaire, SVT, marché de change, activité de Dépositaire des OPCVM soit indirectement à travers sa filiale, intermédiaire en bourse, la BNA-Capitaux.

Il est à noter que la banque envisage une restructuration de ses activités de marché dans le cadre de sa réorganisation, de la rénovation de son système d'information et afin de se mettre en conformité avec les exigences de Bâle II en la matière.

Une activité en évolution continue et une amélioration des fondamentaux :

Au cours de l'année 2007, la BNA a poursuivi ses efforts visant l'association des objectifs commerciaux de croissance et de contraintes de rentabilité financière et ce, conformément aux orientations nationales de modernisation du système bancaire et de développement économique et social.

Ainsi, l'évolution de l'activité de la BNA s'est principalement caractérisée, au terme de l'exercice 2007 par :

- Une augmentation de 12% du total bilan passant de 4 510MD en 2006 à 5 052MD en 2007;
- Une progression de 16,4% des crédits à la clientèle passant de 3 335mD en 2006 à 3 881mD en 2007 ;
- Une hausse de 10,05% des dépôts de la clientèle passant de 3 298mD en 2006 à 3 630mD en 2007.

Ainsi, les ressources et les emplois ont évolué comme suit :

(en mD)	31/12/2005*	31/12/2006*	31/12/2007	30/06/2007	30/06/2008
Ressources	3 066 738	3 298 386	3 630 123	3 429 171	3 852 278
Dépôts à vue	709 644	745 843	871 394	824 674	889 326
Dépôts d'épargne	1 087 594	1 182 683	1 248 505	1 203 378	1 278 534
Dépôts à terme (y compris Bons Caisse)	358 166	373 208	386 824	379 874	401 534
Autres dépôts et avoirs	911 334	996 652	1 123 400	1 021 245	1 282 884
Emplois					
Comptes débiteurs	439 298	404 752	566 346	452 116	484 334
Autres concours à la clientèle	2 327 560	2 590 789	2 985 920	2 683 407	3 149 148
Crédits sur ressources spéciales	479 148	501 516	544 449	516 947	557 775
Créances agricoles sur l'Etat	31 550	29 688	29 434	28 485	28 232
Valeurs Brutes	3 277 556	3 526 746	4 126 149	3 680 955	4 219 489
Provisions	169 348	191 549	245 076	218 549	272 076
Valeurs nettes	3 108 208	3 335 197	3 881 073	3 462 406	3 947 413

* Retraité pour les besoins de la comparabilité (cf détails des retraitements à la page 85)

Ces évolutions ont permis une progression notable du Produit Net Bancaire comme suit :

	31/12/2005*	31/12/2006*	31/12/2007	30/06/2007	30/06/2008
Produit Net Bancaire	148 620	176 775	191 231	87 980	98 296
<i>Evolution</i>	<i>9,6%</i>	<i>18,9%</i>	<i>8,2%</i>	<i>-</i>	<i>11,7%</i>

* Retraité pour les besoins de la comparabilité

Compte tenu des efforts consentis par la banque pour améliorer la qualité de ses actifs, le taux des créances classées a fortement régressé de 17,9% en 2005 à 13,2% en 2007.

Evolution du taux de couverture depuis 2005

(en mD)	2005*	2006*	2007	30/06/2007	30/06/2008
Créances Globales Brutes Bilan et Hors bilan (a)	4 255 718	4 622 516	5 551 298	4 849 000	5 499 128
Classe 0**	1 778 967	1 970 172	2 704 354	2 258 707	2 731 916
Classe 1	1 711 899	1 933 644	2 113 179	1 862 050	2 033 731
Créances clientèle (Classe 0 et 1)	3 490 866	3 903 816	4 817 533	4 120 757	4 765 647
Classe 2	176 410	97 934	75 489	68 696	68 355
Classe 3	70 304	87 749	109 141	123 432	105 944
Classe 4	518 138	533 017	549 135	536 115	559 182
Contentieux traité au cas par cas	247 899	236 800	282 580		
Total Contentieux	413 133	413 527	400 346	422 948	411 182
Créances Douteuses et Litigieuses (Classe 2, 3 et 4) (b)	764 852	718 700	733 765	728 243	733 481
Provisions sur créances	171 343*	193 264*	245 076	218 549	272 076
Agios réservés	77 453	72 008	78 683	81 657	90 119
Subvention à affecter aux provisions	27 298	27 298	27 298	27 298	27 298
Provisions & Agios réservés (c)	276 094	292 570	351 057	327 504	389 493
Taux de couverture de l'ensemble des créances (c)/(a)	6,49%	6,33%	6,32%	6,75%	7,08%
Taux des créances classées (b) / (a)	17,97%	15,55%	13,22%	15,02%	13,34%
Taux de couverture des Créances Douteuses et Litigieuses (c) / (b)	36,10%	40,71%	47,84%	44,97%	53,10%

* Données non retraitées

** y compris Créances non classées inférieures à 50mD

Les ratios prudentiels ont évolué comme suit :

	2005	2006	2 007
Ratio de liquidité*	131,04%	142,92%	114,64%
Ratio de solvabilité**	10,42%	9,73%	8,98%

**Fonds propres Nets/ Risques encourus*

***Actifs réalisables (y compris les propres titres de la banque)/ Passifs exigibles*

Une stratégie de développement axée principalement sur :

- La poursuite du rythme des financements accordés à l'ensemble des secteurs économiques ;
- L'adoption d'une politique commerciale axée sur la conquête de nouveaux segments de clientèle par l'extension du réseau par de nouvelles ouvertures d'agences ainsi que par l'enrichissement de la gamme des produits et services ;
- La consolidation des fondamentaux ;
- La mise en place d'une nouvelle organisation axée sur le renforcement du contrôle et la surveillance des risques ;
- La modernisation du système d'information de la banque.

Le groupe BNA : Diversification des domaines d'activité

La BNA est à la tête d'un groupe composé de 18 sociétés intervenant dans plusieurs domaines d'activité (une société d'intermédiation boursière, deux SICAF, deux SICAV, deux SICAR, une société de recouvrement des créances, 5 sociétés de promotions immobilière, une société de services informatiques, une société agricole, une société de viabilisation, deux sociétés d'études).

Il est à signaler à ce niveau que le périmètre de consolidation ayant servi de base pour l'établissement des états financiers consolidés de la BNA arrêtés au 31/12/2007 comprend 23 sociétés (19 sociétés intégrées globalement et 4 mises en équivalence).

Le chiffre d'affaires et le résultat net consolidé du groupe se sont établis au 31/12/2007 respectivement à 345,5MD et à 25,7MD.

CHAPITRE 1 - RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1 Responsable du document de référence

Monsieur Moncef DAKHLI
Président Directeur Général de la Banque Nationale Agricole

1.2 Attestation du responsable du document de référence

« A notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la banque. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».



1.3 Responsables du contrôle des comptes

Etats financiers individuels 2005 et 2006 de la BNA:

La Générale d'Audit & Conseil (GAC) : Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie- Membre de CPA International, représentée par M. Chiheb GHANMI.
9, Place Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis.

Etats financiers individuels 2007 de la BNA:

- La Générale d'Audit & Conseil (GAC) : Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, Membre de CPA International, représentée par M. Chiheb GHANMI.
9, Place Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis.

- Le Cabinet Commissariat – Management – Conseil (CMC), Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie Membre du réseau DFK International, représentée par M. Chérif BEN ZINA.
92, Avenue Abdelaziz THAALBI El Menzah 9A 1004 Tunis

Etats financiers consolidés 2005 et 2006 de la BNA :

La Générale d'Audit & Conseil (GAC) : Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie - Membre de CPA International représentée par M. Chiheb GHANMI.
9, Place Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis.

Etats financiers consolidés 2007 de la BNA:

- La Générale d'Audit & Conseil (GAC) : Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie - Membre de CPA International, représentée par M. Chiheb GHANMI.
9, Place Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis.

- Le Cabinet Commissariat – Management – Conseil (CMC): Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie Membre du réseau DFK International, représentée par M. Chérif BEN ZINA.

92, Avenue Abdelaziz THAALBI El Menzah 9A 1004 Tunis

Etats financiers intermédiaires 2007 et 2008 de la BNA :

- La Générale d'Audit & Conseil (GAC) : Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, Membre de CPA International, représentée par M. Chiheb GHANMI.

9, Place Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis.

- Le Cabinet Commissariat – Management – Conseil (CMC): Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie Membre du réseau DFK International, représentée par M. Chérif BEN ZINA.

92, Avenue Abdelaziz THAALBI El Menzah 9A 1004 Tunis

➤ Opinion sur les états financiers individuels au 31/12/2005

Les états financiers individuels relatifs à l'exercice clos le 31/12/2005, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la Générale d'Audit & Conseil (GAC) représentée par Mr Chiheb GHANMI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont été certifiés sans réserves.

Toutefois, une observation a été avancée dans le cadre des examens spécifiques comme suit :

« La BNA a procédé, au cours des exercices antérieurs au rachat d'une partie de ses actions propres à travers les fonds donnés en gestion pour un montant net s'élevant au 31 décembre 2005 à 7.164 mDT. Cette situation n'a pas été régularisée conformément à l'article 19 de loi 99-92 du 17 août relative à la relance du marché financier ».

La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C

➤ Opinion sur les états financiers consolidés au 31/12/2005

Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005, arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la Générale d'Audit & Conseil (GAC) représentée par Mr Chiheb GHANMI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont été certifiés avec la réserve suivante :

« Comme indiqué dans la note 2 aux états financiers relative au périmètre de consolidation, nous n'avons pas obtenu communication des rapports des commissaires aux comptes de plusieurs sociétés du groupe ».

La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C

➤ Opinion sur les états financiers individuels au 31/12/2006

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31/12/2006, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la Générale d'Audit & Conseil (GAC) représentée par Mr Chiheb GHANMI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont été certifiés sans réserves.

Toutefois, une observation a été avancée dans le cadre des vérifications spécifiques comme suit :

« La BNA a procédé, au cours des exercices antérieurs au rachat d'une partie de ses actions propres à travers les fonds donnés en gestion pour un montant net s'élevant au 31 décembre 2006 à 3 596 mDT. Cette situation n'a pas été régularisée conformément à l'article 19 de loi 99-92 du 17 août relative à la relance du marché financier ».

La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C

➤ **Opinion sur les états financiers consolidés au 31/12/2006**

Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, arrêtés par le conseil d'administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la Générale d'Audit & Conseil (GAC) représentée par Mr Chiheb GHANMI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont été certifiés sous la réserve suivante :

« Comme indiqué dans la note 2 aux états financiers relative au périmètre de consolidation, nous n'avons pas obtenu communication de rapports des commissaires aux comptes de plusieurs sociétés du groupe ».

La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C

➤ **Opinion sur les états financiers individuels au 31/12/2007**

Les états financiers individuels relatifs à l'exercice clos le 31/12/2007, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société GAC représentée par M. Chiheb GHANMI et le cabinet CMC représenté par M. Chérif BEN ZINA, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

« Nous avons audité les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE - (BNA) » arrêtés au 31 Décembre 2007. Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la banque. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie ainsi qu'aux termes de référence pour l'audit des comptes objet de la note de la « BANQUE CENTRALE DE TUNISIE (BCT) » n° 93-23 du 30 Juillet 1993. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

Les états financiers ci-joints, couvrant la période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2007, font apparaître un total bilan net de 5 051,7 Millions de Dinars et un bénéfice net de 28,1 Millions de Dinars. Ce résultat est arrêté compte tenu :

- d'une plus-value sur cession des titres de 26,6 Millions de Dinars ;
- d'une dotation aux provisions nette et résultat des corrections de valeurs de 80,4 Millions de Dinars ;

- d'un impôt sur les sociétés de 1,4 Million de Dinars.

Sur la base des diligences accomplies et à notre avis, les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » ainsi que les résultats de ses opérations et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 Décembre 2007 conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes internationales d'audit applicables en Tunisie.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé ou pris connaissance d'incohérences significatives dans les informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice, pouvant contredire les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007.

Dans le cadre de notre audit et en application de l'article 3 (Nouveau) de la Loi n° 94-117, portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par les textes subséquents, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Il nous a été permis, à travers cet examen, de déceler certaines insuffisances au niveau du système d'information et de contrôle interne de la banque.

Par ailleurs, et en application des dispositions de l'article 19 du Décret n° 2001-2728 du 20 Novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » à la réglementation en vigueur.

En outre, la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » a procédé, au cours des exercices antérieurs au rachat d'une partie de ses actions propres à travers les fonds donnés en gestion pour un montant net s'élevant, au 31 Décembre 2007, à 3 048MDT. Cette situation est en cours de régularisation, conformément à l'article 19 de Loi n°99-92 du 17 Août 1999 relative à la relance du marché financier ».

La Générale d'Audit et de Conseil

Commissariat - Management - Conseil

➤ Opinion sur les états financiers consolidés au 31/12/2007

Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 31/12/2007, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société GAC représentée par M. Chiheb GHANMI et le cabinet CMC représenté par M. Chérif BEN ZINA, selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les commissaires aux comptes ont émis l'opinion suivante :

« Nous avons audité les états financiers consolidés ci-joints du Groupe «BANQUE NATIONALE AGRICOLE» comprenant le bilan, l'état de résultat, l'état des engagements hors bilan, l'état des flux de trésorerie et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives pour l'exercice couvrant la période allant du 1er Janvier 2007 au 31 Décembre 2007.

Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la banque. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes

comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

Sur la base des diligences accomplies et à notre avis, les états financiers consolidés du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, ainsi que les résultats des opérations et les flux de trésorerie de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation pour l'exercice clos le 31 Décembre 2007 conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Vérifications spécifiques

Nous avons procédé à l'examen et aux vérifications spécifiques prévues par la Loi, conformément aux normes d'audit applicables en Tunisie.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé ou pris connaissance d'incohérences significatives dans les informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice, pouvant contredire les états financiers consolidés du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007.

Dans le cadre de notre audit et en application de l'article 3 (Nouveau) de la Loi n° 94-117, portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par les textes subséquents, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers de la société mère. Il nous a été permis, à travers cet examen, de déceler certaines insuffisances au niveau du système d'information et de contrôle interne de la banque.

En outre, la banque a procédé, au cours des exercices antérieurs au rachat d'une partie de ses actions propres à travers les fonds donnés en gestion pour un montant net s'élevant, au 31 Décembre 2007, à 3 048 mDT. Cette situation est en cours de régularisation, conformément à l'article 19 de Loi n°99-92 du 17 Août 1999 relative à la relance du marché financier ».

La Générale d'Audit et de Conseil

Commissariat - Management - Conseil

➤ **Avis sur les états financiers intermédiaires au 30/06/2007**

Les états financiers intermédiaires au 30/06/2007, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un examen limité effectué par la société GAC représentée par M. Chiheb GHANMI et le cabinet CMC représenté par M. Chérif BEN ZINA qui ont émis l'avis suivant :

« En application de l'article 21 bis nouveau de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, telle que modifiée par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières, nous avons procédé à un examen limité des états financiers intermédiaires de la Banque Nationale Agricole arrêtés au 30 juin 2007.

Ces états financiers qui comportent un bilan, un état des engagements hors bilan, un état de résultats, un état des flux de trésorerie et des notes aux états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la banque. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre examen limité.

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme Internationale d'audit relative aux missions d'examen limité. Cette norme requiert que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des procédures analytiques appliquées aux données financières et des entretiens avec les responsables de la banque. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit.

Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'avons pas mis en œuvre toutes les diligences requises pour une mission de certification, dont notamment l'examen de la classification des engagements, l'évaluation des risques, des agios réservés et des provisions devant être constituées au titre des créances classées ou au titre d'autres actifs de la banque au 1^{er} semestre 2007, et de ce fait nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Les états financiers au 30 juin 2007 font apparaître un bénéfice net d'impôt de 10 032 mille Dinars. Ce résultat est arrêté compte tenu d'une dotation aux provisions pour risques d'exploitation forfaitaire pour un montant de 27 000 mille Dinars et d'un impôt sur les bénéfices pour un montant de 1048 mille Dinars déterminé compte tenu d'une déduction au titre de réinvestissement exonéré de 2 100 mille Dinars à réaliser à la fin de l'exercice.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve du point indiqué ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'éléments ou pris connaissance de faits pouvant affecter de façon significative les états financiers intermédiaires de la Banque Nationale Agricole arrêtés au 30 juin 2007 ».

La Générale d'Audit et de Conseil

Commissariat - Management - Conseil

➤ **Avis sur les états financiers intermédiaires au 30/06/2008**

Les états financiers intermédiaires au 30/06/2007, arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un examen limité effectué par la société GAC représentée par M. Chiheb GHANMI et le cabinet CMC représenté par M. Chérif BEN ZINA qui ont émis l'avis suivant :

« En application de l'article 21 bis nouveau de la Loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, telle que modifiée par la Loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières, nous avons procédé à un examen limité des états financiers intermédiaires de la Banque Nationale Agricole arrêtés au 30 juin 2008.

Ces états financiers qui comportent un bilan, un état des engagements hors bilan, un état de résultat, un état des flux de trésorerie et des notes aux états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la banque. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de

notre examen limité.

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme Internationale d'audit relative aux missions d'examen limité. Cette norme requiert que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des procédures analytiques appliquées aux données financières et des entretiens avec les responsables de la banque. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit.

Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'avons pas mis en œuvre toutes les diligences requises pour une mission de certification, dont notamment l'examen de la classification des engagements, l'évaluation des risques, des agios réservés et des provisions devant être constituées au titre des créances classées ou au titre d'autres actifs de la banque au premier semestre 2008, et de ce fait nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Les états financiers au 30 juin 2008 font apparaître un bénéfice net d'impôt de 15 281 Mille Dinars. Ce résultat est arrêté compte tenu d'une dotation aux provisions pour risques d'exploitation forfaitaire pour un montant de 27 000 Mille Dinars et d'un impôt sur les bénéfices pour un montant de 3 592 Mille Dinars déterminé compte tenu d'une déduction au titre de réinvestissement exonéré de 2 500 Mille Dinars à réaliser à la fin de l'exercice.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve du point indiqué ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'éléments ou pris connaissance de faits pouvant affecter de façon significative les états financiers intermédiaires de la Banque Nationale Agricole arrêtés au 30 juin 2008 ».

La Générale d'Audit et de Conseil

Commissariat - Management - Conseil

Attestation des commissaires aux comptes

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans le présent document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées. »



1.4 Attestation de l'intermédiaire en bourse chargé de l'élaboration du document de référence

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour nous assurer de la sincérité du document de référence ».



1.5 Responsable de l'information

M. Ammar Tlili

Directeur chargé de la Direction Centrale des Etudes et du Contrôle de gestion

Tél : 71 833 061 Fax : 71 830 700



CHAPITRE 2 - RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA BANQUE ET SON CAPITAL

2.1. Renseignements de caractère général concernant la banque

2.1.1. Dénomination et siège social

Dénomination sociale	: Banque Nationale Agricole
Siège social	: Rue Hédi Nouria – 1001 Tunis
Téléphone	: (71) 831 000 / (71) 831 200
Télex	: NABATTU 14130/BNATU 15436/ DIRBNA 13220
Fax	: (71) 830 152
Internet Banking	: bnanet.com.tn
Site web	: www.bna.com.tn
E-mail	: bna@bna.com.tn

2.1.2. Forme juridique et législation particulière

Forme juridique : Société Anonyme

Législation particulière applicable : La société est régie par la loi n°2001-65 du 10 Juillet 2001 relative aux établissements de crédit, telle que modifiée par la loi n°2006-19 du 02/05/2006.

2.1.3. Date de constitution et durée

Date de constitution : 01/06/1959

Durée : 99 ans à compter du jour de sa constitution

2.1.4. Objet social

(Article 3 des statuts)

La société a pour objet :

- La création d'un établissement de banque et de crédit pour favoriser le développement de l'économie en général et pour participer en particulier au développement du secteur agricole et de la pêche en Tunisie par l'attribution aux personnes physiques ou morales, des crédits à court terme, à moyen et à long terme, avec ou sans garanties, et plus généralement de faire en Tunisie et à l'étranger pour elle-même ou pour le compte de tiers, toutes opérations de banque, d'escompte, d'avance de crédit, de commission, de souscription, émissions, dépôts de fonds et toutes les opérations directes ou indirectes, financières, industrielles, commerciales mobilières et immobilières des maisons de banque et des établissements de crédit.
- L'institution et le développement du crédit mutuel en Tunisie dans le cadre des textes réglementant cette matière.
- Et enfin, de prendre toutes participations dans toutes opérations pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou autrement.

2.1.5. Registre du commerce

B142431996TUNIS

2.1.6. Exercice social

Du 1^{er} Janvier au 31 Décembre de chaque année

2.1.7. Clauses statutaires particulières

Répartition des bénéfices (Article 49 des statuts) :

Le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, et ce, après déduction de ce qui suit :

- Une fraction égale à 5% du bénéfice déterminé comme ci-dessus indiqué au titre des réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.
- La réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui y sont fixés.
- Les réserves que l'Assemblée Générale décide de constituer, les sommes destinées au fonds d'aide et de prévoyance sociale ainsi que les résultats reportés conformément à la réglementation en vigueur.

Paiement des dividendes (Article 50 des statuts) :

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques et aux caisses désignées par l'Assemblée Générale, ou, à défaut par le Conseil.

Tous intérêts et dividendes régulièrement perçus ne peuvent être objet de report ou de restitution sauf les cas prévus par la loi. Ceux non touchés cinq ans après la date de mise en paiement sont prescrits au profit de l'Etat.

Assemblées générales :

⇒ Nature des Assemblées (Article 33 des statuts)

Les actionnaires se réunissent en Assemblées Générales lesquelles sont qualifiées : d' « Assemblées Générales Extraordinaires » lorsque leurs décisions se rapportent à une modification des statuts, d' « Assemblées Générales Ordinaires » dans tous les autres cas.

Les actionnaires sont réunis chaque année en Assemblée Générale Ordinaire sur la convocation du Conseil d'Administration, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable aux jours, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

En dehors des Assemblées Générales Ordinaires annuelles, ces Assemblées peuvent être convoquées extraordinairement par le Conseil d'Administration lorsqu'il en reconnaît l'utilité. Le même droit appartient aux Commissaires aux Comptes ou au mandataire nommé par le Tribunal sur demande de tout intéressé en cas d'urgence ou à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant au moins quinze pour cent du capital social.

Dispositions générales communes aux Assemblées Ordinaires et Assemblées Générales Extraordinaires :

⇒ Convocation (Article 34 des statuts)

L'Assemblée Générale Ordinaire est convoquée par un avis publié au JORT et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe dans le délai de quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion, l'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion ainsi que l'ordre du jour. Il en est de même en ce

qui concerne les formalités et le délai de convocation des Assemblées Générales Ordinaires sur 2^{ème} convocation.

Préalablement à l'Assemblée, le texte des résolutions proposées ainsi que la liste des actionnaires seront tenus au siège de la société à la disposition des actionnaires quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont convoquées dans les délais fixés par l'auteur de la convocation par des avis au JORT et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe.

Les Assemblées se réunissent au siège social ou dans tout autre endroit indiqué par les convocations et ce, sous réserve du respect des dispositions de la Loi relative à la réglementation du Marché Financier.

La Banque s'engage à conformer l'article 34 de ses statuts aux dispositions de l'article 280 du Code des Sociétés Commerciales.

⇒ **Droit d'assister aux Assemblées (Article 35 des statuts)**

Sous réserve des dispositions de l'article 40 ci-après, tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales, sur simple justification de son identité, à condition que ses actions soient libérées des versements exigibles et qu'elles aient été inscrites à son compte de valeurs mobilières (ou d'actions) cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration a la faculté, par voie de mesure générale, d'abréger le délai ci-dessus fixé.

Nul ne peut représenter un actionnaire à l'Assemblée s'il n'est lui-même membre de cette Assemblée ou représentant légal d'un membre de l'Assemblée. Les pouvoirs, dont la forme est déterminée par le Conseil d'Administration doivent être déposés au siège social cinq jours au moins avant la réunion.

L'Etat Tunisien est valablement représenté par ses mandataires dans les formes déterminées par la loi.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les représentants des sociétés actionnaires ont accès aux Assemblées qu'ils soient ou non personnellement actionnaires. L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire.

Tout actionnaire peut voter par correspondance ou se faire représenter par toute personne munie d'un mandat spécial.

En cas de vote par correspondance, il sera mis à la disposition des actionnaires un formulaire spécial à cet effet. Le vote émis de cette manière n'est valable que si la signature apposée au formulaire est légalisée.

Il n'est tenu compte que des votes reçus par la société avant l'expiration du jour précédant la réunion de l'Assemblée Générale.

Le vote par correspondance doit être adressé à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les Commissaires aux Comptes sont obligatoirement convoqués à toutes les Assemblées Générales.

La Banque s'engage à conformer l'article 35 de ses statuts aux dispositions de l'article 278 du Code des Sociétés Commerciales.

Règles spéciales aux Assemblées Générales Ordinaires :

⇒ **Composition (Article 40)**

Les assemblées Générales Ordinaires se composent des actionnaires prioritaires d'au moins 10 actions libérées. Toutefois plusieurs actionnaires peuvent se réunir pour atteindre le minimum sus-visé et se faire représenter par l'un d'eux.

⇒ **Quorum (Article 41)**

Pour délibérer valablement l'Assemblée Générale Ordinaire doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant aux moins le tiers des actions donnant droit au vote.

A défaut de quorum, une 2^{ème} Assemblée est tenue dans un délai de 15 jours. Celle-ci peut statuer valablement quelque soit le nombre des actionnaires présents ou représentés.

⇒ **Vote (Article 42)**

Les délibérations de L'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des membres présents au représentés.

⇒ **Pouvoirs spéciaux (Article 43)**

Les Assemblées Générales Ordinaires ont à statuer sur toutes les questions qui excèdent la compétence du Conseil d'Administration. Elles confèrent à ce dernier les autorisations nécessaires pour tous les cas où les pouvoirs à lui attribués seraient insuffisants.

L'Assemblée Générale Ordinaire a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

- L'Assemblée Générale Ordinaire doit notamment entendre le rapport du Conseil d'Administration sur les affaires sociales ainsi que le rapport du ou des commissaires aux comptes sur la situation de la société, les états financiers présentés par le Conseil d'Administration.
- Elle discute, approuve ou redresse les états financiers et les rapports du Conseil d'Administration et d'une façon générale examine les actes de gestion des administrateurs, leur donne quitus, elle statue sur l'affectation des réserves ainsi que des sommes destinées au fonds d'aide et de prévoyance sociale et la répartition des bénéfices conformément à la réglementation en vigueur.
Elle statue, approuve les états financiers consolidés conformément à la réglementation en vigueur relative au système comptable des entreprises ainsi que le rapport de gestion relatif au groupe de sociétés.
Les délibérations concernant l'approbation des états financiers doivent être précédées des rapports des Commissaires aux Comptes à peine de nullité.
- Elle nomme, révoque, remplace et réélit les Administrateurs et les Commissaires aux Comptes, elle approuve ou rejette les nominations provisoires d'administrateurs effectuées par le Conseil d'Administration.
- Elle détermine les sommes allouées aux administrateurs et aux membres du Comité Permanent d'Audit conformément aux dispositions en vigueur.
- Elle approuve ou désapprouve les conventions visées par l'article 29 que le Conseil d'Administration a approuvées.
- Elle délègue au Conseil les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'émission d'obligations en une ou plusieurs fois et d'en arrêter les conditions et modalités avec précision du montant global de l'emprunt obligataire et le délai dans lequel les obligations doivent être émises et ce conformément à la réglementation en vigueur.
- Elle autorise le Conseil d'Administration à procéder à l'achat et la revente en bourse des actions de la société en vue de réguler leurs cours et ce conformément à la réglementation du marché financier.
Etant spécifié que les attributions ci-dessus indiquées sont toujours considérées comme étant à l'ordre du jour de toutes les Assemblées Ordinaires annuelles, même si les convocations n'en faisaient pas mention.
Enfin, elle délibère sur toutes autres propositions portées à son ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

La Banque s'engage à conformer l'article 43 de ses statuts aux dispositions de l'article 283 du Code des Sociétés Commerciales.

Règles spéciales aux Assemblées Générales Extraordinaires :

⇒ Composition (Article 44)

L'Assemblée Générale Extraordinaire se compose de tous les actionnaires, quelque soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient libérées des versements exigibles.

⇒ Vote (Article 45)

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions sans limitation.

⇒ Quorum – Pouvoirs – Texte de résolutions (Article 46)

a- L'Assemblée Générale Extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement qu'autant qu'elle est composée d'actionnaires détenant au moins la moitié du capital, et sur deuxième convocation le tiers du capital.

A défaut de ce quorum, une troisième assemblée pourrait être tenue dans un délai ne dépassant pas deux mois à compter de la date de convocation. Celle-ci pourrait valablement statuer à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

b- L'assemblée Générale Extraordinaire peut, sur la proposition du Conseil d'Administration, apporter aux statuts toutes modifications et ce dans le respect de la législation en vigueur. Elle ne peut toutefois, ni changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires. Elle peut notamment décider, sans que l'énumération ci-après ait un caractère limitatif :

- La transformation de la société en toute forme de société compatible avec les lois sur les établissements de crédits ;
- La fusion de la société avec toute société constituée ou à constituer ;
- La modification de l'objet social ;
- La modification de la dénomination sociale ;
- Le transfert du siège social à une autre ville ;
- L'augmentation ou la réduction du capital social ;
- La modification de la durée de la Société, sa réduction, son extension ou sa dissolution anticipée ;
- La modification des caractéristiques des actions ;
- La réduction ou l'accroissement du nombre des administrateurs ;
- La modification de la composition de l'Assemblée Générale Ordinaire ;
- La cession du fonds de commerce, ou de l'un de ses éléments, ou de la location-gérance du fonds de commerce.

Et ce, en respect de la réglementation du Marché Financier.

c- Préalablement à l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie sur première convocation, le texte des résolutions proposées sera tenu au siège de la Société à la disposition des actionnaires avant la date de la réunion.

Transmission des actions (Article 14 des statuts) :

Les actions sont négociées par leur transfert d'un compte à un autre.

En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables dès la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2.1.8. Capital social

Le capital s'élève à 100 000 000 dinars, divisé en 20 000 000 actions de nominal 5* dinars entièrement libérées.

2.1.9. Nationalité

Tunisienne

2.1.10. Régime fiscal

Droit commun

2.1.11. Matricule fiscal

000 123 LAM 000

2.1.12. Lieu où peuvent être consultés les documents de la banque

Siège social de la banque : Rue Hédi Nouira – 1001 Tunis

2.1.13. Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et la STICODEVAM

Melle Sabeh MALLEK, Responsable De la Direction du Marché Financier à la BNA

Tél : 71 902 568 Fax : 71 901 731

2.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la banque

Capital social : 100 000 000 dinars

Nombre d'actions : 20 000 000 actions

Nominal : 5* dinars

Forme des actions : Nominative

Catégorie : actions ordinaires

Libération : intégrale

Jouissance : 1^{er} janvier 2008

* Réduction de la valeur nominale de 10 DT à 5DT suite à la décision de l'AGE du 23 Mai 2007.

2.3. Evolution du capital social

Décision	Nature de l'opération	Evolution du capital		Capital en circulation		Nominal
		Montant en Dinars	Nombre d'actions	Montant en Dinars	Nombre d'actions	
AGE du 31/05/1959	Constitution			400 000	40 000	10
AGE du 18/05/1968	Aug. Par incorporation de réserves	400 000	40 000	800 000	80 000	10
	Aug. Par émission en numéraire	400 000	40 000	1 200 000	120 000	
AGE du 08/08/1969	Aug. Par émission en numéraire	400 000	40 000	1 600 000	160 000	10
AGE du 25/05/1974	Aug. Par incorporation de réserves	800 000	80 000	2 400 000	240 000	10
	Aug. Par émission en numéraire*	1 600 000	160 000	4 000 000	400 000	10
AGE du 16/04/1977	Aug. Par incorporation de réserves	400 000	40 000	4 400 000	440 000	10
	Aug. Par émission en numéraire	1 600 000	160 000	6 000 000	600 000	
AGE du 23/06/1981	Aug. Par incorporation de réserves	2 000 000	200 000	8 000 000	800 000	10
	Aug. Par émission en numéraire	4 000 000	400 000	12 000 000	1 200 000	
AGE du 25/05/1985	Aug. Par incorporation de réserves	3 000 000	300 000	15 000 000	1 500 000	10
	Aug. Par émission en numéraire	8 000 000	800 000	23 000 000	2 300 000	
AGE du 24/06/1989	Aug. Par fusion par absorption de la BNDA	10 000 000	1 000 000	33 000 000	3 300 000	10
AGE du 27/07/1991	Aug. Par incorporation de réserves	3 000 000	300 000	36 000 000	3 600 000	10
CA du 30/08/1991	Aug. Par émission en numéraire	14 000 000	1 400 000	50 000 000	5 000 000	
AGE du 29/01/1994	Aug. Par incorporation de réserves	2 500 000	250 000	52 500 000	5 250 000	10
	Aug. Par émission en numéraire	22 500 000	2 250 000	75 000 000	7 500 000	
CA du 20/07/1994	Aug. Par incorporation de réserves	22 500 000	2 250 000	97 500 000	9 750 000	
	Aug. Par émission en numéraire	2 500 000	250 000	100 000 000	10 000 000	
AGE du 23/05/2007	Réduction du nominal de l'action			100 000 000	20 000 000	5

*Opération réalisée en deux tranches : Septembre 1974 et Novembre 1975

2.4. Répartition du capital et des droits de vote au 31/12/2008

2.4.1. Structure du capital au 31/12/2008

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
Actionnaires tunisiens	3 392	19 855 699	99 278 495	99,28%
Personnes morales	171	14 722 592	73 612 960	73,61%
Ayant 3% et plus	7	10 641 346	53 206 730	53,21%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	11	2 411 040	12 055 200	12,06%
Public ayant au maximum 0,5%	153	1 670 206	8 351 030	8,35%
Personnes physiques	3221	5 133 107	25 665 535	25,67%
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	9	1 886 414	9 432 070	9,43%
Public ayant au maximum 0,5%	3 212	3 246 693	16 233 465	16,23%
Actionnaires étrangers	11	93 281	466 405	0,47%
Personnes morales	4	80 995	404 975	0,40%
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	0	0	0	0,00%
Public ayant au maximum 0,5%	4	80 995	404 975	0,40%
Personnes physiques	7	12 286	61 430	0,06%
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	0	0	0	0,00%
Public ayant au maximum 0,5%	7	12 286	61 430	0,06%
Actionnaires droits rompus		37 976	189 880	0,19%
Actionnaires à régulariser		13 044	65 220	0,07%
TOTAUX	3 403	20 000 000	100 000 000	

2.4.2. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 31/12/2008

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
Etat Tunisien	3 622 724	18 113 620	18,1%
Office des Céréales	1 785 964	8 929 820	8,9%
Caisse Nationale de Sécurité Sociale "CNSS"	1 519 770	7 598 850	7,6%
Office de Commerce de Tunisie	1 507 498	7 537 490	7,5%
ETAP	810 026	4 050 130	4,1%
BTE	766 002	3 830 010	3,8%
Caisse Nationale d'Assurance Maladie "CNAM"	629 362	3 146 810	3,1%
Total	10 641 346	53 206 730	53,2%

2.4.3. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 31/12/2008

Actionnaires	Qualité	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
M. Moncef DAKHLI	PDG	0	0	0,0%
Etat Tunisien	Administrateur	3 622 724	18113620	18,1%
Office des Céréales	Administrateur	1 785 964	8929820	8,9%
Caisse Nationale de Sécurité Sociale "CNSS"	Administrateur	1 519 770	7598850	7,6%
Office de Commerce de Tunisie	Administrateur	1 507 498	7537490	7,5%
CTAMA	Administrateur	350 994	1754970	1,8%
M. Sahbi MAHJOUB	Administrateur	150	750	0,0%
M. Mustapha LAHMAR	Administrateur	330 130	1650650	1,7%
M. Ali HLIOUI	Administrateur	2 334	11670	0,01%
M. Laroussi BOUZIRI	DGA	1 138	5 690	0,00%
Total		9 120 702	45 603 510	45,6%

2.4.4. Nombre d'actionnaires au 31/12/2008

Le capital de la BNA est réparti entre 3 403 actionnaires :

- 175 personnes morales
- 3 228 personnes physiques

2.5. Description sommaire du groupe BNA au 31/12/2007

2.5.1. Présentation générale du groupe BNA

2.5.1.1. Présentation des sociétés du groupe BNA

Au 31/12/2007, la BNA est à la tête du « Groupe BNA » composé de 18 sociétés intervenant dans plusieurs domaines d'activité.

Il est à signaler à ce niveau que le périmètre de consolidation ayant servi de base pour l'établissement des états financiers consolidés de la BNA arrêtés au 31/12/2007 comprend 23 sociétés (19 sociétés intégrées globalement et 4 mises en équivalence).

En effet, ce périmètre a été arrêté compte tenu du référentiel juridique et comptable suivant :

- La loi 2001/117 complétant le code des sociétés commerciales, relative aux groupes de sociétés ;
- Les normes comptables régissant la consolidation, notamment :
 - La NC 35 relative aux états financiers consolidés d'un groupe d'entreprises contrôlées par une société mère ;
 - La NC 36 relative aux participations dans les entreprises associées

- La NC 37 relative aux participations dans les co-entreprises.

Ainsi, le périmètre de consolidation de la BNA est composé :

- du « Groupe BNA » soit la société mère et ses 18 filiales ;
- et de 4 entreprises associées à savoir :
 1. La STIA est une société opérant dans le secteur de l'industrie Automobile. La BNA y détient une participation de 49,99 %. Elle est en cours de privatisation.
 2. La Générale de Vente « GEVE », créée en Juillet 2007 par la STB et la BNA dans le cadre de l'assainissement de la situation de la STIA en vue de sa privatisation.
 3. La STR « TUNIS RE » est une société de réassurance dans laquelle la BNA détient une participation directe de 20,89 % .
 4. SAHARA PALACE dans laquelle la BNA détient indirectement, à travers sa filiale SICAF Participations BNA « SPB », une participation de 27,08 %. Cette société est en cours de liquidation depuis Août 2006.

Dénomination sociale	Capital social au 31/12/2007 (en Dinars)	Nombre d'actions	Participation directe de la BNA (en nombre d'actions)	Taux de participation directe de la BNA	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
BNA	100 000 000	20 000 000	-	-	100%	IG
BNA CAPITAUX	5 000 000	50 000	49 500	99,00%	100%	IG
SOIVM SICAF	4 000 000	400 000	219 998	55,00%	87,50%	IG
Placement Obligataire SICAV	244 887 900	2 448 879	898	0,04%	0,10%	IG
SICAV BNA	3 574 800	35 748	6 937	19,41%	22,87%	IG
SICAR INVEST	8 000 000	800 000	257 998	32,25%	49,13%	IG
SIP SICAR	3 000 000	300 000	-	-	100%	IG
SOFINREC	8 000 000	1 600 000	1 540 000	96,25%	100%	IG
SICAF Participations BNA	500 000	50 000	50 000	100,00%	100%	IG
SIMPAR	3 000 000	600 000	180 000	30,30%	42,08%	IG
ESSOUKNA	3 006 250	3 006 250	1 193	0,04%	70,56%	IG
Immobilière "Les Cèllets"	900 000	180 000	52 898	29,39%	100%	IG
El Médina	900 000	90 000	2	0,0022%	99,99%	IG
SIVIA	1 400 000	140 000	6	0,04%	99,99%	IG
SOGEST	100 000	10 000	2 000	20,00%	94,74%	IG
AGRO SERVICES	200 000	2 000	597	29,85%	29,90%	IG
TIS	250 000	2 500	748	29,92%	68,00%	IG
IFRIKIA	2 500 000	250 000	-	-	100%	IG
Société "ZIED"	1 160 280	116 028	-	-	100%	IG

Banque Nationale Agricole (BNA) :

Créée en juin 1959, la Banque Nationale Agricole est une société anonyme, au capital social de 100MD divisé en 20 000 000 d'actions de nominal 5 dinars, dont 18% est détenu par l'Etat tunisien.

L'objet social de la banque est l'exercice de la profession bancaire notamment par la mobilisation de l'épargne et l'octroi de crédits.

L'introduction de la BNA à la cote de la bourse a eu lieu en Octobre 1990.

BNA Capitaux :

Créée en Mars 1995, l'activité de BNA Capitaux porte essentiellement sur le courtage en bourse et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et de tout patrimoine ainsi que la gestion d'OPCVM sous toutes leurs formes.

Le capital social de la société s'élève à 5MD divisé en 50 000 actions de valeur nominale 100D chacune totalement libérées. Il est détenu à hauteur de 99% par la BNA (participation directe).

La société BNA Capitaux figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société d'Investissement en Valeurs Mobilières « SOIVM SICAF » :

Créée en Juillet 1993, la société a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Le capital social de la société s'élève à 4MD divisé en 400 000 actions de valeur nominale 10D. Il est détenu directement à hauteur de 55% par la BNA.

La société SOIVM SICAF figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Placement Obligataire SICAV :

Créée en Septembre 1996, la société a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières au moyen de ses fonds propres à l'exclusion de toutes autres ressources.

Au 31/12/2007, l'actif net de la POS a atteint 256 245 648D avec une valeur liquidative de 104,638D et 2 448 879 parts dont 898 parts détenues par la BNA, soit 0,04%.

La BNA est dépositaire de la société « Placement Obligataire SICAV ».

La société « Placement Obligataire SICAV » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

SICAV BNA :

Créée en 1993, la société a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières acquis au moyen de ses fonds propres.

Au 31/12/2007, l'actif net de la SICAV BNA a atteint 2 660 340D avec une valeur liquidative de 74,419D et 35 748 parts dont 6 937 parts détenues par la BNA, soit 19,4%.

La BNA est dépositaire de la société « SICAV BNA ».

La société « SICAV BNA » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société d'Investissement à Capital Risque « SICAR INVEST » :

Créée en Mars 1997, la société a pour objet la participation pour son propre compte ou pour le compte de tiers au renforcement des fonds propres des entreprises clientes.

Le capital social s'élève à 8MD divisé en 800 000 actions de valeur nominale 10D, et il est détenu directement à hauteur de 32,25% par la BNA.

La SICAR INVEST figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société d'Investissement à Capital Risque « SIP SICAR » :

Créée en 1997, la SIP SICAR est société d'investissement à capital risque.

Le capital social s'élève à 3MD divisé en 300 000 actions de valeur nominale 10D, et la BNA ne détient directement aucune action dans le capital de la société.

La SIP SICAR figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société Financière de Recouvrement des Créances « SOFINREC » :

Créée en Avril 2001, la SOFINREC est une société de recouvrement des créances affiliées à la BNA.

Le capital social s'élève à 8MD divisé en 1 600 000 actions de valeur nominale 5D entièrement libérées. Il est détenu directement à hauteur de 96,25% par la BNA.

La SOFINREC figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

« SICAF Participations BNA » :

Créée en Décembre 2003, la « SICAF Participations BNA » est une société d'investissement à capital fixe régie par la loi n°88-92 telle que modifiée par la loi 92-113 et complétée par la loi 2003-32 relative aux mesures fiscales portant appui aux opérations d'assainissement financier des banques de développement. Elle est chargée d'acquérir et de gérer le portefeuille titres de participations non rentables de la BNA.

Le capital social s'élève à 500mD divisé en 50 000 actions de valeur nominale 10D, et il est exclusivement détenu par la BNA.

La SICAF Participations BNA figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société ZIED :

Créée en Mai 2004, la société ZIED, Société à responsabilité limitée, a pour objet le commerce en gros de matériaux de construction ainsi que la gestion de portefeuille ou prise de participations.

Le capital social s'élève à 1,1MD. La BNA ne détient aucune action dans le capital de la société.

L'activité de commerce de gros n'a pas encore débuté et les revenus de la société sont constitués entièrement des revenus de portefeuille provenant des dividendes distribués par la SIMPAR.

La société ZIED figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société Immobilière et de Participations « SIMPAR » :

Créée en Avril 1973, l'activité de la SIMPAR porte sur toutes les opérations immobilières et de participations.

Le capital social s'élève à 3MD divisé en 600 000 actions de valeur nominale 5D entièrement libérées. Il est détenu directement à hauteur de 30,3% par la BNA.

La SIMPAR figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

ESSOUKNA :

Créée en Novembre 1983, la société ESSOUKNA est une société de promotion immobilière.

Le capital social s'élève à 3MD divisé en 3 006 250 actions de valeur nominale 1D entièrement libérées. Il est détenu directement à hauteur de 0,04% par la BNA.

La société ESSOUKNA figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société Immobilière et de Viabilisation « SIVIA » :

Créée en Avril 1980, l'activité de la SIVIA porte sur toutes les opérations immobilières.

Le capital social s'élève à 1,4MD divisé en 140 000 actions de valeur nominale 10D entièrement libérées. Il est détenu directement par la BNA à hauteur de 0,04%.

La société « SIVIA » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

El Médina :

Créée en 1988, l'activité de la société « El Médina » porte sur l'acquisition et la vente de tous biens immobiliers.

Le capital social s'élève à 900mD divisé en 90 000 actions de valeur nominale 10D entièrement libérées. Il est détenu à hauteur de 0,0022% par la BNA.

La société « El Médina » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Les Œillels :

Créée en Décembre 1997, l'activité initiale portait sur la construction de logements pour le compte du personnel de la BNA. En 2003, son objet a été étendu à tous les projets immobiliers.

Le capital social s'élève à 900mD divisé en 180 000 actions de valeur nominale 5D entièrement libérées. Il est détenu directement à hauteur de 29,39% par la BNA.

La société « Les Œillels » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

IFRIKIA :

La société agricole IFRIKIA est une société anonyme au capital de 2,5MD divisé en 250 000 actions de valeur nominale 10D chacune. La BNA ne détient directement aucune action dans le capital de la société.

Etant donné que l'activité de la société est une activité agricole, l'exercice social de la société s'étend du 1er septembre au 31 août de chaque année.

La société « IFRIKIA » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Tunisie Informatiques Services :

Créée en Juin 1991, la société « TIS » a pour objet de concourir au développement des secteurs de l'informatique, de la télématique et de la monétique.

Le capital social s'élève à 250mD divisé en 2 500 actions de valeur nominale 100D entièrement libérées. Il est détenu directement à hauteur de 29,9% par la BNA.

La société « TIS » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société Générale d'Etudes, de Supervision et de Travaux « SOGEST » :

Créée en décembre 1978, l'objet de la SOGEST porte sur l'engineering conseil comprenant études techniques, surveillance de chantiers, supervision, coordination et contrôle des travaux dans le domaine génie civil et bâtiments.

Le capital social de la société s'élève à 100mD divisé en 10 000 actions de valeur nominale 10D entièrement libérées. Il est détenu directement à hauteur de 20% par la BNA.

La société « SOGEST » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Société d'Etudes et de Prestation de Services « Agro Services » :

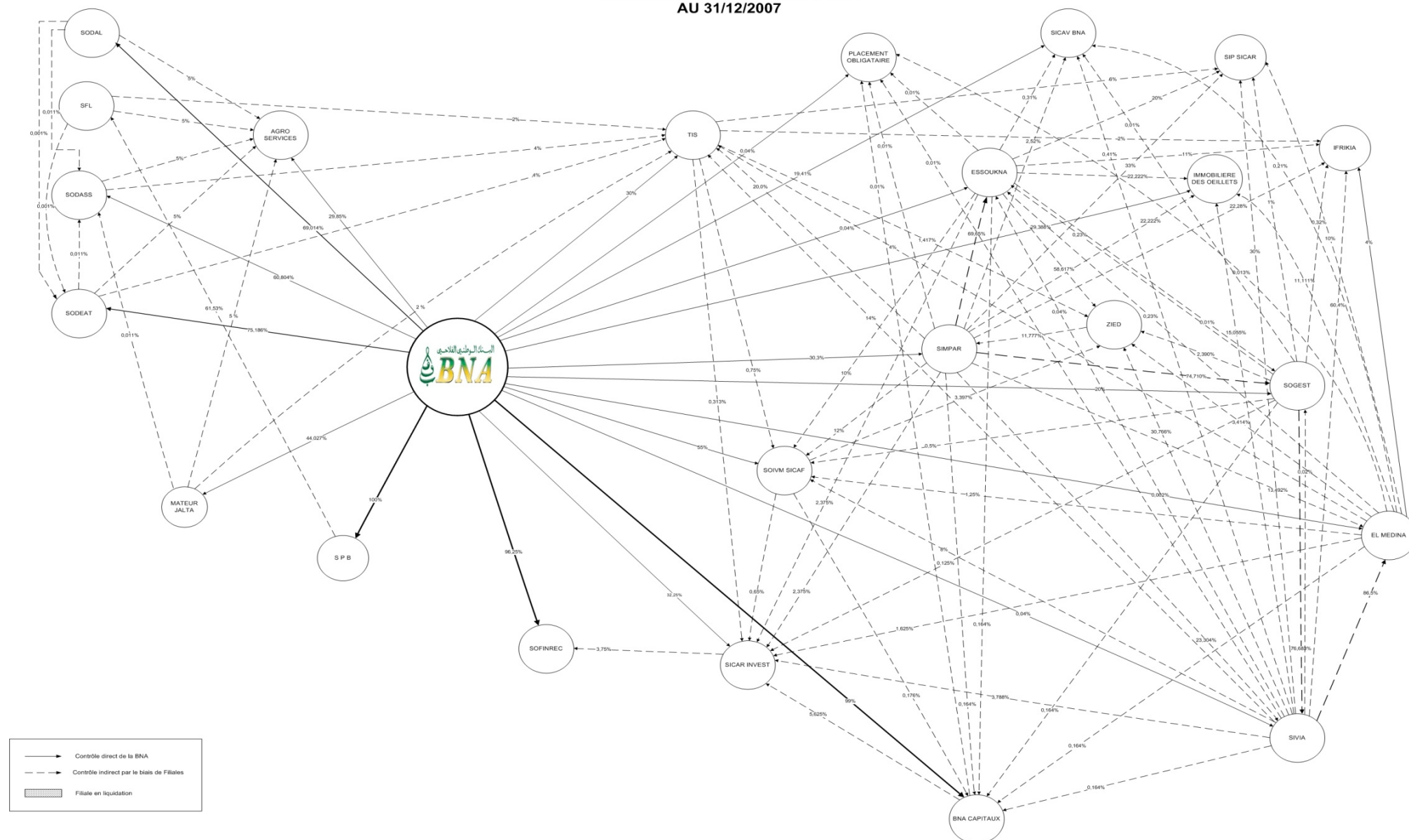
Créée en juin 1991, la société a pour objet de concourir au développement du secteur de l'agriculture et de la pêche et ce, par la réalisation d'études de faisabilité et la fourniture d'une assistance technique en matière de production et de gestion des exploitations agricoles.

Le capital social s'élève à 200mD et il est détenu à hauteur de 29,8% par la BNA.

La société « Agro Services » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

2.5.1.2. Schéma financier du groupe au 31/12/2007

**CARTOGRAPHIE DU GROUPE BNA
AU 31/12/2007**



2.5.1.3. Etat des participations entre les sociétés du groupe arrêté au 31/12/2007

	BNA	SOFINEREC	BNAC	SIP	SOIVM	SICAR INVEST	T.I.S	SICAV BNA	POS	SIVIA	SIMPAR	MADINA	OEILL.	ESSOUKNA	SOGEST	IFRIKIA	Agro Services	ZIED	S.P.BNA
BNA		96,25%	99,00%		55,00%	32,25%	29,92%	19,41%	0,04%	0,04%	30,30%	0,0022%	29,39%	0,04%	20,00%		29,85%		100,00%
SOFINEREC																			
BNAC	0,08%					5,63%			0,01%										
SIP																			
SOIVM	0,48%		0,18%			0,65%												3,40%	
SICAR INVEST	0,26%	3,75%																	
T.I.S				6,00%	0,75%	0,31%										2,00%		1,42%	
SICAV																			
POS																			
SIVIA	0,45%		0,16%	30,00%	8,00%	3,79%	14,00%	0,41%	0,01%			86,50%	15,06%	0,40%	0,02%	60,40%		30,77%	
SIMPAR	1,46%		0,16%	33,00%	12,00%	2,38%	20,00%	2,52%	0,01%	23,30%		13,49%	22,22%	69,63%	74,71%	22,28%			
MADINA	0,10%		0,16%	10,00%	1,25%	1,63%	4,00%	0,21%	0,01%			0,00%	11,11%	0,23%		4,00%		3,41%	
OEILL.																			
ESSOUKNA	0,55%		0,16%	20,00%	10,00%	2,38%		0,31%	0,01%				22,22%		0,01%	11,00%		58,62%	
SOGEST			0,16%	1,00%	0,50%	0,13%		0,01%		76,68%				0,23%	0,00%	0,32%		2,39%	
IFRIKIA																			
Agro Services																			
Sté ZIED											11,78%								
S.P.BNA																			

- La BNA s'engage à se conformer aux dispositions de l'article 466 de la loi 2001-117 du 06/12/2001 concernant les groupes de sociétés afin d'annuler les participations croisées entre les sociétés du groupe.
- La BNA s'engage à se conformer aux dispositions de l'article 21 de la loi 2001-65 du 10/07/2001 relative aux établissements de crédit en matière de seuil de participation.

Evènements récents modifiant le schéma financier du groupe

En 2008, la BNA a renforcé sa participation directe dans le capital de SOIVM SICAF le portant à 62,86% au 31/12/2008 contre 55% au 31/12/2007. De plus, la BNA a acquis une nouvelle participation dans le capital de la société SODINO. Cette dernière fait désormais partie des entreprises associées.

2.5.1.4. Chiffres clés des sociétés du groupe au 31/12/2007

(en mD)

Sociétés	Capitaux propres avant affectation	Chiffre d'affaires (Produits d'exploitation)	Résultat d'exploitation	Résultat net	Dettes globales (Total passifs)	Charges financières	Dividendes distribués en 2007 au titre de l'exercice 2006	Dividendes distribués en 2008 au titre de l'exercice 2007
Banque Nationale Agricole	386 856	340 523	27 850	28 106	4 664 804	148 066	8 000	8 000
BNA Capitaux	7 465	1 790	307	1 205	2 624	54	300	300
SOFINREC	12 196	7 361	3 477	549	52 603	2 446	120	0
SIACR INVEST	8 513	842	244	249	55 131	17	0	0
SIP SICAR	3 195	274	(77)	(12)	5 176	0	0	0
SOIVM SICAF	5 168	1 300	957	956	47	0,3	0	300
SICAF Participations	597	0	(11)	11	12	0	0	0
SICAV BNA	2 660*	136	26	165	42	39**	47	26
Placement Obligataire SICAV	256 246*	12 903	11 384	11 150	1 254	1 178**	8 826	10 830
SIMPAR	20 113	12 236	2 965	1 573	23 706	1 000	810	750
ESSOUKNA	14 937	14 595	2 774	1 830	24 527	1 169	661	722
SIVIA	6 450	10 828	2 731	713	29 074	1 857	112	140
EL MADINA	1 633	5 183	1 305	312	14 884	862	0	90
LES ŒILLET	535	1 822	441	(143)	6 712	582	0	0
Société Agricole IFRIKIA	1 130	18	(378)	(280)	59	0	0	0
TIS	840	2 548	130	117	1 608	3	25	30
SOGEST	1 455	911	145	126	280	1	40	55
AGROSERVICES	1 283	2 064	(44)	9	649	16	11	0
ZIED	1 258	95	85	90	3,5	0,1	79	85

* Actif net

** Charges de gestion des placements

2.5.1.5. Engagements financiers du groupe au 31/12/2007

(en Dinars)	Crédits extérieurs	Fonds Gérés	Emprunts & Ressources spéciales	Billets de Trésorerie	Crédits bancaires	Découverts bancaires	Emprunts obligataires	Leasing	Total
BNA	43 156 400		565 981 220		234 775 125		585 625		844 498 370
SOFINREC					51 651 736	322			51 652 058
BNAC					362 075	76 384			438 459
SIP		5 067 924				63			5 067 987
SOIVM									-
SICAR INVEST		47 291 122	3 665 890			655 817			51 612 829
T.I.S									-
SICAV BNA									-
POS									-
SIVIA				100 000	24 173 550	999 439			25 272 989
SIMPAR					16 328 252	54 669			16 382 921
MADINA					13 268 401				13 268 401
IMMOB.OEILL.					6 121 152				6 121 152
ESSOUKNA					17 810 571				17 810 571
SOGEST						24 641			24 641
IFRIKIA									-
AGROSERVICES									-
Sté ZIED									-
SICAF Participation									-
Total	43 156 400	52 359 046	569 647 110	100 000	364 490 862	1 811 335	585 625	-	1 032 150 378

2.5.1.6. Politique actuelle et future de financement inter sociétés du groupe

Afin de répondre à leurs besoins de financement, les sociétés du groupe recourent généralement au marché financier et au système bancaire notamment la BNA. Elles peuvent en outre émettre des billets de trésorerie avalisés par la BNA.

2.5.2. Relations avec les sociétés du groupe BNA au 31/12/2007

2.5.2.1. Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du groupe

Crédits reçus :

Les dépôts des sociétés du groupe auprès de la BNA se détaillent comme suit:

(en Dinars)	Dépôts à vue	Autres dépôts	Placements OPCVM (en nombre d'actions)	
			SICAV-BNA	POS
BNA-Capitaux	366 218	1 170 000		
Agro-Services	20 685	100 000		
Sicav-BNA	746	539 000		
POS	5 556	55 765 000		
SOFINREC	11 068			
TIS	45 328	150 000		5 778
Sicaf Participations				
BNA	11 492	50 000		4 850
SOIVM Sicaf	17 500			
SICAR Invest	343 059			147 005
Zied	93 495			205
SOGEST	5			
SIVIA	421 774		147	300
Essoukna	254 159		110	300
SIMPAR	964 651		900	350
Sté Agricole IFRIKIA	24 138	1 110 000		
Les Œillets				
El Medina			75	250
SIP Sicar	15 567	994 000		35 430
Total	2 595 441	59 878 000	1 232	194 468

Prêts octroyés :

La BNA a accordé des concours aux sociétés du groupe comme suit :

(en Dinars)	DECOUVERT	ESCOMPTE	C.C.T	C.M.T	C.L.T	TOTAL
BNA Capitaux	36 378			358 400		394 778
SOFINREC	7 545 663			41 148 485		48 694 148
SIACR INVEST	655 752					655 752
SIP SICAR						0
SOIVM SICAF						0
SICAF Participations						0
SICAV BNA						0
Placement Obligataire SICAV						0
SIMPAR				16 328 252		16 328 252
ESSOUKNA				17 810 571		17 810 571
SIVIA	999 439			21 518 032		22 517 471
EL MADINA	369 138			12 757 102		13 126 240
LES CÉILLETS	46 725		5 537 871	583 280		6 167 876
Société Agricole IFRIKIA						0
TIS						0
SOGEST	5 007					5 007
AGROSERVICES						0
ZIED						0
Total	9 658 102	0	5 537 871	110 504 122	0	125 700 095

Une convention a été conclue entre la BNA et la société EL MEDINA portant sur une enveloppe de crédit de 3 500mD mise à la disposition de la clientèle (Particuliers et Professionnels) de la société.

2.5.2.2. Les apports en capitaux avec les sociétés du groupe

Donnés : La BNA a acquis en 2008, 31 429 actions SOIVM SICAF au prix de 8D l'action.

Reçus : Néant

2.5.2.3. Dividendes encaissés par la BNA et distribués par les sociétés du groupe

Dividendes encaissés par la BNA en 2007 au titre de l'exercice 2006

(en Dinars)			
Raison sociale	Dividende par action	Nombre d'actions détenues par la BNA*	Dividendes encaissés par la BNA
SICAV BNA	1,280	6 937	8 879
Placement Obligataire SICAV	4,763	898	4 277
BNA CAPITAUX	6,000	49 500	297 000
SOGEST	4,000	2 000	8 000
ESSOUKNA	0,220	1 193	262
SIMPAR	1,350	180 000	243 000
T.I.S	10,000	748	7 480
SIVIA	0,800	6	5
SOFINREC	0,200	540 000	108 000
Total			676 911

*Nombre d'actions détenues le jour de distribution de dividendes

Dividendes encaissés par la BNA en 2008 au titre de l'exercice 2007

(en Dinars)

Raison sociale	Dividende par action	Nombre d'actions détenues par la BNA *	Dividendes encaissés par la BNA
SICAV BNA	0,752	6 937	5 217
Placement Obligataire SICAV	4,729	898	4 247
BNA CAPITAUX	6,000	49 500	297 000
EL MEDINA	1,000	2	2
SOIVM SICAF	0,750	219 998	164 999
SOGEST	5,500	2 000	11 000
ESSOUKNA	0,240	1 193	286
SIMPAR	1,250	180 000	225 000
T.I.S	12,000	748	8 976
SIVIA	1,000	6	6
Total			716 733

*Nombre d'actions détenues le jour de distribution de dividendes

2.5.2.4. Dividendes distribués par la BNA aux sociétés du groupe en 2007 au titre de l'exercice 2006

Dividendes distribués par la BNA en 2007 au titre de l'exercice 2006

Raison sociale	Nombre d'actions*	Dividende par action	Dividendes encaissés par les sociétés du groupe
SIMPAR	138 714	0,800	110 971
ESSOUKNA	48 039	0,800	38 431
SIVIA	41 645	0,800	33 316
SOIVM SICAF	39 917	0,800	31 934
EL MEDINA	7 846	0,800	6 277
BNA CAPITAUX	7 774	0,800	6 219
SICAR INVEST	25 500	0,800	20 400
SOGEST	175	0,800	140
SICAV BNA	13819	0,800	11 055
Total			258 743

*Nombre d'actions détenues le jour de distribution de dividendes

Dividendes distribués par la BNA en 2008 au titre de l'exercice 2007

Raison sociale	Nombre d'actions*	Dividende par action	Dividendes encaissés par les sociétés du groupe
SIMPAR	277 428	0,400	110 971
ESSOUKNA	96 078	0,400	38 431
SIVIA	83 290	0,400	33 316
SOIVM SICAF	95 276	0,400	38 110
EL MEDINA	15 692	0,400	6 277
SICAR INVEST	51 000	0,400	20 400
SOGEST	350	0,400	140
SICAV BNA	25 000	0,400	10 000
Total			247 646

*Nombre d'actions détenues le jour de distribution de dividendes

2.5.2.5. Garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues des sociétés du groupe

2.5.2.5.1. Garanties et sûretés réelles

Reçues :

- La société ESSOUKNA a confié à la BNA pour sûretés et garanties de remboursement d'un crédit direct de 600mD, un engagement d'hypothèque sur le lot HC13 de 290m² du lotissement « Cité Ennasr » ;

- La société EL MEDINA a confié à la BNA pour sûretés et garanties de remboursement d'un crédit à moyen terme de 4,2MD, une hypothèque de 1^{er} rang sur les parts indivises appartenant à la société objet du titre foncier n°96149 sis à Tunis ;
- La société BNA CAPITAUX a confié à la BNA pour sûretés et garanties de remboursement d'un crédit à moyen terme de 448mD, une hypothèque de 1^{er} rang sur la totalité de la propriété des appartements n°B11, B13 et B14 (3^{ème} étage), les appartements n°B15, B16, B17 et B18 (4^{ème} étage) et 8 places de parking au garage sous sol de l'immeuble objet du titre foncier n°63471 ;
- La société SOGEST a confié à la BNA pour sûretés et garanties de remboursement d'un crédit direct à moyen terme de 100mD, un nantissement de 526 actions SIMPAR, 600 actions SAI, 500 actions SMVDA IFRIKIA, 50 actions SICAV Obligataire, 1 000 actions SICAR INVEST, 2 000 actions SIP SICAR et 41 actions BNA CAPITAUX.

Données : Néant

2.5.2.5.2. Cautions

Reçues : Néant

Données :

La BNA a donné une caution bancaire de 600mD à la société « EL MEDINA ».

2.5.3. Relations commerciales entre la BNA et les autres sociétés du groupe durant l'exercice 2007

2.5.3.1. Chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe

Chiffre d'affaires encaissé par la BNA :

Le chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe (intérêts et commissions) au 31/12/2007 s'élève à 8 358mD réparti comme suit :

Sociétés	Montant du chiffre d'affaires (en Dinars)
BNA Capitaux	39 262
SOFINREC	2 456 171
SIACR INVEST	1 049
SIP SICAR	599
SOIVM SICAF	1 517
SICAF Participations	1 323
SICAV BNA	2 500
Placement Obligataire SICAV	376 619
SIMPAR	1 051 115
ESSOUKNA	1 183 545
SIVIA	1 813 597
EL MADINA	830 634
LES ŒILLETES	567 717
TIS	26 748
AGROSERVICES	5 879
Total	8 358 275

Au cours de l'exercice 2007, la BNA a procédé à la cession de créances au profit de la SOFINREC, filiale de la banque. Les opérations de cession ont porté sur des créances d'un montant total brut de 30 440 293D

couverts à concurrence de 14 405 210D par des provisions et 4 112 801D par des agios et intérêts réservés. Le prix de cession a été fixé à 12 600 000D.

Chiffre d'affaires décaissé par les autres sociétés du groupe auprès de la BNA :

(en Dinars)

Société	Montant	Nature
BNA Capitaux	117 014	Courtage
	50 000	Frais de tenue de registre
	10 537	Commission sur encaissement coupon
	23 892	Commission de tenue de compte
Sous Total 1	201 443	
TIS	1 375 742	Equipements informatiques
Sous Total 2	1 375 742	
SICAR INVEST	234 414	Commissions de gestion Fonds BNA
Sous Total 3	234 414	
TOTAL GENERAL	1 811 599	

2.5.3.2. Achats ou ventes d'immobilisations corporelles ou incorporelles ou autres éléments d'actifs

La BNA a acquis auprès de la société EL MEDINA le local de l'agence Menzah IX pour la somme de 1 034mD TTC.

2.5.3.3. Prestations de services reçues ou données

Reçues :

- 1- La tenue du registre des actionnaires et des services annexes fournis par BNA CAPITAUX qui perçoit une rétribution forfaitaire d'élevant à 50 000D pour l'exercice 2007, ramenée à 40 000D en 2008 et à 30 000D en 2009.
- 2- La BNA a acheté auprès de la TIS des équipements, des consommables informatiques et des prestations de services de maintenance de matériel pour un montant de 1 376mD au titre de l'exercice 2007.
- 3- Dans le cadre de la régulation du cours de l'action BNA, une convention a été établie le 01/09/2005 entre la BNA CAPITAUX d'une part et les sociétés SIMPAR, ESSOUKNA, SOGEST, SIVIA et EL MEDINA d'autre part portant sur l'ouverture d'un compte courant auprès de la BNA CAPITAUX où sera logé un fonds commun de 150 000D versé par les sociétés ci-dessus mentionnées. Ce fonds servira exclusivement à la gestion du cours de l'action BNA et au règlement des charges boursières. Par un avenant établi courant 2007, le montant de ce fonds a été porté à 411 000 réparti ainsi :

Société	Montant (en Dinars)
SIMPAR	132 000
SIVIA	60 000
SOGEST	35 000
ESSOUKNA	130 000
EL MEDINA	54 000
Total	411 000

Données :

La BNA assure la mission de dépositaire des titres et fonds au profit de Placement Obligataire SICAV, SICAV BNA et BNA CAPITAUX et perçoit à ce titre les commissions suivantes :

- « Placement Obligataire SICAV » : 0,25% Hors Taxes du montant de l'actif net ;
- « SICAV BNA » : 1 000D Hors Taxes annuellement ;
- « BNAC Confiance FCP » : 0,1% TTC du montant de l'actif net et versées trimestriellement.

2.5.3.4. Contrats de gestion

La BNA n'a pas de contrats de gestion avec les autres sociétés du groupe. Cependant, il existe des contrats de gestion entre les autres sociétés du groupe.

Les contrats de gestion réalisés au sein du groupe BNA se rapportent à la société BNA CAPITAUX qui se charge de gérer les organismes de placements collectifs des valeurs mobilières, soit SICAV BNA et Placement Obligataire SICAV.

2.5.3.5. Contrats de location

Les contrats de location signés entre la BNA et les sociétés du groupe sont détaillés comme suit :

- Un contrat de location par lequel la BNA CAPITAUX loue le local abritant son agence commerciale à SFAX. Ce local est la propriété de la BNA. Le montant de location enregistré relatif à l'année 2007 est de 2100D HT.
- Un contrat de location par lequel la TIS loue le local abritant son siège social. Ce local est la propriété de la BNA. Le montant de location enregistré relatif à l'année 2007 est de 13 668D HT.

Durant l'année 2008, un contrat de location est établi avec la BNA CAPITAUX pour la location d'un local abritant son agence commerciale à Sousse avec un loyer mensuel de 400DHT.

2.5.3.6. Fonds gérés

Jusqu'à l'exercice 2007, la BNA a signé 10 conventions de placement à capital risque avec sa filiale SICAR INVEST.

Le total des fonds mis à la disposition de la SICAR INVEST à la date de signature des différentes conventions s'élève à 48 457mD.

Les fonds gérés par la SICAR INVEST se présentent à cette date comme suit :

(en mD)

Date de placement	Libellé	Montant initial	Solde au 31/12/2007
1997	Fonds BNA 1 (1997)	4 500	2 480
1997	Fonds BNA 2 (1998)	2 057	1 338
1998	Fonds BNA 3 (1999)	5 550	2 270
1999	Fonds BNA 4 (2000)	7 350	6 029
2000	Fonds BNA 5 (2000/2001)	7 000	5 613
2001	Fonds BNA 6 (2002)	7 000	5 879
2002	Fonds BNA 7 (2003)	5 000	4 591
2003	Fonds BNA 8 (2004)	3 500	2 757
2005	Fonds BNA 9 (2005/2006)	1 500	1 100
2006	Fonds BNA 10 (2007)	5 000	5 000
TOTAL		48 457	37 057

Les conditions de rémunérations de ces fonds sont résumées comme suit :

- Commission de gestion sur l'encours des fonds confiés de 0,5% avec un plafond de 150 000D par an ;
- Commission de recouvrement de :
 - 0,75% si l'ancienneté de la créance est inférieure à 3 mois ;

- 1,50% si l'ancienneté de la créance est comprise entre 3 mois et 1 an ;
- 2,50% si l'ancienneté de la créance est supérieure à 1 an.
- Commission de 3% sur les produits perçus.

Les commissions de gestion encaissées par la SICAR INVEST au titre de l'exercice 2007 s'élèvent à 234 414D.

2.6. Relations avec les autres parties liées¹ au 31/12/2007

2.6.1. Informations sur les engagements

Les concours accordés par la BNA aux membres du conseil d'administration et de direction, ainsi qu'aux sociétés en relation avec eux sont présentés au 31 décembre 2007 dans le tableau suivant :

(en mD)	Crédit CT	Crédit MLT	Découvert	Escompte	Eng/Signature	Avance / mse	Financement de stock	Portage	Total
Office des Céréales			231 744	23 588	239 655	23 000	181 000		698 987
CNSS				708					708
OCT					15 583				15 583
Groupe A. HLIOUI		6 610	1 120				250		7 980
Groupe S. MAHJOUB		187							187
Groupe M.LAHMAR		9 086		464	4 882				14 432
Total	0	15 883	232 864	24 760	260 120	23 000	181 250	0	737 877

2.6.2. Transferts de ressources

Données :

– Les participations en portage

La BNA ne détient aucune participation directe dans le capital des sociétés promues par les membres de son conseil d'administration et de direction.

– Les rémunérations et dividendes versés

Les rémunérations et dividendes versés en 2008 au titre de l'exercice 2007 aux membres du conseil d'administration et de direction s'élèvent à 3 896mD sous forme de dividendes détaillées comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions*	Dividende par action	Montant
Etat Tunisien	3 622 724	0,400	1 449 090
Office des Céréales	1 785 964	0,400	714 386
Caisse Nationale de Sécurité Sociale "CNSS"	2 149 132	0,400	859 653
Office de Commerce de Tunisie	1 507 498	0,400	602 999
CTAMA	350 994	0,400	140 398
Mr Essahbi MAHJOUB	150	0,400	60
Mr Mustapha LAHMAR	320 130	0,400	128 052
Mr Ali HLIOUI	2 334	0,400	934
Mr Laroussi BOUZIRI	1 138	0,400	455
Total	9 740 064		3 896 026

*Nombre d'actions détenues le jour de distribution de dividendes

Reçues : Néant

¹ Telles que définies par l'article 23 de la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit

2.6.3. Relations commerciales

2.6.3.1. Chiffre d'affaires réalisé avec les autres parties liées au 31 décembre 2007

Le total des commissions sur fonds budgétaires revenant à la banque au titre de l'exercice 2007 s'élève à 1 776 600D.

2.6.3.2. Cessions et acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou autres éléments d'actifs avec les parties liées

Néant

2.6.3.3. Les prestations de services reçues ou données

Néant

2.7. Dividendes

	2 007	2 006	2 005
Dividendes (en Dinars)	8 000 000	8 000 000	6 000 000
Nominal	5	10	10
Nombre d'actions	20 000 000	10 000 000	10 000 000
Dividende par action (en Dinars)	0.400	0.800	0.600
% du nominal	8%	8%	6%
Date de détachement	16/06/2008	11/06/2007	06/06/2006

2.8. Marché des titres

Les titres de capital de la BNA sont négociés sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Il n'existe pas d'emprunts obligataires émis par la BNA cotés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

CHAPITRE 3 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA BANQUE

3.1. Présentation sommaire de la banque

La création de la BNA, le 1er juin 1959 a été vécue comme un événement de souveraineté nationale. En effet, avant sa création, le crédit agricole a été financé par l'ancien système de crédit agricole constitué de trois organismes à caractère public ou semi-public (les Sociétés Tunisiennes de Prévoyance, la Caisse Foncière de Tunisie et la Caisse Mutuelle de Crédit Agricole de Tunisie), des banques privées pour la plupart succursales de grandes banques françaises et la FIMAT fondée par l'ensemble des banques de la place avec la participation de diverses maisons de matériel agricole, ainsi que des maisons de commerce de produits agricoles dispensant des prêts privés.

Le défaut de cette organisation résidait dans sa dispersion et le manque de cohésion entre les divers établissements dont certains avaient une clientèle composée essentiellement de colons français et ne répondaient pas pratiquement aux besoins des agriculteurs tunisiens.

Par la création de la BNA, le Gouvernement Tunisien a voulu unifier le crédit agricole et encourager le développement de l'agriculture.

Dix ans après, la croissance spectaculaire de l'activité de la BNA et son importante participation au développement du pays, par l'ouverture de ses financements aux différents secteurs de l'économie, a entraîné le changement de sa dénomination, en Banque Nationale de Tunisie (BNT).

La restructuration de la BNT et sa fusion avec la Banque Nationale de Développement Agricole intervenue le 24/06/1989 devaient contribuer à redonner à la banque sa dénomination initiale et unifier de nouveau les structures d'octroi du crédit agricole.

Cette consolidation financière avait pour objectif de renforcer la vocation agricole de la BNA et lui permettre de jouer efficacement son rôle de développement de la production agricole dans le cadre de la politique tracée par les Pouvoirs Publics, de faciliter l'accès des agriculteurs au crédit agricole à court et à moyen terme et de regrouper les moyens matériels, humains et financiers des deux institutions pour plus d'efficacité en matière de gestion du secteur agricole.

Evoluant dans une conjoncture marquée par la libéralisation de l'économie et les réformes engagées par les autorités monétaires, la BNA a dû restructurer son organisation, moderniser ses outils et ses méthodes de gestion et mettre en place une stratégie commerciale axée sur l'approche client/produit, l'amélioration de la qualité du service et l'innovation financière.

Au cours de l'année 2007, la BNA a poursuivi ses efforts visant l'association des objectifs commerciaux de croissance et de contraintes de rentabilité financière et ce, conformément aux orientations nationales de modernisation du système bancaire et de développement économique et social.

En effet, la banque a adopté une politique de crédit basée sur la conquête de nouvelles parts de marché sur les segments des particuliers et professionnels et l'accompagnement des entreprises clientes dans leur développement afin d'assurer une meilleure division des risques, tout en veillant au renforcement de la fonction recouvrement et assainissement des créances douteuses.

D'importants efforts commerciaux ont été déployés en matière de démarchage et d'adaptation de l'offre des produits de placement ce qui s'est traduit par une nette progression des ressources mobilisées auprès de la clientèle.

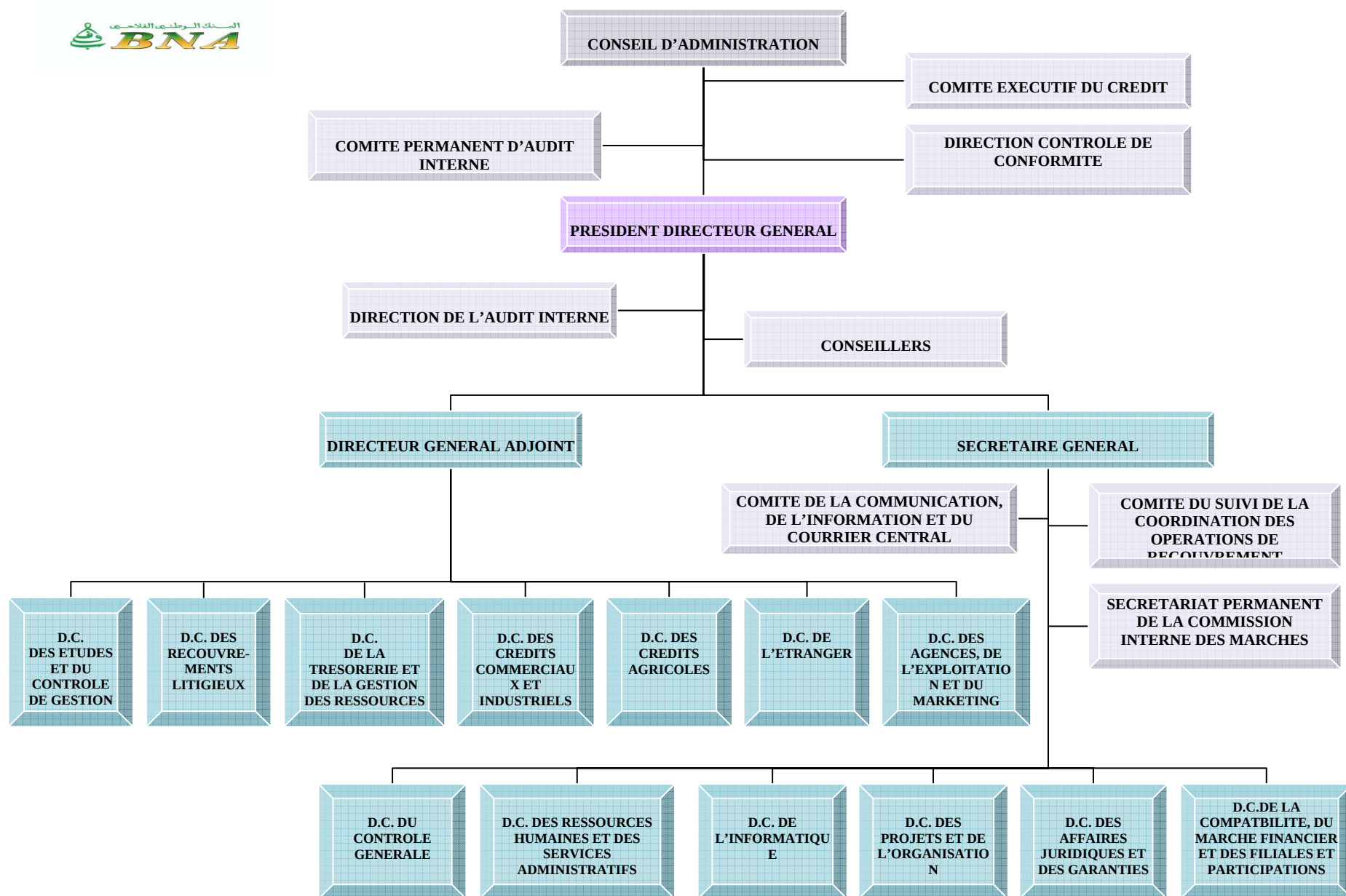
Sur le plan organisationnel, la BNA a axé ses efforts sur le renforcement de ses structures et procédures de contrôle et de pilotage ainsi que la poursuite de la modernisation de son système d'information en optant, en priorité, pour le développement interne des solutions et applicatifs métiers.

Ainsi, l'évolution de l'activité de la BNA s'est principalement caractérisée, au terme de l'exercice 2007 par :

- Une augmentation de 12% du total bilan passant de 4 510MDen 2006 à 5 052MD en 2007;
- Une progression de 16,4% des emplois passant de 3 335mD en 2006 à 3 881mD en 2007 ;
- Une hausse de 10,05% des ressources passant de 3 298mD en 2006 à 3 630mD en 2007.

3.2. Organisation de la banque

3.2.1. Structure générale de l'organigramme de la BNA



3.2.2. Gouvernance

Le Conseil d'Administration :

Le Conseil d'Administration assure la gouvernance de la banque. Il est composé de membres représentant l'Etat tunisien (3 membres), d'Etablissements à caractère public (4 membres) et des membres représentant l'actionnariat privé (3 membres).

Pour réaliser ses objectifs, piloter et contrôler l'activité de la banque, le Conseil d'Administration est assisté par les instances suivantes :

➤ **Un Comité Exécutif de Crédit**

Créé depuis décembre 2006, le comité exécutif de crédit est chargé d'examiner, suivre et orienter l'activité de crédit de la banque.

Le Comité Exécutif de Crédit a pour principales missions de :

1. Veiller au respect de la politique de crédit telle que définie par le Conseil d'Administration et plus particulièrement, vérifier :
 - Le respect des conditions d'octroi ;
 - Les limites de financement décidées par le Conseil d'Administration dans le cadre de la politique de crédit de la banque ;
 - Le niveau des taux et des commissions appliquées.
2. Faire des propositions au Conseil d'Administration pour la révision de la politique de crédit de la banque en matière de :
 - Limites de répartition sectorielle, par forme de crédit, par marché et par zone géographique ;
 - Limites de concentration et règles de division des risques ;
 - Critères d'évaluation des risques de crédit ;
 - Délégation de pouvoir.
3. Emettre obligatoirement son avis sur :
 - Les octrois de crédit qui dépassent un certain plafond fixé par le Conseil d'Administration ;
 - L'octroi de crédits au profit de la clientèle dont le niveau des engagements auprès de la banque dépasse un certain plafond fixé par le Conseil d'Administration ;
 - Les crédits de restructuration, arrangement, report, consolidation, rééchelonnements et tout autre crédit visant la normalisation des engagements consentis à la clientèle dont la durée de vie et/ou le montant dépassent une certaine limite fixée par le Conseil d'Administration ;
 - Les demandes de financement émanant des entités ayant des liens avec la banque au sens de l'article 23 de la loi n°2001-65.
4. Soumettre au Conseil d'Administration, lors de ses réunions périodiques, un rapport détaillé de son activité.

Le Comité Exécutif de Crédit est composé de 4 membres : le Président Directeur Général de la BNA en sa qualité de Président du comité, et 3 membres faisant partie du Conseil d'Administration de la BNA et mandatés par lui à cet effet et qui sont :

- M. Maher ZOUARI ;
- M. Lotfi FRADI ;
- M. Ali AYDI ;

- M. Sahbi MAHJOUR (suppléant) ;
- M. Mustapha LAHMAR (suppléant).

Le Comité Exécutif de Crédit, peut associer à ses délibérations, d'autres membres du Conseil d'Administration et tout employé de la banque dont l'expertise est jugée utile à l'accomplissement de sa mission.

Le Comité Exécutif de Crédit compte autant de voix que de membres (4) et ne peut délibérer valablement sans la présence d'au moins 3 de ses membres.

➤ **Un Comité Permanent d'Audit Interne**

En application de l'article 34 de la loi n°2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit, la BNA a instauré depuis Août 2002, un Comité Permanent d'Audit Interne.

Il veille au respect par la Banque de la mise en place de systèmes de contrôle interne performants de nature à promouvoir l'efficacité, l'efficacité, la protection des actifs de la Banque, la fiabilité de l'information financière et le respect des dispositions légales et réglementaires. Le comité assure le suivi des travaux des organes de contrôle de la Banque, propose la nomination des Commissaires aux comptes et agréé la désignation des auditeurs internes.

Ce comité fournit des rapports trimestriels à l'occasion des réunions du Conseil d'Administration.

Il est investi de tous les pouvoirs lui permettant d'assurer sa mission conformément à la réglementation en vigueur. A cet effet, les structures de la banque sont tenues de lui communiquer tous les documents nécessaires à sa mission (situations périodiques, rapports d'activité et états financiers, plans et rapport d'audit interne et d'inspection,...).

Ce comité est composé actuellement des membres suivants :

- M. Ismail HMADI ;
- M. Mohamed Fadhel ZRELLI ;
- M.Mansour NASRI ;
- M. Ali HLIQUI ;
- M. Mohamed Montassar MANSOUR ;

➤ **Une Direction de Contrôle de la conformité**

Créée en Janvier 2008, la Direction du Contrôle de la Conformité est chargée de déterminer et d'évaluer les risques de non-conformité aux lois et règlements en vigueur, aux règlements de la profession et aux bonnes pratiques.

Elle a pour principales missions de :

- o S'assurer du respect, par la banque, de ses obligations vis-à-vis des lois et règlements et qu'elle s'astreint aux bonnes pratiques, à la déontologie et aux chartes d'éthique ;
- o Localiser, identifier et mesurer les risques de non conformité afin de les prévenir et d'en évaluer l'impact sur l'activité de la banque.

La Direction du Contrôle de la Conformité a toute latitude pour s'entretenir avec toutes les structures de la banque et prendre connaissance de tout document, activité, fichier et donnée d'information de la structure concernée. L'exécution de cette prérogative est exercée dans tous les domaines d'activité de la banque sans aucune restriction.

L'Exécutif :

➤ La Direction Générale

La Direction Générale est constituée d'un Président Directeur Général, un Directeur Général Adjoint et d'un Secrétaire Général

La Direction Générale est responsable de la définition et de la mise en œuvre de la politique générale de la banque. Elle en surveille régulièrement le bon fonctionnement, s'assure de la bonne adéquation des moyens dévolus aux objectifs et à la politique générale de la banque au regard des risques et veille à la mise en œuvre des processus de contrôle et de reporting à l'organe délibérant.

Pour ce faire, elle est assistée par des structures centrales, des structures régionales et un réseau de 148 agences au 31/12/2008.

➤ Les structures Centrales

Les structures centrales sont constituées de 13 Directions Centrales, une direction d'audit interne, rattachée au Président Directeur Général, des Comités et un Secrétariat Permanent de la commission interne des Marchés.

Les structures centrales ont notamment pour rôle principal :

- La réflexion et la veille stratégique, la préparation des grandes orientations, les plans annuels et budgets ;
- Le contrôle, le suivi et la supervision des opérations bancaires ;
- La centralisation de l'information relative aux opérations bancaires ;
- La Mise à disposition de la logistique nécessaire à l'activité de la Banque ;
- L'encadrement, l'assistance et le suivi des travaux effectués au niveau du réseau ;
- Et plus généralement l'exécution des orientations et des décisions arrêtées par la Présidence Direction Générale ainsi que leur suivi.

➤ Les Comités

1- Le Comité de Direction

Le Comité de Direction est à la fois un organe de coordination de l'ensemble des actions menées par les structures de la banque et un organe de décision des différentes stratégies et politiques qui lui sont proposées :

- Politique générale de développement de la Banque ;
- Politique de crédit et de conditions bancaires ;
- Politique financière : participation, situation de trésorerie ;
- Politique commerciale, développement de secteur de clientèle, lancement de produits ;
- Politique de recouvrement, définition, évaluation mesures correctives ;
- Politique du personnel, recrutement, formation, avancement. ;
- Politique d'organisation, de restructuration, définition d'attribution...

Il examine les budgets annuels des différents départements ainsi que les plans de recrutement, de formation, d'organisation et d'informatisation.

Il étudie et commente les tableaux de bord des différents départements ainsi que les situations trimestrielles et annuelles de la Banque.

2- Le Comité de Trésorerie

Le Comité de Trésorerie est appelé à :

- o Examiner la situation de la trésorerie de la Banque ;
- o Arrêter les besoins en emprunts et les disponibilités en placement ;
- o Fixer les taux soit en dinars, soit en devises.

3- Le Comité de Crédits

Le Comité de Crédits est chargé de l'examen et de la prise de décision, en ce qui concerne les dossiers de crédit, dans la limite d'une délégation de pouvoirs dont le montant dépasse celle accordée aux responsables des Directions Centrales des Crédits

4- Comité de Suivi des Recouvrements

Le Comité de Suivi des recouvrements a pour principales tâches de :

- o Définir la politique de la Banque en matière de recouvrement ;
- o Evaluer les actions de recouvrement entreprises par les services de la banque ;
- o Prendre les décisions nécessaires pour améliorer les recouvrements réalisés par la Banque.

5- Le comité des Conditions de banque

Le comité des conditions de banque est chargé de :

- o Définir la stratégie de la banque en matière de tarification et de conditions de banque ;
- o Examiner, analyser, évaluer et valider tout changement des tarifications et de leur incidence sur la marge brute et le résultat net de la banque.

6- Le sous comité d'organisation

Le Sous-comité d'Organisation est chargé de l'examen de toutes les questions d'ordre organisationnel, fonctionnel et procédural des différentes structures de la Banque, et ce, dans le but de:

- o Mettre en place les structures adéquates ;
- o arrêter les choix fonctionnels appropriés ;
- o Valider les procédures définies à l'occasion de la création d'un nouveau produit ou service ;
- o Valider les mises à jour des procédures existantes suite aux évolutions induites par les innovations juridiques et réglementaires ou encore technologiques.

7- Le Comité de gestion du carnet des projets informatiques

Créé dans l'objectif d'assurer l'élaboration et le suivi du carnet des projets informatiques Il est composé:

- o Du Secrétaire Général : Président du comité ;
- o De la Maîtrise d'Ouvrage : MOA ;
- o De la Direction Centrale des Projets et de l'Organisation «DCPO » ainsi que des deux directions la composant à savoir la Direction Etudes et Suivi des Projets « DESP » et la Direction de l'Organisation « DO » ;
- o De la Direction Centrale de l'Informatique « DCI » ainsi que les trois directions la composant à savoir la Direction des Projets Informatiques « DPI », la Direction Sécurité du Système d'Information « DSSI » et la Direction Système, Exploitation et Télécoms « DSET ».

Le comité a pour rôle principal de :

- o Ordonner les travaux de l'étude préalable, de tout nouveau besoin exprimé par une quelconque structure ;
- o Examiner les évolutions possibles des données du projet en termes de délais, de ressources et d'objectifs ;
- o Actualiser le carnet des projets au vu des décisions de la Direction Générale.

8- Le comité de Sécurité du système d'information:

Créé en janvier 2008, ce comité a pour principales attributions de:

- o Arrêter la stratégie de la Banque en matière de sécurité du système d'information en fonction de la Politique Générale de la Banque ;
- o Définir et suivre la mise en œuvre de la politique de sécurité du système d'information de la Banque ;
- o Suivre l'exécution des politiques opérationnelles qui en découlent,...etc.

9- Le comité Pédagogique

Ce comité est chargé de traiter de toute question ayant des liens avec le bon fonctionnement des activités de formation et de la qualité des prestations assurées dans ce cadre. Il apprécie et évalue notamment :

- o La politique et le plan de formation de la banque et leur conformité avec la stratégie de la Banque ;
- o La compétence des formateurs et la qualité des supports de formation..

➤ Les Structures Régionales

La banque est en outre dotée de structures régionales et d'un réseau couvrant pratiquement tout le territoire tunisien :

16 Directions Régionales sont installées dans les chefs-lieux des gouvernorats et ont pour missions principales :

- o L'assistance et l'encadrement des Agences relevant de leur compétence ;
- o La prospection commerciale ;
- o Le contrôle, le suivi et le recouvrement des engagements de la zone ;
- o La prise de décision dans le cadre des pouvoirs conférés en matière de crédit...etc

La mise en place d'une politique de décentralisation au niveau de 5 Directions Régionales (Bizerte, Nabeul, Sousse, Sfax et Gabes) a permis de décentraliser certaines fonctions particulièrement en matière de :

- o Gestion des crédits commerciaux et industriels ;
- o Gestion des crédits agricoles ;
- o Gestion des garanties et du contentieux ;
- o Opérations administratives et de contrôle.

➤ Les Agences

La BNA dispose de 148 Agences au 31/12/2008, couvrant tout le territoire de la République et classées en 5 catégories selon leurs dimensions et leur volume d'activité. Elles assurent :

- o La promotion et la vente des produits et services de la Banque ;
- o La prospection commerciale ;
- o Le conseil à la clientèle ;
- o L'exécution des opérations bancaires ;

- o Le suivi et le recouvrement des engagements....

3.2.2. Contrôle interne

Le système de contrôle interne de la BNA repose sur les piliers suivants :

Contrôle des opérations et des procédures internes :

Le dispositif actuel couvre les deux composantes du contrôle interne : Le contrôle périodique et le contrôle permanent.

➤ Le contrôle périodique

Il est assuré par des structures dédiées exclusivement à cette fonction en l'occurrence la Direction de l'Inspection relevant de la Direction Centrale du Contrôle Général et la Direction de l'Audit Interne rattachée au Président Directeur Général.

➤ Le contrôle permanent

Il est défini au niveau des procédures de traitement des opérations et est exercé à plusieurs niveaux :

- o Un contrôle au niveau de l'opérateur lors de l'exécution de l'opération ;
- o Un contrôle automatique lorsqu'il s'agit d'opérations mécanisées par l'édition de listes de contrôle, d'états de suspens ;
- o Un contrôle hiérarchique systématique au niveau du réseau : exercé par les chefs d'agences et les adjoints aux chefs d'agences ainsi que par les directeurs régionaux pour les opérations traitées au niveau des agences relevant de leur ressort ;
- o Un contrôle hiérarchique systématique au niveau des structures centrales ;
- o Un contrôle centralisé exercé par des structures dédiées, au niveau des principaux métiers (engagements et bancaire étranger) ;
- o Enfin un contrôle comptable opéré dans un premier niveau, par des entités dédiées et rattachées aux structures opérationnelles et à un deuxième niveau, par la direction de la comptabilité.

Organisation comptable et traitement de l'information :

Dans le cadre de l'amélioration de l'organisation comptable et du traitement de l'information, la Banque a procédé à l'acquisition d'un nouveau « Main Frame » qui a permis d'accélérer sensiblement le traitement des opérations et des informations financières et d'augmenter les capacités de sauvegarde et de stockage des données.

En matière de sécurité du système d'information, une direction dédiée à cette mission a été créée depuis 2003.

Suite à une mission d'audit externe, des améliorations notables ont été apportées quant à la sécurité du système d'information et notamment :

- o Le déploiement d'antivirus pour protéger les postes, les serveurs et les flux Internet ;
- o Le déploiement de solutions de détection des intrusions et des firewalls pour filtrer les connexions ;
- o La double sauvegarde des données (serveurs haute disponibilité) ;
- o La mise en place de procédures de secours qui sont mises à jour périodiquement ;

- o L'appréciation périodique du niveau de sécurité se fait via l'édition de rapports mensuels d'alerte (intrusion, virus,...).

Mesure, Surveillance et Maîtrise des risques :

En matière de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, le dispositif actuel fixe des limites par type de risques qui sont revus périodiquement.

La politique risque de crédit finalisée au cours du premier trimestre 2007, prévoit des limites internes par nature de crédit, par secteur, par type de client et par centre de décision.

Des lignes de trésorerie et des lignes de change par contreparties (correspondants étrangers et banques de la place) sont fixées et revues périodiquement.

Un système de notation interne a été élaboré pour le segment des entreprises (services, industries et commerce) et mis en pratique à fin 2007.

Une grille spécifique pour les particuliers et les agriculteurs (approche scoring) est en cours d'élaboration.

Un cahier des charges pour le calcul de la rentabilité clientèle a été élaboré courant 2006.

Le développement de la solution informatique sera entamé dès la mise en place du nouveau système agence.

Système de documentation et d'information :

Les procédures en vigueur couvrent pratiquement toutes les activités de la Banque et décrivent les modalités de traitement, d'enregistrement et de restitution des informations ainsi que les schémas comptables correspondants.

Une action de modernisation est déjà engagée (depuis Mars 2006) dans l'objectif d'une refonte des procédures par domaine d'activité et d'une amélioration des moyens et des techniques de mise à disposition de la réglementation à tous les utilisateurs, et ce via l'intranet. Un logiciel de cartographie et de référencement des processus et procédures a été acquis et permettra de disposer d'une base mécanisée des procédures. Cette modernisation a démarré par la refonte des processus des deux domaines jugés prioritaires : Les engagements et les opérations en agence, objets également d'une refonte totale au niveau du système d'information.

Malgré les efforts fournis par la Banque en matière d'application des règles de contrôle interne, certaines insuffisances ont été décelées par les Commissaires aux Comptes au niveau des procédures de contrôle interne relatives au traitement comptable et à la préparation des Etats Financiers.

3.2.3. Système d'information

Le système d'information actuel :

Le système d'information de la BNA, s'articule autour de deux éléments sous-jacents : les systèmes centralisés et les systèmes distribués.

➤ **Les systèmes centralisés**

Il s'agit d'un ensemble de serveurs multiprocesseurs et clustérisés, disposant de larges baies de stockage ainsi que d'automates de sauvegarde. Ces serveurs sont accessibles à partir de postes clients, soit localement par les services centraux, soit à partir des agences.

Les applicatifs qui tournent sur ces serveurs, acquis auprès de tiers ou développés par les équipes de la BNA, couvrent l'ensemble des activités de la banque, essentiellement, les crédits agricoles, les crédits commerciaux et industriels, les ressources humaines, le service bancaire étranger, la monétique, le WEB, le Vocal, la télé compensation, l'intranet, la comptabilité, etc..

➤ **Les systèmes distribués :**

Il s'agit d'un ensemble de serveurs dupliqués, installés dans les 148 agences de la BNA. Ces serveurs sont accessibles à partir de l'ensemble des postes clients connecté au réseau local de l'agence.

Les applicatifs exploités sur ces systèmes couvrent l'ensemble de l'activité des agences. Des échanges quotidiens entre les serveurs distribués et les serveurs centralisés permettent l'actualisation réciproque des données de ces systèmes. Ces échanges sont effectués à travers le réseau qui connecte l'ensemble des représentations de la banque à son siège social.

Le nouveau système d'information :

Soucieuse d'adhérer aux orientations nationales pour la mise à niveau du système bancaire, la BNA a entrepris la mise en place d'un nouveau système d'information (NSI) s'appuyant sur des concepts actuels et utilisant les architectures et les techniques les plus récentes dans le domaine informatique.

Le NSI, conçu autour d'un référentiel unique (Client, Contrat, Produit) permettra d'intégrer sur une même plateforme technique l'ensemble des composantes fonctionnelles du système d'information actuel de la banque, ce qui rendra plus facile sa gestion, sa sécurité, son administration et son évolutivité.

L'architecture choisie du NSI est une architecture centralisée multi couches et multi canaux mettant en jeu trois éléments : les données, les applications et les clients. Des serveurs sécurisés et à haute disponibilité hébergeront les données. D'autres serveurs hébergeront les applications. Le NSI sera accessible à partir de postes clients légers au moyen de browsers à travers Internet.

Le réseau :

Le réseau est un facteur de choix dans l'architecture centralisée du NSI. En effet, la fiabilité, la disponibilité et le débit satisfaisant du réseau de la BNA ont orienté celle-ci dans ses choix d'architecture.

On distingue le réseau local d'entreprise (LAN) et le réseau distant (WAN)

➤ **Le réseau LAN :**

Le siège de la BNA, les locaux annexes ainsi que les agences sont dotés d'un câblage réseau structuré permettant aux utilisateurs d'accéder au système d'information de la Banque à partir de leurs postes de travail.

➤ **Le réseau WAN :**

Toutes les agences et les Directions Régionales sont connectées au siège de la banque au moyen de lignes de transmission de données de type Frame Relay de débit important ; ce qui permet des échanges fiables et rapides entre le système d'information centralisé de la banque et les différentes représentations.

La sécurité :

Des équipements spécialisés dans la sécurité informatique protègent le système d'information de la banque contre tout accès non autorisé. De même, le système d'information est doté d'outils de protection contre les virus.

La sauvegarde des données et des applications du système d'information est effectuée quotidiennement d'une façon automatique au moyen d'automates spécialisés.

3.2.4. Politique sociale

L'effectif de la banque a enregistré une baisse au cours des dernières années passant de 2 836 employés en 2004 à 2 665 employés en 2007 due essentiellement aux départs à la retraite.

Formation du personnel :

Dans le cadre de la mise à niveau des compétences de ses employés, la Banque a réalisé en 2007, plusieurs actions de formation ayant touché plus de 3 300 employés pour un coût global de 923 mille dinars. Ce coût n'inclut pas les cotisations versées à l'APTBEF pour la participation de ses employés aux cycles de formation bancaires et qui s'élèvent à 242,7 mille dinars.

Politique d'intéressement du personnel :

- **Crédits sur fonds social :** ces crédits financent essentiellement l'acquisition, la construction, l'aménagement de logements, l'achat de terrains, l'acquisition de voiture ainsi que d'autres dépenses.
- **Œuvres sociales :** Il s'agit notamment de subventions accordées au personnel leur permettant de profiter d'activités culturelles, sportives, estivales diverses..., de primes scolaires, de ristourne de jardin d'enfants ainsi que de bons pour fêtes religieuses.
- **Prime de performance :** Cette prime est destinée essentiellement au personnel du réseau de la BNA et est servie en fonction du taux de réalisation des objectifs.

3.2.5. Effectif et Réseau de la banque

Le personnel de la banque a évolué ces trois dernières années comme suit :

	2008	2007	2 006	2 005
Personnel d'exécution	759	797	854	924
Personnel d'encadrement	1 031	1 095	1 105	1 164
Cadre de Direction	882	773	728	679
Total	2 672	2 665	2 687	2 767

L'évolution de la répartition de ces effectifs entre le siège et le réseau se présente comme suit :

	2008	2007	2 006	2 005
Services centraux	1 109	1 102	1 111	1 153
Réseau	1 563	1 563	1 576	1 614
Total	2 672	2 665	2 687	2 767

Les chiffres ci-dessus mentionnés appellent les remarques suivantes :

- La politique de recrutement de la banque ainsi que la formation continue aussi bien interne qu'externe ont fait que la proportion des cadres de direction est en nette augmentation d'une année à l'autre; le personnel d'encadrement se maintient à près de 41% et le personnel d'exécution voit sa proportion passer de 33% à 32% puis à 30%.
- La concentration de près de 60% du personnel dans les agences et pour 40% dans les services centraux démontre la volonté de la Banque à encourager les points de vente et reflète l'effort de la BNA à inverser la tendance selon la nécessité.
- En plus de bénéficier d'un réseau des plus denses sur la place, la BNA veille à répartir son personnel selon le volume de travail, l'importance de la zone d'implantation, la spécificité de l'activité notamment en zone agricole,

Ainsi au 31/12/2008, la répartition du personnel par agence et par direction régionale se présente comme suit :

Dir Rég.	Succ. Tunis	Beja	Medenine	Siliana	Bizerte	Le Kef	Nabeul	Sousse	Gafsa
Agence	1	8	7	6	7	5	14	10	6
Effectif	64	66	59	51	76	44	136	126	58

Dir Rég.	Sfax	Gabes	Monastir	Tunis	Kasserine	Kairouan	Jendouba
Agence	12	4	10	31	10	11	6
Effectif	139	50	102	359	95	81	57

Soit 148 agences dont trois succursales pour un effectif total de 1 563 employés.

3.3. Activité et performance de la banque au 31 décembre 2007

3.3.1. Les ressources

3.3.1.1. Les dépôts de la clientèle

Au 31/12/2007, les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 3 630 MD contre 3 298 MD à fin 2006, soit un accroissement de 10,1% (+ 332 MD) résultant :

- D'une hausse de 16,8% contre 5,1% en 2006, des dépôts à vue pour s'établir à 871MD au 31/12/2007 contre 746MD au 31/12/2006 ;
- D'une hausse de 5,6% contre 8,7% en 2006, des dépôts d'épargne pour s'établir à 1 248 MD au 31/12/2007 contre 1 183 MD au 31/12/2006 ;
- D'une progression de 3,6%, contre 4,2% en 2006, des dépôts à terme passant de 373MD au 31/12/2006 à 387MD à fin 2007 ;

(en mD)	2 005	2 006*	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Dépôts à vue	709 644	745 843	871 394	5,1%	16,8%
Dépôts d'épargne	1 087 594	1 182 683	1 248 505	8,7%	5,6%
Dépôts à terme ⁽¹⁾	358 166	373 208	386 824	4,2%	3,6%
Autres ⁽²⁾	911 334	996 652	1 123 400	9,4%	12,7%
Total	3 066 738	3 298 386	3 630 123	7,6%	10,1%

(1) Comptes à terme + Certificats de dépôts + Bons de caisse

(2) Autres sommes dus à la clientèle + intérêts servis ou à servir + comptes spéciaux de placement

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

Part de marché de la BNA en termes de dépôts :

	2 007	2 006
Dépôts de la clientèle	14,9%	15,7%
Dépôts à vue	10,8%	14,0%
Dépôts d'épargne	17,4%	13,4%
Dépôts à terme	16,3%	18,4
Autres	16,6%	18,2%

Source : BCT

3.3.1.2. Les emprunts et les ressources spéciales

L'encours net des emprunts et ressources spéciales s'est élevé à 610MD au 31/12/2007 contre 627MD au 31/12/2006, enregistrant ainsi une baisse de 2,7%.

Le tableau ci après retrace l'évolution des « Emprunts et ressources spéciales » sur les trois dernières années :

(en mD)	2 005*	2 006*	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Emprunts obligataires	585	585	586	0,0%	0,2%
Emprunt privé	86 313	64 735	43 156	-25,0%	-33,3%
Ressources spéciales ⁽¹⁾	499 427	561 387	565 981	12,4%	0,8%
Total	586 325	626 707	609 723	6,9%	-2,7%

(1)Y compris Intérêts à payer

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

3.3.1.3. Les capitaux propres

(en mD)	2 005	2 006	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Capital	100 000	100 000	100 000	0,0%	0,0%
Réserves	118 111	119 939	129 077	1,5%	7,6%
Actions propres	-7 164	-3 596	-3 446	-49,8%	-4,2%
Autres capitaux propres*	133 000	133 000	133 000	0,0%	0,0%
Résultats reportés	99	185	119	86,9%	-35,7%
Résultat de l'exercice	8 065	16 323	28 106	102,4%	72,2%
Total	352 111	365 851	386 856	3,9%	5,7%

*Dotation de l'Etat

3.3.2. Les emplois

3.3.2.1. Les crédits de la clientèle

En 2007, le total des crédits à la clientèle s'est élevé à 3,8MD soit une évolution de 16,4% par rapport à 2006.

Le tableau suivant retrace l'évolution des différentes composantes relatives aux crédits à la clientèle :

(en mD)	2 005*	2 006*	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Comptes débiteurs	439 298	404 752	566 346	-7,9%	39,9%
Autres concours à la clientèle(1)	2 327 560	2 590 789	2 985 920	11,3%	15,3%
Crédits sur ressources spéciales	479 148	501 517	544 449	4,7%	8,6%
Créances agricoles sur l'Etat	31 550	29 688	29 434	-5,9%	-0,9%
Valeurs brutes	3 277 556	3 526 746	4 126 149		
Provisions	169 348	191 549	245 076	13,1%	27,9%
Valeurs nettes	3 108 208	3 335 197	3 881 073	7,3%	16,4%

(1) y compris Comptes courants associés

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

Part de marché de la BNA en termes de crédits :

	2 007	2 006
Crédits à la clientèle	16,2%	15,3%
dont crédits sur ressources spéciales	17,5%	16,4%

Portefeuille des créances :

(en mD)	2005*	2006*	2007
Créances globales Brutes Bilan et Hors bilan (a)	4 255 718	4 622 516	5 551 298
Classe 0**	1 778 967	1 970 172	2 704 354
Classe 1	1 711 899	1 933 644	2 113 179
Créances clientèle (Classe 0 et 1)	3 490 866	3 903 816	4 817 533
Classe 2	176 410	97 934	75 489
Classe 3	70 304	87 749	109 141
Classe 4	518 138	533 017	549 135
Contentieux traité au cas par cas	247 899	236 800	282 580
Total Contentieux	413 133	413 527	400 346
Créances Douteuses et Litigieuses (Classe 2, 3 et 4) (b)	764 852	718 700	733 765
Provisions sur créances	171 343*	193 264*	245 076
Agios réservés	77 453	72 008	78 683
Subvention à affecter aux provisions	27 298	27 298	27 298
Provisions & Agios réservés (c)	276 094	292 570	351 057
Taux de couverture de l'ensemble des créances (c) / (a)	6,49%	6,33%	6,32%
Taux des créances classées (b) / (a)	17,97%	15,55%	13,22%
Taux de couverture des Créances Douteuses et Litigieuses (c) / (b)	36,10%	40,71%	47,84%

*Données non retraitées

** y compris Créances non classées inférieures à 50mD

Répartition sectorielle des créances :

(en mD)	2 005*					Encours net
	Encours brut en principal	Créances rattachées	Produits constatés d'avance	Provisions	Intérêts & agios réservés	
Engagements agricoles	614 647	238 444	-861	0	-230 957	621 273
Comptes débiteurs	14 383					14 383
Autres concours à la clientèle	301 301	40 481	-861		-36 384	304 537
Créances sur ressources spéciales	298 963	197 963			-194 573	302 353
Engagements commerciaux et industriels	2 681 772	57 925	-42 511	0	-77 453	2 619 733
Comptes débiteurs	442 546	15 510			-33 141	424 915
Autres concours à la clientèle	2 064 221	32 805	-42 511		-36 492	2 018 023
Créances sur ressources spéciales	175 005	9 610			-7 820	176 795
Comptes courants associés	5 000					5 000
Créances agricoles prises en charge l'Etat	31 550					31 550
Provisions				-169 348		-169 348
Total au 31 décembre 2005	3 332 969	296 369	-43 372	-169 348	-308 410	3 108 208

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

(en mD)	2 006*					
	Encours brut en principal	Créances rattachées	Produits constatés d'avance	Provisions	Intérêts & agios réservés	Encours net
Engagements agricoles	580 637	252 517	-1 017	0	-247 456	584 681
Comptes débiteurs	11 861					11 861
Autres concours à la clientèle	269 442	40 458	-1 017		-38 214	270 669
Créances sur ressources spéciales	299 334	212 059			-209 242	302 151
Engagements commerciaux et industriels	2 952 926	58 838	-27 805	0	-72 008	2 911 951
Comptes débiteurs	402 028	14 658			-23 795	392 891
Autres concours à la clientèle	2 353 879	34 074	-27 805		-40 454	2 319 694
Créances sur ressources spéciales	197 019	10 106			-7 759	199 366
Comptes courants associés	426					426
Créances agricoles prises en charge l'Etat	29 688					29 688
Provisions				-191 549		-191 549
Total au 31 décembre 2006	3 563 677	311 355	-28 822	-191 549	-319 464	3 335 197

* Retraité pour les besoins de la comparabilité

(en mD)	2 007					
	Encours brut en principal	Créances rattachées	Produits constatés d'avance	Provisions	Intérêts & agios réservés	Encours net
Engagements agricoles	592 786	273 960	-1 314	0	-269 592	595 840
Comptes débiteurs	15 210					15 210
Autres concours à la clientèle	276 979	42 933	-1 314		-40 536	278 062
Créances sur ressources spéciales	300 597	231 027			-229 056	302 568
Engagements commerciaux et industriels	3 535 518	62 233	-18 619	0	-78 683	3 500 449
Comptes débiteurs	560 347	17 376			-26 587	551 136
Autres concours à la clientèle	2 735 716	33 548	-18 619		-43 213	2 707 432
Créances sur ressources spéciales	239 455	11 309			-8 883	241 881
Comptes courants associés	426					426
Créances agricoles prises en charge l'Etat	29 434					29 434
Provisions				-245 076		-245 076
Total au 31 décembre 2007	4 158 164	336 193	-19 933	-245 076	-348 275	3 881 073

3.3.2.2. Le portefeuille titres

➤ Portefeuille titres commercial

Le volume total du portefeuille titres commercial net, constitué en quasi totalité par les bons du trésor, s'est élevé à 384MD au 31/12/2007 contre 342MD au 31/12/2006, enregistrant ainsi une hausse de 12,5%.

Le tableau suivant retrace l'évolution du portefeuille titres commercial durant les trois dernières années :

(en mD)	2 005	2 006	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Titres à revenu variable	100	358	440	258,0%	22,9%
Titres cotés	183	426	497	132,8%	16,7%
Provisions sur titres	-83	-68	-57	-18,1%	-16,2%
Titres à revenu fixe	149 101	341 390	383 950	129,0%	12,5%
Bons du trésor	144 212	344 078	393 198	138,6%	14,3%
Créances et dettes rattachées	4 889	-2 688	-9 248	-155,0%	244,0%
Total	149 201	341 748	384 390	129,1%	12,5%

➤ Portefeuille titres d'investissement

Les titres d'investissement de la banque ont totalisé 306MD au 31/12/2007 contre 316MD au 31/12/2006.

Les mouvements par catégorie de titres dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit durant les trois dernières années :

(en mD)	2005*	2006*	2 007	Var 06/05	Var 07/06
Titres d'investissement ⁽¹⁾	5 871	5 249	2 305	-10,6%	-56,1%
Titres de participations ⁽¹⁾	93 933	91 583	97 527	-2,5%	6,5%
Fonds gérés ⁽¹⁾	36 418	34 170	38 833	-6,2%	13,6%
Dettes des entreprises publiques ⁽¹⁾	212 431	197 664	186 436	-7,0%	-5,7%
Participation avec engagement de rétrocession	5 700	4 900	3 761	-14,0%	-23,2%
Valeur brute	354 353	333 566	328 862	-5,9%	-1,4%
Provisions	24 686	17 133	22 553	-30,6%	31,6%
Valeur nette	329 667	316 433	306 309	-4,0%	-3,2%

(1) Y compris Créances rattachées

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

3.3.2.3. Les immobilisations nettes

Les immobilisations nettes ont baissé de 10,1% en 2007 contre une augmentation de 1,7% en 2006 due à la cession d'une construction pour 6 518mD ;

(en mD)	2 005	2 006	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Immobilisations nettes	53 144	54 030	48 547	1,7%	-10,1%

3.3.3. Les résultats d'exploitation

3.3.3.1. Le Produit net bancaire

Le produit net bancaire s'est établi, au terme de l'année 2007 à 191 231mD contre 176 775mD au terme de l'année 2006, marquant ainsi une évolution de 8,2%.

(en mD)	2005*	2 006*	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Produit Net Bancaire	148 620	176 775	191 231	18,9%	8,2%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

Sachant que les composantes essentielles du produit net bancaire sont : la marge d'intérêt, les commissions nettes et les autres revenus. Ci après une description de l'évolution de ces composantes.

3.3.3.2. La marge en intérêt

Au terme de l'année 2007, la marge d'intérêt s'est établie à 113 198mD, enregistrant ainsi une augmentation de 5,9% contre 15% en 2006.

(en mD)	2 005*	2 006*	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Produits en intérêts	212 965	235 948	261 264	10,8%	10,7%
Charges en intérêts	120 026	129 044	148 066	7,5%	14,7%
Marge en intérêt	92 939	106 904	113 198	15,0%	5,9%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

3.3.3.3. Les commissions nettes

Les commissions nettes ont atteint 42 109mD au terme de l'année 2007 contre 40 125mD en 2006 enregistrant ainsi une progression de 4,9% détaillée comme suit :

(en mD)	2005*	2 006*	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Commissions perçues	36 335	41 494	43 335	14,2%	4,4%
Commissions payées	1 181	1 369	1 226	15,9%	-10,4%
Commissions nettes	35 154	40 125	42 109	14,1%	4,9%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

3.3.3.4. Les autres revenus

Les autres revenus sont défalqués comme suit :

(en mD)	2005*	2 006*	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Gain sur opérations financières et autres revenus	12 857	21 417	27 148	66,6%	26,8%
Revenu du portefeuille d'investissement	7 670	8 329	8 776	8,6%	5,4%
Total Autres revenus	20 527	29 746	35 924	44,9%	20,8%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

Au terme de l'exercice 2007, les autres revenus ont enregistré une hausse de 20,8% passant ainsi de 29 746mD en 2006 à 35 924mD en 2007, marqué essentiellement par la hausse des revenus sur opérations financières de 26,8%.

3.3.3.5. Les frais généraux

Les frais généraux ont atteint, au 31 décembre 2007, 104 402mD marquant ainsi une augmentation de 4% par rapport à 2006 (100 349mD) contre 5,1% en 2006. Cette augmentation est due à une progression des charges générales d'exploitation de 6,3%.

(en mD)	2005*	2 006*	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Frais de personnel	72 112	75 865	78 605	5,2%	3,6%
Charges d'exploitation	19 421	19 702	20 946	1,4%	6,3%
Dotations aux provisions et amortissements sur immobilisations	3 985	4 782	4 851	20,0%	1,4%
Frais généraux	95 518	100 349	104 402	5,1%	4,0%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité.

3.3.3.6. Les soldes en pertes de créances

(Dotations aux provisions et résultats de corrections des valeurs sur créances hors bilan et passif)

Au terme de l'année 2007, le solde en pertes de créances a enregistré, par rapport à 2006 une hausse de 32,8% et qui est due essentiellement à une hausse des dotations aux provisions sur les créances de la clientèle de 31,5%.

(en mD)	2 005	2 006	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Dotations aux provisions / créances et passifs	75 645	82 675	108 684	9,3%	31,5%
Créances passées par pertes	117 167	35 600	17 680	-69,6%	-50,3%
Reprises de provisions et agios réservés	-142 380	-57 746	-45 966	-59,4%	-20,4%
Recouvrement au titre des créances passées	-32	-29	-27	-9,4%	-6,9%
Solde en perte de créances	50 400	60 500	80 371	20,0%	32,8%

3.3.3.7. Le résultat net

Au 31 décembre 2007, le résultat net s'est établi à 28 106mD marquant ainsi une progression de l'ordre de 72,2% par rapport au résultat de l'année 2006 qui s'est établi à 16 323mD.

Le tableau suivant retrace l'évolution des bénéfices de la banque durant les 3 dernières années :

(en mD)	2 005	2 006	2 007	Var 2006/2005	Var 2007/2006
Résultat net de la période	8 065	16 323	28 106	102,4%	72,2%

3.4. Activité de la banque au 30/06/2008

3.4.1. Les ressources

3.4.1.1. Les dépôts de la clientèle

Au 30 juin 2008, les dépôts de la clientèle ont enregistré une progression de 12,3% par rapport au 30 juin 2007, provenant essentiellement d'une progression de 25,6% des autres dépôts et avoirs.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Dépôts à vue	889 326	824 674	871 394	7,8%
Dépôts d'épargne	1 278 534	1 203 378	1 248 505	6,2%
Dépôts à terme ⁽¹⁾	401 534	379 874	386 824	5,7%
Autres dépôts et avoirs ⁽²⁾	1 282 884	1 021 245	1 123 400	25,6%
Total	3 852 278	3 429 171	3 630 123	12,3%

(1) Compte à terme + Certificats de dépôts + Bons de caisse

(2) Autres sommes dus à la clientèle + intérêts servis ou à servir +comptes spéciaux de placement

3.4.1.2. Les emprunts et les ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales sont passés de 594 748mD au 30/06/2007 à 575 999mD au 30/06/2008, soit une baisse de 3,2% due au remboursement de l'emprunt privé.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007*	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Emprunts obligataires	586	586	586	0,0%
Emprunt privé	32 367	53 945	43 156	-40,0%
Ressources spéciales ⁽¹⁾	543 046	540 217	565 981	0,5%
Total	575 999	594 748	609 723	-3,2%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

(1) Y compris les intérêts à payer

3.4.1.3. Les capitaux propres

Au 30 juin 2008, les capitaux propres de la banque ont atteint 394 520mD enregistrant une évolution de 7,1% par rapport au 30 juin 2007.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Capital	100 000	100 000	100 000	0,0%
Réserves	149 587	128 700	129 077	16,2%
Actions propres	-3 448	-3 283	-3 446	5,0%
Autres capitaux propres*	133 000	133 000	133 000	0,0%
Résultats reportés	100	11	119	809,1%
Résultat de l'exercice	15 281	10 032	28 106	52,3%
Total	394 520	368 460	386 856	7,1%

*Dotation de l'Etat

3.4.2. Les emplois

3.4.2.1. Les crédits de la clientèle

Au 30 juin 2008, les crédits à la clientèle se sont élevés à 3 947MD enregistrant une évolution de 14% par rapport au 30 juin 2007.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Comptes débiteurs	484 334	452 116	566 346	7,1%
Autres concours à la clientèle(1)	3 149 148	2 683 407	2 985 920	17,4%
Crédits sur ressources spéciales	557 775	516 947	544 449	7,9%
Créances agricoles sur l'Etat	28 232	28 485	29 434	-0,9%
Valeurs brutes	4 219 489	3 680 955	4 126 149	
Provisions	272 076	218 549	245 076	
Valeurs nettes	3 947 413	3 462 406	3 881 073	14,0%

(1) Y compris Comptes courants associés

Portefeuille des créances :

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Créances Globales Brutes Bilan et Hors bilan (a)	5 499 128	4 849 000	5 551 298
Classe 0*	2 731 916	2 258 707	2 704 354
Classe 1	2 033 731	1 862 050	2 113 179
Créances clientèle (Classe 0 et 1)	4 765 647	4 120 757	4 817 533
Classe 2	68 355	68 696	75 489
Classe 3	105 944	123 432	109 141
Classe 4	559 182	536 115	549 135
Contentieux traité au cas par cas			282 580
Total Contentieux	411 182	422 948	400 346
Créances Douteuses et Litigieuses (Classe 2, 3 et 4) (b)	733 481	728 243	733 765
Provisions sur créances	272 076	218 549	245 076
Agios réservés	90 119	81 657	78 683
Subvention à affecter aux provisions	27 298	27 298	27 298
Provisions & Agios réservés (c)	389 493	327 504	351 057
Taux de couverture de l'ensemble des créances (c)/(a)	7,08%	6,75%	6,32%
Taux des créances classées (b) / (a)	13,34%	15,02%	13,22%
Taux de couverture des Créances Douteuses et Litigieuses (c) / (b)	53,10%	44,97%	47,84%

* y compris Créances non classées inférieures à 50mD

3.4.2.2. Le portefeuille titres

➤ Portefeuille titres commercial

Au 30 juin 2008, le portefeuille titres commercial de la BNA a atteint 345 701mD contre 421 123mD à fin juin 2007 enregistrant ainsi une baisse de 17,9% défalquée comme suit :

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Titres à revenu variable	446	358	440	24,6%
Titres cotés	503	426	497	18,1%
Provisions sur titres	-57	-68	-57	-16,2%
Titres à revenu fixe	345 255	420 765	383 950	-17,9%
Bons du trésor	358 211	429 071	393 198	-16,5%
Créances et dettes rattachées	-12 956	-8 306	-9 248	56,0%
Total	345 701	421 123	384 390	-17,9%

➤ Portefeuille titres d'investissement

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007*	31/12/2007	Var Juin 08/Juin 07
Titres d'investissement	6 818	2 231	2 305	205,6%
Titres de participations	99 443	93 994	97 527	5,8%
Fonds gérés	41 991	40 285	38 833	4,2%
Dettes des entreprises publiques	186 439	197 752	186 436	-5,7%
Participation avec engagement de rétrocession	4 100	4 900	3 761	-16,3%
Valeur brute	338 791	339 162	328 862	-0,1%
Provisions & Agios réservés / Portage	22 747	17 901	22 553	27,1%
Valeur nette	316 044	321 261	306 309	-1,6%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

3.4.2.3. Les immobilisations nettes

Les immobilisations nettes ont baissé de 9,7% au terme du premier semestre 2008 par rapport à celui de 2007.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Immobilisations nettes	48 561	53 761	48 547	-9,7%

3.4.3. Les résultats d'exploitation

3.4.3.1. Le Produit net bancaire

Durant le premier semestre 2008, le PNB a progressé de 11,7% par rapport à la même période de 2007.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Produit Net Bancaire	98 296	87 980	191 231	11,7%

Sachant que les composantes essentielles du produit net bancaire sont : la marge d'intérêt, les commissions nettes et les autres revenus. Ci-après une description de l'évolution de ces composantes.

3.4.3.2. La marge en intérêt

Comparée à la performance du premier semestre 2007, la marge d'intérêt s'est améliorée de 13,4% durant le premier semestre 2008.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Produits en intérêts	136 741	118 494	261 264	15,4%
Charges en intérêts	82 674	70 807	148 066	16,8%
Marge en intérêt	54 067	47 687	113 198	13,4%

3.4.3.3. Les commissions nettes

Au 30 juin 2008, les commissions nettes ont progressé de 18,8% comparativement au 30 juin 2007 grâce à l'augmentation des commissions perçues.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Commissions perçues	22 584	19 210	43 335	17,6%
Commissions payées	507	629	1 226	-19,4%
Commissions nettes	22 077	18 581	42 109	18,8%

3.4.3.4. Les autres revenus

Comparés au 30 juin 2007, les « autres revenus » arrêtés au 30 juin 2008 ont enregistré une faible progression de 2% détaillée comme suit :

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Gain sur opérations financières	14 057	13 954	27 148	0,7%
Revenu du portefeuille d'investissement	8 095	7 758	8 776	4,3%
Total Autres revenus	22 152	21 712	35 924	2,0%

3.4.3.5. Les frais généraux

Durant le premier semestre 2008, les frais généraux se sont établis à 52 428mD enregistrant ainsi une augmentation de 6,5% par rapport à juin 2007. Cette progression provient principalement de l'augmentation des charges d'exploitation et des frais du personnel.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Frais de personnel	39 252	36 878	78 605	6,4%
Charges d'exploitation	10 786	9 961	20 946	8,3%
Dotations aux provisions et amortissements sur immobilisations	2 390	2 401	4 851	-0,5%
Frais généraux	52 428	49 240	104 402	6,5%

3.4.3.6. Les soldes en pertes de créances

(Dotations aux provisions et résultats de corrections des valeurs sur créances hors bilan et passif)

A fin juin 2008, le poste des soldes en pertes de créances a évolué faiblement de 0,9%.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Dotations aux provisions / créances et passifs	27 000	27 000	108 684	0,0%
Créances passées par pertes	640	430	17 680	49%
Reprises de provisions et agios réservés			-45 966	-
Recouvrement au titre des créances passées	-1	-27	-27	-96,3%
Solde en perte de créances	27 639	27 403	80 371	0,9%

3.4.3.7. Le résultat net

Le résultat net du premier semestre de l'année 2008 a enregistré une croissance soutenue de 52,3% comparativement au premier semestre 2007.

(en mD)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007	Var juin 2008/juin 2007
Résultat net de la période	15 281	10 032	28 106	52,3%

3.5. Les indicateurs d'activité de la banque au 30/09/2008

	3ème trimestre 2008	3ème trimestre 2007	Au 30/09/2008	Au 30/09/2007	Au 31/12/2007	Evolution Sept 2008/Sept 2007
1- Produits d'exploitation bancaire	95 623	83 395	277 100	242 811	340 523	14,1%
a- Intérêts	76 636	64 815	213 377	183 309	261 264	16,4%
b- Commissions en produits	12 408	11 546	34 992	30 756	43 335	13,8%
c- Revenus du portefeuille titres-commercial	6 281	6 673	20 338	20 627	27 148	-1,4%
d- Revenus du portefeuille d'investissement	298	361	8 393	8 119	8 776	3,4%
2- Charges d'exploitation bancaire	44 043	38 859	127 224	110 295	149 292	15,3%
b- Intérêts encourus	43 664	38 528	126 338	109 335	148 066	15,6%
b- Commissions encourues	379	331	886	960	1 226	-7,7%
3- Produit net bancaire	51 580	44 536	149 876	132 516	191 231	13,1%
4- Autres produits d'exploitation	206	140	510	423	502	20,6%
5- Charges opératoires dont:	27 413	27 441	79 841	76 681	104 402	4,1%
a- Frais du personnel	20 993	21 347	60 245	58 225	78 605	3,5%
b- Charges générales d'exploitation	5 216	4 880	16 002	14 841	20 946	7,8%
6- Structure du portefeuille	-	-	651 316	685 241	690 699	-5,0%
a- Portefeuille titres-commercial			345 553	374 848	384 390	-7,8%
b- Portefeuille d'investissement			305 763	310 393	306 309	-1,5%
7- Encours des crédits apparaissant au bilan	-	-	4 359 634	3 608 798	3 881 073	20,8%
8- Encours des dépôts, dont:	-	-	3 931 000	3 620 447	3 630 123	8,6%
a- Dépôts à vue			1 011 998	850 239	872 315	19,0%
b- Dépôts d'épargne			1 319 319	1 232 534	1 259 712	7,0%
9- Emprunts et ressources spéciales	-	-	568 536	569 496	609 723	-0,2%
10- Capitaux propres	-	-	379 448	358 755	358 750	5,8%

Faits marquants à la fin du troisième trimestre 2008 :

- L'encours des créances sur la clientèle a atteint 4 360 millions de dinars au 30/09/2008, progressant de 20,8% par rapport à la même période de l'année précédente. Par rapport au 31/12/2007, les créances sur la clientèle ont progressé à un taux de 12,3%.
- Les dépôts de la clientèle ont, de leur côté, connu une augmentation de 311 millions de dinars, soit 8,6% entre Septembre 2007 et Septembre 2008. Par rapport au 31/12/2007, l'augmentation des dépôts a atteint 301 millions de dinars, soit 8,3%.
- Les produits d'exploitation bancaire ont atteint 277 millions de dinars, en augmentation de 34 millions de dinars, soit 14,1% par rapport à la même période de l'année précédente.
- Les charges d'exploitation bancaire ont, pour leur part, progressé de 17 millions de dinars, soit +15,3%.
- Le produit net bancaire s'est établi à 150 millions de dinars au 30/09/2008 contre 133 millions de dinars durant la même période de l'année 2007, enregistrant un taux d'accroissement de 13,1%.
- Le montant total des charges opératoires a progressé de 4,1% entre Septembre 2007 et Septembre 2008.

3.6. Les indicateurs d'activité de la banque au 31/12/2008

(en mD)	4ème trimestre 2008	4ème trimestre 2007	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007	Evolution Déc 2008/Déc 2007
1- Produits d'exploitation bancaire	112 745	97 712	389 845	340 523	14,5%
a- Intérêts	91 556	77 955	304 933	261 264	16,7%
b- Commissions en produits	12 403	12 579	47 395	43 335	9,4%
c- Revenus du portefeuille titres-commercial	7 485	6 521	27 823	27 148	2,5%
d- Revenus du portefeuille d'investissement	1 301	657	9 694	8 776	10,5%
2- Charges d'exploitation bancaire	47 654	38 997	174 878	149 292	17,1%
b- Intérêts encourus	47 521	38 731	173 859	148 066	17,4%
b- Commissions encourues	133	266	1 019	1 226	-16,9%
3- Produit net bancaire	65 091	58 715	214 967	191 231	12,4%
4- Autres produits d'exploitation	70	79	580	502	15,5%
5- Charges opératoires dont:	28 089	27 721	107 930	104 402	3,4%
a- Frais du personnel	20 714	20 380	80 959	78 605	3,0%
b- Charges générales d'exploitation	6 162	6 105	22 164	20 946	5,8%
6- Structure du portefeuille	-	-	669 194	690 699	-3,1%
a- Portefeuille titres-commercial			349 909	384 390	-9,0%
b- Portefeuille d'investissement			319 285	306 309	4,2%
7- Encours des crédits apparaissant au bilan	-	-	4 531 503	3 881 073	16,8%
8- Encours des dépôts, dont:	-	-	4 181 350	3 630 123	15,2%
a- Dépôts à vue			935 861	872 315	7,3%
b- Dépôts d'épargne			1 332 328	1 259 712	5,8%
9- Emprunts et ressources spéciales	-	-	576 156	609 723	-5,5%
10- Capitaux propres	-	-	379 386	358 750	5,8%

3.7. Matrice SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces)

Points forts

- Majoritairement contrôlée par l'Etat Tunisien, la Banque est assurée de son soutien ;
- Une **banque de proximité** avec le réseau d'agences le plus large et la multiplication de ses canaux de distribution.
- **Professionnalisme et savoir faire de son personnel ;**
- Une **banque universelle** détenant un **savoir-faire particulier** (secteur agricole) et jouissant d'un bon positionnement et d'une forte notoriété.
- Une **croissance soutenue de l'activité** de la banque et une **amélioration notable de ses fondamentaux ;**

Points faibles

- **Relative importance des frais généraux par rapport au PNB;**
- L'effort de provisionnement s'est fait, en partie, au détriment de la rentabilité de la Banque.
- la BNA supporte le **risque du secteur agricole.**

Opportunités

- **Réformes** du secteur financier ;
- **Libéralisation** en cours du marché
- Gisements de croissance tant sur le **marché des particuliers** que sur celui de **banque d'affaires**.
- Les **mégaprojets** d'infrastructure.

Menaces

- Un **taux de bancarisation élevé de l'économie tunisienne** : la Tunisie compte un nombre important de banques pour un marché relativement étroit;
- **Arrivée de banques étrangères**;
- **Vulnérabilité des créances du secteur Agricole**.

3.8. Facteurs de risque et nature spéculative de l'activité de la banque

A l'instar des autres banques de la place, la BNA est exposée aux risques inhérents à l'activité bancaire notamment le risque de crédit. En effet, son portefeuille de crédits représente, au 31/12/2007, 76,83% du total de ses actifs.

La banque respecte les seuils fixés par la BCT pour les risques de liquidité et de change.

3.9. Dépendance de l'émetteur

La dépendance de la Banque s'apprécie notamment par rapport à la circulaire BCT N°91-24 du 17 Décembre 1991 (telle que modifiée par les circulaires BCT N°99-24 du 19 Mars 1999, N°2001-04 du 16 Février 2001 et N° 2001-12 du 4 Mai 2001)

1- Application de l'article 1 :

- L'article 1 nouveau de la circulaire citée ci-dessus stipule que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs ou égaux pour chacun d'entre eux à 5 % des fonds propres nets corrigés de la Banque, soit 18 910mD, ne doit pas excéder 5 fois les fonds propres nets corrigés soit 1 891 000mD. Le montant des risques relatifs à cette catégorie de clientèle a atteint, au 31 Décembre 2007, 1 826 144mD.

Au 31 Décembre 2007, ce ratio est respecté par la banque.

- Cet article précise aussi, que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs ou égaux pour chacun d'entre eux à 15% des fonds propres nets corrigés de la Banque, soit 56 730mD, ne doit pas excéder 2 fois ses fonds propres nets corrigés, soit 756 400mD.

A la clôture de l'exercice 2007, la Banque ne respecte pas la limite réglementaire. En effet, le total des risques encourus sur les bénéficiaires dont le risque pris individuellement dépasse 56 730mD s'élève à 1 305 198mD.

2- Application de l'article 2 :

Conformément à l'article 2 de ladite circulaire, les risques encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 25 % des fonds propres nets de la Banque, soit 94 550mD. La banque respecte ce ratio pour la totalité de ses relations, exception faite du groupe BNA (Risques encourus = 122 643mD) et de l'Office des Céréales (Risques encourus = 725 330mD).

3- Application de l'article 3 :

Selon l'article 3 de ladite circulaire, les risques encourus sur les dirigeants de la BNA, les administrateurs et actionnaires détenant plus de 10 % du capital ne doivent pas excéder 3 fois les fonds propres nets de la Banque, soit 1 134 600mD.

Au 31 décembre 2007, la Banque répond favorablement aux exigences de cette norme.

4- Application de l'article 4 :

Conformément à l'article 4 de ladite circulaire, les fonds propres nets de la Banque doivent représenter en permanence au moins 8% du total de son actif (bilan et hors bilan) pondéré en fonction des risques encourus.

Au 31 décembre 2007, les fonds propres nets correspondent au moins à 8 % de l'actif net risqué de la Banque s'établissant à 336 823mD contre un montant réel 378 200mD, soit un excédent de fonds propres de l'ordre de 41 377mD. Le ratio de couverture s'établit ainsi à 8,98%. La Banque répond ainsi aux dispositions de cette norme.

Il faut noter que certains engagements hors bilan qui totalisent 406 861mD ne sont pas pris en compte par la banque dans le calcul des engagements pondérés par les risques du fait qu'elle considère ces engagements comme étant échus et que leur apurement comptable est en cours. Ces engagements sont en partie échus pour un montant de 354 198mD et en partie émis depuis trois ans sans date d'échéance pour un montant de 52 663mD.

A ce titre, les commissaires aux comptes ont recommandé à la banque d'apurer les engagements par signature en s'assurant de leurs échéances effectives (prise en compte des prorogations, des acceptations,...) pour assurer une conformité totale aux circulaires BCT.

3.10. Litige ou arbitrage

Aucun litige ou arbitrage n'a été constaté par la BNA en dehors des contentieux inhérents à l'activité de la banque.

3.11. Politique d'investissement de la banque

3.11.1. Les investissements en cours de réalisation

- **Ouverture de nouvelles agences :**

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la banque poursuit son programme d'extension de son réseau et a procédé, en 2008, à l'implantation de 2 nouvelles agences.

- **Mise à niveau d'agences :**

La politique d'investissement vise également l'amélioration des agences existantes et ce à travers un programme de mise à niveau des agences. A cet effet, la banque a entrepris des travaux de construction et de réaménagement au niveau de 7 agences de la banque.

- **Refonte du système d'information :**

Une attention particulière est accordée au développement interne de solutions informatiques et ce afin d'assurer une meilleure intégration de l'ensemble des applicatifs et leur adaptation aux besoins de la banque sur les plans de sécurité informatique et de qualité d'information produite.

Il s'agit notamment des **projets de refonte du nouveau système agence « SMILE »**, du **système unique des engagements « SAEB »** ainsi que celui relatif à la mise en place du **Référentiel Clients** qui sont à des stades très avancés dans leur finalisation. L'entrée en exploitation de ces solutions est d'une importance capitale, notamment, en matière d'appréhension de la relation avec la clientèle et de pilotage des risques bancaires.

Notons aussi, **l'acquisition de logiciels pour certains projets**, dont notamment la gestion de change et de trésorerie devise (**MEGARA FOREX**), la gestion électronique des archives comptables (**STAR FIND**), la gestion du courrier central et le logiciel Dépositaire des OPC (**MEGARA MUTUAL FUNDS**).

Quant **aux projets nationaux et de coopération interbancaire** et outre le rôle actif qu'elle a assumé dans la conception du cahier des charges et le dépouillement des offres pour l'acquisition d'un socle technique commun avec d'autres banques de la place dans le cadre d'un Groupement d'intérêts Bancaires, la BNA a réussi à mettre en œuvre l'essentiel des centrales de renseignements relatives au système d'échange de données (SED) ; projet piloté par la BCT.

3.11.2. Les investissements futurs

Le plan d'investissements logistiques a été établi conformément au programme d'ouverture des nouvelles agences, de l'extension du siège social, de la conduite du programme de modernisation du système d'information et des objectifs fixés en matière de notoriété et de sécurité du patrimoine de la banque.

A cet effet, les décaissements prévisionnels pour la période 2009-2013 totaliseraient 76 MD dont :

- 26 MD au titre des dépenses informatiques
- 23 MD pour l'extension du siège de la banque
- et 22 MD au titre des opérations d'aménagements, d'acquisition et de construction pour le réseau d'agences.

Il est à préciser que les projets d'aménagements, de construction et d'acquisition d'immobilisations prévus tablent sur l'ouverture de 29 agences pour un coût global de 15MD.

En matière de dépenses informatiques, un montant de 23MD, serait réservé aux décaissements relatifs aux grands projets suivants :

- Acquisition du socle technique interbancaire pour un montant de 4MD.
- Mise en place du nouveau noyau du système d'information pour un montant de 15MD dont 12MD au titre de la modernisation du matériel informatique.
- Modernisation de la monétique et l'extension du parc GABs pour un coût global de 3MD.
- Mise en place d'un système de contrôle d'accès et de sécurité du siège social pour le coût de 1MD.

CHAPITRE 4 – PATRIMOINE-SITUATION FINANCIERE-RESULTAT

4.1. La situation des immobilisations et du portefeuille titres de la BNA au 31/12/2007

4.1.1. Patrimoine immobilier de la BNA au 31/12/2007

4.1.1.1. Situation des immobilisations

(en mD)

Libellé	31/12/2006	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Affectation interne	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	3 781	449	-	-	4 230
* Logiciels	3 781	449	-	-	4 230
Amortissements	-2 417	-736	-	-	-3 153
* Logiciels	-2 417	-736	-	-	-3 153
Total net (1)	1 364	-287	-	-	1 077
Immobilisations corporelles	109 454	4 193	-7 434	155	106 368
* Terrains	5 078	-	-	-	5 078
* Constructions	50 811	180	-6 518	419	44 892
* Agencement, aménagement et installation	20 253	349	-345	558	20 815
* Matériel de transport	1 430	179	-146	-	1 463
* Mobiliers, matériel de bureau	29 396	472	-425	2 296	31 739
* Immobilisations en cours	1 008	1 669	-	-715	1 962
* Mobiliers, matériel de bureau en stocks	164	923	-	-914	173
* Avance sur achat Mobiliers, matériel de bureau	1 314	421	-	-1 489	246
Amortissements	-56 788	-4 032	1 922	-	-58 898
* Constructions	-16 979	-1 189	1 303	-	-16 865
* Agencement, aménagement et installation	-15 607	-1 044	53	-	-16 598
* Matériel de transport	-1 333	-50	146	-	-1 237
* Mobiliers, matériel de bureau	-22 869	-1 749	420	-	-24 198
Total net (2)	52 666	161	-5 512	155	47 470
Total général (1) + (2)	54 030	-126	-5 512	155	48 547

4.1.1.2. Constructions

- **Constructions affectées à l'exploitation**

(en Dinars)

Nature	Montant	Amortissement Antérieur	Amortissement 2007	Total Amortissement	V.C.N au 31/12/2007
CONSTRUCTION 19, AVENUE DE PARIS TUNIS	2 520 404	2 032 770	81 272	2 114 042	406 361
CONSTRUCTION LE KEF	405 144	322 916	13 705	336 620	68 523
CONSTRUCTION SFAX	498 020	156 466	11 273	167 739	330 281
CONSTRUCTION GABES	264 453	196 518	11 323	207 841	56 613
CONSTRUCTION 12, BIS RUE EL JAZIRA TUNIS	40 848	35 157	948	36 106	4 742
CONSTRUCTION GROMBALIA	211 848	81 836	4 754	86 589	125 259
CONSTRUCTION 44, RUE DE TURQUIE TUNIS	36 715	32 299	736	33 035	3 680
CONSTRUCTION 6, RUE D'AVIGNON TUNIS	1 293 209	936 245	59 494	995 739	297 469
CONSTRUCTION NOUVEL IMMEUBLE DE BEJA	29 683	23 849	972	24 821	4 862
CONSTRUCTION MEDJEZ-EL-BAB	102 127	77 533	4 315	81 847	20 279
CONSTRUCTION JENDOUBA	178 800	131 490	7 552	139 042	39 758
CONSTRUCTION KASSERINE	164 815	122 679	7 023	129 701	35 113
CONSTRUCTION GAFSA	408 302	96 779	9 924	106 703	301 600
CONSTRUCTION MAKTHAR	112 625	82 743	4 521	87 264	25 361
CONSTRUCTION MATEUR	286 462	49 319	5 729	55 049	231 414
CONSTRUCTION SOUSSE	3 060 370	427 458	62 771	490 229	2 570 141
CONSTRUCTION 4, PASSAGE D'ELBE - TUNIS	45 725	36 913	1 469	38 381	7 343
CONSTRUCTION GOULETTE	278 661	125 603	7 758	133 361	145 300
CONSTRUCTION SILIANA	181 746	134 977	7 795	142 771	38 974
CONSTRUCTION HAMMAMET	242 534	68 302	4 209	72 512	170 022
CONSTRUCTION EL FAHS	168 996	127 635	8 036	135 671	33 325
CONSTRUCTION 3, PASSAGE D'ELBE - TUNIS	227 985	169 976	9 668	179 644	48 341
CONSTRUCTION BEDOUCHA TUNIS	47 054	35 315	1 957	37 272	9 783
CONSTRUCTION RUE IMAM RASSAA - TUNIS	161 328	120 431	6 816	127 247	34 081
CONSTRUCTION TEBOURSOUK	152 063	112 542	6 587	119 128	32 935
APPART.MONASTIR	26 400	19 676	1 121	20 797	5 603
CONSTRUCTION HIPPOZIRITUS BIZERTE	167 595	125 394	7 033	132 428	35 167
LOCAL MEDENINE	42 539	31 413	1 855	33 268	9 271
CONSTRUCTION MAHDIA	243 610	178 727	10 814	189 541	54 069
CONSTRUCTION TEBOULBA	30 000	22 152	1 308	23 460	6 540
REZ DE CHAUSSEE MONASTIR	74 160	55 076	3 181	58 257	15 903
CONSTRUCTION KORBA	228 573	62 966	4 571	67 538	161 035
CONSTRUCTION MORNAGUIA	28 000	20 944	1 176	22 120	5 880
CONSTRUCTION TATAOUINE	93 768	70 139	3 938	74 077	19 691
CONSTRUCTION DEPOT DE BEN AROUS	153 130	112 997	6 689	119 685	33 444
CONSTRUCTION MENZEL BOUZELFA	93 455	31 753	1 869	33 622	59 833
CONSTRUCTION THALA	120 210	89 586	5 104	94 690	25 519
CONSTRUCTION AIN DRAHEM	207 467	33 748	4 149	37 897	169 570
CONSTRUCTION TAJEROUINE	111 111	30 908	2 222	33 130	77 981
CONSTRUCTION SBIBA	107 488	40 639	2 150	42 789	64 699
CONSTRUCTION EZ-ZAHRA	107 533	80 061	4 579	84 639	22 894
CONSTRUCTION SOLIMAN	58 704	43 535	2 528	46 063	12 640
CONSTRUCTION BENI KHALLED	116 543	86 717	4 971	91 688	24 855
CONSTRUCTION ENFIDHA	91 412	66 903	4 085	70 988	20 424
CONSTRUCTION SBIKHA	220 999	44 380	4 420	48 800	172 200
CONSTRUCTION EL MAHRES	287 921	81 569	6 771	88 340	199 581
CONSTRUCTION NOUVEAU SIEGE MOHAMED V.	12 543 165	4 254 608	250 863	4 505 472	8 037 694
CONSTRUCTION PORT DE SFAX	74 143	54 828	3 219	58 047	16 096
CONSTRUCTION ALAIN SAVARY	106 150	40 125	2 123	42 248	63 903
DEPOT CHARGUIA	514 975	379 758	22 004	401 762	113 213

CONSTRUCTION HAOUARIA	276 821	22 275	3 879	26 154	250 667
CONSTRUCTION KEBILI	205 373	148 811	9 427	158 238	47 135
CONSTRUCTION SAHLINE	170 029	23 761	3 401	27 161	142 867
CONSTRUCTION REGUEB	202 959	40 592	4 059	44 651	158 308
CONSTRUCTION MOKNINE	101 640	74 530	4 518	79 048	22 592
LOCAUX AGENCE "A"	25 000	9 500	500	10 000	15 000
CONSTRUCTION TERRAIN TABARKA	160 879	33 489	3 218	36 706	124 172
CONSTRUCTION SKHIRA	146 482	24 614	2 930	27 543	118 938
CONSTRUCTION Ksour ESSAF	145 479	34 566	2 910	37 476	108 003
CONSTRUCTION EL KRIB	241 766	48 353	4 835	53 188	188 577
CONSTRUCTION BNDA/KHEIR.PACHA	660 000	509 850	25 025	534 875	125 125
LOCAL GUEBOULLAT	62 000	21 080	1 240	22 320	39 680
CONSTRUCTION BAB SOUIKA	164 500	54 458	3 290	57 748	106 752
CONSTRUCTION IMMEUBLE AGUEREB	123 097	32 005	2 462	34 467	88 630
LOCAL DEN-DEN	64 360	20 595	1 287	21 883	42 478
LOCAL SOUSSE CENTER	210 000	63 000	4 200	67 200	142 800
LOCAL SFAX CENTER	370 083	86 541	7 402	93 943	276 140
LOCAL SFAX JADIDA	380 000	104 679	7 600	112 279	267 721
IMMEUBLE TESTOUR	72 327	21 698	1 447	23 145	49 182
SOUSSE BOUJAAFAR CENTER	50 700	14 562	1 014	15 576	35 124
LOCAL CHARGUIA II.	187 259	51 959	3 745	55 704	131 555
CONSTRUCTION DEGUECHE	30 000	8 600	600	9 200	20 800
LOCAL BOUSALEM	340 565	50 405	6 811	57 216	283 348
APPPT SFAX JEDIDA	66 000	15 235	1 320	16 555	49 445
APPARTEMENT BAB EL KRAM N°4 MONASTIR	61 800	16 068	1 236	17 304	44 496
APPARTEMENT BAB EL KRAM N°5 MONASTIR	69 600	18 096	1 392	19 488	50 112
LOCAUX NABEUL NEAPOLIS	1 196 813	265 478	23 936	289 415	907 398
LOCAL BARDO CENTER	327 600	62 790	6 552	69 342	258 258
APPARTEMENT BARDO CENTER AV. BOURGUIBA	71 201	5 696	1 424	7 120	64 081
APPARTEMENT BARDO CENTER MARRAKECH	71 201	5 696	1 424	7 120	64 081
ACQUISITION LOCAUX BEN AROUS	350 028	72 644	6 626	79 270	270 758
ACQUISITION APPART LOGEMENT FONCT. BEN AROUS	93 292	17 903	1 766	19 669	73 623
ACQUISITION LOCAL KELIBIA	250 000	51 111	5 000	56 111	193 889
CONSTRUCTION IMM. TEBOURBA	237 769	14 513	4 755	19 268	218 501
ACQUISITION LOCAL SFAX MEDINA	15 000	2 700	300	3 000	12 000
APPARTEMENTS DIR. REG. MONASTIR	75 000	10 617	1 500	12 117	62 883
ACQUISITION LOCAL GUELLELA	148 937	22 889	2 979	25 868	123 069
ACQUISITION LOCAL HAMMAM SOUSSE	101 750	16 958	2 035	18 993	82 757
ACQUISITION LOCAL SIDI AMOR BOU HAJLA	35 000	4 900	700	5 600	29 400
LOCAL AGENCE B	959 425	75 754	19 189	94 943	864 483
ACQUISITION LOCAUX DIR. REG. MEDENINE (APPT.)	75 000	9 888	1 500	11 388	63 613
LOCAL PORT EL KANTAOUI	257 000	31 140	5 140	36 280	220 720
CONSTRUCTION TOZEUR	138 468	13 837	2 769	16 607	121 861
CONSTRUCTION SOUASSI	22 200	1 776	444	2 220	19 980
LOCAL ENNASR II	620 750	43 211	12 415	55 626	565 124
LOCAL KSAR HELEL	333 920	17 613	6 678	24 291	309 629
LOCAL ARIANA	810 949	8 711	16 219	24 930	786 019
CONSTRUCTION EL JEM	67 500	2 231	1 350	3 581	63 919
LOCAL AGENCE EL MENZAH VII	712 997	7 436	14 123	21 559	691 438
CONSTRUCTION SAKIET EZZIT	570 000	3 800	11 400	15 200	554 800
LOCAL MHAMDIA	212 558	102	4 251	4 353	208 205
NOUVEAU LOCAL GABES 2	182 600	0	3 652	3 652	178 948
LOCAL SIDI AMOR BOUHAJLA (N°2)	114 524	0	492	492	114 032
APPARTEMENT 1 "AMEL 4" MEDENINE	41 379	5 455	828	6 283	35 096
APPARTEMENT 2 "AMEL 4" MEDENINE	33 621	4 432	672	5 105	28 516
	39 684 169	14 124 957	973 217	15 098 173	24 585 995

- **Constructions non affectées à l'exploitation**

(en Dinars)

Nature	Montant	Amortissement Antérieur	Amortissement 2007	Total Amortissement	V.C.N au 31/12/2007
CONSTRUCTION 21, AVENUE DE PARIS - TUNIS	1 200 324	950 969	41 559	992 528	207 796
CONSTRUCTION ZENDALA KAIROUAN	332 895	250 992	13 651	264 642	68 253
CONSTRUCTION 44, AVENUE DE CARTHAGE TUNIS	57 771	45 745	2 004	47 750	10 022
CONSTRUCTION EL OMRANE	57 529	43 276	2 375	45 652	11 877
NORD HILTON	120 250	89 614	5 106	94 720	25 530
CONSTRUCTION MENZEH IX.	64 824	47 855	2 828	50 683	14 141
CONSTRUCTION MENZEL BOURGUIBA	5 175	103	103	207	4 968
APP.I8, RUE DE ROME TUNIS	38 369	28 489	1 647	30 135	8 233
CONSTRUCTION TESTOUR	7 462	5 496	328	5 824	1 639
CONSTRUCTION TINJA	15 383	11 268	686	11 954	3 429
JARDIN D'ENFANTS	90 000	65 745	4 043	69 788	20 213
VILLA TOZEUR	30 800	22 585	1 369	23 954	6 846
LOCAL GROUPE KHEMAISSA MATEUR	1 062 721	23 906	21 254	45 160	1 017 561
UNITE CONFECTION KSAR SAID GROUPE KHEMAISSA	2 124 670	41 378	42 493	83 872	2 040 798
	5 208 172	1 627 421	139 447	1 766 868	3 441 305

4.1.1.3. Terrains

- **Terrains affectés à l'exploitation**

(en Dinars)

Nature	V.C.N au 31/12/2007
TERRAIN 19, AVENUE DE PARIS TUNIS	90 360
TERRAIN SFAX	35 220
TERRAIN GABES	3 078
TERRAIN I2, BIS RUE EL JAZIRA TUNIS	8 448
TERRAIN GROMBALIA	2 998
TERRAIN 44, RUE DE TURQUIE TUNIS	25 020
TERRAIN 6, RUE D'AVIGNON TUNIS	12 768
TERRAIN NOUVEL IMMEUBLE DE BEJA	6 030
TERRAIN MEDJEZ-EL-BAB	235
TERRAIN JENDOUBA	10 451
TERRAIN KASSERINE	7 950
TERRAIN GAFSA	8 322
TERRAIN MAKTHAR	2 176
TERRAIN MATEUR	718
TERRAIN SOUSSE	25 760
TERRAIN 4, PASSAGE D'ELBE - TUNIS	20 097
TERRAIN SILIANA	4 763
TERRAIN HAMMAMET	16 033
TERRAIN : 3, PASSAGE D'ELBE TUNIS	66 338
TERRAIN RUE IMAM RASSAA - TUNIS	18 672
TERRAIN TEBOURSOUK	8 640
TERRAIN HIPPOZIRITUS BIZERTE	34 400
TERRAIN MAHDIA	14 236
TERRAIN TEBOULBA	9 000
TERRAIN KORBA	43 200
TERRAIN MORNAGUIA	5 600
TERRAIN TATAOUINE	7 536
TERRAIN DEPOT DE BEN AROUS	98 870
TERRAIN MENZELBOUZELFA	5 897
TERRAIN THALA	3 829

TERRAIN TAJEROUINE	5 200
TERRAIN SBIBA	1 040
TERRAIN HAFFOUZ	6 913
TERRAIN SOLIMAN	10 400
TERRAIN BENI KHALLED	25 200
TERRAIN ENFIDHA	4 875
TERRAIN ESSBIKHA	10 951
TERRAIN NOUVEAU SIEGE MOHAMED V.	840 000
TERRAIN ALAIN SAVARY	6 240
TERRAIN SAHLINE	7 200
TERRAIN REGUEB	2 200
TERRAIN MOKNINE	41 360
NOUVEAU TERRAIN TABARKA	12 300
TERRAIN SKHIRA	11 000
TERRAIN KSOUR ESSAF	14 790
TERRAIN EL KRIB	900
TERRAIN BNDA / KHEIREDDUBE PACHA	432 000
TERRAIN GUEBOULLAT	5 220
TERRAIN AGUEREB	6 675
TERRAIN DEGUECHE	8 000
TERRAIN AIN DRAHEM	19 800
TERRAIN TEBOURBA	24 300
TERRAIN BOU ARGOUB	10 880
TERRAIN JERBA MIDOUN	110 214
TERRAIN EL KEF	33 480
TERRAIN GHARDIMAOU	78 000
TERRAIN DAHMANI	33 000
TERRAIN SOUASSI	14 800
TERRAIN EL JEM	132 500
TERRAIN LOCAL GABES 2	17 400
	2 523 484

- ***Terrains non affectés à l'exploitation***

Nature	(en Dinars)
	V.C.N au 31/12/2007
TERRAIN 2I, AVENUE DE PARIS - TUNIS	18 720
TERRAIN ZENDALA KAIROUAN	9 867
TERRAIN 44, AVENUE DE CARTHAGE TUNIS	11 879
TERRAIN EL OMRANE	54 240
TERRAIN FERIANA	521
TERRAIN M'HAMDIA	8 250
TERRAIN MENZEL BOURGUIBA	34 560
TERRAIN EL BOUHAIRA	96 160
TERRAIN KAIROUAN	342 000
TERRAIN EL FADHELINE AFF. TUNISIE LAIT	1 979 033
	2 555 231

4.1.2. Portefeuille titres d'investissement de la BNA au 31/12/2007

Le portefeuille d'investissement s'est élevé à 306 309mD au 31/12/2007.

4.1.2.1. Portefeuille Titres de participations

Filiales

(en Dinars)

RAISON SOCIALE	Capital souscrit			Participation directe de la BNA				Provisions
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur comptable	
SICAV.BNA	35 748	100	3 574 800	6 937	693 700	19,4%	508 622	-
SIMPAR	600 000	5	3 000 000	180 000	900 000	30,0%	1 494 440	-
ESSOUKNA	3 006 250	1	3 006 250	1193	1 193	0,04%	1 000	-
EL MADINA	90 000	10	900 000	2	20	0,0022%	20	-
SIVIA	140 000	10	1 400 000	6	60	0,0043%	42	-
SOIVM.SICAF	400 000	10	4 000 000	219 998	2 199 980	55,0%	2 210 050	-
T.I.S	2 500	100	250 000	748	74 800	29,92%	75 000	-
AGROSERVICES	2 000	100	200 000	597	59 700	29,85%	59 900	-
BNA CAPITAUX	50 000	100	5 000 000	49 500	4 950 000	99,0%	4 950 000	-
PLACEMENT OBLIGA.	2 448 879	100	244 887 900	898	89 800	0,04%	90 000	-
IMMOB. DES OEILLETES	180 000	5	900 000	52 898	264 490	29,39%	264 500	65 230
SICAR-INVEST	800 000	10	8 000 000	257 998	2 579 980	32,25%	2 580 000	-
SICAF PARTICIPATIONS	50 000	10	500 000	50 000	500 000	100,0%	500 000	-
SOGEST	10 000	10	100 000	2 000	20 000	20,0%	4 000	-
SOFINREC	1 600 000	5	8 000 000	1 540 000	7 700 000	96,25%	7 700 025	-
Total							20 437 599	65 230
Valeur nette des filiales								20 372 369

Filiales en liquidation

(en Dinars)

RAISON SOCIALE	Capital souscrit			Participation directe de la BNA				Provisions
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur comptable	
SODASS	184 000	5	920 000	111 940	559 700	60,8%	559 700	-
SODAL	209 649	10	2 096 490	144 686	1 446 860	69,0%	1 446 860	863 775
MATEUR JALTA	14 750	100	1 475 000	6 496	649 600	44,0%	560 000	560 000
Total							2 566 560	1 423 775
Valeur nette des filiales en liquidation								1 142 785

Entreprises associées

(en Dinars)

RAISON SOCIALE	Capital souscrit			Participation directe de la BNA				Provisions
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur comptable	
STIA	6 000 000	5	30 000 000	2 999 513	14 997 565	50,0%	5 005 040	2 905 040
Tunis Ré * *	35 000 000	10	350 000 000	731 109	7 311 090	2,1%	8 105 839	-
LA GENERALE DE VENTE	4 000 000	1	4 000 000	1 999 802	1 999 802	50,0%	1 999 803	-
T.D.A	200 000	10	2 000 000	40 000	400 000	20,0%	400 000	348 800
Total							15 510 682	3 253 840
Valeur nette des entreprises associées								12 256 842

*dont 97 221 certificats d'investissement (VCN = 1 099 992D)

4.1.2.2. Autres titres de participations

(en Dinars)

RAISON SOCIALE	Capital souscrit			Participation directe de la BNA				Provisions
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur comptable	
SMVDA RAHMANIA	10 500	100	1 050 000	0	-	0,0%	238 000	238 000
SMVDA AZIZIA	7 500	100	750 000	2 494	249 400	33,3%	1 075 400	826 000
SEM	240 000	5	1 200 000	15 120	75 600	6,3%	25 200	-
SODASMA	84 865	10	848 650	13 786	137 860	16,2%	137 860	137 860
TUNISIE LAIT*	6 250 000	4	25 000 000	1 797 624	7 190 496	28,8%	11 667 549	5 781 507
STS	680 000	5	3 400 000	13 174	65 870	1,9%	62 037	-
ELLOUHOUM	600 000	5	3 000 000	100	500	0,0%	60	60
CIOK	3 400 000	10	34 000 000	12	120	0,0%	120 000	119 780
SOTULUB	109 730	100	10 973 000	3 790	379 000	3,5%	190 000	-
AIR LIQUIDE TUNISIE	740 119	25	18 502 975	81 872	2 046 800	11,1%	10 655 667	-
STBG	100 000	30	3 000 000	15 755	472 650	15,8%	472 696	-
SFBT	56 000 000	1	56 000 000	7 845 100	7 845 100	14,0%	14 517 664	-
LAINO	78 800	100	7 880 000	2 510	251 000	3,2%	95 558	95 558
SPEI	1 000	100	100 000	148	14 800	14,8%	14 800	14 800
COTUNACE	50 000	100	5 000 000	2 910	291 000	5,8%	232 800	-
STAR	1 500 000	10	15 000 000	50 595	505 950	3,4%	483 600	-
BATAM	3 860 000	10	38 600 000	106 600	1 066 000	2,8%	1 066 000	1 066 000
CTN	4 250 000	10	42 500 000	10 948	109 480	0,3%	100 000	-
MAISON DU BANQUIER	8 992 000	1	8 992 000	1 618 500	1 618 500	18,0%	1 542 200	126 000
TAPARURA	22 500	100	2 250 000	2 500	250 000	11,1%	250 000	-
SODIS SICAR	1 307 136	10	13 071 360	48 832	488 320	3,7%	344 550	-
TUNISIE TELECOM	140 000 000	10	1 400 000 000	10	100	0,0%	100	-
BATAM IMMOBILIERE	15 000	10	150 000	870	8 700	5,8%	8 700	-
SIDCO	1 622 600	5	8 113 000	228 800	1 144 000	14,1%	979 000	10 950
SODINO	1 200 000	10	12 000 000	175 000	1 750 000	14,6%	1 750 000	-
TUNISIE AUTOROUTES	1 835 293	100	183 529 300	2 835	283 500	0,2%	206 755	-
BTE	4 500 000	20	90 000 000	4 858	97 160	0,1%	98 554	-
STB	24 860 000	5	124 300 000	5 120	25 600	0,0%	51 817	0
INTER BANK-SERVICES	538 720	5	2 693 600	79 980	399 900	14,8%	481 520	195 470
FID-SICAV OBLIGA.	3 500	100	350 000	1	100	0,0%	100	-
SIBTEL	42 000	100	4 200 000	4 620	462 000	11,0%	385 000	-
TUNISIE TRADENET	20 000	100	2 000 000	1 000	100 000	5,0%	100 000	91 820

S.T.GARANTIE	30 000	100	3 000 000	2 500	250 000	8,3%	250 000	-
ENTREP.FRIG.DU SAHEL	75 264	10	752 640	7 212	72 120	9,6%	57 500	-
EVOLUTION ECONOMIQUE	270 000	5	1 350 000	14 077	70 385	5,2%	36 628	36 628
STAFIM	50 000	100	5 000 000	2 500	250 000	5,0%	162 550	-
FOIRE INTER DE TUNIS	200 000	32	6 400 000	875	28 000	0,4%	43 750	13 830
TUNISAVIA	840 000	10	8 400 000	48 000	480 000	5,7%	30 003	-
IMPRIMERIES REUNIES	90 600	10	906 000	6 000	60 000	6,6%	60 000	-
MONETIQUE TUNISIE	27 000	100	2 700 000	2 800	280 000	10,4%	280 000	-
LIAL DU CENTRE	30 000	10	300 000	6 000	60 000	20,0%	15 000	15 000
SIMAC	9 750	10	97 500	750	7 500	7,7%	5 000	-
LE RIBAT	1 420 000	5	7 100 000	40 000	200 000	2,8%	200 000	200 000
LE GOLF DES OASIS	43 950	100	4 395 000	1 000	100 000	2,3%	100 000	24 470
SOUSSE CENTER	280 000	50	14 000 000	1 500	75 000	0,5%	75 000	-
A.T.LEASE	10 000 000	1	10 000 000	1 000 000	1 000 000	10,0%	1 000 000	-
ZONE FRANCHE ZARZIS	41 200	100	4 120 000	600	60 000	1,5%	60 000	-
HAMMAMET SUD	10 000	100	1 000 000	1 000	100 000	10,0%	100 000	55 760
Pôle de compétitivité de Bizerte	100 000	10	1 000 000	15 000	150 000	15,0%	150 000	-
Pôle de compétitivité de Monastir	10 000	100	1 000 000	1 000	100 000	10,0%	100 000	-
TUNIS CENTER	100 000	100	10 000 000	5 000	500 000	5,0%	500 000	-
SODICAB	390 000	10	3 900 000	30 000	300 000	7,7%	300 000	37 500
UNIFACTOR	2 000 000	5	10 000 000	250 000	1 250 000	12,5%	1 250 000	-
S.T.I TANIT	6 000 000	10	60 000 000	654 000	6 540 000	10,9%	6 704 322	1 707 660
BAT	62 963	100	6 296 300	11 112	1 111 200	17,6%	1 198 800	187 129
EL MANSOUR TABARKA	1 573 950	10	15 739 500	17 200	172 000	1,1%	172 000	102 170
UTB	2 000 000	100	200 000 000	363 800	36 380 000	18,2%	2 904 737	-
SWIFT		5 mFB		15			1278,1	1278,1
Total							63 109 755	11 085 231
Valeur nette des autres titres de participations								52 024 524

* dont 1 025 000 actions faisant l'objet d'un contrat de portage (VCN = 4 100 000D)

4.1.2.3. SICAR Fonds gérés

Jusqu'à l'exercice 2007, la BNA a signé 10 conventions de placement à capital risque avec sa filiale SICAR INVEST.

Le total des fonds mis à la disposition de la SICAR INVEST à la date de signature des différentes conventions s'élève à 48 457mD.

Les fonds gérés par la SICAR INVEST se présentent à cette date comme suit :

(en mD)

Date de placement	Libellé	Montant initial	Solde au 31/12/2007
1997	Fonds BNA 1 (1997)	4 500	2 480
1997	Fonds BNA 2 (1998)	2 057	1 338
1998	Fonds BNA 3 (1999)	5 550	2 270
1999	Fonds BNA 4 (2000)	7 350	6 029
2000	Fonds BNA 5 (2000/2001)	7 000	5 613
2001	Fonds BNA 6 (2002)	7 000	5 879
2002	Fonds BNA 7 (2003)	5 000	4 591
2003	Fonds BNA 8 (2004)	3 500	2 757
2005	Fonds BNA 9 (2005/2006)	1 500	1 100
2006	Fonds BNA 10 (2007)	5 000	5 000
TOTAL		48 457	37 057

L'encours des provisions sur les fonds gérés s'est élevé à 6 725mD au 31/12/2007.

4.2. La situation des immobilisations et du portefeuille titres de la BNA au 30/06/2008

4.2.1. Patrimoine immobilier de la BNA au 30/06/2008

(en mD)

	31/12/2007	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	30/06/2008
Immobilisations incorporelles	4 230	471	-11	4 690
* Logiciels	4 230	471	-11	4 690
Amortissements	-3 153	-438	-	-3 591
* Logiciels	-3 153	-438	-	-3 591
Total net (1)	1 077	33	-11	1 099
Immobilisations corporelles	106 368	2 806	-905	108 269
* Terrains	5 078	-	-	5 078
* Constructions	44 892	135	-3	45 024
* Agencement, aménagement et installation	20 815	165	-11	20 969
* Matériel de transport	1 463	-	-	1 463
* Mobiliers, matériel de bureau	31 739	60	-	31 799
* Immobilisations en cours	1 962	426	-23	2 365
* Mobiliers, matériel de bureau en stocks	173	1 158	-60	1 271
* Dépenses nouvelles agences	-	40	-	40
* Avance sur achat Mobiliers, matériel de bureau	246	822	-808	260
Amortissements	-58 898	-1 910	1	-60 807
* Constructions	-16 865	-560	-	-17 425
* Agencement, aménagement et installation	-16 598	-443	-	-17 041
* Matériel de transport	-1 237	-32	-	-1 269
* Mobiliers, matériel de bureau	-24 198	-875	1	-25 072
Total net (2)	47 470	896	-904	47 462
Total général (1) + (2)	48 547	929	-915	48 561

4.2.2. Portefeuille titres d'investissement de la BNA au 30/06/2008

Le portefeuille d'investissement s'est élevé à 316 044mD au 30/06/2008.

4.2.2.1. Portefeuille Titres de Participations

Filiales

(en Dinars)

Raison sociale	Capital de la société			Participation directe de la BNA				Provisions
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur comptable	
SICAV.BNA	39 118	100	3 911 800	6 937	693 700	17,7%	508 622	-
SIMPAR	600 000	5	3 000 000	180 000	900 000	30,0%	1 494 440	-
ESSOUKNA	3 006 250	1	3 006 250	1193	1 193	0,04%	1 000	-
EL MADINA	90 000	10	900 000	2	20	0,0022%	20	-
SIVIA	140 000	10	1 400 000	6	60	0,004%	42	-
SOIVM.SICAF	400 000	10	4 000 000	219 998	2 199 980	55,0%	2 210 050	-
T.I.S	2 500	100	250 000	748	74 800	29,92%	75 000	-
AGROSERVICES	2 000	100	200 000	597	59 700	29,85%	59 900	-
BNA CAPITAUX	50 000	100	5 000 000	49 500	4 950 000	99,0%	4 950 000	-
PLACEMENT OBLIGA.	3 090 729	100	309 072 900	898	89 800	0,04%	90 000	-
IMMOB. DES OEILLETES	180 000	5	900 000	52 898	264 490	29,39%	264 500	65 230
SICAR-INVEST	800 000	10	8 000 000	257 998	2 579 980	32,25%	2 580 000	-
SICAF PARTICIPATIONS	50 000	10	500 000	50 000	500 000	100,0%	500 000	-
SOGEST	10 000	10	100 000	2 000	20 000	20,0%	4 000	-
SOFINREC	1 600 000	5	8 000 000	1 540 000	7 700 000	96,25%	7 700 025	-
Total							20 437 599	65 230
Valeur nette des filiales								20 372 369

Filiales en liquidation

(en Dinars)

Raison sociale	Capital de la société			Participation directe de la BNA				Provisions
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur comptable	
SODASS	184 000	5	920 000	111 940	559 700	60,8%	559 700	-
SODAL	209 649	10	2 096 490	144 686	1 446 860	69,0%	1 446 860	1 041 305
MATEUR JALTA	14 750	100	1 475 000	6 496	649 600	44,0%	560 000	560 000
Total							2 566 560	1 601 305
Valeur nette des filiales en liquidation								965 255

Entreprises associées

(en Dinars)

Raison sociale	Capital de la société			Nombre d'actions	Participation directe de la BNA			Provisions
	Nombre d'actions	Nominal	Montant		Montant	Taux de participation (en %)	Valeur comptable	
STIA	6 000 000	5	30 000 000	2 999 513	14 997 565	50,0%	5 005 040	2 905 040
Tunis Ré * *	3 500 000	10	35 000 000	731 109	7 311 090	20,9%	8 105 839	-
LA GENERALE DE VENTE	4 000 000	1	4 000 000	1 999 802	1 999 802	50,0%	1 999 803	-
T.D.A	200 000	10	2 000 000	40 000	400 000	20,0%	400 000	348 800
Total							15 510 682	3 253 840
Valeur nette des entreprises associées								12 256 842

* dont 97 221 certificats d'investissement (VCN = 1 099 992D)

4.2.2.2. Autres titres de participations

(en Dinars)

Raison sociale	Capital de la société			Participation directe de la BNA				Provisions
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur comptable	
SMVDA RAHMANIA	10 500	100	1 050 000	0	-	0,0%	238 000	238 000
SMVDA AZIZIA	7 500	100	750 000	2 494	249 400	33,3%	1 075 400	826 000
SEM	240 000	5	1 200 000	15 120	75 600	6,3%	25 200	-
SODASMA	84 865	10	848 650	13 786	137 860	16,2%	137 860	137 860
TUNISIE LAIT*	6 250 000	4	25 000 000	1 797 624	7 190 496	28,8%	11 667 549	5 731 287
STS	680 000	5	3 400 000	13 174	65 870	1,9%	62 037	-
ELLOUHOUM	600 000	5	3 000 000	100	500	0,02%	60	60
CIOK	3 400 000	10	34 000 000	12	120	0,0004%	120 000	119 780
SOTULUB	109 725	100	10 972 500	3 790	379 000	3,5%	190 000	-
AIR LIQUIDE TUNISIE	740 119	25	18 502 975	81 872	2 046 800	11,1%	10 655 667	-
STBG	100 000	30	3 000 000	15 755	472 650	15,8%	472 696	-
SFBT	56 000 000	1	56 000 000	7 845 100	7 845 100	14,0%	14 517 664	-
LAINO	78 800	100	7 880 000	2 510	251 000	3,2%	95 558	95 558
SPEI	1 000	100	100 000	148	14 800	14,8%	14 800	14 800
COTUNACE	50 000	100	5 000 000	2 910	291 000	5,8%	232 800	-
STAR	1 500 000	10	15 000 000	50 595	505 950	3,4%	483 600	-
BATAM	3 860 000	10	38 600 000	106 600	1 066 000	2,8%	1 066 000	1 066 000
CTN	4 250 000	10	42 500 000	10 948	109 480	0,3%	100 000	-
MAISON DU BANQUIER	8 992 000	1	8 992 000	1 618 500	1 618 500	18,0%	1 542 200	126 000
TAPARURA	22 500	100	2 250 000	2 500	250 000	11,1%	250 000	-
SODIS SICAR	1 307 136	10	13 071 360	48 832	488 320	3,7%	344 550	-
TUNISIE TELECOM	140 000 000	10	1 400 000 000	10	100	0,00001%	100	-
SIDCO	1 622 600	5	8 113 000	228 800	1 144 000	14,1%	1 122 000	-
SODINO	1 200 000	10	12 000 000	175 000	1 750 000	14,6%	1 750 000	2 020
TUNISIE AUTOROUTES	1 835 293	100	183 529 300	5 111	511 100	0,3%	434 355	-
BTE	4 500 000	20	90 000 000	4 858	97 160	0,1%	98 554	-
STB	24 860 000	5	124 300 000	5 120	25 600	0,02%	51 817	5 890
INTER BANK-SERVICES	800 000	5	2 367 045	79 980	399 900	16,9%	481 520	20 370
FID-SICAV OBLIGA.	3 500	100	350 000	1	100	0,03%	100	-
SIBTEL	42 000	100	4 200 000	4 620	462 000	11,0%	385 000	-
TUNISIE TRADENET	20 000	100	2 000 000	1 000	100 000	5,0%	100 000	91 820
S.T.GARANTIE	30 000	100	3 000 000	2 500	250 000	8,3%	250 000	-

ENTREP.FRIG.DU SAHEL	75 264	10	752 640	7 212	72 120	9,6%	57 500	-
EVOLUTION ECONOMIQUE	270 000	5	1 350 000	14 077	70 385	5,2%	36 628	36 628
STAFIM	50 000	100	5 000 000	2 500	250 000	5,0%	162 550	-
FOIRE INTER DE TUNIS	200 000	32	6 400 000	875	28 000	0,4%	43 750	13 830
TUNISAVIA	925 000	10	9 250 000	52 857	528 570	5,7%	30 003	-
IMPRIMERIES REUNIES	90 600	10	906 000	6 000	60 000	6,6%	60 000	-
MONETIQUE TUNISIE	27 000	100	2 700 000	2 800	280 000	10,4%	280 000	-
LIAL DU CENTRE	30 000	10	300 000	6 000	60 000	20,0%	15 000	15 000
SIMAC	35 000	10	350 000	750	7 500	2,1%	5 000	-
LE RIBAT	1 420 000	5	7 100 000	40 000	200 000	2,8%	200 000	200 000
LE GOLF DES OASIS	43 950	100	4 395 000	1 000	100 000	2,3%	100 000	25 200
SOUSSE CENTER	280 000	50	14 000 000	1 500	75 000	0,5%	75 000	1 060
STE MARINA HOTEL		100	-	1	100		100	
A.T.LEASE	10 000 000	1	10 000 000	1 000 000	1 000 000	10,0%	1 000 000	-
ZONE FRANCHE ZARZIS	41 200	100	4 120 000	600	60 000	1,5%	60 000	-
HAMMAMET SUD	10 000	100	1 000 000	1 000	100 000	10,0%	100 000	55 760
Pôle de compétitivité de Bizerte	100 000	10	1 000 000	15 000	150 000	15,0%	150 000	-
Pôle de compétitivité de Monastir	10 000	100	1 000 000	1 000	100 000	10,0%	100 000	-
TUNIS CENTER	100 000	100	10 000 000	5 000	500 000	5,0%	500 000	-
SODICAB	390 000	10	3 900 000	30 000	300 000	7,7%	300 000	37 500
UNIFACTOR	2 000 000	5	10 000 000	250 000	1 250 000	12,5%	1 250 000	31 550
S.T.I TANIT	6 000 000	10	60 000 000	654 000	6 540 000	10,9%	6 704 322	1 707 660
BAT	100 000	100	10 000 000	11 112	1 111 200	11,1%	1 198 800	56 360
EL MANSOUR TABARKA	1 573 950	10	15 739 500	17 200	172 000	1,1%	172 000	105 170
UTB	2 000 000	100	200 000 000	363 800	36 380 000	18,2%	2 904 737	-
SWIFT	-	5 mFB		15			1 278,145	1 278,145
Total							63 471 755	10 762 442
Valeur nette des autres titres de participations								52 709 313

4.2.2.3. SICAR Fonds gérés

Jusqu'au 30/06/2008, la BNA a signé 11 conventions de placement à capital risque avec sa filiale SICAR INVEST.

Le total des fonds mis à la disposition de la SICAR INVEST à la date de signature des différentes conventions s'élève à 50 957mD.

Les fonds gérés par la SICAR INVEST se présentent à cette date comme suit :

(en mD)

Date de placement	Libellé	Montant initial	Solde au 30.06.2008
1997	Fonds géré 1	4 500	2 480
1997	Fonds géré 2	2 057	1 338
1998	Fonds géré 3	5 550	2 270
1999	Fonds géré 4	7 350	6 029
2000	Fonds géré 5	7 000	5 613
2001	Fonds géré 6	7 000	5 879
2002	Fonds géré 7	5 000	4 591
2003	Fonds géré 8	3 500	2 757
2005	Fonds géré 9	1 500	1 100
2006	Fonds géré 10	5 000	5 000
2007	Fonds géré 11	2 500	2 500
	TOTAL	50 957	39 557

L'encours des provisions sur les fonds gérés s'élève au 30/06/2008 à 6 725mD.

4.2.2.4. Etat des acquisitions et cessions des titres de participations au cours du 2^{ème} semestre de 2008

(en Dinars)

Acquisitions	Montant	Cession	Montant	Plus value	Moins value
Acquisition de 249 actions SOTULUB	24 900	Cession 1 500 actions Sousse Center au prix de 53,581D	75 000	5 372	
Acquisition de 1 730 actions COTUSAL	157 430	Cession 9 781 actions Visa International	0	484 608	
Libération de la 1 ^{ère} moitié (14 000 actions) de PC Monastir	700 000	Cession DPS Tunisie Lait	7 726		
Libération Augmentation de capital de ATL (500 000 actions)	1 000 000	Restitution Augmentation de capital de Banque d'Affaires de Tunisie	698 800		
Libération Augmentation de capital Golf des Oasis (196 actions)	19 600	Cession de 200 actions en Portage de Tunisie Lait	800 000		280 000
Acquisition 1 droit d'attribution de Air Liquide Tunisie	20				
Libération 1 ^{ère} moitié de l'augmentation de capital de SODINO (375 000 actions)	1 875 000				
Acquisition de 1 500 actions SODINO	15 000				
Acquisition 31 429 actions SOIVM	251 432				
Total	4 043 382	Total	1 581 526	489 980	280 000

4.3. Renseignements financiers sur les états financiers individuels au 31/12/2007

4.3.1. Etats financiers comparés au 31 décembre

1- Retraitements effectués en 2007 concernant l'exercice 2005 :

Les retraitements effectués sont dus aux reclassements ci-après :

BILAN

- Le compte « Participation avec engagement de rétrocession » a été reclassé de la rubrique AC3B à la rubrique AC5 pour un montant net de provisions de 3 705mD.
- Le compte « Commissions à percevoir sur prêts FOPRODI & FONAPRA » figurant en 2005 sous la rubrique AC3B a été reclassé sous la rubrique AC7A pour un montant de 128mD
- Les comptes « Effets de transactions à régulariser » et « Effets de transaction escomptés à télé compenser BNA/BNA » figurant en 2005 sous la rubrique AC3B ont été reclassés sous la rubrique AC7A pour des montants respectifs de 4 162mD et 3 689mD.
- Le compte « Etat intérêts à percevoir sur entreprises en publiques en difficulté » figurant sous la rubrique AC3C a été reclassé sous la rubrique AC5 pour un montant de 3 320mD.
- Le compte « Billets de banques étrangers en cours d'affectation » figurant sous la rubrique AC7A a été reclassé sous la rubrique AC1 pour un montant de 2 858mD.
- Le compte « Chèques de voyage en cours d'affectation » figurant sous la rubrique AC7A a été reclassé sous la rubrique AC1 pour un montant de 37mD.
- Le compte « Comptes inter contentieux » figurant en 2005 sous la rubrique AC7A a été reclassé sous la rubrique AC3B pour un montant de 1mD.
- Le compte « Avances au personnel d'exploitation » figurant en 2005 sous la rubrique AC7A a été reclassé sous la rubrique AC7B pour un montant de 6mD.
- Les comptes « Compensation virements reçus » et « Prélèvements reçus à compenser » figurant en 2005 sous la rubrique AC7A ont été reclassés sous la rubrique PA5B pour des montants respectifs de 1 926mD et 0,4mD.
- Le compte « Intérêts à servir sur emprunts BNA » figurant en 2005 sous la rubrique PA5B a été reclassé sous la rubrique PA4A pour un montant de 194mD

Désignation	Montant avant retraitement 31/12/2005	Montant après retraitement 31/12/2005	Variation
AC1 -Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	49 064	51 960	2 896
AC3 -Créances sur la clientèle	3 123 213	3 108 208	-15 005
AC5 -Portefeuille d'investissement	322 642	329 667	7 025
AC7 -Autres actifs	122 391	129 401	7 010
PA4 -Emprunts et ressources spéciales	586 132	586 325	193
PA5 -Autres passifs	135 626	137 359	1 733

ETAT DE RESULTAT

- Le compte « Frais de gestion des comptes correspondants étrangers » figurant en 2005 sous la rubrique CH1A a été reclassé à la rubrique CH2 pour un montant de 180mD.
- Le compte « Commissions sur BBE, opérations SWIFT et divers » figurant en 2005 sous la rubrique CH1D a été reclassé sous la rubrique CH2 pour un montant de 361mD.
- Le compte « Frais de domiciliation et admission à la cote BVMT » figurant en 2005 sous la rubrique CH1D a été reclassé à la rubrique CH7 pour un montant de 60mD.

- Le compte « Revenus des titres de placement » figurant en 2005 sous la rubrique PR4 a été reclassé sous la rubrique PR3 pour un montant de 8mD.
- Le compte « Déficits de caisses » figurant en 2005 sous la rubrique CH1D a été reclassé sous la rubrique PR8/CH9 pour un montant de 14mD.
- Le compte « Commissions sur lignes extérieures » figurant en 2005 sous la rubrique CH2 a été reclassé sous la rubrique CH1D pour un montant de 5 908mD
- Le compte « Commissions d'engagements » figurant en 2005 sous la rubrique PR2 a été reclassé sous la rubrique PR1C pour un montant de 6 798mD.
- Le compte « Jetons de présence reçus » figurant en 2005 sous la rubrique PR4 a été reclassé sous la rubrique PR7 pour un montant de 164mD.
- Le compte « Commissions sur cartes monétiques » figurant en 2005 sous la rubrique PR7 a été reclassé sous la rubrique PR2 pour un montant de 772mD.

Désignation	Montant avant retraitement 31/12/2005	Montant après retraitement 31/12/2005	Variation
PR1- Intérêts et revenus assimilés	206 167	212 965	6 798
PR2- Commissions (en produits)	42 361	36 335	-6 026
PR3- Gains sur portefeuille commercial et opé. Financières	12 849	12 857	8
PR4- Revenus du portefeuille d'investissement	7 841	7 670	-171
CH1- Intérêts encourus et charges assimilées	114 733	120 026	5 293
CH2- Commissions encourues	6 548	1 181	-5 367
PR7- Autres produits d'exploitation (+)	1 130	521	-609
CH7- Charges générales d'exploitation (-)	19 361	19 421	60
PR8/CH9- Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	3 059	3 045	-14

HORS BILAN

Les bons de trésor cédés à la clientèle étaient présentés dans le poste HB5 « Autres engagements sur titres ». En absence d'un engagement ferme de rachat, la banque ne présente plus ce montant parmi ses engagements hors bilan.

2- Retraitements effectués en 2007 concernant l'exercice 2006 :

Les retraitements effectués sont dus aux reclassements ci-après :

BILAN

- Le compte « Opérations de SWAP sur prêts Marché monétaire » figurant en 2006 sous la rubrique AC2 a été reclassé sous la rubrique AC7A pour un montant de 5 445mD.
- Le compte « Opérations de SWAP sur emprunts Marché monétaire » figurant en 2006 sous la rubrique PA2 a été reclassé sous la rubrique AC7A pour un montant de 5 438mD.
- Le compte « Participation avec engagement de rétrocession » a été reclassé de la rubrique AC3B à la rubrique AC5 pour un montant net de provisions de 3 185mD.
- Le compte « Commissions à percevoir sur prêts FOPRODI & FONAPRA » figurant en 2006 sous la rubrique AC3B a été reclassé sous la rubrique AC7A pour un montant de 117mD.
- Les comptes « Effets de transactions à régulariser » et « Effets de transaction escomptés à télé compenser BNA/BNA » figurant en 2006 sous la rubrique AC3B ont été reclassés sous la rubrique AC7A pour des montants respectifs de 4 162mD et 3 689mD.
- Le compte « Etat intérêts à percevoir sur entreprises en publiques en difficulté » figurant sous la rubrique AC3C a été reclassé sous la rubrique AC5 pour un montant de 36mD.

- Le compte « Billets de banques étrangers en cours d'affectation » figurant sous la rubrique AC7A a été reclassé sous la rubrique AC1 pour un montant de 5 295mD
- Le compte « Chèques de voyage en cours d'affectation » figurant sous la rubrique AC7A a été reclassé sous la rubrique AC1 pour un montant de 32mD.
- Le compte « Comptes inter contentieux » figurant en 2006 sous la rubrique AC7A a été reclassé sous la rubrique AC3B pour un montant de 53mD.
- Le compte « Avances au personnel d'exploitation » figurant en 2006 sous la rubrique AC7A a été reclassé sous la rubrique AC7B pour un montant de 4mD.
- Les comptes « Compensation virements reçus » et « Prélèvements reçus à compenser » figurant en 2006 sous la rubrique AC7A ont été reclassés sous la rubrique PA5B pour des montants respectifs de 2 108mD et 21 087mD.
- Le compte « Intérêts à servir sur dépôts à terme en devises » figurant en 2006 sous la rubrique PA2 a été reclassé sous la rubrique PA3B pour un montant de 380mD.
- Le compte « Compte BTS » figurant en 2006 sous la rubrique PA3A a été reclassé sous la rubrique PA2 pour un montant de 3 431mD.
- Le compte « Intérêts à servir sur emprunts BNA » figurant en 2006 sous la rubrique PA5B a été reclassé sous la rubrique PA4A pour un montant de 194mD.

Désignation	Montant avant retraitement 31/12/2006	Montant après retraitement 31/12/2006	Variation
AC1 -Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	128 441	133 768	5 327
AC2 -Créances sur les établissements bancaires & financiers	185 750	180 306	-5 444
AC3 -Créances sur la clientèle	3 346 333	3 335 197	-11 136
AC5 -Portefeuille d'investissement	313 212	316 433	3 221
AC7 -Autres actifs	122 251	148 040	25 789
PA2 -Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers	37 067	34 680	-2 387
PA3 -Dépôts & avoirs de la clientèle	3 301 437	3 298 386	-3 051
PA4 -Emprunts et ressources spéciales	626 514	626 707	193
PA5 -Autres passifs	160 893	183 895	23 002

ETAT DE RESULTAT

- Le compte « Frais de gestion des comptes correspondants étrangers » figurant en 2006 sous la rubrique CH1A a été reclassé sous la rubrique CH2 pour un montant de 191mD.
- Le compte « Commissions sur BBE, opérations SWIFT et divers » figurant en 2006 sous la rubrique CH1D a été reclassé sous la rubrique CH2 pour un montant de 529mD.
- Le compte « Frais de domiciliation et admission à la cote BVMT » figurant en 2006 sous la rubrique CH1D a été reclassé sous la rubrique CH7 pour un montant de 52mD.
- Le compte « Déficits de caisses » figurant en 2006 sous la rubrique CH1D a été reclassé sous la rubrique PR8/CH9 pour un montant de 22mD.
- Le compte « Commissions sur lignes extérieures » figurant en 2006 sous la rubrique CH2 a été reclassé sous la rubrique CH1D pour un montant de 5 064mD.
- Le compte « Commissions d'engagements » figurant en 2006 sous la rubrique PR2 a été reclassé sous la rubrique PR1C pour un montant de 6 688mD.
- Le compte « Jetons de présence reçus » figurant en 2006 sous la rubrique PR4 a été reclassé sous la rubrique PR7 pour un montant de 199mD.

- Le compte « Revenus des titres de placements » figurant en 2006 sous la rubrique PR4 a été reclassé sous la rubrique PR3 pour un montant de 8mD.
- Le compte « Commissions sur cartes monétiques » figurant en 2006 sous la rubrique PR7 a été reclassé sous la rubrique PR2 pour un montant de 951mD.

Désignation	Montant avant retraitement 31/12/2006	Montant après retraitement 31/12/2006	Variation
PR1- Intérêts et revenus assimilés	229 260	235 948	6 688
PR2- Commissions (en produits)	47 230	41 494	-5 736
PR3- Gains sur portefeuille commercial et opé. Financières	21 408	21 417	9
PR4- Revenus du portefeuille d'investissement	8 537	8 329	-208
CH1- Intérêts encourus et charges assimilées	124 775	129 044	4 269
CH2- Commissions encourues	5 712	1 369	-4 343
PR7- Autres produits d'exploitation (+)	1 290	538	-752
CH7- Charges générales d'exploitation (-)	19 649	19 702	53
PR8/CH9- Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	-218	-240	-22

HORS BILAN

Les bons de trésor cédés à la clientèle étaient présentés dans le poste HB5 « Autres engagements sur titres ». En absence d'un engagement ferme de rachat, la banque ne présente plus ce montant parmi ses engagements hors bilan.

4.3.1.1. Bilans comparés au 31 décembre

(en mD)	Notes	2 007	2 006*	2005*
ACTIF				
1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	4.1.1	70 004	133 768	51 960
2- Créances sur les établissements bancaires & financiers	4.1.2	198 391	180 306	354 842
3- Créances sur la clientèle	4.1.3	3 881 073	3 335 197	3 108 208
<i>a- Comptes débiteurs</i>		566 346	404 752	439 298
<i>b- Autres concours à la clientèle</i>		2 740 844	2 399 241	2 158 212
<i>c- Crédits sur ressources spéciales</i>		544 449	501 516	479 148
<i>d- Créances agricoles sur l'Etat</i>		29 434	29 688	31 550
4- Portefeuille titres commercial	4.1.4	384 390	341 748	149 201
5- Portefeuille d'investissement	4.1.5	306 309	316 433	329 667
6- Valeurs immobilisées	4.1.6	48 547	54 030	53 144
7- Autres actifs	4.1.7	162 946	148 040	129 401
<i>a- Comptes d'attente & de régularisation</i>		126 762	116 595	99 129
<i>b- Autres</i>		36 184	31 445	30 272
TOTAL ACTIF		5 051 660	4 509 522	4 176 423
PASSIF				
1- Banque Centrale et CCP		5 293	3	7
2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers	4.1.8	234 775	34 680	33 883
3- Dépôts & avoirs de la clientèle	4.1.9	3 630 123	3 298 386	3 066 738
<i>a- Dépôts à vue</i>		872 315	746 645	710 250
<i>b- Autres dépôts & avoirs</i>		2 757 808	2 551 741	2 356 488
4- Emprunts et ressources spéciales	4.1.10	609 723	626 707	586 325
<i>a- Emprunts matérialisés</i>		43 742	65 320	86 898
<i>c- Ressources spéciales</i>		565 981	561 387	499 427
5- Autres passifs	4.1.11	184 890	183 895	137 359
<i>a- Provisions pour passif et charges</i>		4 439	2 230	
<i>b- Comptes d'attente & de régularisation</i>		151 665	151 902	113 492
<i>c- Autres</i>		28 786	29 763	23 867
TOTAL PASSIF		4 664 804	4 143 671	3 824 312
CAPITAUX PROPRES				
1- Capital	4.1.12	100 000	100 000	100 000
2- Réserves	4.1.12	129 077	119 939	118 111
3- Actions propres	4.1.13	-3 446	-3 596	-7 164
4- Autres capitaux propres	4.1.12	133 000	133 000	133 000
5- Résultats reportés	4.1.12	119	185	99
6- Résultat de l'exercice	4.1.12	28 106	16 323	8 065
TOTAL CAPITAUX PROPRES		386 856	365 851	352 111
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		5 051 660	4 509 522	4 176 423

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.3.1.2. Etats des engagements hors bilan comparés au 31 décembre

(en mD)	Notes	2 007	2006*	2005*
<u>PASSIFS EVENTUELS</u>				
Cautions, avals et autres garanties données	4.2.1	660 603	752 784	669 358
<i>a- En faveur d'établissements bancaires</i>		67 972	147 339	48 524
<i>b- En faveur de la clientèle</i>		432 631	445 445	460 834
<i>c- En faveur de l'Etat</i>		160 000	160 000	160 000
Crédits documentaires		772 806	518 776	365 382
<i>Débiteurs par accreditifs export devises</i>		282 437	105 281	50 609
<i>Débiteurs par accreditifs import devises</i>		490 369	413 495	314 773
Actifs donnés en garantie		0	0	0
<u>TOTAL PASSIFS EVENTUELS</u>		1 433 409	1 271 560	1 034 740
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>				
Engagements de financement donnés		163 256	218 602	149 370
<i>Crédits notifiés non utilisés</i>		163 256	218 602	149 370
Engagements sur titres		2 537	4 071	4 447
<i>a- Participations non libérées</i>		388	531	1 227
<i>b- Autres</i>		2 149	3 540	3 220
<u>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</u>		165 793	222 673	153 818
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>				
Engagements de financement reçus		27 514	69 114	129 761
Garanties reçues	4.2.2	479 008	427 520	423 167

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.3.1.3. Etats de résultat comparés au 31 décembre

(en mD)	Notes	2 007	2006*	2005*
Intérêts et revenus assimilés	4.3.1	261 264	235 948	212 965
<i>a- Opérations avec les établissements bancaires & financiers</i>		11 241	12 792	12 298
<i>b- Opérations avec la clientèle</i>		237 901	211 865	189 619
<i>c- Autres intérêts & revenus assimilés</i>		12 122	11 291	11 048
Commissions (en produits)	4.3.2	43 335	41 494	36 335
Gains sur portefeuille commercial et opé. financières	4.3.3	27 148	21 417	12 857
Revenus du portefeuille d'investissement	4.3.4	8 776	8 329	7 670
Total Produits d'exploitation bancaire		340 523	307 188	269 827
Intérêts encourus et charges assimilées	4.3.5	148 066	129 044	120 026
<i>a- Opérations avec les établissements bancaires & financiers</i>		3 385	633	623
<i>b- Opérations avec la clientèle</i>		123 770	106 054	96 450
<i>c- Emprunts & ressources spéciales</i>		16 272	17 293	17 044
<i>d- Autres intérêts & charges</i>		4 639	5 064	5 909
Commissions encourues		1 226	1 369	1 181
Total Charges d'exploitation bancaire		149 292	130 413	121 207
Produit Net Bancaire		191 231	176 775	148 620
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	4.3.6	-80 371	-60 500	-50 400
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	4.3.7	20 890	2 775	3 430
Autres produits d'exploitation		502	538	521
Frais de personnel	4.3.8	-78 605	-75 865	-72 112
Charges générales d'exploitation		-20 946	-19 702	-19 421
Dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations		-4 851	-4 782	-3 985
Résultat d'exploitation		27 850	19 239	6 653
Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires		1 701	-240	3 045
Impôt sur les bénéfices		-1 445	-2 676	-1 633
Résultat des activités ordinaires		28 106	16 323	8 065
Solde en gain/perte provenant des éléments extraordinaires				
Résultat net de l'exercice		28 106	16 323	8 065

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.3.1.4. Etats des flux de trésorerie comparés au 31 décembre

(en mD)	Notes	2 007	2006*	2005*
ACTIVITES D'EXPLOITATION				
1- Produits d'exploitation bancaire encaissés		313 750	268 446	252 231
2- Charges d'exploitation bancaire décaissées		-154 859	-130 108	-112 445
3- Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		-22 037	-20 587	69 620
4- Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		-616 466	-281 922	-142 489
5- Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle		335 353	232 257	233 122
6- Titres de placement		-72	-243	62
7- Sommes versées au personnel et créiteurs divers		-83 549	-75 980	-70 047
8- Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		-24 225	25 959	-18 231
9- Impôt sur les sociétés		-3 309	-1 050	-1 633
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		-255 414	16 772	210 190
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT				
1- Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		8 426	7 932	7 609
2- Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement		9 436	13 157	-16 485
3- Acquisitions / cessions sur immobilisations		1 156	-5 662	-9 247
4- Plus values sur titres de participations		26 589	1 714	1
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		45 607	17 141	-18 122
ACTIVITES DE FINANCEMENT				
1- Actions propres		24	2 352	-58
2- Emission d'emprunts		0	0	0
3- Remboursement d'emprunts		-21 578	-21 578	-21 578
4- Augmentation / diminution des ressources spéciales		5 519	62 223	17 372
5- Dividendes versés		-7 902	-6 006	-48
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		-23 937	36 991	-4 312
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		-233 744	70 904	187 756
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		567 601	496 697	308 941
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	4.4.1	333 857	567 601	496 697

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.3.1.5. Notes aux états financiers au 31/12/2007

1. Présentation de la banque

La Banque Nationale Agricole « BNA » est une société anonyme au capital de 100 millions de dinars. Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 Mai 2007, les actionnaires de la banque ont décidé de réduire la valeur nominale de l'action de 10 DT à 5 DT. Le capital est désormais composé de 20.000.000 actions, de 5 DT chacune, admises à la cote permanente de la bourse des valeurs mobilières de Tunis.

Le siège social de la Banque est sis à l'avenue Hédi Nouira-TUNIS. Elle est dirigée par un Conseil d'Administration. Le réseau de la banque est composé de 15 directions régionales, 3 succursales et 143 agences.

La « BNA » finance, outre les différents autres secteurs économiques, la quasi-totalité des besoins du secteur agricole en crédits.

La banque est soumise au régime fiscal de droit commun.

2. Référentiel d'élaboration des états financiers

Les états financiers de la Banque Nationale Agricole sont établis conformément aux dispositions prévues par la Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises, aux dispositions du décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et aux dispositions des Normes Comptables Tunisiennes publiées par les Arrêtés du Ministre des Finances en application de la Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 et notamment les Normes Comptables Sectorielles n° 21 à 25 publiées par l'Arrêté du Ministre des Finances du 25 mars 1999.

3. Bases de mesure et principes comptables appliqués

Les états financiers sont élaborés en appliquant les principes et conventions comptables prévus par le Décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et des principes comptables prévus par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1. Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1. Les engagements hors bilan

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long terme sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des déblocages, pour leur valeur nominale.

3.1.2. Les créances sur la clientèle

Les prêts et avances sont enregistrés à l'actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d'avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentés à l'actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d'avance et non encore courus.

Les créances de la banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

Les engagements supérieurs à 50MDT font l'objet d'une évaluation au cas par cas. Les provisions constituées sur ces engagements sont déterminées en tenant compte des garanties admises ainsi que des agios et intérêts réservés.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue conformément aux taux ci-après :

Classe	Taux de la provision
0 & 1	0
2	20%
3	50%
4	100%

Les provisions requises sur les engagements inférieurs à 50mDT sont estimées selon une méthode d'extrapolation en fonction du taux de provisionnement des engagements supérieurs à 50mDT.

3.1.3. Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissées ainsi que les produits courus et non échus, dont l'encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n'est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en intérêts et agios réservés et présentés en soustraction du poste « Créances sur la clientèle ». Ils ne sont constatés en produits que lors de leur encaissement effectif et sont rattachés au résultat de l'exercice d'encaissement.

3.2. Comptabilisation du portefeuille titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la banque est classé en deux catégories : le portefeuille titres commercial et le portefeuille titres d'investissement.

3.2.1. Portefeuille titres commercial et revenus y afférents

Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l'intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

Les titres de placement sont évalués à la fin de l'exercice à leur valeur boursière, la moins value latente fait l'objet de provisions. Les bons de trésor sont évalués à leur coût amorti.

Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.2.2. Portefeuille titres d'investissement et revenus y afférents

Le portefeuille titres d'investissement comprend les titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque.

Sont classés sous cette rubrique :

- Les titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées.
- Les titres à revenu fixe acquis par la banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance.
- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l'Etat Tunisien.
- Les montants placés en fonds gérés chez la société SICAR INVEST.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur prix d'émission.

Les titres sont comptabilisés aux prix d'acquisition tous frais et charges exclus à l'exception des frais d'étude et de conseil engagés par la banque à l'occasion de l'acquisition. L'acquisition et la cession des titres sont constatées à la date de transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les dividendes encaissés, les plus values de cession réalisées, les revenus sur fonds gérés et les revenus des emprunts obligataires sont présentés dans le poste «revenus du portefeuille d'investissement» au niveau de l'état de résultat.

Les dividendes non encore encaissés, mais ayant fait l'objet d'une décision de distribution, ainsi que les produits sur fonds gérés et emprunts obligataires courus sont également constatés parmi les «revenus du portefeuille d'investissement».

Le portefeuille titres d'investissement fait l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur d'usage des titres à la valeur comptable. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

La valeur d'usage des titres est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres cotés ;
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les titres non cotés.

Les fonds gérés par la SICAR sont constitués des participations effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession. Ces titres sont évalués à la date de clôture par référence à la valeur mathématique de la participation dans les fonds propres de l'entreprise émettrice des titres et compte tenu des perspectives de recouvrement. Les provisions sont déterminées en appliquant, en fonction de la durée de l'impayé, un coefficient de pondération au risque résiduel calculé en fonction de la valeur mathématique comptable et des garanties reçues. Les coefficients de provisionnement se présentent comme suit :

- 20% lorsque le retard de paiement dépasse les 3 mois sans excéder les 6 mois ;
- 50% lorsque le retard de paiement dépasse les 6 mois sans excéder les 12 mois ;
- 100% lorsque le retard de paiement dépasse les 12 mois.

3.3. Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- dépôts à vue et comptes d'épargne dont les charges d'intérêts sont calculées et constatées trimestriellement ;
- placements à terme de la clientèle, qu'ils soient post comptés ou pré comptés dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.4. Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférentes

Les lignes de crédits extérieurs sont constatées en hors bilan lors de la signature des conventions, puis constatées au passif, converties au cours de change à la date du déblocage, au fur et à mesure des appels de fonds.

Les intérêts sur les emprunts sont constatés en charges de l'exercice au fur et à mesure qu'ils sont courus.

Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par une police d'assurance contractée auprès de la compagnie TUNIS RE.

3.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les comptes libellés en devises étrangères sont réévalués en fin de l'exercice et sont présentés sur les états financiers au cours de change en vigueur à la date du 31 Décembre.

3.6. Rachat des actions propres

Conformément à la norme comptable NC 02 relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées en soustraction des capitaux propres. Ces actions sont celles achetées directement par la banque ou à travers les fonds gérés déposés auprès de la société SICAR INVEST.

- Les plus ou moins values réalisées sur les actions propres rachetées sont imputées directement sur les capitaux propres.
- Les dividendes perçus sur les actions propres sont portés au compte « Résultats reportés ».

3.7. Engagements sur titres

Les bons de trésor cédés à la clientèle étaient présentés dans le poste HB5-b « Autres engagements sur titres ». En absence d'un engagement ferme de rachat, la banque ne présente plus ce montant parmi ses engagements hors bilan.

3.8. Reclassements au niveau de certains postes des états financiers

Certains postes des états financiers arrêtés au 31/12/2006 ont été retraités pour tenir compte des reclassements suivants :

Libellés	Ancien poste	Nouveau poste	31/12/2006
Compte BTS	PA3A	PA2	3 431
Participation avec engagement de rétrocession nette	AC3	AC5	3 185
Opérations de SWAP	AC2	AC7A	5 445
Opérations de SWAP	PA2	AC7A	-5 438
Intérêts à servir sur dépôts à terme en devises	PA2	PA3B	380
Commissions sur lignes extérieures	CH2	CH1D	5 063
Frais de gestion des comptes des correspondants étrangers	CH1A	CH2	191
Commissions sur BBE, fonds gérés, opérations boursières, SWIFT et divers	CH1D	CH2	529
Frais de domiciliation et admission à la cote de la BVMT	CH1D	CH7	52
Commissions sur engagements	PR2	PR1C	6 688
Commissions sur cartes monétiques	PR7	PR2	951
Jetons de présence perçus	PR4	PR7	199
Déficits de caisse	CH1D	PR8/CH9	-22
Billets de banques étrangers en cours d'affectation	AC7A	AC1	5 295
Chèques de voyages en cours d'affectation	AC7A	AC1	32
Compte inter contentieux	AC7A	AC3B	53
Commission à percevoir sur prêt FOPRODI & FONAPRA	AC3B	AC7A	117
Etat intérêt à percevoir sur dettes des entreprises publiques	AC3C	AC5	36
Avances au personnel d'exploitation	AC7A	AC7B	4
Revenus titres de placement	PR4	PR3	9
Intérêt à servir sur emprunt BNA	PA5B	PA4A	193
Compensation virements reçus	AC7A	PA5B	2 108
Prélèvements reçus à compenser	AC7A	PA5B	21 087
Effets de transactions escomptées à télé compenser à régulariser	AC3B	AC7A	4 162
Effets de transactions escomptées à télé compenser BNA/BNA à régulariser	AC3B	AC7A	3 689

4. Notes sur les postes des états financiers

4.1- Notes sur les postes du bilan :

4.1.1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 70 004mDT au 31/12/2007 contre 133 768 mDT au 31/12/2006, soit une diminution de 63 764 mDT due essentiellement à la baisse des avoirs auprès de la BCT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
<i>Avoirs en caisse en dinars</i>	38 053	30 569
<i>Avoirs en caisse en devises</i>	13 122	10 113
<i>Avoirs auprès de la BCT en dinars</i>	13 433	87 832
<i>Avoirs auprès de la BCT en devises</i>	3 550	4 562
<i>Avoirs auprès du CCP</i>	1 846	692
Total	70 004	133 768

4.1.2- Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers sont passées de 180 306 mDT au 31/12/2006 à 198 391 mDT au 31/12/2007, soit une hausse de 18 085 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste ainsi que leurs soldes se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
a - Créances sur les établissements bancaires	198 391	174 662
<i>* Comptes à vue</i>	27 053	13 577
<i>* Prêts sur le marché monétaire dinars</i>	49 084	18 200
<i>* Prêts sur le marché monétaire devises</i>	120 886	140 981
<i>* Prêts syndiqués</i>	-	1 031
<i>* Intérêts à percevoir</i>	1 368	873
b - Créances sur les établissements financiers	-	5 644
<i>* Comptes à vue</i>	-	5 644
Total	198 391	180 306

4.1.3- Créances sur la clientèle

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 31/12/2007 à 3 881 073 mDT contre 3 335 197 mDT au 31/12/2006, enregistrant une augmentation de 545 876 mDT, soit un taux d'accroissement de 16,4 %. La structure de ces créances par nature se présente comme suit :

	Encours brut en principal	Créances rattachées	Produits constatés d'avance	Provisions	Intérêts et agios réservés	Encours net
Engagements agricoles	592 786	273 960	-1 314	-	-269 592	595 840
<i>Comptes débiteurs</i>	15 210	-	-	-		15 210
<i>Autres concours à la clientèle</i>	276 979	42 933	-1 314	-	-40 536	278 062
<i>Crédits sur ressources spéciales</i>	300 597	231 027	-	-	-229 056	302 568
Engagements commerciaux et industriels	3 535 518	62 233	-18 619	-	-78 683	3 500 449
<i>Comptes débiteurs</i>	560 347	17 376	-	-	-26 587	551 136
<i>Autres concours à la clientèle</i>	2 735 716	33 548	-18 619	-	-43 213	2 707 432
<i>Crédits sur ressources spéciales</i>	239 455	11 309	-	-	-8 883	241 881
Comptes courants associés	426	-	-	-	-	426
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	29 434	-	-	-	-	29 434
Provisions	-	-	-	-245 076	-	-245 076
Total au 31/12/2007	4 158 164	336 193	-19 933	-245 076	-348 275	3 881 073
Total au 31/12/2006	3 563 676	311 356	-28 822	-191 549	-319 464	3 335 197

Les dotations aux provisions sur les créances constituées au titre de l'année 2007, se sont élevées à 99 343 mDT contre 81 640 mDT durant l'année 2006.

4.1.4- Portefeuille titres commercial

L'encours total du portefeuille titres commercial de la banque a atteint 384 390 mDT au 31/12/2007 contre 341 748 mDT au 31/12/2006, soit une augmentation de 42 642 mDT. Cette évolution s'explique essentiellement par la progression des bons de trésor détenus par la banque qui sont passés de 344 078 mDT au 31/12/2006 à 393 198 mDT au 31/12/2007.

Le portefeuille titres commercial détenu par la banque se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Titres à revenu variable	440	358
<i>Titres cotés</i>	497	426
<i>Provisions sur titres</i>	-57	-68
Titres à revenu fixe	383 950	341 390
<i>Bons du trésor</i>	393 198	344 078
<i>Créances et dettes rattachées</i>	-9 248	-2 688
Total Net	384 390	341 748

4.1.5- Portefeuille titres d'investissement

Les titres d'investissement de la banque ont totalisé 306 309 mDT au 31/12/2007 contre 316 433 mDT au 31/12/2006.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit :

Libellé	Titres de participation	Autres Titres d'investissement	Fonds gérés	Dettes des Entreprises Publiques	Participation avec engagement de rétrocession	Total au 31/12/2007
Valeur brute au 31 Décembre 2007	97 525	2 200	37 057	186 436	3 761	326 979
<i>Valeur au 1er janvier</i>	<i>91 569</i>	<i>5 050</i>	<i>32 857</i>	<i>197 664</i>	<i>4 900</i>	<i>332 040</i>
<i>Acquisitions</i>	<i>3 546</i>	<i>-</i>	<i>5 000</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>8 546</i>
<i>Cessions</i>	<i>-2 590</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-2 590</i>
<i>Conversion de créances</i>	<i>5 000</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>5 000</i>
<i>Remboursements</i>	<i>-</i>	<i>-2 850</i>	<i>-1 097</i>	<i>-11 228</i>	<i>-800</i>	<i>-15 975</i>
<i>Cession actions propres</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>446</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>446</i>
<i>Moins- value sur cession actions propres</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-149</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-149</i>
<i>Intérêts réservés</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-339</i>	<i>-339</i>
Créances rattachées	2	105	1 776	-	-	1 883
Provisions au 31 Décembre 2007	-14 512	-	-6 725	-	-1 316	-22 553
<i>Provisions au 1er janvier</i>	<i>-10 178</i>	<i>-</i>	<i>-5 241</i>	<i>-</i>	<i>-1 715</i>	<i>-17 134</i>
<i>Dotations de l'exercice</i>	<i>-4 627</i>	<i>-</i>	<i>-1 611</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-6 238</i>
<i>Reprises de provisions</i>	<i>293</i>	<i>-</i>	<i>127</i>	<i>-</i>	<i>399</i>	<i>819</i>
Valeur nette au 31 Décembre 2007	83 015	2 305	32 108	186 436	2 445	306 309
Valeur nette au 31 Décembre 2006	81 405	5 249	28 930	197 664	3 185	316 433

Les autres titres d'investissement détenus par la banque sont composés des souscriptions en emprunts obligataires.

Il y a lieu de noter que par rapport aux notes présentées au 31/12/2006, un montant de 1 100 mDT représentant des certificats d'investissement a été transféré de la rubrique «autres titres d'investissement» à la rubrique «titres de participation».

La répartition des titres de participation de la banque en titres cotés, titres non cotés et participations dans les OPCVM se présente comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
<i>Titres cotés</i>	<i>35 932</i>	<i>37 642</i>
<i>Titres non cotés</i>	<i>60 994</i>	<i>53 328</i>
<i>Titres des OPCVM</i>	<i>599</i>	<i>599</i>
Total	97 525	91 569

Les provisions sur les titres de participation sont passées de 10 178 mDT au 31/12/2006 à 14 512 mDT au 31/12/2007 suite à l'affectation durant l'année 2007 d'une dotation supplémentaire de provisions de 4 627 mDT et la constatation de reprises pour un montant de 293 mDT.

Les fonds gérés de la banque confiés à la société SICAR INVEST se détaillent au 31/12/2007 comme suit :

Libellé	Année d'affectation	Montant initial	Remboursements	Moins values / cession actions propres	Actions propres	Solde au 31/12/2007
Fonds BNA 1 (1997)	1997	4 500	-1 833	-187	-	2 480
Fonds BNA 2 (1998)	1997	2 057	-480	-239	-	1 338
Fonds BNA 3 (1999)	1998	5 550	-2 110	-1 170	-	2 270
Fonds BNA 4 (2000)	1999	7 350	-1 321	-	-	6 029
Fonds BNA 5 (2000/2001)	2000	7 000	-1 008	-4	-375	5 613
*Fonds BNA 6 (2002)	2001	7 000	-	-	-1 121	5 879
Fonds BNA 7 (2003)	2002	5 000	-	-	-409	4 591
Fonds BNA 8 (2004)	2003	3 500	-	-	-743	2 757
Fonds BNA 9 (2005/2006)	2005	1 500	-	-	-400	1 100
Fonds BNA 10 (2007)	2006	5 000	-	-	-	5 000
TOTAL		48 457	-6 752	-1 600	-3 048	37 057

L'encours des provisions sur les fonds gérés s'est élevé au 31/12/2007 à 6 725 mDT, soit une enveloppe supplémentaire nette de 1 484 mDT par rapport au 31/12/2006.

4.1.6- Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont évaluées à leur coût d'acquisition historique comprenant tout frais et taxes non récupérables par la banque.

Ces immobilisations sont amorties selon les modes et taux suivants :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	Linéaire	33%
Matériel informatique	Linéaire	15%
Immeubles d'exploitation	Linéaire	2%
Frais d'agencement	Linéaire	10%
Mobilier de bureau	Linéaire	10%
Matériel roulant	Linéaire	20%
Coffres forts	Linéaire	3%

La valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles, au 31/12/2007 se présente comme suit :

Libellé	31/12/2006	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Affectation interne	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	3 781	449	-	-	4 230
* Logiciels	3 781	449	-	-	4 230
Amortissements	-2 417	-736	-	-	-3 153
* Logiciels	-2 417	-736	-	-	-3 153
Total net (1)	1 364	-287	-	-	1 077
Immobilisations corporelles	109 454	4 193	-7 434	155	106 368
* Terrains	5 078	-	-	-	5 078
* Constructions	50 811	180	-6 518	419	44 892
* Agencement, aménagement et installation	20 253	349	-345	558	20 815
* Matériel de transport	1 430	179	-146	-	1 463
* Mobiliers, matériel de bureau	29 396	472	-425	2 296	31 739
* Immobilisations en cours	1 008	1 669	-	-715	1 962
* Mobiliers, matériel de bureau en stocks	164	923	-	-914	173
* Avance sur achat Mobiliers, matériel de bureau	1 314	421	-	-1 489	246
Amortissements	-56 788	-4 032	1 922	-	-58 898
* Constructions	-16 979	-1 189	1 303	-	-16 865
* Agencement, aménagement et installation	-15 607	-1 044	53	-	-16 598
* Matériel de transport	-1 333	-50	146	-	-1 237
* Mobiliers, matériel de bureau	-22 869	-1 749	420	-	-24 198
Total net (2)	52 666	161	-5 512	155	47 470
Total général (1) + (2)	54 030	-126	-5 512	155	48 547

4.1.7- Autres actifs

Les autres postes d'actifs de la banque ont totalisé 162 946 mDT au 31/12/2007 contre 148 040 mDT au 31/12/2006 :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Comptes de régularisation actif	126 762	116 595
* Débiteurs divers	5 825	26 192
* Etat, impôts & taxes	2 452	1 496
* Commissions de gestion à percevoir	4 310	6 228
* Ajustements devises	5 481	775
* Autres comptes	108 694	81 898
* SWAPS devises	-	6
Autres	36 184	31 445
* Prêts au personnel	31 688	28 837
* Charges reportées	132	153
* Stock cartes de retrait	99	77
* Dotations timbres postes	24	24
* Dotations timbres fiscaux	5	5
* Dotations timbres spéciaux de voyage	71	52
* Dépôts et cautionnements	151	151
* Autres comptes	3 489	2 146
* BTA Prime à amortir	525	-
Total	162 946	148 040

4.1.8- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Ce poste a atteint 234 775 mDT au 31/12/2007 contre 34 680 mDT au 31/12/2006 enregistrant un accroissement de 200 095 mDT résultant de l'augmentation des emprunts sur le marché monétaire.

Il se détaille comme suit :

Décomposition par nature de poste	31/12/2007	31/12/2006
* Dépôts & avoirs des établissements bancaires	234 515	27 997
* Dépôts & avoirs des établissements financiers	260	6 683
Total	234 775	34 680

Décomposition par nature de compte	31/12/2007	31/12/2006
* Comptes a vue	30 318	28 677
* Emprunts sur marché monétaire dinars	203 200	6 000
* Emprunts sur marché monétaire devises	1 071	-
* Intérêts à payer	186	3
Total	234 775	34 680

4.1.9- Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 3 630 123 mDT au 31/12/2007 contre 3 298 386 mDT au 31/12/2006, enregistrant une augmentation de 331 737 mDT, soit un taux d'accroissement de 10,1 %.

Ces dépôts se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Dépôts en dinars	3 298 265	2 990 212
Dépôts à vue	717 002	613 961
Dépôts d'épargne	1 248 505	1 182 683
Bons de caisse	135 416	131 940
Comptes à terme	208 713	198 114
Comptes spéciaux de placement	870 471	751 168
Autres sommes dues à la clientèle	118 158	112 346
Dépôts en devises	302 082	274 782
Dépôts à vue	154 392	131 882
Bons de caisse	8 022	7 135
Comptes à terme	34 673	36 019
Comptes de placement	99 467	99 238
Autres sommes dues à la clientèle	5 528	508
Dettes rattachées	29 776	33 392
Intérêts à payer sur dépôts à vue	922	802
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	597	380
Intérêts à payer sur comptes d'épargne, Bons de Caisse, CAT & autres produits financiers	34 841	39 504
Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & comptes spéciaux de placement	-6 584	-7 294
Total	3 630 123	3 298 386

4.1.10- Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales de la banque ont totalisé 609 723 mDT au 31/12/2007 contre 626 707 mDT au 31/12/2006 et se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts obligataires	586	585
Emprunt ABC Bahrein	43 156	64 735
Ressources spéciales	558 995	553 475
Intérêts à payer	6 986	7 912
Total	609 723	626 707

4.1.11- Autres passifs

Les autres postes de passif totalisent 184 890 mDT au 31/12/2007 contre 183 895 mDT au 31/12/2006. Leur détail se présente comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Etat, impôts et taxes	7 869	2 230
Impôts sur les sociétés	1 445	2 676
Organismes sociaux	16 647	15 954
Créditeurs divers	28 786	29 763
Autres comptes de régularisation passif	125 537	128 884
Comptes d'ajustement devises	127	2 158
SWAPS devises	40	-
Provisions pour passifs et charges	4 439	2 230
Total	184 890	183 895

4.1.12- Capitaux propres

Les capitaux propres bruts (avant déduction du rachat par la banque de ses actions propres) ont totalisé 390 302mDT au 31/12/2007 contre 369 447 mDT au 31/12/2006. Les mouvements des capitaux propres au cours de l'exercice 2007 se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Affectation du résultat 2006	Autres mouvements	Solde au 31/12/2007
Capital social	100 000	-	-	100 000
Dotation de l'Etat	133 000	-	-	133 000
Réserves légales	10 000	-	-	10 000
Réserves extraordinaires	17 377	800	-126	18 051
Réserves à régime spécial	11 990	1 713	-	13 703
Réserves pour réinvestissements exonérés	16 853	5 734	-	22 587
Primes d'émission et de fusion	35 077	-	-	35 077
Réserves pour fonds social	28 642	250	767	29 659
Résultats reportés avant répartition	185	-185	-	-
Résultats reportés après répartition	-	11	108	119
Résultat net de l'exercice	16 323	-16 323	28 106	28 106
Total	369 447	-8 000	28 855	390 302

Conformément aux termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la dotation de l'Etat de 133 000 mDT est non remboursable jusqu'à rétablissement de l'équilibre financier de la banque.

Parmi les autres mouvements, figurent les moins values nettes constatées suite à la cession d'une partie des actions propres (- 126 mDT) et les intérêts perçus sur les prêts accordés sur le fonds social (767 mDT).

4.1.13- Actions propres

Les actions propres détenues par la banque ont atteint 3 446 mDT au 31/12/2007 contre 3 596 mDT au 31/12/2006. Les cessions opérées durant l'année 2007 ont dégagé une moins-value nette de 126 mDT.

Libellé	Solde au 31/12/2006	Acquisitions	Cessions	Solde au 31/12/2007
Actions propres rachetées directement	-102	-463	167	-398
Actions propres rachetées à travers les fonds gérés	-3 494	-	446	-3 048
Total	-3 596	-463	613	-3 446

4.2- Notes sur les engagements hors bilan

4.2.1- Cautions, avals et autres garanties données

Ce poste a totalisé 660 603 mDT au 31/12/2007 contre 752 784 mDT au 31/12/2006. Il est composé comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
a- En faveur d'établissements bancaires	67 972	147 339
Effets endossés	-	77 000
Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers	67 972	70 339
b - En faveur de la clientèle	432 631	445 445
Débiteurs par avals et acceptations	39 050	40 969
Débiteurs par lettres de garanties	48 924	74 167
Débiteurs par obligations cautionnées	8 179	8 947
Débiteurs par cautions fiscales	39 651	31 992
Débiteurs par cautions sur marchés publics	142 785	129 003
Avals emprunts obligataires	17 104	19 242
Avals billets de trésorerie	136 800	141 050
Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office	138	75
c - En faveur de l'état	160 000	160 000
Créances budgétaires transférées par l'Etat	160 000	160 000
Total	660 603	752 784

4.2.2- Garanties reçues (HB7)

Le poste «garanties reçues» est constitué au 31/12/2007 des éléments suivants :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Garanties reçues de l'Etat	167 472	114 304
Garanties reçues de la clientèle	311 536	313 216
Total	479 008	427 520

4.3- Notes sur l'état de résultat

4.3.1- Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 261 264 mDT au 31/12/2007 contre 235 948 mDT au 31/12/2006, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 10,7 %. Leur ventilation se présente comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	11 241	12 792
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en dinars	3 835	6 273
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en devises	6 735	6 126
Intérêts sur prêts syndiqués	36	91
Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers	468	302
Gains/ Report sur opérations de SWAPS	167	-
Opérations avec la clientèle	237 901	211 865
Agios sur comptes débiteurs de la clientèle	45 415	38 804
Intérêts sur crédits à la clientèle	192 486	173 061
Autres intérêts et revenus assimilés	12 122	11 291
Total	261 264	235 948

4.3.2- Commissions perçues

Les commissions perçues par la banque ont totalisé 43 335 mDT au 31/12/2007 contre 41 494 mDT au 31/12/2006. Elles sont ventilées comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Commissions sur opérations de chèques, effets, virements et tenue de comptes	20 966	19 296
Commissions sur opérations monétique	2 342	1 665
Commissions sur opérations de change	4 027	4 276
Commissions sur opérations de commerce extérieur	1 497	1 243
Commissions sur location de coffre-fort	19	19
Commissions d'études, de montage de financement, de conseil et d'assistance	7 503	7 342
Commissions de gestion des fonds budgétaires & extérieurs	2 116	3 356
Commissions sur avals billets de trésorerie	399	516
Commissions diverses	4 466	3 781
Total	43 335	41 494

4.3.3- Gains sur portefeuille commercial et opérations financières

Ce poste a atteint 27 148 mDT au 31/12/2007 contre 21 417 mDT au 31/12/2006, soit une augmentation de 5 731 mDT due essentiellement à l'accroissement des intérêts nets perçus sur les placements en bons de trésor qui sont passés de 17 715 mDT au 31/12/2006 à 23 452 mDT au 31/12/2007.

Ces gains se ventilent au 31/12/2007 comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Gains nets (ou pertes nettes) sur titres de placement	23 480	17 739
Intérêts nets sur Bons du Trésor (+)	23 452	17 715
Dividendes & revenus assimilés (+)	17	9
Reprises sur provisions pour dépréciation des titres de placement (+)	21	34
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement (-)	-	-19
Pertes sur titres de placement (-)	-10	-
Gains nets (ou pertes nettes) sur opérations de change	3 668	3 678
Solde positif / négatif de réévaluation des positions de change	-181	155
Résultat positif / négatif sur opérations de change	3 849	3 814
Annulation intérêts servis sur opérations à terme	-	70
Annulation intérêts perçus sur opérations à terme	-	-361
Total	27 148	21 417

4.3.4- Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 8 776 mDT au 31/12/2007 contre 8 329 mDT au 31/12/2006, soit une évolution de 5,4 %. Ils sont ventilés comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Revenus des titres de participation	6 641	6 604
Revenus des obligations	256	365
Revenus des fonds gérés	1 879	1 360
Total	8 776	8 329

4.3.5- Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées se sont élevés à 148 066 mDT au 31/12/2007 contre 129 044 mDT au 31/12/2006, soit un accroissement de 14,7 %. Ils sont ventilés comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	3 385	633
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en dinars	2 823	175
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en devises	74	85
Intérêts sur autres comptes des établissements bancaires et financiers	488	373
Opérations avec la clientèle	123 770	106 054
Intérêts sur comptes à vue	6 843	5 304
Intérêts sur comptes d'épargne	44 870	40 245
Intérêts sur bons de caisse, comptes à terme et autres produits financiers	72 057	60 505
Emprunts	16 272	17 293
Autres intérêts et charges	4 639	5 064
Total	148 066	129 044

4.3.6- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Ce poste a atteint 80 371 mDT au 31/12/2007 contre 60 500 mDT au 31/12/2006, soit une augmentation de 19 871 mDT. Il se présente au 31/12/2007 comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Dotations aux provisions pour créances douteuses	-99 343	-81 640
Créances cédées ou passées par pertes	-17 680	-35 600
Reprises sur provisions pour créances douteuses, engagements hors bilan et pour passif	45 966	54 159
Dotations aux provisions pour risques divers	-9 341	-1 035
Reprises sur provisions diverses	-	2 500
Sommes recouvrées au titre des créances passées par pertes	27	29
Reprise agios réservés sur créances cédées	-	1 087
Total	-80 371	-60 500

4.3.7- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement (PR6/CH5)

Ce poste a totalisé 20 890 mDT au 31/12/2007 contre 2 775 mDT au 31/12/2006 et se présente comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-4 627	-1 836
Dotations aux provisions pour fonds gérés	-1 611	-
Plus values de cession du portefeuille d'investissement	26 589	1 714
Pertes exceptionnelles sur portefeuille d'investissement	-280	-9 752
Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	692	12 649
Reprises sur provisions pour fonds gérés	127	-
Total	20 890	2 775

Le montant de 26 589 mDT compris dans ce poste provient de la plus-value réalisée par la banque suite à la cession de sa participation dans le capital de la société MAGASIN GENERAL.

4.3.8- Frais du personnel

Les frais du personnel se sont élevés au 31/12/2007 à 78 605 mDT contre 75 865 mDT au 31/12/2006, et sont composés comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Salaires	59 079	58 352
Charges sociales et fiscales	15 346	14 556
Autres charges du personnel	4 180	2 957
Total	78 605	75 865

Il est à noter qu'en concrétisation de sa politique de départs volontaires à la retraite, la banque a versé durant l'année 2007 des indemnités de départ totalisant 739 mDT contre 2 411 mDT à l'issue de l'année précédente.

4.4- Note sur l'état des flux de trésorerie

4.4.1- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont totalisé 333 857 mDT au 31/12/2007 contre 567 601 mDT au 31/12/2006. Les placements en BTA et BTZC, présentés en portefeuille titres commercial, sont considérés comme des équivalents de liquidités.

Elles se décomposent comme suit :

Libellé	31/12/2007	31/12/2006
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	64 712	133 765
Banques et organismes spécialisés	-3 264	-9 455
Placements / Emprunts sur Marché Monétaire	-97 234	113 315
Bons du trésor	369 643	329 976
Total	333 857	567 601

Il est à noter que suite aux reclassements opérés au niveau de certains postes du bilan et de l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie a été retraité en conséquence.

4.3.2. Rapport général et spécial des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice 2007



Société inscrite au Tableau de l'OECT
Membre du réseau DFK International
92, Avenue Abdelaziz Thaalbi 1004 El Menzah 9 A-Tunis
Tél. : 00 216 71 880 933 – 00 216 71 887 294
Fax. : 00 216 71 872 115
E-mail : cmc@hexabyte.tn



LA GÉNÉRALE
D'AUDIT & CONSEIL

Société inscrite au Tableau de l'OECT
Membre de CPA International
9, Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis – Tunisie
Tél. : 00 216 71 282 730
Fax. : 00 216 71 289 827
E-mail : gac.audit@gnet.tn

BANQUE NATIONALE AGRICOLE « BNA »

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007, tels qu'ils sont annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications spécifiques prévues par la Loi et les Normes Professionnelles.

I - Opinion sur les états financiers

Nous avons audité les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE - (BNA) » arrêtés au 31 Décembre 2007. Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la banque. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie ainsi qu'aux termes de référence pour l'audit des comptes objet de la note de la « BANQUE CENTRALE DE TUNISIE (BCT) » n° 93-23 du 30 Juillet 1993. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers

contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

Les états financiers ci-joints, couvrant la période allant du 1er Janvier au 31 Décembre 2007, font apparaître un total bilan net de 5 051,7 Millions de Dinars et un bénéfice net de 28,1 Millions de Dinars. Ce résultat est arrêté compte tenu :

- d'une plus-value sur cession des titres de 26,6 Millions de Dinars ;
- d'une dotation aux provisions nette et résultat des corrections de valeurs de 80,4 Millions de Dinars ;
- d'un impôt sur les sociétés de 1,4 Million de Dinars.

Sur la base des diligences accomplies et à notre avis, les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » ainsi que les résultats de ses opérations et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 Décembre 2007 conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes internationales d'audit applicables en Tunisie.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé ou pris connaissance d'incohérences significatives dans les informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice, pouvant contredire les états financiers de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007.

Dans le cadre de notre audit et en application de l'article 3 (Nouveau) de la Loi n° 94-117, portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par les textes subséquents, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Il nous a été permis, à travers cet examen, de déceler certaines insuffisances au niveau du système d'information et de contrôle interne de la banque.

Par ailleurs, et en application des dispositions de l'article 19 du Décret n° 2001-2728 du 20

Novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » à la réglementation en vigueur.

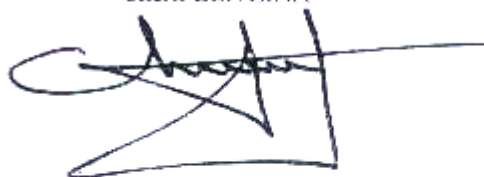
En outre, la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » a procédé, au cours des exercices antérieurs au rachat d'une partie de ses actions propres à travers les fonds donnés en gestion pour un montant net s'élevant, au 31 Décembre 2007, à 3 048 mDT. Cette situation est en cours de régularisation, conformément à l'article 19 de Loi n°99-92 du 17 Août 1999 relative à la relance du marché financier.

Tunis, le 15 Mai 2008

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/CMC – DFK International

Chérif BEN ZINA



P/GAC – CPA Associates

Chiheb GHANMI



BANQUE NATIONALE AGRICOLE « BNA »

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

En application des dispositions de l'article 29 de la Loi n°2001-65 du 10 Juillet 2001, relative aux établissements de crédits et des articles 200 et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance les conventions prévues par les dits articles et réalisées ou qui demeurent en vigueur, durant l'exercice 2007.

1. Cession de créances à la société « SOFINREC »

Au cours de l'exercice 2007, la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » a procédé à la cession de créances au profit de la société « SOFINREC », filiale de la banque. Les opérations de cession ont porté sur des créances d'un montant total brut de 30 440 293 Dinars couvertes à concurrence de 14 405 210 Dinars par des provisions et 4 112 801 Dinars par des agios et intérêts réservés. Le prix de cession a été fixé à 12 600 000 Dinars.

2. Fonds gérés par la société « SICAR INVEST »

Libellé	Montant du Fonds	En Milliers de Dinars
		Encours du fonds au 31/12/2007
Fonds BNA 1 (1997)	4 500	2 480
Fonds BNA 2 (1998)	2 057	1 338
Fonds BNA 3 (1999)	5 550	2 270
Fonds BNA 4 (2000)	7 350	6 029
Fonds BNA 5 (2000/2001)	7 000	5 988
Fonds BNA 6 (2002)	7 000	7 000
Fonds BNA 7 (2003)	5 000	5 000
Fonds BNA 8 (2004)	3 500	3 500
Fonds BNA 9 (2005/2006)	1 500	1 500
Fonds BNA 10 (2007)	5 000	5 000
Total	48 457	40 105

Les conditions de rémunérations de ces fonds sont résumées comme suit :

- Commission de gestion sur l'encours des fonds confiés de 0,5% avec un plafond de 150 000 Dinars par an.
- Commission de recouvrement de :
 - 0,75% si l'ancienneté de la créance est inférieure à 3 mois,
 - 1,50% si l'ancienneté de la créance est comprise entre 3 mois et 1 an,
 - 2,50% si l'ancienneté de la créance est supérieure à 1 an.
- Commission de 3% sur les produits perçus.

3. Conventions de dépositaire de titres et de fonds

En vertu des conventions de dépositaire conclues avec la « SICAV PLACEMENT OBLIGATAIRE », la « SICAV BNA » et la « BNA-CAPITAUX », la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » assure la mission de dépositaire des titres et fonds. En rémunération de ces prestations, la banque perçoit les commissions suivantes :

- « SICAV PLACEMENT OBLIGATAIRE » : 0,25% Hors Taxes du montant de l'actif net ;
- « SICAV BNA » : 1 000 Dinars Hors Taxes annuellement ;
- « BNAC CONFIANCE FCP » : 0,1% TTC du montant de l'actif net et versées trimestriellement.

4. Convention de tenue du registre des actionnaires et des services annexes

En 2007, il a été procédé à la mise à jour de la convention entre la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » et la « BNA-CAPITAUX » portant sur :

- La tenue du registre des actionnaires et des services annexes et en contre partie des quels la « BNA-CAPITAUX » perçoit une rétribution forfaitaire s'élevant à 50 000 Dinars pour l'exercice 2007, ramenée à 40 000 Dinars en 2008 et à 30 000 Dinars en 2009 ;
- La gestion du portefeuille pour le compte de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » et pour laquelle la « BNA-CAPITAUX » perçoit :
 - Une commission sur transaction boursière de 0,4% du montant de la transaction,
 - Une commission sur encaissement de coupons de 0,2% du montant du coupon,
 - Des frais de tenue de compte de 0,075% du montant du portefeuille des valeurs mobilières mouvementées avec un maximum de 2 500 Dinars par valeur.
- La gestion du portefeuille pour le compte des clients de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » et pour laquelle la « BNA-CAPITAUX » sera rémunérée conformément à la tarification de cette dernière affichée au public. Pour les opérations boursières passant par le réseau « BNA », il a été convenu de partager à part égale les commissions de transaction y afférentes entre la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » et la « BNA-CAPITAUX ».

5. Opérations réalisées avec la société « TUNISIE INFORMATIQUE SERVICES »

Le montant des achats d'équipements, de consommables informatiques et des prestations de services auprès de la société « TUNISIE INFORMATIQUE SERVICES » s'élève, au titre de l'exercice 2007, à 1 375 742 Dinars contre 1 688 331 Dinars en 2006.

6. Contrat de location conclu avec la « BNA-CAPITAUX»

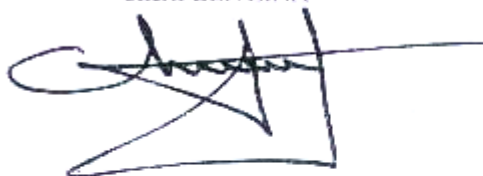
Au cours de l'exercice 2007, la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE» a loué à la « BNA-CAPITAUX» un local à usage commercial. Cette location s'étale sur une période d'une année (renouvelable) à partir du 1^{er} Juillet 2007. Le loyer annuel s'élève à 4 200 Dinars hors taxes et subira une augmentation annuelle de 5% à compter du 1^{er} Juillet 2008.

Tunis, le 15 Mai 2008

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/CMC – DFK International

Chérif BEN ZINA



P/GAC – CPA Associates

Chiheb GHANMI



4.3.3. Notes complémentaires

Note relative à l'application de la circulaire n°91-24 du 17/12/1991 (Exercice 2007) :

Article 1 :

Cet article précise que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs ou égaux pour chacun d'entre eux à 5% des fonds propres nets corrigés de la Banque, soit 18 910mD, ne doit pas excéder 5 fois les fonds propres nets corrigés, soit 1 891 000mD. Le montant des risques relatifs à cette catégorie de clientèle a atteint, au 31 Décembre 2007, 1 826 144mD.

Cet article précise par ailleurs, que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs ou égaux pour chacun d'entre eux à 15% des fonds propres nets corrigés de la Banque, soit 56 730mD, ne doit pas excéder 2 fois ses fonds propres nets corrigés, soit 756 400mD.

A la clôture de l'exercice 2007, la Banque ne respecte pas la limite réglementaire. En effet, le total des risques encourus sur les bénéficiaires dont le risque pris individuellement dépasse 56 730mD s'élève à 1 305 198mD.

Article 2 :

Cet article précise que les risques encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 25% des fonds propres nets de la Banque, soit 94 550mD. Les bénéficiaires de crédit ayant un risque encouru total supérieur à 25% des fonds propres nets de la Banque se détaille comme suit :

Groupe BNA :

Code risque	Identifiant BCT	Relation	Risques encourus
830098	00022046	SIMPAR – LA SOUKRA I	15 114
430076	00026070	STIL – EN COURS DE LIQUIDATION	756
824041	00114280	SIVIA	23 872
824151	00228015	SOCIETE DE PROMOTION IMMOB. EL MEDINA	11 011
824040	00284539	STE ESSOUKNA	16 689
824658	04463840	IMMOBILIERE DES CÉILLETS	6 093
830771	06809537	STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	48 296
830551	02946671	BNA CAPITALAUX	358
37067	037067	SODAL SILIANA	350
810279	04170486	STE TSIE INFORMATIQUE SCES	104
Total (1)			122 643

Clients autres que groupe :

Code risque	Relation	Risques encourus
00051276	OFF.CEREALES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	725 330
Total (2)		725 330

Article 3 :

Selon cet article, les risques encourus sur les Dirigeants de la BNA, les Administrateurs et actionnaires détenant plus de 10% du capital ne doivent pas excéder 3 fois les fonds propres nets de la Banque, soit 1 134 600mD.

Au 31 Décembre 2007, la Banque répond favorablement aux exigences de cette norme.

Article 4 :

Cet article indique que les fonds propres nets de la Banque doivent représenter en permanence au moins 8% du total de son actif (bilan et hors bilan) pondéré en fonction des risques encourus.

Au 31 Décembre 2007, les fonds propres nets correspondent au moins à 8% de l'actif net risqué de la Banque s'établissant à 336 823mD contre un montant réel 378 200mD, soit un excédent de fonds

propres de l'ordre de 41 377mD. Le ratio de couverture s'établit ainsi à 8,98%. La Banque répond ainsi aux dispositions de cette norme.

Il faut noter que certains engagements hors bilan qui totalisent 406 861mD ne sont pas pris en compte par la Banque dans le calcul des engagements pondérés par les risques du fait qu'elle considère ces engagements comme étant échus et que leur apurement comptable est en cours. Ces engagements sont en partie échus pour un montant de 354 198mD et en partie émis depuis trois ans sans date d'échéance pour un montant de 52 663mD.

A ce titre, les commissaires aux comptes ont recommandé à la Banque d'apurer les engagements par signature en s'assurant de leur échéances effectives (prise en compte des prorogations, des acceptations,...) pour assurer une conformité totale aux circulaires BCT.

Tableau de détermination du résultat fiscal (Exercice 2007)

<i>(en Dinars)</i>	
Désignation	Montant
Résultat brut comptable	135 132 624,621
Réintégrations	12 269 004,621
Amendes et Pénalités	48 795,333
Dons et subventions non déductibles	4 317,621
Jetons de présence excédentaires	50 312,500
Charges diverses	2 354 502,472
Timbres de voyages	2 160,000
Réceptions & Restaurations excédentaires	
Créances abandonnées	468 042,338
Provisions pour risques divers	9 340 874,357
Déductions	35 048 038,766
Revenus des actions	6 658 330,650
Plus value / cession titres de participations	26 588 700,481
Dividendes et plus values sur fonds gérés	1 801 007,635
Résultat corrigé	112 353 590,476
Provisions pour titres de participations	4 627 352,628
Provisions pour fonds gérés	1 611 105,619
Provisions pour créances douteuses	99 343 410,054
Résultat fiscal	6 771 722,175
Dégrèvements fiscaux	2 643 000,000
Fonds gérés	2 500 000,000
Participations exonérées	143 000,000
Résultat imposable	4 128 722,175
Résultat imposable arrondi	4 128 722,000
Impôt sur les bénéfices	1 445 053
Résultat net	28 105 704

4.3.4. Tableau de mouvement des capitaux propres

en mD	Capital social	Réserves légales	Prime d'émission	Prime de fusion	Actions propres	Dotation de l'Etat	Réserves extraordinaires	Réserves à régime spécial	Réserves pour réinvestissements exonérés	Réserves pour fonds social	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2005	100 000	10 000	20 206	14 871	-7 164	133 000	18 692	11 990	14 854	27 498	99	8 065	352 111
Affectation du Résultat de 2005 (AGO du 17/05/2006)									1 999	150	5 916	-8 065	0
Distribution des dividendes											-6 000		-6 000
Mouvement sur fonds social										994			994
Mouvement liés aux actions propres					3 568		-1 315				170		2 423
Résultat de l'exercice 2006												16 323	16 323
Solde au 31 décembre 2006	100 000	10 000	20 206	14 871	-3 596	133 000	17 377	11 990	16 853	28 642	185	16 323	365 851
Affectation du Résultat de 2006 (AGO du 23/05/2007)							800	1 713	5 734	250	7 826	-16 323	0
Distribution des dividendes											-8 000		-8 000
Mouvement sur fonds social										767			767
Mouvement liés aux actions propres					150		-126				108		132
Résultat de l'exercice 2007												28 106	28 106
Solde au 31 décembre 2007	100 000	10 000	20 206	14 871	-3 446	133 000	18 051	13 703	22 587	29 659	119	28 106	386 856
Affectation du Résultat de 2007 (AGO du 06/06/2008)							17 000		2 643	500	7 963	-28 106	0
Distribution des dividendes											-8 000		-8 000
Mouvement sur fonds social										367			367
Mouvement liés aux actions propres					-2						18		16
Résultat au 30/06/2008												15 281	15 281
Solde au 30/06/2008	100 000	10 000	20 206	14 871	-3 448	133 000	35 051	13 703	25 230	30 526	100	15 281	394 520

4.3.5. Tableau de répartition des bénéfices des trois derniers exercices

en mD	2 007	2 006	2005
Bénéfice net de l'exercice	28 106	16 323	8 065
Résultats reportés	119	185	99
Bénéfice distribuable	28 225	16 508	8 163
Réserves pour réinvestissements exonérés	2 643	5 734	1 999
Réserves extraordinaires	17 000	800	
Réserves à régime spécial		1 714	
Réserves pour fonds social	500	250	150
Dividendes	8 000	8 000	6 000
Résultat à reporter	82	11	15

4.3.6. Evolution des dividendes

	2 007	2 006	2005
Capital (en Dinars)	100 000 000	100 000 000	100 000 000
Nominal	5*	10	10
Nombre d'actions	20 000 000	10 000 000*	10 000 000*
Dividendes (en Dinars)	8 000 000	8 000 000	6 000 000
Dividende par action (en Dinars)	0,4	0,8	0,6
Taux de dividende en % de la valeur nominale	8%	8%	6%
Date de détachement	16/06/2008	11/06/2007	06/06/2006

*Réduction de la valeur nominale de 10D à 5D suivant décision de l'AGE du 23/05/2007

4.3.7. Evolution du produit net bancaire et du résultat d'exploitation

	2 007	2006*	2005*
Total des produits d'exploitation bancaire (en mD)	340 523	307 188	269 827
Produit net bancaire (en mD)	191 231	176 775	148 620
Résultat d'exploitation (en mD)	27 850	19 239	6 653
Capital social (en mD)	100 000	100 000	100 000
Nombre d'actions (en milliers)	20 000	10 000	10 000
Produits d'exploitation bancaire / action (en Dinars)	17,026	30,719	26,983
Produit net bancaire / action (en Dinars)	9,562	17,678	14,862
Résultat d'exploitation / action (en Dinars)	1,393	1,924	0,665

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.3.8. Evolution du résultat net

	2 007	2006*	2005*
Capital social (en mD)	100 000	100 000	100 000
Nombre d'actions (en milliers)	20 000	10 000	10 000
Bénéfice avant impôt (en mD)	29 551	18 999	9 698
Bénéfice net (en mD)	28 106	16 323	8 065
Bénéfice consolidé avant impôt (en mD)	46 740	27 222	20 908
Bénéfice net consolidé (en mD)	25 704	11 039	8 603
Bénéfice avant impôt / action (en Dinars)	1,478	1,9	0,97
Bénéfice net / action (en Dinars)	1,405	1,632	0,807
Bénéfice consolidé avant impôt / action (en Dinars)	2,337	2,722	2,091
Bénéfice net consolidé / action (en Dinars)	1,285	1,104	0,860

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.3.9. Evolution de la marge brute d'autofinancement

en mD	2 007	2006*	2005*
Bénéfice net	28 106	16 323	8 065
Dotations aux provisions sur créances et passifs (nettes)	80 371	60 500	50 400
Dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement (nettes)	-20 890	-2 775	-3 430
Dotations aux amortissements	4 851	4 782	3 985
Marge brute d'autofinancement	92 438	78 830	59 020

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.3.10. Emprunts obligataires émis par la BNA

Il n'existe pas d'emprunts obligataires émis par la BNA cotés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

4.3.11. Emprunts obligataires souscrits par la BNA

Les emprunts obligataires souscrits par la BNA se présentent comme suit :

Emprunt Obligataire	Date de jouissance	Montant initialement souscrit	Nombre d'obligations	Valeur nominale de l'obligation	Taux d'intérêt	Capital restant au 31/12/2007	Capital restant au 30/06/2008	Date dernière échéance
BDET 1999	10-juin	6 000 000	600 000	10	7%	1 200 000	600.000	-
AMEN BANK 2006	29-janv	1 000 000	10 000	100	TMM + 1%	1 000 000	900 000	29/01/2017
B H 2008*	23-mai	3 000 000	30 000	100	7%	3 000 000	3 000 000	23/05/2023
S T B 2008/1**	15-mai	2 250 000	22 500	100	TMM + 1,5%	2 250 000	2 250 000	15/05/2024
Total		12 250 000				7 450 000	6 750 000	

*BH 2008 : première échéance en principal le 23-05-2011

** STB 2008 / 1 : première échéance en principal le 15-05-2009

4.3.11. Emprunts obligataires garantis par la BNA

(en Dinars)

Libellé de l'emprunt	Montant initialement avalisé	Montant avalisé au 31/12/2007	Montant avalisé au 30/06/2008	Dernière échéance
PALM MARINA 2001	4 200 000	840 000	0	11/05/2008
JERBA MENZEL 2001	4 200 000	4 200 000	0	11/05/2008
MODERN LEASING 2001	10 000 000	2 000 000	2 000 000	21/12/2008
PANOBOIS 2001	3 000 000	1 200 000	600 000	31/05/2009
AFRICA 2003	2 000 000	1 200 000	1 200 000	17/09/2010
EL MOURADI SKANES BEACH 2003	1 500 000	1 200 000	900 000	11/06/2011
AIL 2005	5 000 000	3 000 000	3 000 000	16/08/2010
UNIFACTOR 2005/1	6 500 000	3 900 000	3 900 000	01/09/2010

Durant le deuxième semestre de 2008, la BNA a avalisé un nouvel emprunt « SIHM 2008 » pour un montant de 3MD. La dernière échéance est prévue pour 12/09/2015.

4.3.12. Principaux indicateurs

en mD	2 007	2006*	2005*
Dépôts de la clientèle	3 630 123	3 298 386	3 066 738
Créances nettes sur la clientèle	3 881 073	3 335 197	3 108 208
Créances douteuses et litigieuses	733 765	718 700	764 852
Créances globales brutes sur la clientèle (bilan et hors bilan)	5 551 298	4 622 516	4 255 718
Total des capitaux propres	386 856	365 851	352 111
Total des capitaux propres avant résultat	358 750	349 528	344 055
Réserve de réévaluation	0	0	0
Capital social	100 000	100 000	100 000
Total bilan	5 051 660	4 509 522	4 176 423
PNB	191 231	176 775	148 620
Commissions nettes	42 109	40 125	35 154
Frais généraux (Frais de personnel + charges d'exploitation + dotations aux amortissements)	104 402	100 349	95 518
Frais de personnel	78 605	75 865	72 112
Provisions	245 076	191 549	169 348
Agios réservés	78 683	72 008	77 453
Subvention à affecter aux provisions	27 298	27 298	27 298
Provisions & Agios réservés	351 057	290 855	274 099
Résultat d'exploitation	27 850	19 239	6 653
Bénéfice net	28 106	16 323	8 065
Dividendes	8 000	8 000	6 000
Fonds propres nets	378 000	358 000	346 000
Les actifs pondérés par les risques	4 210 000	3 677 000	3 322 000

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.3.13. Principaux ratios

- Ratios de structure

	2 007	2006*	2005*
Total capitaux propres / Total bilan	7,7%	8,1%	8,4%
Dépôts de la clientèle / Total bilan	71,9%	73,1%	73,4%
Créances nettes sur la clientèle / Total Bilan	76,8%	74,0%	74,4%
Dépôts de la clientèle / Créances nettes sur la clientèle	93,5%	98,9%	98,7%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

- **Ratios de productivité**

	2 007	2006*	2005*
Frais généraux / PNB	54,6%	56,8%	64,3%
Commissions nettes / Frais de personnel	53,6%	52,9%	48,7%
Frais de personnel / PNB	41,1%	42,9%	48,5%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

- **Ratios de rentabilité**

	2 007	2006*	2005*
ROE = Bénéfice net / (Total des capitaux propres avant résultat - réserve de réévaluation)	7,8%	4,7%	2,3%
ROA = Bénéfice net / Total actif	0,6%	0,4%	0,2%
Bénéfice net / PNB	14,7%	9,2%	5,4%
PNB / Total bilan	3,8%	3,9%	3,6%
Dividendes / Capital social	8,0%	8,0%	6,0%
Commissions nettes / PNB	22,0%	22,7%	23,7%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

- **Ratios prudentiels**

	2 007	2006	2005
Ratio de liquidité ⁽¹⁾	114,64%	142,92%	131,04%
Ratio de solvabilité ⁽²⁾	8,98%	9,73%	10,42%

(1) Fonds Propres Nets / Risques encourus

(2) Actifs réalisables / Passifs exigibles

- **Ratios de risque**

	2 007	2006*	2005*
Créances douteuses et litigieuses CDLs	733 765	718 700	764 851
Evolution	2,1%	-6,0%	
Provisions & Agios réservés**	351 057	290 855	274 099
Evolution	20,7%	6,11%	
Créances brutes sur la clientèle (bilan et hors bilan)	5 551 298	4 622 516	4 255 718
CDLs / Créances brutes	13,22%	15,55%	17,97%
Provisions & Agios réservés / CDLs	47,84%	40,47%	35,84%

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

** y compris subvention à affecter aux provisions

Interprétation des ratios

- **Ratios de structure**

Le ratio relatif au « Total Capitaux propres / Total bilan » a diminué en 2007 grâce à l'évolution de l'activité de la banque : Ce ratio sera plus important après l'augmentation de capital.

Le ratio « Dépôts de la clientèle / Total bilan » a également diminué en passant de 73,4% en 2005 à 71,9% en 2007 et ce malgré l'évolution du volume des dépôts de 10% en 2007.

Quant au ratio « Créances nettes / Total bilan », a augmenté sur la période 2005-2007 passant de 74,5% en 2005 à 76,8% en 2007 suite à l'évolution du volume des créances nettes sur la clientèle de 16,4% en 2007.

- **Ratios de productivité**

Le ratio « Frais généraux / PNB » a enregistré une diminution sur la période 2005-2007 pour s'établir à 54,6% en 2007 grâce à une augmentation plus importante du PNB (+8,2%) par rapport aux frais généraux (+4,04%).

De même, le ratio « Frais de personnel / PNB » a enregistré une diminution grâce à une importante augmentation plus importante du PNB par rapport aux frais du personnel.

- **Ratios de rentabilité**

Le ROE est passé de 2,3% en 2005 à 7,8% en 2007. Cette hausse s'explique par la hausse continue des bénéfices de la banque.

La rentabilité de l'actif économique est en constante amélioration depuis 2005 pour atteindre en 2007, 0,6%.

- **Ratios prudentiels**

Les ratios de liquidité et de solvabilité sont en nette régression d'une année à une autre pour atteindre respectivement 114,64% et 8,98% en 2007.

- **Ratios de risque**

L'importance relative des CDLs par rapport au volume des créances brutes sur la clientèle est passé de 17,97% en 2005 à 15,55% en 2006 puis à 13,22% en 2007 et ceci grâce à la diminution des créances douteuses et litigieuses.

En contre partie, le taux de couverture de ces créances a enregistré une augmentation puisque les provisions sont passées de 274 MD en 2005 à 351 MD en 2007.

4.4. Renseignements financiers sur les états financiers consolidés au 31/12/2007

1/ Retraitements effectués en 2007 concernant l'exercice 2006

- a- En raison de l'influence notable exercée par La Banque Nationale Agricole « BNA » sur la société « MAGASIN GENERAL », la participation de la Banque au capital de cette dernière a été traitée, en consolidation, par mise en équivalence.

La cession totale des 512.826 actions détenues par La Banque Nationale Agricole « BNA » au capital de son entreprise associée, telle qu'intervenue le 18 octobre 2007, a justifié, d'une part, la prise en compte parmi les résultats consolidés de la quote-part de la Banque dans les résultats accumulés par la société MAGASIN GENERAL du 1^{er} janvier jusqu'à la date de cession, soit 130.380 DT, et d'autre part l'ajustement, en consolidation, de la plus-value de cession constatée par La Banque Nationale Agricole « BNA » dans les comptes individuels pour 26.588.700 DT en vue de la ramener à 22.227.525 DT.

- b- Certains postes des états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2006 ont été retraités pour tenir compte des reclassements suivants :

Libellé	Ancien poste	Nouveau poste	31 Décembre 2006
Compte BTS	PA3A	PA2	3 431
Participation avec engagement de rétrocession nette	AC3	AC5	3 185
Opérations de SWAP	AC2	AC7A	5 445
Opérations de SWAP	PA2	AC7A	(5 438)
Intérêts à servir sur dépôts à terme en devises	PA2	PA3B	380
Commissions sur lignes extérieures	CH2	CH1D	5 063
Frais de gestion des comptes des correspondants étrangers	CH1A	CH2	191
Commissions sur BBE, fonds gérés, opérations boursières, SWIFT et divers	CH1D	CH2	529
Frais de domiciliation et admission à la cote de la BVMT	CH1D	CH7	52
Commissions sur engagements	PR2	PR1C	6 688
Commissions sur cartes monétiques	PR7	PR2	951
Jetons de présence perçus	PR4	PR7	199
Déficits de caisse	CH1D	PR8 /CH9	(22)
Billets de banques étrangers en cours d'affectation	AC7A	AC1	5 295
Chèques de voyages en cours d'affectation	AC7A	AC1	32
Compte inter contentieux	AC7A	AC3B	53
Commission à percevoir sur prêt FOPRODI & FONAPRA	AC3B	AC7A	117
Etat intérêt à percevoir sur dettes des entreprises publiques	AC3C	AC5	36
Avances au personnel d'exploitation	AC7A	AC7B	4
Revenus titres de placement	PR4	PR3	9
Intérêt à servir sur emprunt BNA	PA5B	PA4A	193
Compensation virements reçus	AC7A	PA5B	2 108
Prélèvements reçus à compenser	AC7A	PA5B	21 087
Effets de transactions escomptées à télé compenser à régulariser	AC3B	AC7A	4 162
Effets de transactions escomptées à télé compenser BNA/BNA à régulariser	AC3B	AC7A	3 689

2/ Changements du périmètre de consolidation en 2007

Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2007 par rapport au périmètre en vigueur pour l'arrêté du 31 décembre 2006 sont les suivantes :

Les principales modifications sont :

Société	Entrée	Sortie	Nature	Observations
GENERALE DES VENTES	X	-	Entreprise associée	Structure destinée à accueillir certains actifs cédés par la société « STIA » dans le cadre de la privatisation de cette dernière.
MAGASIN GENERAL	-	X	Entreprise associée	Cession totale de la participation

3/ Changements attendus dans le périmètre de consolidation en 2008

Les changements attendus dans le périmètre de consolidation pour l'exercice 2008 ne sont pas encore déterminés à la date de l'élaboration du présent document de référence qui intervient avant le début des travaux préliminaires de consolidation qui permettent d'arrêter le périmètre préliminaire (prévisionnel) groupe BNA relatif à l'exercice 2008.

4.4.1. Bilans consolidés au 31 décembre

(en mD)	Notes	2 007	2006*
ACTIF			
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT		70 010	133 770
Créances sur les établissements bancaires & financiers	3	198 921	180 640
Créances sur la clientèle	4	3 815 340	3 274 345
Portefeuille titres commercial	5	617 285	538 960
Portefeuille d'investissement	6	278 208	292 926
Participation dans les entreprises mises en équivalence	7	16 943	18 997
Valeurs immobilisées		50 994	57 344
Ecart d'acquisition		68	81
Autres actifs	8	275 792	237 725
TOTAL ACTIF		5 323 561	4 734 788
PASSIF			
Banque Centrale et CCP		5 293	3
Dépôts et avoirs des établissements bancaires		234 775	34 679
Dépôts & avoirs de la clientèle		3 569 281	3 256 026
Emprunts et ressources spéciales		613 889	632 138
Autres passifs	9	220 436	200 910
TOTAL PASSIF		4 643 674	4 123 756
Intérêts minoritaires		290 604	240 237
CAPITAUX PROPRES			
Capital		100 000	100 000
Actions propres et d'autocontrôle	10	-5 935	-7 582
Réserves consolidées	11	139 168	136 820
Autres capitaux propres consolidés	12	130 346	130 518
Résultat de l'exercice, part du groupe	13	25 704	11 039
TOTAL CAPITAUX PROPRES, Part du groupe		389 283	370 795
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		5 323 561	4 734 788

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.4.2. Etats des engagements hors bilan consolidés au 31 décembre

(en mD)	Notes	2 007	2006*
<u>PASSIFS EVENTUELS</u>			
Cautions, avals et autres garanties données		660 603	752 784
<i>a- En faveur d'établissements bancaires</i>		67 972	147 339
<i>b- En faveur de la clientèle</i>		432 631	445 445
<i>c- En faveur de l'Etat</i>		160 000	160 000
Crédits documentaires		772 806	518 776
<i>a- Débiteurs par accréditifs export devises</i>		282 437	105 281
<i>b- Débiteurs par accréditifs import devises</i>		490 369	413 495
Actifs donnés en garantis		0	0
<u>Total des passifs éventuels</u>		1 433 409	1 271 560
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>			
Engagements de financement donnés		163 256	218 602
<i>Crédits notifiés non utilisés</i>		163 256	218 602
Engagements sur titres		2 537	4 071
<i>a- Participations non libérées</i>		388	531
<i>b- Autres</i>		2 149	3 540
<u>Total des engagements donnés</u>		165 793	222 673
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>			
Engagements de financement reçus		27 514	69 114
Garanties reçues		484 134	427 520

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.4.3. Etats de résultat consolidés au 31 décembre

(en mD)	Notes	2 007	2006*
Intérêts et revenus assimilés		254 026	228 938
Commissions		43 937	42 216
Gains sur portefeuille commercial et opé. financières		41 331	33 795
Revenus du portefeuille d'investissement		6 195	6 145
Total Produits d'exploitation bancaire		345 489	311 094
Intérêts encourus et charges assimilées		-144 743	-126 687
Commissions encourues		-880	-1 083
Pertes sur portefeuille commercial et opérations financières		-224	-166
Total Charges d'exploitation bancaire		-145 847	-127 936
Produit Net Bancaire		199 642	183 158
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et provisions pour passif		-75 387	-59 625
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement		20 997	1 242
Autres produits d'exploitation		44 183	48 155
Frais de personnel		-84 824	-81 787
Charges générales d'exploitation		-52 367	-56 597
Dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations		-5 102	-5 045
Résultat d'exploitation		47 142	29 501
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence	7	-2 068	-2 604
Solde en gain/perte provenant des éléments ordinaires		1 666	325
Résultat avant impôt		46 740	27 222
Impôt sur les bénéfices	14	-6 837	-4 637
Intérêts minoritaires		-14 199	-11 546
Résultat net de l'exercice, part du groupe		25 704	11 039

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.4.4. Etats des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre

(en mD)	Notes	2 007	2006*
<u>ACTIVITES D'EXPLOITATION</u>			
1- Produits d'exploitation bancaire encaissés		312 239	277 749
2- Charges d'exploitation bancaire décaissées		-151 406	-127 433
3- Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		-21 978	-20 587
4- Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		-598 726	-275 862
5- Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle		315 669	217 368
6- Titres de placement		-36 014	-4 272
7- Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-141 366	-116 063
8- Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		24 465	62 358
9- Impôt sur les sociétés		-4 624	-2 108
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		-301 741	11 151
<u>ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</u>			
1- Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		5 330	6 135
2- Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement		2 205	18 120
3- Acquisitions / cessions sur immobilisations		1 424	-6 414
4- Plus values sur titres de participations		28 221	5 675
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		37 179	23 515
<u>ACTIVITES DE FINANCEMENT</u>			
1- Actions propres		-510	2 131
2-Emission d'actions par les filiales		45 627	37 046
3- Emission d'emprunts		0	0
4- Remboursement d'emprunts		-21 578	-21 578
5- Augmentation / diminution des ressources spéciales		5 520	62 223
6- Dividendes versés		-15 611	-14 553
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		13 447	65 268
Effet de la variation du périmètre de consolidation sur les liquidités et équivalents de liquidités		-	-1 761
Augmentation nette des Liquidités et équivalents de liquidités		-251 114	98 173
Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice		609 431	511 258
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		16	358 316
			609 431

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.4.5. Notes aux états financiers consolidés au 31/12/2007

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les comptes consolidés du groupe BNA, présentés en milliers de Dinars, sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie aux établissements de crédit.

ELEMENTS D'APPRECIATION PERMETTANT LA COMPARABILITE

1- En raison de l'influence notable exercée par La Banque Nationale Agricole « BNA » sur la société « MAGASIN GENERAL », la participation de la Banque au capital de cette dernière a été traitée, en consolidation, par mise en équivalence.

La cession totale des 512.826 actions détenues par La Banque Nationale Agricole « BNA » au capital de son entreprise associée, telle qu'intervenue le 18 octobre 2007, a justifié, d'une part, la prise en compte parmi les résultats consolidés de la quote-part de la Banque dans les résultats accumulés par la société MAGASIN GENERAL du 1^{er} janvier jusqu'à la date de cession, soit 130.380 DT, et d'autre part l'ajustement, en consolidation, de la plus-value de cession constatée par La Banque Nationale Agricole « BNA » dans les comptes individuels pour 26.588.700 DT en vue de la ramener à 22.227.525 DT.

2- Certains postes des états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2006 ont été retraités pour tenir compte des reclassements suivants :

Libellé	Ancien poste	Nouveau poste	31 Décembre 2006
Compte BTS	PA3A	PA2	3 431
Participation avec engagement de rétrocession nette	AC3	AC5	3 185
Opérations de SWAP	AC2	AC7A	5 445
Opérations de SWAP	PA2	AC7A	(5 438)
Intérêts à servir sur dépôts à terme en devises	PA2	PA3B	380
Commissions sur lignes extérieures	CH2	CH1D	5 063
Frais de gestion des comptes des correspondants étrangers	CH1A	CH2	191
Commissions sur BBE, fonds gérés, opérations boursières, SWIFT et divers	CH1D	CH2	529
Frais de domiciliation et admission à la cote de la BVMT	CH1D	CH7	52
Commissions sur engagements	PR2	PR1C	6 688
Commissions sur cartes monétiques	PR7	PR2	951
Jetons de présence perçus	PR4	PR7	199
Déficits de caisse	CH1D	PR8 /CH9	(22)
Billets de banques étrangers en cours d'affectation	AC7A	AC1	5 295
Chèques de voyages en cours d'affectation	AC7A	AC1	32
Compte inter contentieux	AC7A	AC3B	53
Commission à percevoir sur prêt FOPRODI & FONAPRA	AC3B	AC7A	117
Etat intérêt à percevoir sur dettes des entreprises publiques	AC3C	AC5	36
Avances au personnel d'exploitation	AC7A	AC7B	4
Revenus titres de placement	PR4	PR3	9
Intérêt à servir sur emprunt BNA	PA5B	PA4A	193
Compensation virements reçus	AC7A	PA5B	2 108

Prélèvements reçus à compenser	AC7A	PA5B	21 087
Effets de transactions escomptées à télé compenser à régulariser	AC3B	AC7A	4 162
Effets de transactions escomptées à télé compenser BNA/BNA à régulariser	AC3B	AC7A	3 689

REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

REGLES D'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES

Référentiel d'élaboration des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés relatifs à la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2007 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les normes comptables (NCT 21 à 25) relatives aux établissements bancaires ainsi que les normes (NCT 35 à 39) relatives à la consolidation.

Pour expliquer l'importance des différentes activités au sein du groupe, une information sectorielle, préparée conformément à la norme internationale d'information financière (IAS 14), est fournie en note 15.

La fiscalité différée est, par ailleurs, traitée conformément à la norme internationale d'information financière (IAS 12).

Première application de l'intégration globale pour les filiales exerçant une activité dissemblable de celles entités opérant dans le secteur financier

L'ensemble des filiales contrôlées exclusivement par La Banque Nationale Agricole « BNA » est désormais consolidé par intégration globale, quelque soit leur secteur d'activité.

Les états financiers des entreprises consolidées sont retraités afin de les rendre conformes aux règles de comptabilisation, d'évaluation et de présentation du groupe BNA. Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités non bancaires ont été maintenus dans les comptes consolidés du groupe BNA.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE SYNTHESE

La présentation des états financiers consolidés du groupe BNA se conforme aux dispositions de la norme (NC 21) relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

Les revenus générés par les filiales n'opérant pas dans le secteur des services financiers figurent parmi les éléments de la rubrique « Autres produits d'exploitation ».

Les actifs autres que les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les passifs des filiales opérant dans le secteur non financier ne sont plus distingués en éléments courants et non courants et sont respectivement présentés sous l'intitulé « Autres actifs » et « Autres passifs ».

PERIMETRE, METHODES ET REGLES DE CONSOLIDATION

PERIMETRE

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes individuels de la Banque Nationale Agricole « BNA » et de toutes les filiales contrôlées par celle-ci. A moins que cela ne soit impraticable, les filiales arrêtant leurs comptes en cours d'année avec un décalage de plus de trois mois établissent une situation intermédiaire au 31 décembre, leurs résultats étant déterminés sur une base de douze mois.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entreprises pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation. Tel est le cas des filiales en liquidation ou placées sous le contrôle d'un administrateur judiciaire. La valeur de la participation dans ces entreprises est reprise sous la rubrique "Participations et parts dans les entreprises liées non consolidées".

METHODES DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées par intégration globale

Les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale, y compris les entreprises à structure de comptes différente.

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financière et opérationnelle de cette filiale afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle résulte :

soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans l'entreprise consolidée,
soit de la désignation de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance;
soit du droit d'exercer une influence dominante sur une filiale en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Le contrôle est en outre présumé exister ; dès lors qu'une entreprise détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détient une fraction supérieure à la sienne.

La méthode de l'intégration globale a été appliquée conformément à la démarche suivante :

Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne par ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges.

Les opérations réciproques entre sociétés du groupe sont éliminées d'une manière symétrique

Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère.

La valeur comptable de la participation du groupe dans chaque filiale et la quote-part du groupe dans les capitaux propres sont éliminées pour déterminer les réserves consolidées et la part des minoritaires dans les réserves.

Les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale consolidée peuvent être supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale. Cet excédent et toutes les pertes futures relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Les entreprises associées sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations interentreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

L'influence notable sur les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise est présumée lorsque le groupe dispose, directement ou indirectement, d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de cette entreprise.

La méthode de la mise en équivalence consiste dans les étapes successives suivantes :

Retraiter les capitaux propres de la société mise en équivalence par élimination des opérations réciproques ayant un impact sur ses résultats ou sur ses réserves.

Constater la quote-part du groupe dans les capitaux propres de la société mise en équivalence par un poste d'actif sous l'intitulé "Titres mis en équivalence".

Éliminer la participation du groupe dans la société mise en équivalence par la quote-part du groupe dans les capitaux propres et constater la différence dans le résultat consolidé sous l'intitulé "Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence" en tenant compte des effets sur les réserves consolidées.

La part du groupe dans une entreprise associée est l'agrégation des participations dans cette entreprise associée détenues par la BNA et ses filiales. Pour cet objectif les participations détenues par les autres entreprises associées du groupe sont ignorées.

Si, selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part de la Banque consolidante dans les résultats déficitaires d'une entreprise associée, est égale ou supérieure à la valeur comptable de la participation, la Banque cesse habituellement de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires sont provisionnées dans la mesure où la Banque a assumé des obligations ou a effectué des paiements pour le compte de l'entreprise mise en équivalence afin de remplir les obligations de cette dernière que la banque a garanties ou pour lesquelles elle s'est engagé par quelque moyen que ce soit.

Si l'entreprise mise en équivalence enregistre ultérieurement des bénéfices, la banque consolidante ne reprend en compte sa quote-part dans ces profits qu'après avoir dépassé sa quote-part de pertes nettes non prises en compte.

REGLES DE CONSOLIDATION

Coût d'acquisition des titres, écart d'acquisition et écart d'évaluation

Coût d'acquisition des titres

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré des coûts considérés comme significatifs directement imputables à l'acquisition, nets de l'économie d'impôts correspondante.

Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et passifs de l'entreprise acquise, sont amortis linéairement sur une période qui ne peut excéder vingt ans, spécifiquement définie en fonction des conditions particulières à chaque acquisition.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en actif selon le cas, soit en immobilisations incorporelles pour les filiales intégrés globalement, soit en titres mis en équivalence pour les autres entreprises.

Ecart d'évaluation

Les écarts d'évaluation correspondant aux différences entre la valeur d'entrée réestimée dans le bilan consolidé des actifs, passifs de l'entreprise acquise et la valeur comptable de ces éléments sont comptabilisés selon les règles communes applicables aux éléments correspondants.

Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus. La baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise restant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à un amortissement complémentaire de l'écart d'acquisition.

Opérations réciproques

Les comptes réciproques, ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au groupe et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés, sont éliminés lorsqu'ils concernent des entités faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

Actions émises par la BNA détenues par le groupe

Les actions émises par la BNA et acquises avec pour objectif de régulariser les cours ou encore celles qui sont détenues par le groupe sont portées en réduction des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'acquisition ; dans l'hypothèse d'une cession ultérieure de ces titres, le résultat de cession et l'impôt correspondant sont inscrits dans les capitaux propres consolidés.

Intégration globale des OPCVM

A l'exception du retraitement de l'effet des retenues à la source libératoires sur la comptabilisation des revenus sous forme d'intérêts, les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux OPCVM sont maintenus dans les comptes consolidés du groupe BNA.

Les postes constitutifs des OPCVM intégrés globalement sont présentés dans les postes de même nature du bilan, du compte de résultat et du hors-bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants :

Frais de négociation

Les frais occasionnés par les opérations d'achat et de vente de titres détenus par les OPCVM sont directement imputés en capitaux propres. La quote-part revenant au groupe est présentée sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres

Les plus ou moins-values sur titres détenus par les OPCVM qui correspondent au solde de la variation au cours de l'exercice des plus ou moins-values potentielles sont directement imputées en capitaux propres. La quote-part revenant au groupe est présentée sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés »

Variation des plus (ou moins) values réalisées sur titres

Les plus (ou moins) values sur titres correspondant au résultat réalisé sur les opérations de cession de titres effectuées au cours de l'exercice sont directement imputées en capitaux propres. La quote-part revenant au groupe est présentée sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés »

AUTRES PRINCIPES COMPTABLES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

COMPTABILISATION DES PRETS ET DES REVENUS Y AFFERENTS

Comptabilisation des prêts auprès de la clientèle

Les engagements de financement et de garantie sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont constatés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds pour la valeur nominale.

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

Comptabilisation des revenus sur prêts de la clientèle

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus et comptabilisés dans les comptes de produits au moment du déblocage de ces crédits et font, le cas échéant, l'objet de régularisation en fin de mois, pour la partie non courue.

Les intérêts échus sur crédits à long et moyen terme et relatifs à l'exercice en cours sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement.

Les intérêts échus et non encore encaissés sont constatés en produits réservés et sont déduits du poste « Créances sur la clientèle ». Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les agios sur les comptes courants débiteurs relatifs à des engagements classés parmi les classes B2, B3, B4 et B5 sont réservés et présentés, lors de l'arrêté, en déduction des comptes courants débiteurs.

Les agios sur créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

COMPTABILISATION DU PORTEFEUILLE-TITRES ET DES REVENUS Y AFFERENTS

Le portefeuille-titres consolidé est classé en deux catégories. Le portefeuille d'investissement et le portefeuille-titres commercial.

Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe mais non détenus à des fins de contrôle (titres de participation non consolidés).

Les titres à revenu fixe acquis par le groupe avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires)

Les titres représentant des participations financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées ainsi qu'il suit :

Titres de participation à caractère durable (non consolidés) :

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission. Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées à la date de transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste « Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par le groupe sont pris en compte en résultat dès leur encaissement.

Titres d'investissement

Les revenus des titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée par leur détention.

Titres représentant des participations-financement

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission. Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les opérations d'acquisition et de cession de titres de participation sont constatées à la date de transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les participations-financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus-values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus-values sont constatées en produits à mesure qu'elles sont courues, lorsque leur encaissement effectif est jugé raisonnablement sûr.

A défaut, elles sont constatées en bloc lors de la cession. Elles sont présentées au niveau de l'état de résultats sous l'intitulé « Revenus du portefeuille titres d'investissement ».

Portefeuille titres commercial :

Le portefeuille titres commercial consolidé se compose des titres à revenu fixe et/ou à revenu variable détenus à des fins de transaction ou de placement.

Les titres émis par l'Etat (bons de trésor) et acquis dans le cadre de l'activité d'intermédiation de la consolidante (titres acquis en vue de leur placement auprès de la clientèle) sont comptabilisés en titres de transaction. La partie des titres rétrocédée à la clientèle (autres que les filiales intégrées globalement) est présentée de façon compensée en déduction du poste « Titres de transaction ».

Conséquemment, les revenus afférents à ces titres et les charges relatives à leur rétrocession aux clients sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée, et sont présentées d'une manière compensée.

Les titres émis par les OPCVM intégrés globalement et détenus par les sociétés du groupe à des fins de placement figurent parmi les composantes du portefeuille commercial consolidé.

Le portefeuille-titres détenu par les OPCVM intégrés globalement figure aussi parmi les composantes du portefeuille commercial consolidé. Les frais d'acquisition de ces titres sont inscrits, pour la quote-part attribuable au groupe, en capitaux propres sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

Les titres cotés détenus par les OPCVM intégrés globalement sont évalués à la date d'arrêté par référence au cours moyen boursier du mois de décembre. Les différences d'estimation positives ou négatives dégagées par

rapport à la valeur d'entrée des mêmes titres est imputée directement en capitaux propres, pour la quote-part attribuable au groupe, sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

Les plus ou moins values réalisées sur cession des titres détenus par les OPCVM intégrés globalement sont portées, pour la quote-part revenant au groupe, sous l'intitulé « Autres capitaux propres consolidés ».

La quote-part revenant aux intérêts hors groupe dans les frais d'acquisition, les différences d'estimations et les résultats de cession des titres détenus par les OPCVM intégrés globalement est présentée distinctement des passifs et des capitaux propres sous l'intitulé « Intérêts des minoritaires ».

PROVISIONS POUR RISQUES SUR PRETS ET PARTICIPATIONS NON CONSOLIDEES

Provisions pour risques sur prêts

La provision pour risques sur prêts est déterminée conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui définit les classes de risque de la manière suivante :

A- Actifs courants

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier

B2- Actifs incertains

B3- Actifs préoccupants

B4- Actifs compromis

B5- Actifs en contentieux

Le taux de provisionnement retenu par la Banque consolidante correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n° 91-24, appliqué à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provisions par classe de risque appliqués sont les suivants :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%
B5- Actifs en contentieux	100%

Provisions sur participations non consolidées :

A la date d'arrêté, les titres de participation non consolidés sont évalués à leur valeur d'usage et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable. Cette valeur tient compte de :

La valeur boursière de l'action pour les titres cotés.

La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les autres titres.

COMPTABILISATION DES DEPOTS DE LA CLIENTELE ET DES CHARGES Y AFFERENTES

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectué par la clientèle, et ce conformément à la circulaire BCT n° 91-22.

Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêté.

VALEURS IMMOBILISEES :

Les immobilisations sont comptabilisées, à la date d'entrée, au coût d'acquisition historique incluant le prix d'achat hors taxes, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs hors taxes déductibles.

Les immobilisations sont amorties, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative.

Les taux d'amortissement appliqués par le groupe se détaillent comme suit :

Immeubles	2-5%
Matériel de transport	20%
Mobilier et matériel de Bureau	10-15%
Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	10%
Matériel informatique	15%
Logiciels informatiques	33%
Agencement, aménagement et installations	10%

Les circonstances spécifiques dans lesquelles le matériel informatique détenu par certaines filiales intégrées globalement est utilisé ont nécessité le recours au mode dégressif par l'application au taux linéaire d'un coefficient de dégressivité de 2,5.

IMPOTS SUR LE RESULTAT

Impôts courants

Les sociétés du groupe BNA sont soumises à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux en vigueur dans chaque secteur d'activité.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporelle est identifiée entre valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et bases fiscales respectives lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôts. Les impôts différés sont calculés sur la base du taux d'impôt voté ou quasi-voté qui devrait être en vigueur au moment où la différence temporelle s'inversera. Lors d'un changement de taux d'imposition, l'effet correspondant est enregistré au compte de résultat dans la rubrique « Charge fiscale différée ». Les actifs d'impôt différé nets ne sont pris en compte que s'il est probable que la société consolidée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale et ne font l'objet d'aucune actualisation.

Pour l'exercice 2007 et au-delà, les **taux d'imposition effectifs** retenus pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés consolidées se présentent par entité comme suit :

	Taux nominal	Taux effectif
Etablissements de crédit		
Banque Nationale Agricole	35%	20%
Autres		
BNA Capitaux	30%	30%
SOFINREC	35%	35%
SIACR INVEST	35%	0%
SIP SICAR	35%	0%
SOIVM SICAF	35%	35%
SICAF Participations	35%	35%
SICAV BNA	0%	0%
Placement Obligataire SICAV	0%	0%
Promotion immobilière		
SIMPAR	30%	20%
ESSOUKNA	30%	20%
SIVIA	30%	30%
SPI MADINA	30%	30%
LES ŒILLETES	30%	30%
Agriculture		
Société Agricole IFRIKIA	10%	10%
Services Informatiques		
Tunisie Informatique Services	30%	30%
Autres activités		
SOGEST	30%	30%
AGROSERVICES	30%	30%
ZIED SARL	30%	30%

INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe est géré essentiellement en quatre pôles d'activités :

Les services financiers : Ce pôle regroupe les entités qui ont le statut d'établissement de crédit ainsi que les entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement direct des activités des établissements de crédit ou relève des services auxiliaires de celles-ci (Intermédiation en bourse, recouvrement de créances, capital-risque, gestion de portefeuille,...)

La promotion immobilière : Ce pôle regroupe les entités agréées dans le cadre de la loi n° 90-17 du 26 février 1990 pour exercer à titre professionnel des opérations de lotissement, et d'aménagement de terrains destinés principalement à l'habitation ainsi que la construction ou la rénovation d'immeubles collectifs ou semi-collectifs à usage d'habitation, commercial, professionnel ou administratif.

L'agriculture : Ce pôle regroupe les entités impliquées dans l'utilisation des ressources naturelles disponibles en vue d'augmenter la production agricole.

Les services informatiques : Ce pôle regroupe les entités spécialisées dans la maintenance et la commercialisation des équipements et des logiciels informatiques

L'information sectorielle est uniquement déclinée par secteur d'activité faute d'identification de secteurs géographiques engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et exposés à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité opérant dans d'autres environnements économiques.

Les résultats sectoriels sont présentés en tenant compte de l'effet des transactions internes au Groupe tandis que les actifs et passifs sectoriels sont présentés après élimination de l'effet des transactions interne au groupe.

NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend 23 sociétés au 31 décembre 2007 :

19 sociétés intégrées globalement ;

4 sociétés mises en équivalence.

Les principales modifications apportées au périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2007 par rapport au périmètre en vigueur pour l'arrêté du 31 décembre 2006 sont les suivantes : (voir Note 1)

Société	Entrée	Sortie	Nature	Observations
GENERALE DES VENTES	X	-	Entreprise associée	Structure destinée à accueillir certains actifs cédés par la société « STIA » dans le cadre de la privatisation de cette dernière.
MAGASIN GENERAL	-	X	Entreprise associée	Cession totale de la participation

Les états financiers consolidés du groupe BNA arrêtés au 31 décembre 2007, ont été préparés à partir d'états financiers individuels non audités de la société agricole IFRIKIA. Cette société a fourni le rapport du commissaire aux comptes sur les états financiers arrêtés au 31 août 2007.

Les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation, le pourcentage de contrôle, et le pourcentage d'intérêt revenant au groupe se présentent comme suit :

	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Etablissements de crédit			
Banque Nationale Agricole	IG	100,00%	97,97%
Services financiers			
BNA Capitaux	IG	100,00%	97,41%
SOFINREC	IG	100,00%	95,84%
SIACR INVEST	IG	49,13%	41,30%
SIP SICAR	IG	100,00%	35,54%
SOIVM SICAF	IG	87,50%	64,69%
SICAF Participations	IG	100,00%	97,97%
SICAV BNA	IG	22,87%	20,19%
Placement Obligataire SICAV	IG	0,10%	0,07%
TUNIS-RE	ME	26,22%	22,18%
Promotion immobilière			
SIMPAR	IG	42,08%	33,47%
ESSOUKNA	IG	70,56%	23,72%
SIVIA	IG	99,99%	42,01%
SPI MADINA	IG	99,99%	40,86%
LES ŒILLETES	IG	100,00%	52,36%
Agriculture			
Société Agricole IFRIKIA	IG	100,00%	38,09%
Services Informatiques			
Tunisie Informatique Services	IG	68,00%	43,60%
Autres activités			
SOGEST	IG	94,74%	44,61%
AGROSERVICES	IG	29,90%	29,29%
ZIED SARL	IG	100,00%	32,10%
GENERALE DES VENTES	ME	50,00%	48,98%
STIA	ME	49,99%	48,98%
SAHRA PALACE	ME	27,08%	26,53%

IG: Intégration globale

ME: Mise en équivalence

NOTE 3 – CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
A-Créances sur les établissements bancaires	198 921	174 996
Comptes à vue	27 583	13 911
Prêts au jour le jour	169 970	159 181
Prêts à terme	-	1 031
Intérêts à recevoir	1 368	873
B-Créances sur les établissements financiers	-	5 644
Prêts à terme	-	5 644
Total	198 921	180 640

NOTE 4 – CREANCES SUR LA CLIENTELE

La composition et l'évolution de l'encours net des Créances sur la clientèle au 31 décembre 2007 se détaillent comparativement comme suit :

En milliers de dinars	Encours brut	Créances rattachées	Produits perçus d'avance	Provisions	Agios réservés	Encours net
Engagements agricoles	<u>592 786</u>	<u>273 960</u>	<u>(1 314)</u>	-	<u>(269 592)</u>	<u>595 840</u>
Comptes débiteurs	15 210	-	-	-	-	15 210
Autres concours à la clientèle	276 979	42 933	(1 314)	-	(40 536)	278 062
Crédits sur ressources spéciales	300 597	231 027	-	-	(229 056)	302 568
Engagements commerciaux et industriels	<u>3 415 281</u>	<u>61 730</u>	<u>(18 619)</u>	-	<u>(78 683)</u>	<u>3 379 709</u>
Comptes débiteurs	550 689	17 376	-	-	(26 587)	541 478
Autres concours à la clientèle	2 625 137	33 045	(18 619)	-	(43 213)	2 596 350
Crédits sur ressources spéciales	239 455	11 309	-	-	(8 883)	241 881
Comptes courants associés	<u>426</u>	-	-	-	-	<u>426</u>
Créances / fonds propres prises en charge par l'état	<u>29 434</u>	-	-	-	-	<u>29 434</u>
Coût amorti des créances bancaires détenues par des SRC	-	-	-	-	-	<u>55 007</u>
Provisions	-	-	-	<u>(245 076)</u>	-	<u>(245 076)</u>
Total au 31 Décembre 2007	4 037 927	335 690	(19 933)	(245 076)	(348 275)	3 815 340
Total au 31 Décembre 2006						3 274 345

NOTE 5 – PORTEFEUILLE COMMERCIAL

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007			2 006	
	Valeur brute	Créances et dettes rattachées	Provisions	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres à revenu variable					
Actions cotées	6 033	-	(263)	5 771	4 349
Actions non cotés	5	-	-	5	-
Parts OPCVM	35 321	-	-	35 321	28 456
Total des titres à revenu variable	41 360	-	(263)	41 097	32 805
Titres à revenu fixe					
Effets publics & valeurs assimilées	481 663	(4 702)	-	476 961	412 968
Obligations	62 657	1 872	-	64 529	58 599
Billets de trésorerie	33 825	872	-	34 698	34 588
Total des titres à revenu fixe	578 146	(1 958)	-	576 188	506 156
Total	619 505	(1 958)	(263)	617 285	538 960

NOTE 6 – PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

La valeur du portefeuille-titres d'investissement est passée de 292.926 KDT au 31/12/2006 à 278.208 KDT au 31/12/2007. Cette évolution se détaille comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007				2 006	
	Valeur brute	Créances rattachées	Provisions	Intérêts réservés	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres d'investissement	2 200	106	-	-	2 306	6 349
Participations-financement (Titres en rétrocession)	45 224	541	(10 418)	(517)	34 830	35 810
Parts dans les entreprises liées non consolidées	10 807	-	(8 114)	-	2 693	5 342
Titres de participation	56 066	-	(4 123)	-	51 943	47 760
Créances prises en charge par l'Etat	186 406	31	-	-	186 437	197 664
Total	300 703	678	(22 655)	(517)	278 208	292 926

NOTE 7 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE

La valeur d'équivalence des titres émis par des entreprises associées, s'élève à 16.943 KDT au 31/12/2007 contre 18.997 KDT au 31/12/2006. Le détail de ce poste se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007						2 006	
	Quote-part dans les capitaux achetés	Goodwill net	Goodwill négatif net	Quote-part dans les réserves	Quote part dans les résultats	Valeur de consolidation des titres cédés	Valeur d'équivalence	Valeur d'équivalence
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(1)+(2)+(3) +(4)+(5)+(6)	
TUNIS-RE	10 302	-	(75)	1 070	1 652	-	12 948	11 916
SOCIETE MAGASIN GENERAL	1 710	-	-	4 727	(366)	(6 071)	-	6 731
GENERALE DES VENTES	2 000	-	-	-	-	-	2 000	-
STIA	5 004	1	-	344	(3 354)	-	1 994	350
SAHRA PALACE	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	19 015	1	(75)	6 141	(2 068)	(6 071)	16 943	18 997

NOTE 8 – AUTRES ACTIFS

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
Comptes d'attente & de régularisation	126 635	116 467
Actifs d'impôts exigibles	2 579	2 282
Actifs d'impôts différés	15 950	8 817
Stocks des activités de transformation	86 468	75 175
Autres	44 160	34 984
Total	275 792	237 725

NOTE 9 – AUTRES PASSIFS

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
Provisions pour passifs et charges	5 486	3 141
Comptes d'attente & de régularisation	153 632	153 130
Passifs d'impôts exigibles	1 711	1 066
Passifs d'impôts différés	9 838	1 812
Autres	49 769	41 761
Total	220 436	200 910

NOTE 10 – ACTIONS PROPRES ET D'AUTOCONTROLE

Figure sous cet intitulé, la contrepartie versée par la Banque mère et par ses filiales pour l'acquisition et la détention des actions émises par La Banque Nationale Agricole « BNA ».

Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat ou de la vente, de ces actions. La contrepartie reçue au titre de la cession de ces actions, ainsi que les dividendes perçus sont constatés directement en capitaux propres sous l'intitulé « Actions propres et d'autocontrôle ».

Cette rubrique totalisant au 31/12/2007 5.935 KDT contre 7.582 KDT au 31/12/2006 se décompose comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
Actions propres détenues par la BNA	3 446	3 596
Actions d'auto-contrôle détenues par les filiales	6 444	6 532
± Value sur actions propres et d'auto-contrôle	114	1 471
Dividendes sur actions propres et d'auto-contrôle	(357)	(363)
Part des minoritaires	(3 712)	(3 654)
Total	5 935	7 582

NOTE 11 – RESERVES CONSOLIDEES

Les réserves consolidées correspondent aux résultats accumulés par la Banque consolidante dans les entités incluses dans le périmètre depuis la prise de contrôle ou de l'influence notable jusqu'à la date de clôture de l'exercice précédant celui objet de la publication.

Les réserves consolidées s'élèvent au 31/12/2007 à 139.168 KDT contre 136.820 KDT au 31/12/2006. Leur détail peut être présenté comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
A- Contribution de la BNA (mère consolidante)	<u>120 334</u>	<u>121 080</u>
B- Contribution des filiales	<u>18 835</u>	<u>15 740</u>
Contribution positive	20 402	17 212
Contribution négative	(1 567)	(1 472)
Total	139 168	136 820

NOTE 12 – AUTRES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Cette rubrique, totalisant au 31/12/2007 130.346 KDT contre 130.518 KDT au 31/12/2006, se décompose comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
Dotation Etat BNA (133 mDT)	133 000	133 000
Subventions d'investissement	-	38
Plus ou moins values potentielles sur titres détenus par des OPCVM	(285)	231
Plus ou moins values réalisées sur titres détenus par des OPCVM	289	200
Frais de négociation des OPCVM	(4)	(4)
Part des minoritaires	(2 654)	(2 946)
Total	130 346	130 518

NOTE 13 – RESULTAT DE L'EXERCICE, PART DU GROUPE

L'exercice clos le 31/12/2007 s'est soldé par un résultat consolidé positif de 25.704 KDT contre un résultat de même nature de 11.039 KDT au 31/12/2006. La contribution des entités retenues dans le périmètre au résultat consolidé peut être détaillée comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
A- Contribution de la BNA (mère consolidante)	<u>21 114</u>	<u>7 146</u>
B- Contribution des filiales	<u>4 591</u>	<u>3 893</u>
Contribution positive	4 704	4 382
Contribution négative	(113)	(489)
<i>Total</i>	25 704	11 039

NOTE 14 – IMPOT SUR LE RESULTAT

Le détail de cette rubrique se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
Charge fiscale courante (impôts exigibles)	6 193	6 394
Charge fiscale différée	4 174	1 418
Produits d'impôts différés	(3 529)	(3 176)
<i>Total de la charge d'impôt</i>	6 837	4 637

NOTE 15 – INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle sur les pôles d'activités retenus se présente comme suit pour les exercices clos le 31/12/2007 et le 31/12/2006 :

	Services financiers		Promotion immobilière		Agriculture		Services informatiques		Autres activités		Eliminations entre secteurs		Consolidé	
	2 007	2 006	2 007	2 006	2 007	2 006	2 007	2 006	2 007	2 006	2 007	2 006	2 007	2 006
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES														
Produits externes														
<i>Produits concourant à la formation du PNB</i>	345 194	310 095	-	-	-	-	-	-	-	-				
<i>Produits ne concourant pas à la formation du PNB</i>	-	-	48 655	39 146	46	62	1 103	935	2 110	1 484				
Produits provenant de transactions avec d'autres secteurs	5 554	5 213	37	182	-	-	1 430	1 739	819	652	(7 839)	(7 787)		
Total	350 748	315 309	48 692	39 328	46	62	2 533	2 674	2 929	2 135	(7 839)	(7 787)	397 109	351 723
2. RESULTAT														
Résultat sectoriel	<u>43 955</u>	<u>27 450</u>	<u>8 712</u>	<u>6 911</u>	<u>16</u>	<u>(29)</u>	<u>147</u>	<u>90</u>	<u>54</u>	<u>(41)</u>	<u>(5 577)</u>	<u>(5 885)</u>	47 307	28 495
Charges non affectées													(239)	(71)
Résultat opérationnel													47 067	28 424
Charges financières des secteurs non financiers													(176)	(335)
Produits des placements des secteurs non financiers													294	1 230
Part du résultat net dans les entreprises associées	(2 353)	(2 757)	285	153	-	-	-	-	-	-			(2 068)	(2 604)
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires													1 623	505
Impôt sur le résultat													(6 837)	(4 637)
Résultat net de l'exercice													39 903	22 585
AUTRES INFORMATIONS														
Actifs sectoriels	5 182 981	4 597 764	90 446	78 868	-	1 071	1 264	393	1 868	1 421			5 276 559	4 679 517
Participation dans des entreprises associées mises en équivalence	14 592	16 818	2 351	2 178	-	-	-	-	-	-			16 943	18 997
Passifs sectoriels	4 607 595	4 090 195	11 367	8 822	66	16	1 547	667	869	575			4 621 444	4 100 275
Dotations aux amortissements	4 701	4 632	295	287	9	30	-	28	68	69			5 073	5 045

NOTE 16 – LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités consolidés s'élèvent au 31/12/2007 à 358.316 KDT contre 609.431 KDT au 31/12/2006 soit une variation nette négative de 251.115 KDT expliquée dans l'état des flux de trésorerie consolidé.

Le détail des composantes des liquidités et équivalents de liquidités se présente comparativement comme suit :

En milliers de dinars, au 31 décembre	2 007	2 006
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	64 718	133 767
Banques et organismes spécialisés	(2 734)	(9 120)
Placements / Emprunts sur Marché Monétaire	(97 234)	113 315
Bons de trésor	372 616	331 262
Billets de trésorerie	20 950	40 207
<i>Total</i>	358 316	609 431

4.4.6. Rapports des commissaires aux comptes relatifs aux états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2007



Société inscrite au Tableau de l'OECT
Membre du réseau DFK International
92, Avenue Abdelaziz Thaalbi 1004 El Menzah 9 A-Tunis
Tél. : 00 216 71 880 933 – 00 216 71 887 294
Fax. : 00 216 71 872 115
E-mail : cmc@hexabyte.tn



LA GÉNÉRALE
D'AUDIT & CONSEIL

Société inscrite au Tableau de l'OECT
Membre de CPA International
9, Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis – Tunisie
Tél. : 00 216 71 282 730
Fax. : 00 216 71 289 827
E-mail : gac.audit@gnet.tn

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » ARRETES AU 31 DECEMBRE 2007

En exécution de la mission d'audit des états financiers consolidés du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE », nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés de la « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007, tels qu'ils sont annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications spécifiques prévues par la Loi et les Normes Professionnelles.

I - Opinion des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés

Nous avons audité les états financiers consolidés ci-joints du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » comprenant le bilan, l'état de résultat, l'état des engagements hors bilan, l'état des flux de trésorerie et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives pour l'exercice couvrant la période allant du 1er Janvier 2007 au 31 Décembre 2007.

Ces états ont été arrêtés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de la banque. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies

significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les travaux que nous avons accomplis, dans ce cadre, constituent une base raisonnable pour supporter l'expression de notre opinion.

Sur la base des diligences accomplies et à notre avis, les états financiers consolidés du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, ainsi que les résultats des opérations et les flux de trésorerie de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation pour l'exercice clos le 31 Décembre 2007 conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II - Vérifications spécifiques

Nous avons procédé à l'examen et aux vérifications spécifiques prévues par la Loi, conformément aux normes d'audit applicables en Tunisie.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé ou pris connaissance d'incohérences significatives dans les informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice, pouvant contredire les états financiers consolidés du Groupe « BANQUE NATIONALE AGRICOLE » arrêtés au 31 Décembre 2007.

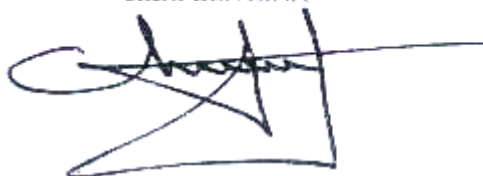
Dans le cadre de notre audit et en application de l'article 3 (Nouveau) de la Loi n° 94-117, portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par les textes subséquents, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers de la société mère. Il nous a été permis, à travers cet examen, de déceler certaines insuffisances au niveau du système d'information et de contrôle interne de la banque.

En outre, la banque a procédé, au cours des exercices antérieurs au rachat d'une partie de ses actions propres à travers les fonds donnés en gestion pour un montant net s'élevant, au 31 Décembre 2007, à 3 048 mDT. Cette situation est en cours de régularisation, conformément à l'article 19 de Loi n°99-92 du 17 Août 1999 relative à la relance du marché financier.

Tunis, le 15 Mai 2008

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/CMC – DFK International
Chérif BEN ZINA



P/GAC – CPA Associates
Chiheb GHANMI



4.5. Renseignements sur les états financiers intermédiaires au 30 juin 2008

Retraitements effectués au 30/06/2008 concernant les états financiers arrêtés au 30/06/2008 :

Certains postes des états financiers arrêtés au 30.06.2007 ont été retraités pour tenir compte des reclassements suivants :

(Unités = 1000 DT)

Libellés	Ancien poste	Nouveau poste	30.06.2007
<i>Billets de banques étrangers en cours d'affectation</i>	AC7A	AC1	0,018
<i>Recette sur ligne japonaise EXIM BANK</i>	AC3B	AC3C	90
<i>Compte inter contentieux</i>	AC7A	AC3B	47
<i>Commission à percevoir sur prêts FOPRODI & FONAPRA</i>	AC3B	AC7A	117
<i>Etat intérêt à percevoir sur dettes des entreprises publiques</i>	AC3C	AC5	123
<i>Avances au personnel d'exploitation</i>	AC7A	AC7B	1
<i>Intérêt à servir sur emprunt BNA</i>	PA5B	PA4A	193
<i>Compensation virements reçus</i>	AC7A	PA5B	9
<i>Prélèvements reçus à compenser</i>	AC7A	PA5B	42 686
<i>Effets de transactions escomptées à télécompenser à régulariser</i>	AC3B	AC7A	4 165
<i>Effets de transactions escomptées à télé compenser BNA/BNA à régulariser</i>	AC3B	AC7A	3 689

4.5.1. Bilan arrêté au 30 juin 2008

(en mD)	Notes	30/06/2008	30/06/2007*	31/12/2007
ACTIF				
1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	4.1.1	76 440	51 637	70 004
2- Créances sur les établissements bancaires & financiers	4.1.2	267 659	180 990	198 391
3- Créances sur la clientèle	4.1.3	3 947 413	3 462 406	3 881 073
<i>a- Comptes débiteurs</i>		484 334	452 116	566 346
<i>b- Autres concours à la clientèle</i>		2 877 072	2 464 858	2 740 844
<i>c- Crédits sur ressources spéciales</i>		557 775	516 947	544 449
<i>d- Créances agricoles sur l'Etat</i>		28 232	28 485	29 434
4- Portefeuille titres commercial	4.1.4	345 701	421 123	384 390
5- Portefeuille d'investissement	4.1.5	316 044	321 261	306 309
6- Valeurs immobilisées	4.1.6	48 561	53 761	48 547
7- Autres actifs	4.1.7	109 280	124 939	162 946
<i>a- Comptes d'attente & de régularisation</i>		72 805	90 689	126 762
<i>b- Autres</i>		36 475	34 250	36 184
TOTAL ACTIF		5 111 098	4 616 117	5 051 660
PASSIF				
1- Banque Centrale et CCP		1 586	5	5 293
2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers	4.1.8	103 942	51 064	234 775
3- Dépôts & avoirs de la clientèle	4.1.9	3 852 278	3 429 171	3 630 123
<i>a- Dépôts à vue</i>		890 384	825 688	872 315
<i>b- Autres dépôts & avoirs</i>		2 961 894	2 603 483	2 757 808
4- Emprunts et ressources spéciales	4.1.10	575 999	594 748	609 723
<i>a- Emprunts matérialisés</i>		32 953	54 531	43 742
<i>c- Ressources spéciales</i>		543 046	540 217	565 981
5- Autres passifs	4.1.11	182 773	172 669	184 890
<i>a- Provisions pour passif et charges</i>		4 439	2 230	4 439
<i>b- Comptes d'attente & de régularisation</i>		152 438	149 386	151 665
<i>c- Autres</i>		25 896	21 053	28 786
TOTAL PASSIF		4 716 578	4 247 657	4 664 804
CAPITAUX PROPRES				
1- Capital	4.1.12	100 000	100 000	100 000
2- Réserves	4.1.12	149 587	128 700	129 077
3- Actions propres	4.1.13	-3 448	-3 283	-3 446
4- Autres capitaux propres	4.1.12	133 000	133 000	133 000
5- Résultats reportés	4.1.12	100	11	119
6- Résultat de l'exercice	4.1.12	15 281	10 032	28 106
TOTAL CAPITAUX PROPRES		394 520	368 460	386 856
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		5 111 098	4 616 117	5 051 660

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.5.2. Etat des engagements hors bilan arrêté au 30 juin 2008

(en mD)	Notes	30/06/2008	30/06/2007*	31/12/2007
<u>PASSIFS EVENTUELS</u>				
Cautions, avals et autres garanties données	4.2.1	703 811	671 503	660 603
<i>a- En faveur d'établissements bancaires</i>		88 815	56 911	67 972
<i>b- En faveur de la clientèle</i>		454 996	454 592	432 631
<i>c- En faveur de l'Etat</i>		160 000	160 000	160 000
Crédits documentaires		593 341	539 956	772 806
<i>Débiteurs par accréditifs export devises</i>		116 273	178 675	282 437
<i>Débiteurs par accréditifs import devises</i>		477 068	361 281	490 369
Actifs donnés en garantie		0	0	0
<u>TOTAL PASSIFS EVENTUELS</u>		1 297 152	1 211 459	1 433 409
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>				
Engagements de financement donnés		166 935	195 192	163 256
<i>Crédits notifiés non utilisés</i>		166 935	195 192	163 256
Engagements sur titres		2 585	4 198	2 537
<i>a- Participations non libérées</i>		245	388	388
<i>b- Autres</i>		2 340	3 810	2 149
<u>TOTAL PASSIFS EVENTUELS</u>		169 520	199 390	165 793
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>				
Engagements de financement reçus		25 709	62 124	27 514
Garanties reçues	4.2.2	479 008	427 520	479 008

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.5.3. Etat de résultat arrêté au 30 juin 2008

(en mD)	Notes	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Intérêts et revenus assimilés	4.3.1	136 741	118 494	261 264
<i>a- Opérations avec les établissements bancaires & financiers</i>		6 305	5 120	11 241
<i>b- Opérations avec la clientèle</i>		124 649	107 297	237 901
<i>c- Autres intérêts & revenus assimilés</i>		5 787	6 077	12 122
Commissions (en produits)	4.3.2	22 584	19 210	43 335
Gains sur portefeuille commercial et opé. financières	4.3.3	14 057	13 954	27 148
Revenus du portefeuille d'investissement	4.3.4	8 095	7 758	8 776
Total Produits d'exploitation bancaire		181 477	159 416	340 523
Intérêts encourus et charges assimilées	4.3.5	82 674	70 807	148 066
<i>a- Opérations avec les établissements bancaires & financiers</i>		4 237	1 580	3 385
<i>b- Opérations avec la clientèle</i>		68 376	58 633	123 770
<i>c- Emprunts & ressources spéciales</i>		7 920	8 257	16 272
<i>d- Autres intérêts & charges</i>		2 141	2 337	4 639
Commissions encourues		507	629	1 226
Total Charges d'exploitation bancaire		83 181	71 436	149 292
Produit Net Bancaire		98 296	87 980	191 231
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	4.3.6	-27 639	-27 403	-80 371
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	4.3.7	145	-768	20 890
Autres produits d'exploitation		304	283	502
Frais de personnel	4.3.8	-39 252	-36 878	-78 605
Charges générales d'exploitation		-10 786	-9 961	-20 946
Dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations		-2 390	-2 401	-4 851
Résultat d'exploitation		18 678	10 852	27 850
Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires		195	228	1 701
Impôt sur les bénéfices		-3 592	-1 048	-1 445
Résultat des activités ordinaires		15 281	10 032	28 106
Solde en gain/perte provenant des éléments extraordinaires				
Résultat net de l'exercice		15 281	10 032	28 106

4.5.4. Etat des flux de trésorerie arrêté au 30 juin 2008

(en mD)	Notes	30/06/2008	30/06/2007*	31/12/2007
ACTIVITES D'EXPLOITATION				
1- Produits d'exploitation bancaire encaissés		173 349	143 221	313 750
2- Charges d'exploitation bancaire décaissées		-82 276	-73 428	-154 859
3- Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		-14 901	-24 013	-22 037
4- Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		-89 878	-142 858	-616 466
5- Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle		220 419	131 863	335 353
6- Titres de placement		-6		-72
7- Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-46 186	-41 672	-83 549
8- Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		46 178	5 507	-24 225
9- Impôt sur les sociétés			-1 207	-3 309
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		206 699	-2 587	-255 414
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT				
1- Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		5 896	5 204	8 426
2- Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement		-7 391	-3 042	9 436
3- Acquisitions / cessions sur immobilisations		-2 256	-2 132	1 156
4- Plus values sur titres de participations				26 589
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		-3 751	30	45 607
ACTIVITES DE FINANCEMENT				
1- Actions propres		-2	179	24
2- Emission d'emprunts		0	0	0
3- Remboursement d'emprunts		-10 789	-10 789	-21 578
4- Augmentation / diminution des ressources spéciales		-22 424	-20 440	5 519
5- Dividendes versés		-7 951	-7 965	-7 902
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		-41 166	-39 015	-23 937
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		161 782	-41 572	-233 744
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		333 857	567 601	567 601
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	4.4.1	495 639	526 029	333 857

*Retraité pour les besoins de la comparabilité

4.5.5. Notes aux états financiers semestriels arrêtés au 30 juin 2008

1. Présentation de la banque

La Banque Nationale Agricole est une société anonyme au capital de 100 millions de dinars. Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 Mai 2007, les actionnaires de la Banque ont décidé de réduire la valeur nominale de l'action de 10 DT à 5 DT. Le capital est désormais composé de 20.000.000 actions, de 5 DT chacune, admises à la cote permanente de la bourse des valeurs mobilières de Tunis.

Le siège social de la Banque est sis à l'avenue Hédi Nouira TUNIS. Elle est dirigée par un conseil d'administration.

Le réseau de la banque est composé de 15 directions régionales, 3 succursales et 143 agences.

La BNA finance, outre les différents autres secteurs économiques, la quasi-totalité des besoins du secteur agricole en crédits.

La banque est soumise au régime fiscal de droit commun.

2. Référentiel d'élaboration des états financiers

Les états financiers de la Banque Nationale Agricole sont établis conformément aux dispositions prévues par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises, aux dispositions du décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et aux dispositions des normes comptables tunisiennes publiées par arrêtés du ministre des finances en application de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 et notamment les normes comptables sectorielles n° 21 à 25 publiées par l'arrêté du ministre des finances du 25 mars 1999.

3. Bases de mesure et principes comptables appliqués

Les états financiers sont élaborés en appliquant les principes et conventions comptables prévus par le décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité et des principes comptables prévus par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1. Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1. Les engagements hors bilan

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long terme sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des déblocages, pour leur valeur nominale.

3.1.2. Les créances sur la clientèle

Les prêts et avances sont enregistrés à l'actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d'avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentés à l'actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d'avance et non encore courus.

Les créances de la banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

Les engagements supérieurs à 50mDT font l'objet d'une évaluation au cas par cas. Les provisions constituées sur ces engagements sont déterminées en tenant compte des garanties admises ainsi que des agios et intérêts réservés.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue conformément aux taux ci-après :

Classe	Taux de la provision
0 & 1	0
2	20%
3	50%
4	100%

Les provisions requises sur les engagements inférieurs à 50mDT sont estimées selon une méthode d'extrapolation en fonction du taux de provisionnement des engagements supérieurs à 50mDT.

3.1.3. Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissés ainsi que les produits courus et non échus, dont l'encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n'est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en intérêts et agios réservés et présentés en soustraction du poste « Créances sur la clientèle ». Ils ne sont constatés en produits que lors de leur encaissement effectif et sont rattachés au résultat de l'exercice d'encaissement.

3.2. Comptabilisation du portefeuille titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la banque est classé en deux catégories : le portefeuille titres commercial et le portefeuille titres d'investissement.

3.2.1. Portefeuille titres commercial et revenus y afférents

Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l'intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

Les titres de placement sont évalués à la fin de l'exercice à leur valeur boursière, la moins value latente fait l'objet de provisions. Les bons de trésor sont évalués à leur coût amorti.

Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.2.2. Portefeuille titres d'investissement et revenus y afférents

Le portefeuille titres d'investissement comprend les titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque.

Sont classés sous cette rubrique :

- Les titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées.
- Les titres à revenu fixe acquis par la banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance.
- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l'Etat Tunisien.
- Les montants placés en fonds gérés chez la société SICAR INVEST.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur prix d'émission.

Les titres sont comptabilisés aux prix d'acquisition tous frais et charges exclus à l'exception des frais d'étude et de conseil engagés par la banque à l'occasion de l'acquisition. L'acquisition et la cession des titres sont constatées à la date de transfert de propriété des titres, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les dividendes encaissés, les plus values de cession réalisées, les revenus sur fonds gérés et les revenus des emprunts obligataires sont présentés dans le poste «revenus du portefeuille d'investissement» au niveau de l'état de résultat.

Les dividendes non encore encaissés, mais ayant fait l'objet d'une décision de distribution, ainsi que les produits sur fonds gérés et emprunts obligataires courus sont également constatés parmi les «revenus du portefeuille d'investissement».

Le portefeuille titres d'investissement fait l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur d'usage des titres à la valeur comptable. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

La valeur d'usage des titres est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres cotés ;
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les titres non cotés.

Les fonds gérés par la SICAR sont constitués des participations effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession. Ces titres sont évalués à la date de clôture par référence à la valeur mathématique de la participation dans les fonds propres de l'entreprise émettrice des titres et compte tenu des perspectives de recouvrement. Les provisions sont déterminées en appliquant, en fonction de la durée de l'impayé, un coefficient de pondération au risque résiduel calculé en fonction de la valeur mathématique comptable et des garanties reçus. Les coefficients de provisionnement se présentent comme suit :

- 20% lorsque le retard de paiement dépasse les 3 mois sans excéder les 6 mois ;
- 50% lorsque le retard de paiement dépasse les 6 mois sans excéder les 12 mois ;
- 100% lorsque le retard de paiement dépasse les 12 mois.

3.3. Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- dépôts à vue et comptes d'épargne dont les charges d'intérêts sont calculées et constatées trimestriellement
- placements à terme de la clientèle, qu'ils soient post comptés ou pré comptés dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.4. Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférentes

Les lignes de crédits extérieurs sont constatées en hors bilan lors de la signature des conventions, puis constatées au passif, converties au cours de change à la date du déblocage, au fur et à mesure des appels de fonds.

Les intérêts sur les emprunts sont constatés en charges de l'exercice au fur et à mesure qu'ils sont courus.

Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par une police d'assurance contractée auprès de la compagnie « TUNIS RE ».

3.5. Rachat des actions propres

Conformément à la norme comptable NC 02 relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées en soustraction des capitaux propres. Ces actions sont celles achetées directement par la banque ou à travers les fonds gérés déposés auprès de la société « SICAR INVEST ».

- Les plus ou moins values réalisées sur les actions propres rachetées sont imputées directement sur les capitaux propres.
- Les dividendes perçus sur les actions propres sont portés au compte « Résultats reportés ».

3.6. Engagements sur titres

Les bons de trésor cédés à la clientèle étaient présentés dans le poste HB5-b « Autres engagements sur titres ». En absence d'un engagement ferme de rachat, la banque ne présente plus ce montant parmi ses engagements hors bilan.

3.7. Reclassements au niveau de certains postes des états financiers

Certains postes des états financiers arrêtés au 30.06.2007 ont été retraités pour tenir compte des reclassements suivants :

(Unités = 1000 DT)

Libellés	Ancien poste	Nouveau poste	30.06.2007
<i>Billets de banques étrangers en cours d'affectation</i>	AC7A	AC1	0,018
<i>Recette sur ligne japonaise EXIM BANK</i>	AC3B	AC3C	90
<i>Compte inter contentieux</i>	AC7A	AC3B	47
<i>Commission à percevoir sur prêts FOPRODI & FONAPRA</i>	AC3B	AC7A	117
<i>Etat intérêt à percevoir sur dettes des entreprises publiques</i>	AC3C	AC5	123
<i>Avances au personnel d'exploitation</i>	AC7A	AC7B	1
<i>Intérêt à servir sur emprunt BNA</i>	PA5B	PA4A	193
<i>Compensation virements reçus</i>	AC7A	PA5B	9
<i>Prélèvements reçus à compenser</i>	AC7A	PA5B	42 686
<i>Effets de transactions escomptées à télé compenser à régulariser</i>	AC3B	AC7A	4 165
<i>Effets de transactions escomptées à télé compenser BNA/BNA à régulariser</i>	AC3B	AC7A	3 689

4. Notes sur les postes des états financiers

4.1- Notes sur les postes du bilan :

4.1.1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 76 440 mDT au 30.06.2008 contre 51 637 mDT au 30.06.2007, soit une augmentation de 24 803 mDT due essentiellement à la hausse des avoirs en caisse et auprès de la BCT en dinars.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
<i>Avoirs en caisse en dinars</i>	35 439	21 136	38 053
<i>Avoirs en caisse en devises</i>	11 875	9 181	13 122
<i>Avoirs auprès de la BCT en dinars</i>	28 679	16 243	13 433
<i>Avoirs auprès de la BCT en devises</i>	447	4 872	3 550
<i>Avoirs auprès du CCP</i>	-	205	1 846
<i>Chèques TGT</i>	-	-	-
TOTAL	76 440	51 637	70 004

4.1.2- Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers sont passées de 180 990 mDT au 30.06.2007 à 267 659 mDT au 30.06.2008, soit une hausse de 86 669 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste ainsi que leurs soldes se détaillent comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
a - Créances sur les établissements bancaires	265 353	175 938	198 391
* Comptes à vue	26 268	14 061	27 053
* Prêts sur le marché monétaire dinars	48 418	59 750	49 084
* Prêts sur le marché monétaire devises	189 242	99 887	120 886
* Prêts syndiqués	-	515	-
* Intérêts à percevoir	1 425	1 725	1 368
b - Créances sur les établissements financiers	2 306	5 052	-
* Comptes à vue	2 306	5 052	-
TOTAL	267 659	180 990	198 391

4.1.3- Créances sur la clientèle

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 30.06.2008 à 3 947 413 mDT contre 3 462 406 mDT au 30.06.2007, enregistrant une augmentation de 485 007 mDT, soit un taux d'accroissement de 14%. La structure de ces créances par nature se présente comme suit :

	Encours brut en principal	Impayés en intérêt et créances rattachées	Produits constatés d'avance	Provisions	Intérêts et agios réservés	Encours net
Engagements agricoles	622 505	279 510	-431	-	-272 468	629 116
Comptes débiteurs	16 407	-	-	-		16 407
Autres concours à la clientèle	304 709	41 818	-431	-	-37 591	308 505
Crédits sur ressources spéciales	301 389	237 692	-	-	-234 877	304 204
Engagements commerciaux et industriels	3 597 514	67 575	-13 109	-	-90 118	3 561 862
Comptes débiteurs	482 290	14 358	-	-	-28 721	467 927
Autres concours à la clientèle	2 863 788	40 534	-13 109	-	-50 849	2 840 364
Crédits sur ressources spéciales	251 436	12 683	-	-	-10 548	253 571
Comptes courants associés	279	-	-	-	-	279
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	28 232	-	-	-	-	28 232
Provisions	-	-	-	-272 076	-	-272 076
TOTAL au 30.06.2008	4 248 530	347 085	-13 540	-272 076	-362 586	3 947 413
TOTAL au 30.06.2007	3 712 212	317 836	-18 670	-218 549	-330 423	3 462 406
TOTAL au 31.12.2007	4 158 164	336 193	-19 933	-245 076	-348 275	3 881 073

Les dotations aux provisions sur les créances constituées au titre du premier semestre 2008 se sont élevées à 27 639 mDT contre 27 403 mDT durant le premier semestre 2007.

4.1.4- Portefeuille titres commercial

L'encours total du portefeuille titres commercial de la banque a atteint 345 701 mDT au 30.06.2008 contre 421 123 mDT au 30.06.2007, soit une diminution de 75 422 mDT qui s'explique essentiellement par la régression des bons de trésor détenus par la banque qui sont passés de 429 071 mDT au 30.06.2007 à 358 211 mDT au 30.06.2008.

Le portefeuille titres commercial détenu par la banque se détaille comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Titres à revenu variable	446	358	440
<i>Titres cotés</i>	503	426	497
<i>Titres non cotés</i>	-	-	-
<i>Provisions sur titres</i>	-57	-68	-57
Titres à revenu fixe	345 255	420 765	383 950
<i>Bons du trésor</i>	358 211	429 071	393 198
<i>Créances et dettes rattachées</i>	-12 956	-8 306	-9 248
Total Net	345 701	421 123	384 390

4.1.5- Portefeuille titres d'investissement

Les titres d'investissement de la banque ont totalisé 316 044 mDT au 30.06.2008 contre 321 261 mDT au 30.06.2007.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit :

	Titres de participation	Autres Titres d'investissement	Fonds gérés	Dettes des Entreprises Publiques	Participation avec engagement de rétrocession	Agios réservés / portage	Total au 30/06/2008
Valeur brute au 30 Juin 2008	97 887	6 750	39 557	186 385	4 100	-339	334 340
<i>Valeur au 1er janvier</i>	97 525	2 200	37 057	186 436	4 100	-339	326 979
<i>Acquisitions/Souscription</i>	371	5 250	2 500	-	-	-	8 121
<i>Cessions</i>	-	-	-	-	-	-	-
<i>Remboursements</i>	-	-700	-	-51	-	-	-751
<i>Récupération souscription</i>	-9	-	-	-	-	-	-9
<i>Cession actions propres</i>	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	1 556	68	2 434	54	-	-	4 112
Provisions au 30 Juin 2008	-14 367	-	-6 725	-	-1 316	-	-22 408
<i>Provisions au 1er janvier</i>	-14 512	-	-6 725	-	-1 316	-	-22 553
<i>Dotations de l'exercice</i>	-222	-	-	-	-	-	-222
<i>Reprises de provisions</i>	367	-	-	-	-	-	367
Valeur nette au 30 Juin 2008	85 076	6 818	35 266	186 439	2 784	-339	316 044
Valeur nette au 30 Juin 2007	83 048	2 231	35 045	197 752	3 185	-	321 261
Valeur nette au 31 Décembre 2007	83 015	2 305	32 108	186 436	2 784	-339	306 309

Les autres titres d'investissement détenus par la banque sont composés des souscriptions en emprunts obligataires.

La répartition des titres de participation de la banque en titres cotés, titres non cotés et participations dans les OPCVM se présente comme suit :

	30.06.2008	30.06.2007	31/12/2007
<i>Titres cotés</i>	35 932	37 642	35 932
<i>Titres non cotés</i>	61 356	53 994	60 994
<i>Titres des OPCVM</i>	599	599	599
TOTAL	97 887	92 235	97 525

Les provisions sur les titres de participation sont passées de 14 512 mDT au 31.12.2007 à 14 367 mDT au 30.06.2008 suite à l'affectation durant le premier semestre 2008 d'une dotation supplémentaire de provisions de 222 mDT et la constatation de reprises de provision pour un montant de 367 mDT.

Les fonds gérés de la banque confiés à la société SICAR INVEST se détaillent au 30.06.2008 comme suit :

	Année d'affectation	Montant initial	Remboursements	Moins values / cession actions propres	Actions propres	Solde au 30.06.2008
<i>Fonds géré 1</i>	1997	4 500	-1 833	-187	-	2 480
<i>Fonds géré 2</i>	1997	2 057	-480	-239	-	1 338
<i>Fonds géré 3</i>	1998	5 550	-2 110	-1 170	-	2 270
<i>Fonds géré 4</i>	1999	7 350	-1 321	-	-	6 029
<i>Fonds géré 5</i>	2000	7 000	-1 008	-4	-375	5 613
<i>Fonds géré 6</i>	2001	7 000	-	-	-1 121	5 879
<i>Fonds géré 7</i>	2002	5 000	-	-	-409	4 591
<i>Fonds géré 8</i>	2003	3 500	-	-	-743	2 757
<i>Fonds géré 9</i>	2005	1 500	-	-	-400	1 100
<i>Fonds géré 10</i>	2006	5 000	-	-	-	5 000
<i>Fonds géré 11</i>	2007	2 500	-	-	-	2 500
TOTAL		50 957	-6 752	-1 600	-3 048	39 557

L'encours des provisions sur les fonds gérés s'élève au 30.06.2008, à 6 725 mDT.

4.1.6- Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont évaluées à leur coût d'acquisition historique comprenant tout frais et taxes non récupérables par la banque.

Ces immobilisations sont amorties selon les modes et taux suivants :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	Linéaire	33%
Matériel informatique	Linéaire	15%
Immeubles d'exploitation	Linéaire	2%
Frais d'agencement	Linéaire	10%
Mobilier de bureau	Linéaire	10%
Matériel roulant	Linéaire	20%
Coffres forts	Linéaire	3%

La valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles se présente au 30.06.2008 comme suit :

	30/06/2007	31/12/2007	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	30/06/2008
Immobilisations incorporelles	3 938	4 230	471	-11	4 690
<i>* Logiciels</i>	3 938	4 230	471	-11	4 690
Amortissements	-2 778	-3 153	-438	-	-3 591
<i>* Logiciels</i>	-2 778	-3 153	-438	-	-3 591
Total net (1)	1 160	1 077	33	-11	1 099
Immobilisations corporelles	111 391	106 368	2 806	-905	108 269
<i>* Terrains</i>	5 084	5 078	-	-	5 078
<i>* Constructions</i>	51 265	44 892	135	-3	45 024
<i>* Agencement, aménagement et installation</i>	20 680	20 815	165	-11	20 969
<i>* Matériel de transport</i>	1 537	1 463	-	-	1 463
<i>* Mobiliers, matériel de bureau</i>	30 031	31 739	60	-	31 799
<i>* Immobilisations en cours</i>	1 150	1 962	426	-23	2 365
<i>* Mobiliers, matériel de bureau en stocks</i>	626	173	1 158	-60	1 271
<i>* Dépenses nouvelles agences</i>	-	-	40	-	40
<i>* Avance sur achat Mobiliers, matériel de bureau</i>	1 018	246	822	-808	260
Amortissements	-58 790	-58 898	-1 910	1	-60 807
<i>* Constructions</i>	-17 598	-16 865	-560	-	-17 425
<i>* Agencement, aménagement et installation</i>	-16 110	-16 598	-443	-	-17 041
<i>* Matériel de transport</i>	-1 352	-1 237	-32	-	-1 269
<i>* Mobiliers, matériel de bureau</i>	-23 730	-24 198	-875	1	-25 072
Total net (2)	52 601	47 470	896	-904	47 462
Total général (1) + (2)	53 761	48 547	929	-915	48 561

4.1.7- Autres actifs

Les autres postes d'actifs de la banque ont totalisé 109 280 mDT au 30.06.2008 contre 124 939 mDT au 30.06.2007 :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	72 805	90 689	126 762
* Débiteurs divers	3 838	3 848	5 825
* Etat, impôts & taxes	1 437	113	2 452
* Etat, pertes de change à récupérer	-	-	-
* Commissions de gestion à percevoir	5 266	3 459	4 310
* Ajustements devises	1 817	46	5 481
* Autres comptes	60 447	83 223	108 694
AUTRES	36 475	34 250	36 184
* Prêts au personnel	31 912	30 322	31 688
* Charges reportées	93	146	132
* Stock cartes de retrait	2	69	99
* Dotations timbres postes	24	24	24
* Dotations timbres fiscaux	5	5	5
* Dotations timbres spéciaux de voyage	47	62	71
* Dépôts et cautionnements	150	152	151
* Autres comptes	4 018	2 628	3 489
* BTA Prime à amortir	224	842	525
TOTAL	109 280	124 939	162 946

4.1.8- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Ce poste a atteint 103 942 mDT au 30.06.2008 contre 51 064 au 30.06.2007 enregistrant un accroissement de 52 878 mDT, Il se détaille comme suit :

Décomposition par nature de poste	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
* Dépôts & avoirs des établissements bancaires	101 029	45 767	234 515
* Dépôts & avoirs des établissements financiers	2 913	5 297	260
TOTAL	103 942	51 064	234 775

Décomposition par nature de compte	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
* Comptes à vue	12 887	51 064	30 318
* Emprunts sur marché monétaire dinars	90 700	-	203 200
* Emprunts sur marché monétaire devises	45	-	1 071
* Intérêts à payer	310	-	186
TOTAL	103 942	51 064	234 775

4.1.9- Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 3 852 278 mDT au 30.06.2008 contre 3 429 171 mDT au 30.06.2007, enregistrant une augmentation de 423 107 mDT, soit un taux d'accroissement de 12,3 %.

Ces dépôts se détaillent comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Dépôts en dinars	3 440 664	3 090 972	3 298 265
Dépôts à vue	710 949	681 159	717 002
Dépôts d'épargne	1 278 534	1 203 378	1 248 505
Bons de caisse	146 156	130 702	135 416
Comptes à terme	207 837	207 412	208 713
Certificat de dépôt	1 000	-	-
Comptes spéciaux de placement	974 336	771 662	870 471
Autres sommes dues à la clientèle	121 852	96 659	118 158
Dépôts en devises	380 103	305 886	302 082
Dépôts à vue	178 377	143 515	154 392
Bons de caisse	7 962	7 518	8 022
Comptes à terme	38 579	34 242	34 673
Comptes de placement	149 579	114 453	99 467
Autres sommes dues à la clientèle	5 606	6 158	5 528
Dettes rattachées	31 511	32 313	29 776
Intérêts à payer sur dépôts à vue	1 057	1 013	922
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	708	708	597
Intérêts à payer sur comptes d'épargne, BC, CAT & autres produits financiers	38 156	37 618	34 841
Intérêts servis d'avance sur BC & CSP	-8 410	-7 026	-6 584
TOTAL	3 852 278	3 429 171	3 630 123

4.1.10- Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales de la banque ont totalisé 575 999 mDT au 30.06.2008 contre 594 748 mDT au 30.06.2007 et se détaillent comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Emprunts obligataires	586	586	586
Emprunt ABC Bahrein	32 367	53 945	43 156
Ressources spéciales	536 572	533 035	558 995
Intérêts à payer	6 474	7 182	6 986
TOTAL	575 999	594 748	609 723

4.1.11- Autres passifs

Les autres postes de passif totalisent 182 773 mDT au 30.06.2008 contre 172 669 mDT au 30.06.2007. Leur détail se présente comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Etat, impôts et taxes	4 448	3 680	7 869
Impôts sur les sociétés	3 592	1 048	1 445
Organismes sociaux	5 920	6 256	16 647
Créditeurs divers	25 896	21 053	28 786
Autres comptes de régularisation passif	136 831	136 292	125 537
Comptes d'ajustement devises	1 094	683	127
SWAPS devises	553	1 427	40
Provisions pour passifs et charges	4 439	2 230	4 439
TOTAL	182 773	172 669	184 890

4.1.12- Capitaux propres

Les capitaux propres bruts (avant déduction du rachat par la banque de ses actions propres) ont totalisé 397 968 mDT au 30.06.2008 contre 371 743 mDT au 30.06.2007. Les mouvements des capitaux propres au cours du premier semestre 2008 se détaillent comme suit :

	Solde au 30/06/2007	Solde au 31/12/2007	Affectation du résultat 2007	Résultat au 30.06.2008	Autres mouvements	Solde au 30/06/2008
Capital social	100 000	100 000	-	-	-	100 000
Dotation de l'Etat	133 000	133 000	-	-	-	133 000
Réserves légales	10 000	10 000	-	-	-	10 000
Réserves extraordinaires	18 044	18 051	17 000	-	-	35 051
Réserves à régime spécial	13 703	13 703	-	-	-	13 703
Réserves pour réinvestissements exonérés	22 587	22 587	2 643	-	-	25 230
Primes d'émission et de fusion	35 077	35 077	-	-	-	35 077
Réserves pour fonds social	29 289	29 659	500	-	367	30 526
Résultats reportés avant répartition	-	119	-119	-	-	-
Résultats reportés après répartition	11		82	-	18	100
Résultat net de l'exercice	10 032	28 106	-28 106	15 281	-	15 281
TOTAL	371 743	390 302	-8 000	15 281	385	397 968

Conformément aux termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la dotation de l'Etat de 133 000 mDT est non remboursable jusqu'à rétablissement de l'équilibre financier de la Banque.

Parmi les autres mouvements, figurent les intérêts perçus sur les prêts accordés sur le fonds social (367 mDT).

4.1.13- Actions propres

Les actions propres détenues par la banque ont atteint 3 448 mDT au 30.06.2008 contre 3 283 mDT au 30.06.2007 et 3 446 mDT au 31.12.2007.

	Solde au 30/06/2007	Solde au 31/12/2007	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Solde au 30/06/2008
Actions propres rachetées directement	-160	-398	-2	-	-	-400
Actions propres rachetées à travers les fonds gérés	-3 123	-3 048	-	-	-	-3 048
Provisions	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-3 283	-3 446	-2	-	-	-3 448

4.2- Notes sur les engagements hors bilan

4.2.1- Cautions, avals et autres garanties données

Ce poste a totalisé 703 811 mDT au 30.06.2008 contre 671 503 mDT au 30.06.2007. Il est composé comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
a - En faveur d'établissements bancaires	88 815	56 911	67 972
Effets endossés	14 000	-	-
Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers	74 815	56 911	67 972
b - En faveur de la clientèle	454 996	454 592	432 631
Débiteurs par avals et acceptations	45 006	46 424	39 050
Débiteurs par lettres de garanties	72 250	65 065	48 924
Débiteurs par obligations cautionnées	12 404	11 368	8 179
Débiteurs par cautions fiscales	38 318	36 025	39 651
Débiteurs par cautions sur marchés publics	148 554	137 946	142 785
Avals emprunts obligataires	10 942	19 031	17 104
Avals billets de trésorerie	127 250	138 650	136 800
Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office	272	83	138
c - En faveur de l'état	160 000	160 000	160 000
Créances budgétaires transférées par l'Etat	160 000	160 000	160 000
TOTAL	703 811	671 503	660 603

4.2.2- Garanties reçues (HB7)

Le poste «garanties reçues» est constitué au 30.06.2008 des éléments suivants :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Garanties reçues de l'Etat	167 472	114 304	167 472
Garanties reçues de la clientèle	311 536	313 216	311 536
TOTAL	479 008	427 520	479 008

4.3- Notes sur l'état de résultat

4.3.1- Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 136 741 mDT au 30.06.2008 contre 118 494 mDT au 30.06.2007, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 15,4 %. Leur ventilation se présente comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	6 305	5 120	11 241
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en dinars	2 386	1 604	3 835
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en devises	3 197	3 259	6 735
Intérêts sur prêts syndiqués	-	25	36
Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers	330	232	468
Gains/ Report sur opérations de SWAPS	392	-	167
Opérations avec la clientèle	124 649	107 297	237 901
Agios sur comptes débiteurs de la clientèle	22 493	20 761	45 415
Intérêts sur crédits à la clientèle	102 156	86 536	192 486
Autres intérêts et revenus assimilés	5 787	6 077	12 122
TOTAL	136 741	118 494	261 264

4.3.2- Commissions perçues

Les commissions perçues par la banque ont totalisé 22 584 mDT au 30.06.2008 contre 19 210 mDT au 30.06.2007. Elles sont ventilées comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Commissions sur opérations de chèques, effets, virements et tenue de comptes	10 504	9 689	20 966
Commissions sur opérations monétique	1 263	423	2 342
Commissions sur opérations de change manuelle	1 796	1 644	4 027
Commissions sur opérations de commerce extérieur	848	684	1 497
Commissions sur location de coffre-fort	7	7	19
Commissions d'études, de montage de financement, de conseil et d'assistance	4 568	3 385	7 503
Commissions de gestion des fonds budgétaires & extérieurs	817	1 071	2 116
Annulation commissions de gestion des fonds budgétaires	-	-11	-
Commissions sur avals billets de trésorerie	149	200	399
Commissions diverses	2 632	2 118	4 466
TOTAL	22 584	19 210	43 335

4.3.3- Gains sur portefeuille commercial et opérations financières

Ce poste a atteint 14 057 mDT au 30.06.2008 contre 13 954 mDT au 30.06.2007, soit une augmentation de 103 mDT, ces gains se ventilent comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Gains nets (ou pertes nettes) sur titres de placement	11 776	12 061	23 480
Intérêts nets sur Bons du Trésor (+)	11 755	12 061	23 452
Dividendes & revenus assimilés (+)	21	-	17
Plus values de cession des titres de placement (+)	-	-	-
Reprises sur provisions pour dépréciation des titres de placement (+)	-	-	21
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement (-)	-	-	-
Pertes sur titres de placement (-)	-	-	-10
Moins values sur cession des titres de placement (-)	-	-	-
Gains nets (ou pertes nettes) sur opérations de change	2 281	1 893	3 668
Solde positif - négatif de réévaluation des positions de change	-82	77	-181
Résultat positif - négatif sur opérations de change	2 363	1 816	3 849
TOTAL	14 057	13 954	27 148

4.3.4- Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 8 095 mDT au 30.06.2008 contre 7 758 mDT au 30.06.2007, soit une évolution de 4,3 %. Ils sont ventilés comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Revenus des titres de participation	7 188	6 595	6 641
Revenus des obligations	115	156	256
Revenus des fonds gérés	792	1 007	1 879
TOTAL	8 095	7 758	8 776

4.3.5- Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées se sont élevés à 82 674 mDT au 30.06.2008 contre 70 807 mDT au 30.06.2007, soit un accroissement de 16,8%. Ils sont ventilés comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	4 237	1 580	3 385
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en dinars	3 755	1 271	2 823
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en devises	43	42	74
Intérêts sur autres comptes des établissements bancaires et financiers	434	267	488
Deport/ Report sur opérations de SWAPS	5	-	-
Opérations avec la clientèle	68 376	58 633	123 770
Intérêts sur comptes à vue	3 320	3 015	6 843
Intérêts sur comptes d'épargne	23 442	21 922	44 870
Intérêts sur bons de caisse, comptes à terme et autres produits financiers	41 614	33 696	72 057
Emprunts	7 920	8 257	16 272
Autres intérêts et charges	2 141	2 337	4 639
TOTAL	82 674	70 807	148 066

4.3.6- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passifs

Ce poste a atteint 27 639 mDT au 30.06.2008 contre 27 403 mDT au 30.06.2007, soit une augmentation de 236 mDT. Il se présente au 30.06.2008 comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Dotations aux provisions pour créances douteuses	-27 000	-27 000	-99 343
Créances cédées ou passées par pertes	-640	-430	-17 680
Reprises sur provisions pour créances douteuses, engagements hors bilan et pour passif	-	-	45 966
Dotations aux provisions pour risques divers	-	-	-9 341
Sommes recouvrées au titre des créances passées par pertes	1	27	27
TOTAL	-27 639	-27 403	-80 371

4.3.7- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement (PR6/CH5)

Ce poste a totalisé 145 mDT au 30.06.2008 contre -768 mDT au 30.06.2007 et se présente comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	-222	-847	-4 627
Dotations aux provisions pour fonds gérés	-	-	-1 611
Plus values de cession du portefeuille d'investissement	-	-	26 589
Pertes exceptionnelles sur portefeuille d'investissement	-	-	-280
Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	367	79	692
Reprises sur provisions pour fonds gérés	-	-	127
TOTAL	145	-768	20 890

4.3.8- Frais du personnel

Les frais du personnel se sont élevés au 30.06.2008 à 39 252 mDT contre 36 878 mDT au 30.06.2007, et sont composés comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Salaires	31 228	29 266	59 079
Charges sociales et fiscales	6 131	5 838	15 346
Autres charges du personnel	1 893	1 774	4 180
TOTAL	39 252	36 878	78 605

Il est à noter qu'en concrétisation de sa politique de départs volontaires à la retraite, la banque a versé durant le premier semestre 2008 des indemnités de départ totalisant 80 mDT contre 526 mDT durant le premier semestre de l'année précédente.

4.4- Note sur l'état des flux de trésorerie

4.4.1- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont totalisé 495 639 mDT au 30.06.2008 contre 526 029 mDT au 30.06.2007. Les placements en BTA et BTZC, présentés en portefeuille titre commercial, sont considérés comme des équivalents de liquidités.

Elles se décomposent comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	74 854	51 632	64 712
Banques et organismes spécialisés	15 712	-31 931	-3 264
Placements / Emprunts sur Marché Monétaire	69 081	95 243	-97 234
Bons du trésor	335 992	411 085	369 643
TOTAL	495 639	526 029	333 857

Il est à noter que suite aux reclassements opérés au niveau de certains postes du bilan et de l'état de résultat, l'état des flux de trésorerie a été retraité en conséquence.

4.5.6. Avis des commissaires aux comptes sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30 juin 2008



Société inscrite au Tableau de l'OECT
Membre du réseau DFK International
92, Avenue Abdelaziz Thaalbi 1004 El Menzah 9 A-Tunis
Tél. : 00 216 71 880 933 – 00 216 71 887 294
Fax. : 00 216 71 872 115
E-mail : cmc@hexabyte.tn



Société inscrite au Tableau de l'OECT
Membre de CPA International
9, Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis – Tunisie
Tél. : 00 216 71 288 259
Fax. : 00 216 71 289 827
E-mail : gac.audit@gnet.tn

LA GÉNÉRALE
D'AUDIT & CONSEIL

AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES DE LA BANQUE NATIONALE AGRICOLE « BNA » ARRETES AU 30 JUIN 2008

En application de l'article 21 bis nouveau de la Loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, telle que modifiée par la Loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières, nous avons procédé à un examen limité des états financiers intermédiaires de la Banque Nationale Agricole arrêtés au 30 juin 2008.

Ces états financiers qui comportent un bilan, un état des engagements hors bilan, un état de résultat, un état des flux de trésorerie et des notes aux états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la banque. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre examen limité.

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme Internationale d'audit relative aux missions d'examen limité. Cette norme requiert que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des procédures analytiques appliquées aux données financières et des entretiens avec les responsables de la banque. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit.

Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'avons pas mis en œuvre toutes les diligences requises pour une mission de certification, dont notamment l'examen de la classification des engagements, l'évaluation des risques, des agios réservés et des provisions devant être constituées au titre des créances classées ou au titre d'autres actifs de la banque au premier semestre 2008, et de ce fait nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Les états financiers au 30 juin 2008 font apparaître un bénéfice net d'impôt de 15 281 Mille Dinars. Ce résultat est arrêté compte tenu d'une dotation aux provisions pour risques d'exploitation forfaitaire pour un montant de 27 000 Mille Dinars et d'un impôt sur les bénéfices pour un montant de 3 592 Mille Dinars déterminé compte tenu d'une déduction au titre de réinvestissement exonéré de 2 500

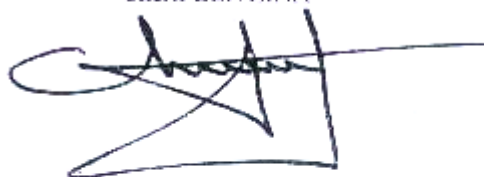
Mille Dinars à réaliser à la fin de l'exercice.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve du point indiqué ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'éléments ou pris connaissance de faits pouvant affecter de façon significative les états financiers intermédiaires de la Banque Nationale Agricole arrêtés au 30 juin 2008.

Tunis, le 20 Août 2008

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/CMC – DFK International
Chérif BEN ZINA



P/GAC – CPA Associates
Chiheb GHANMI

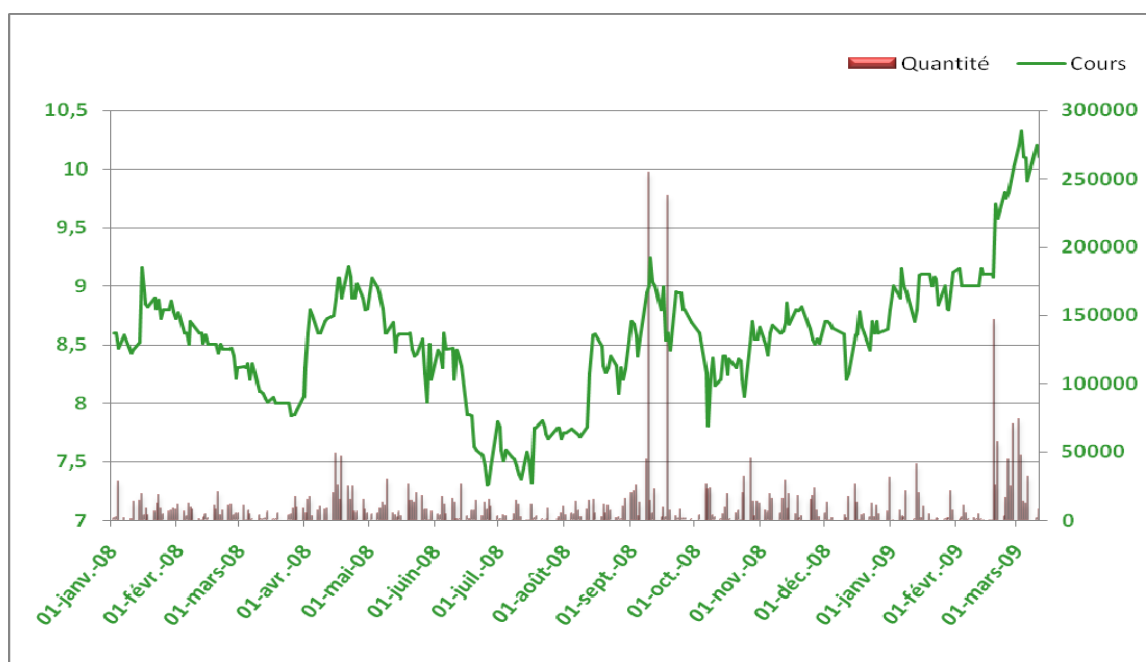


4.6. Les indicateurs boursiers de la valeur BNA

Pour les besoins de la comparabilité, il a été jugé utile d'ajouter une colonne réservée aux indicateurs boursiers ajustés sur la base d'un nominal de 5 dinars.

Indicateur	2005	2006	Indicateurs non ajustés	2007 Indicateurs ajustés sur la base d'un nominal de 5D	2008
Bénéfice par action (en DT)	0,807	1,632	2,811	1,405	
Dividende par action (en DT)	0,600	0,800	0,800	0,400	
Taux de Dividende (en % de la valeur nominale)	6%	8%	8%	8%	
Date de détachement	06/06/2006	11/06/2007		16/06/2008	
Nombre d'actions	10 000 000	10 000 000	10 000 000	20 000 000	20 000 000
Cours le plus haut	9,800	18,200	21,700	10,850	9,700
Cours le plus bas	8,000	8,550	15,880	7,940	7,700
Cours de fin de période	8,900	17,200	17,900	8,950	8,990
Capitalisation de fin de période (en DT)	89 000 000	172 000 000	179 000 000	179 000 000	179 800 000
Dividend Yield (dividende/cours fin de période)	6,74%	4,65%		4,47%	
Pay out (% du bénéfice distribué)	74,4%	49,0%		28,5%	
PER (cours fin de période/bénéfice) (cours fin de période/bénéfice)	11,04	10,54		6,37	
Price to Book value (capitalisation boursière/capitaux propres)	0,253	0,470	0,463	0,463	

Comportement boursier de la valeur BNA depuis le début de l'année 2008



CHAPITRE 5 – ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES

5.1. Conseil d'Administration

5.1.1. Membres du Conseil d'Administration

Membre	Qualité	Représenté par	Mandat	Adresse
<u>Etat Tunisien</u>				
M. Moncef DAKHLI	Président	Lui-même	2007-2009	Tunis
Ministère des Finances	Membre	Mr Maher ZOUARI ⁽¹⁾	2007-2009	Tunis
Ministère des Finances	Membre	Mr Ismail HMADI ⁽²⁾	2007-2009	Tunis
Ministère du développement et de la coopération internationale	Membre	Mr Lotfi FRADI ⁽³⁾	2007-2009	Tunis
Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques	Membre	Mr Ali AYDI ⁽⁴⁾	2007-2009	Tunis
<u>Entreprises Publiques</u>				
Office des Céréales	Membre	Mr Mohamed Fadhel ZRELLI (PDG)	2007-2009	Tunis
CNSS	Membre	Mr Khalil BELHAOUANE (PDG)	2007-2009	Tunis
Office du Commerce de la Tunisie	Membre	Mr Slaheddine MAKHLOUF (PDG) ⁽⁵⁾	2007-2009	Tunis
<u>Sociétés à participation publique</u>				
CTAMA	Membre	Mr Mansour NASRI (DG)	2007-2009	Tunis
<u>Privés</u>				
M. Mustapha LAHMAR	Membre	Lui-même	2007-2009	Tunis
M. Sahbi MAHJOUB	Membre	Lui-même	2007-2009	Tunis
M. Ali HLIOUI	Membre	Lui-même	2007-2009	Tunis

(1) Nommé en remplacement de M. Mohamed Ridha CHALGHOUM (Lettre du Ministère des Finances du 13 mars 2008)

(2) Nommé par arrêté du ministre des finances du 04/01/2005

(3) Nommé en remplacement de M. Mouldi MAAROUFI (Lettre du Ministère des Finances du 25 septembre 2007)

(4) Nommé en remplacement de M. Abdallah MALLEK (Lettre du Ministère des Finances du 25 septembre 2007)

(5) Nommé en remplacement de M. Belgacem NAFTI (Lettre de l'OCT du 31/01/2008)

5.1.2. Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la banque

➤ Membres des organes d'administration

Membre	Qualité	Date d'entrée en fonction	Adresse
M. Moncef DAKHLI*	Président	6 Août 2004	Tunis

* Nommé par le Conseil d'Administration du 06/08/2004

Les autres membres du conseil d'administration n'ont pas de fonction dans la banque.

➤ Membres des organes de direction

Membre	Qualité	Date d'entrée en fonction	Adresse
M. Laroussi BOUZIRI	Directeur Général Adjoint	26 Juin 2004	Tunis
Mme Faouzia OUNIS*	Secrétaire Générale	26 Juin 2004	Tunis

*Partie à la retraite depuis le 01/07/2008

5.1.3. Principales activités exercées en dehors de la banque au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction

Membre	Fonctions exercées en dehors de la banque au cours des trois dernières années
M. Moncef DAKHLI	Président Directeur Général de la BTE
M. Laroussi BOUZIRI	Néant
Mme Faouzia OUNIS*	Néant
M. Maher ZOUARI	Directeur de l'Epargne et du Marché Financier au Ministère des Finances
M. Ismail HMADI	Directeur général au comité général de la gestion du budget de l'Etat au Ministère des Finances
M. Lotfi FRADI	Directeur des prévisions du financement de l'économie au sein de la Direction Générale de la Prévision au Ministère du Développement et de la Coopération Internationale
M. Ali AYDI	Directeur chargé de D.G.F.I.O.P au Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques
M. Mohamed Fadhel ZRELLI	Président Directeur Général de l'Office des Céréales
M. Khalil BELHAOUANE	Président Directeur Général de la CNSS
M. Slaheddine MAKHLOUF	Président Directeur Général de l'Office du Commerce de la Tunisie
M. Mansour NASRI	Directeur Général de la CTAMA
M. Mustapha LAHMAR	PDG de la Société Briqueterie LAHMAR
M. Sahbi MAHJOUB	PDG de Sociétés Agricoles
M. Ali HLIQUI	PDG de : la Société Lac Nord, Montazah Ennasr et STIC

**Partie à la retraite depuis le 01/07/2008*

5.1.4. Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés

Membre	Mandats d'administrateurs dans d'autres sociétés
M. Moncef DAKHLI	Président du Conseil d'Administration de : BNA CAPITALUX – SICAR INVEST - SIVIA Administrateur : Union Tunisienne des Banques – Air Liquide Tunisie - Air Liquide Tunisie Services
M. Laroussi BOUZIRI	Président du Conseil d'Administration de : SOIVM SICAF – El Médina Administrateur : STAFIM – SMVDA AZIZA – SMVDA RAHMANIA
Mme Faouzia OUNIS*	Président du Conseil d'Administration de : TIS – La Générale des Ventes Administrateur : Tanit International - SFBT
M. Maher ZOUARI	Administrateur : BTL, NAIB – Membre au collège du CMF
M. Ismail HMADI	Administrateur : OTD
M. Lotfi FRADI	Administrateur à la STAR – Membre au Conseil National des Assurances
M. Ali AYDI	Néant
M. Mohamed Fadhel ZRELLI	Néant
M. Khalil BELHAOUANE	Administrateur : STB – Tunis Air
M. Slaheddine MAKHLOUF	Néant
M. Mansour NASRI	Administrateur : TUNIS RE – Société de l'Elevage de Monastir – Société Immobilière des Mutuelles – Société Foncière Tunisienne – SITNA – Maison de l'Agriculteur
M. Mustapha LAHMAR	Administrateur : Briqueterie LAHMAR & Cie – Clinique ERRAHMA
M. Sahbi MAHJOUB	Administrateur à des sociétés agricoles
M. Ali HLIQUI	Néant

**Partie à la retraite depuis le 01/07/2008*

5.1.5. Fonction des représentants permanents des personnes morales membres du Conseil d'administration dans la société ou l'Etablissement qu'ils représentent

Membre	Représenté par	Fonction au sein de la société ou l'Etablissement qu'il représente
Ministère des Finances	M. Maher ZOUARI	Fonctionnaire
Ministère des Finances	M. Ismail HMADI	Fonctionnaire
Ministère du développement et de la coopération internationale	M. Lotfi FRADI	Fonctionnaire
Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques	M. Ali AYDI	Fonctionnaire
Office des Céréales	M. Mohamed Fadhel ZRELLI	Président Directeur Général
CNSS	M. Khalil BELHAOUANE	Président Directeur Général
Office du Commerce de la Tunisie	M. Slaheddine MAKHLOUF	Président Directeur Général
CTAMA	M. Mansour NASRI	Directeur Général

5.2. Intérêts des dirigeants dans la banque au 31/12/2007

5.2.1. Rémunérations et avantages en nature attribués aux Membres des organes d'Administration et de Direction au titre de l'exercice 2007

La rémunération et les avantages en nature attribués aux membres des organes d'administration et de direction se présentent comme suit :

Organes	Rémunérations brutes (en Dinars)	Avantages en nature
Membres de la Direction Générale (PDG, DGA et Secrétaire Général)	157 579	(Voiture de fonction, Bons d'essence, Téléphone portable)
Membres du Conseil d'Administration	55 000 (Jetons de présence)	Néant

5.2.2. Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'Administration et de Direction au 31/12/2007

Les concours accordés par la BNA aux membres du conseil d'administration et de direction, ainsi qu'aux sociétés en relation avec eux sont présentés au 31 décembre 2007 dans le tableau suivant :

(en mD)	Crédit CT	Crédit MLT	Découvert	Escompte	Eng/Signature	Avance / mse	Financement de stock	Portage	Total
Office des Céréales			231 744	23 588	239 655	23 000	181 000		698 987
CNSS				708					708
OCT					15 583				15 583
Groupe A. HLIQUI		6 610	1 120				250		7 980
Groupe S. MAHJOUB		187							187
Groupe M.LAHMAR		9 086		464	4 882				14 432
Total	0	15 883	232 864	24 760	260 120	23 000	181 250	0	737 877

5.3. Contrôle

— Contrôleur d'Etat

M. Mahmoud Montassar MANSOUR

– Commissaires aux comptes

Nom	Adresse	Mandat
« La Générale d'Audit & Conseil » Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par M. Chiheb GHANMI	9, Place Ibn Hafs, Mutuelle Ville 1002 Tunis Tél : 71 282 730 Fax : 71 289 827 E-mail : gac.audit@gnet.tn	2007 – 2009*
« Commissariat, Management, Conseil » Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par M. Cherif BEN ZINA	92, Avenue Abdelaziz THAALBI 1004 El Menzah 9A Tunis Tél : 71 880 933 Fax : 71 872 115 E-mail : cmc@hexabyte.tn	2007 – 2009*

* Nommé par l'AGO du 23/05/2007

5.4. Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'Administration et de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du Conseil d'Administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital

Les concours accordés par la BNA aux membres du conseil d'administration et de direction, ainsi qu'aux sociétés en relation totalisent 737 877mD.

Les rémunérations et dividendes versés en 2008 au titre de l'exercice 2007 aux membres du conseil d'administration et de direction s'élèvent à 3 896mD sous forme de dividendes

Le total des commissions sur fonds budgétaires revenant à la banque au titre de l'exercice 2007 s'élève à 1 777mD.

CHAPITRE 6 – PERSPECTIVES D'AVENIR

6.1. Evolution récente et Orientations

6.1.1. Evolution récente

- L'encours des créances sur la clientèle a atteint 4 532 millions de dinars au 31/12/2008, progressant de 16,8% par rapport au 31/12/2007.
- Les dépôts de la clientèle ont connu une augmentation de 551 millions de dinars, soit 15,2% entre Décembre 2007 et Décembre 2008.
- Les produits d'exploitation bancaire ont atteint 390 millions de dinars, en augmentation de 49 millions de dinars, soit 14,5% par rapport au 31/12/2007.
- Les charges d'exploitation bancaire ont progressé de 26 millions de dinars, soit +17,1%.
- Le produit net bancaire s'est établi à 215 millions de dinars au 31/12/2008 contre 191 millions de dinars au 31/12/2007, enregistrant un taux d'accroissement de 12,4%. La plus forte progression provient de la marge sur intérêts qui a augmenté de 15,8% passant de 113 198mD en 2007 à 131 074mD en 2008.
- Le montant total des charges opératoires a progressé de 3,4% entre Décembre 2007 et Décembre 2008.

Les indicateurs d'activité trimestriels de la banque arrêtés au 31/12/2008

(en mD)	4ème trimestre 2008	4ème trimestre 2007	Au 31/12/2008	Au 31/12/2007	Evolution Déc 2008/Déc 2007
1- Produits d'exploitation bancaire	112 745	97 712	389 845	340 523	14,5%
a- Intérêts	91 556	77 955	304 933	261 264	16,7%
b- Commissions en produits	12 403	12 579	47 395	43 335	9,4%
c- Revenus du portefeuille titres-commercial	7 485	6 521	27 823	27 148	2,5%
d- Revenus du portefeuille d'investissement	1 301	657	9 694	8 776	10,5%
2- Charges d'exploitation bancaire	47 654	38 997	174 878	149 292	17,1%
b- Intérêts encourus	47 521	38 731	173 859	148 066	17,4%
b- Commissions encourues	133	266	1 019	1 226	-16,9%
3- Produit net bancaire	65 091	58 715	214 967	191 231	12,4%
4- Autres produits d'exploitation	70	79	580	502	15,5%
5- Charges opératoires dont:	28 089	27 721	107 930	104 402	3,4%
a- Frais du personnel	20 714	20 380	80 959	78 605	3,0%
b- Charges générales d'exploitation	6 162	6 105	22 164	20 946	5,8%
6- Structure du portefeuille	-	-	669 194	690 699	-3,1%
a- Portefeuille titres-commercial			349 909	384 390	-9,0%
b- Portefeuille d'investissement			319 285	306 309	4,2%
7- Encours des crédits apparaissant au bilan	-	-	4 531 503	3 881 073	16,8%
8- Encours des dépôts, dont:	-	-	4 181 350	3 630 123	15,2%
a- Dépôts à vue			935 861	872 315	7,3%
b- Dépôts d'épargne			1 332 328	1 259 712	5,8%
9- Emprunts et ressources spéciales	-	-	576 156	609 723	-5,5%
10- Capitaux propres	-	-	379 386	358 750	5,8%

6.1.2. Stratégie de développement

Le programme prévisionnel est établi sur la base des hypothèses de stabilité des principales caractéristiques de la politique monétaire, des prévisions du plan de développement national et du programme de modernisation du système bancaire et financier avec, en particulier, la poursuite de la mise en œuvre des normes de gestion prudentielle Bâle II.

En ce sens, les orientations stratégiques de la Banque pour la période 2009 – 2013 portent sur la réalisation des principaux objectifs suivants :

1- Doubler le taux de rentabilité des fonds propres (ROE) au terme de l'exercice 2013 par rapport aux réalisations attendues en 2008.

2 - Poursuivre l'amélioration de la rentabilité des actifs (ROA) et du coefficient d'exploitation par l'optimisation de la productivité des ressources humaines et de la performance du système d'information.

3 - Renforcer le rythme de mobilisation des ressources de la clientèle et d'octroi de crédits par l'adoption d'une politique commerciale axée sur l'amélioration des marges nettes d'intérêts et des ratios de créances classées et de couverture des risques de crédits.

4 - Conforter l'équilibre de la structure financière, notamment, en matière d'adéquation des maturités et natures des risques par le moyen d'une gestion dynamique des Actifs / Passifs de la Banque et d'une politique appropriée de mobilisation des ressources longues et des fonds propres.

5 - Rehausser l'image de marque et la notoriété de la Banque par la stabilisation de la politique de tarification, l'enrichissement de la gamme des produits et services, le développement du réseau d'agences et le renforcement des canaux de communication avec les partenaires de la Banque.

6 - Mettre en place les préalables permettant à la Banque de se conformer aux dispositions de la réglementation prudentielle instituée par Bâle II, particulièrement, sur le plan de la performance du système d'information et de maîtrise des risques opérationnels.

6.2. Les perspectives d'avenir

Les perspectives d'avenir de la BNA pour la période 2009-2013 ont été établies sur la base des états financiers prévisionnels 2008 et ont été approuvées par le conseil d'administration du 23/12/2008.

La banque s'engage à actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de 3 ans et à les porter à la connaissance des actionnaires et du public.

Elle est tenue, à cette occasion, d'informer ses actionnaires et le public sur l'état de réalisation de ses prévisions.

L'état des réalisations par rapport aux prévisions et l'analyse des écarts doivent être insérés au niveau du rapport annuel.

La banque s'engage à tenir une communication financière au moins une fois par an.

6.2.1. Les hypothèses de l'évolution prévisionnelle 2008-2013

HYPOTHESES	NATURE	TAUX	VRAISEMBLANCE																							
DEPOTS																										
H1	Evolution des dépôts	8,3%	Le taux moyen d'évolution des dépôts de la BNA durant la période 2004-2008 a été de 12,2% Pour la période du (2009-2013), la BNA escompte accroître ses dépôts à un rythme de 8,3 %.																							
H2	Structure des dépôts		La structure des dépôts sera marquée par le renforcement de la part des dépôts à vue qui passera de 28 % en 2008 à 38 % en 2013. Cette structure est détaillée comme suit : <table><tr><th rowspan="2"></th><th colspan="2">Part (%)</th></tr><tr><th>2008p</th><th>2013p</th></tr><tr><td>Dépôts à vue</td><td>27,6%</td><td>37,7%</td></tr><tr><td>Dépôts épargne</td><td>31,8%</td><td>32,7%</td></tr><tr><td>Dépôts à terme</td><td>40,5%</td><td>29,6%</td></tr><tr><td>Total</td><td>100,0%</td><td>100,0%</td></tr></table> L'accroissement escompté de la part des dépôts à vue se justifie par le nombre important des ouvertures des agences dans les zones urbaines et le renforcement des actions commerciales visant les professionnels et les particuliers.		Part (%)		2008p	2013p	Dépôts à vue	27,6%	37,7%	Dépôts épargne	31,8%	32,7%	Dépôts à terme	40,5%	29,6%	Total	100,0%	100,0%						
	Part (%)																									
	2008p	2013p																								
Dépôts à vue	27,6%	37,7%																								
Dépôts épargne	31,8%	32,7%																								
Dépôts à terme	40,5%	29,6%																								
Total	100,0%	100,0%																								
H3	Rémunération des dépôts : la réduction de la part des dépôts rémunérées dans le total des dépôts clientèle de 10 points de pourcentage et la gestion rigoureuse des conditions de banque devraient permettre à la banque une bonne maîtrise du coût moyen des dépôts.	3,53%	La rémunération des dépôts retenue se présente comme suit : <table><tr><th rowspan="2"></th><th colspan="2">Coût (%)</th></tr><tr><th>2008p</th><th>2013p</th></tr><tr><td>Dépôts à vue</td><td>0,87</td><td>1,00</td></tr><tr><td>Dépôts épargne</td><td>3,67</td><td>4,5</td></tr><tr><td>Dépôts à terme</td><td>5,58</td><td>5,5</td></tr><tr><td>Total</td><td>3,66</td><td>3,53</td></tr></table>		Coût (%)		2008p	2013p	Dépôts à vue	0,87	1,00	Dépôts épargne	3,67	4,5	Dépôts à terme	5,58	5,5	Total	3,66	3,53						
	Coût (%)																									
	2008p	2013p																								
Dépôts à vue	0,87	1,00																								
Dépôts épargne	3,67	4,5																								
Dépôts à terme	5,58	5,5																								
Total	3,66	3,53																								
CREDITS																										
H1	Evolution des crédits au niveau du secteur		Le taux moyen d'évolution des concours bruts à la clientèle de la BNA durant la période 2004-2008 a été de 9,4 % contre une croissance moyenne de 9,8% pour le secteur. Les crédits bruts évolueront au cours de la période 2009-2013 au taux de 7,7% et ce conformément aux prévisions du 11^{ème} plan. Le taux d'accroissement retenu est de 6,8 % au niveau des engagements par décaissement (contre 9,4% durant la période 2004-2008) et 10,9 % en ce qui concerne les engagements par signature (contre 9,8% durant la période 2004-2008).																							
H2	La politique de crédits de la BNA sera axée sur la poursuite du rythme de financement de l'ensemble des secteurs tout en renforçant la fonction de recouvrement et les dispositifs de suivi et de surveillance des crédits.		L'évolution de la structure de crédits par décaissement entre 2008 et 2013 se présente comme suit : <table><tr><th rowspan="2">En termes bruts</th><th colspan="2">Part %</th></tr><tr><th>2 008p</th><th>2 013p</th></tr><tr><td>Court terme</td><td>28</td><td>25</td></tr><tr><td>Moyen et long terme</td><td>47</td><td>52</td></tr><tr><td>Comptes courants débiteurs</td><td>13</td><td>13</td></tr><tr><td>Impayés</td><td>5</td><td>4</td></tr><tr><td>Contentieux</td><td>7</td><td>6</td></tr><tr><td>Total</td><td>100</td><td>100</td></tr></table>	En termes bruts	Part %		2 008p	2 013p	Court terme	28	25	Moyen et long terme	47	52	Comptes courants débiteurs	13	13	Impayés	5	4	Contentieux	7	6	Total	100	100
En termes bruts	Part %																									
	2 008p	2 013p																								
Court terme	28	25																								
Moyen et long terme	47	52																								
Comptes courants débiteurs	13	13																								
Impayés	5	4																								
Contentieux	7	6																								
Total	100	100																								

HYPOTHESES	NATURE	TAUX	VRAISEMBLANCE																								
H3	Rémunération des crédits	7,38%	Le taux de rendement moyen des crédits retenu pour la période 2009-2013 a été déterminé sur la base des réalisations observées durant la période 2004-2008 soit un taux passant de 6,15 % en 2004 à 6,84 % en 2008 pour atteindre 7,38 % en 2013 et ce compte tenu, du renforcement du dispositif de recouvrement et d'assainissement des créances accrochées. L'évolution des rendements moyens par activité se présente comme suit : <table><tr><th rowspan="2">En termes bruts</th><th colspan="2">Rendement Moyen (%)</th></tr><tr><th>2008p</th><th>2013p</th></tr><tr><td>Agricoles</td><td>4,86 %</td><td>6,11%</td></tr><tr><td>Commerciaux, industriels et services.</td><td>7,04 %</td><td>7,50%</td></tr><tr><td>Total</td><td>6,84%</td><td>7,38%</td></tr></table>	En termes bruts	Rendement Moyen (%)		2008p	2013p	Agricoles	4,86 %	6,11%	Commerciaux, industriels et services.	7,04 %	7,50%	Total	6,84%	7,38%										
En termes bruts	Rendement Moyen (%)																										
	2008p	2013p																									
Agricoles	4,86 %	6,11%																									
Commerciaux, industriels et services.	7,04 %	7,50%																									
Total	6,84%	7,38%																									
H4	Evolution des CDLs Le taux de créances classées se situera au terme de 2013 à 9,11 %.		L'évolution du taux des CDLs entre 2008 et 2013 est donnée par le tableau suivant : <table><tr><th>%</th><th>2008P</th><th>2009P</th><th>2010P</th><th>2011P</th><th>2012P</th><th>2013P</th></tr><tr><td>Taux CDLs</td><td>12,1</td><td>10,4</td><td>10,0</td><td>9,6</td><td>9,3</td><td>9,1</td></tr></table> Etant donné que les créances classées progresseront à un rythme sensiblement inférieur à celui des créances sur la clientèle (taux d'accroissement respectif de 1,9% et 7,9%) sur la période 2008-2013, le taux des créances classées serait ramené de 12,1% en 2008 à 9,1% en 2013.	%	2008P	2009P	2010P	2011P	2012P	2013P	Taux CDLs	12,1	10,4	10,0	9,6	9,3	9,1										
%	2008P	2009P	2010P	2011P	2012P	2013P																					
Taux CDLs	12,1	10,4	10,0	9,6	9,3	9,1																					
H5	Dotation annuelle des provisions sur créances par rapport au PNB. Une part moyenne de 24 % du PNB prévisionnel sera affectée aux dotations aux provisions pour créances douteuses durant la période 2009-2013	24%	La BNA prévoit atteindre un taux de couverture des créances douteuses d'au moins 70% en 2009 et compte affecter durant la période 2009-2013 une enveloppe moyenne annuelle de 72 MD aux comptes provisions pour créances douteuses. * La dotation nette aux provisions et corrections de valeurs sur créances évoluera, comme suit (en MD): <table><tr><th>2008P</th><th>2009P</th><th>2010P</th><th>2011P</th><th>2012P</th><th>2013P</th></tr><tr><td>(65)</td><td>(65)</td><td>(69)</td><td>(70)</td><td>(72)</td><td>(85)</td></tr></table> → soit une part de PNB égale (en %) <table><tr><th>2008P</th><th>2009P</th><th>2010P</th><th>2011P</th><th>2012P</th><th>2013P</th></tr><tr><td>30</td><td>27,7</td><td>26</td><td>23,3</td><td>21,1</td><td>22,1</td></tr></table>	2008P	2009P	2010P	2011P	2012P	2013P	(65)	(65)	(69)	(70)	(72)	(85)	2008P	2009P	2010P	2011P	2012P	2013P	30	27,7	26	23,3	21,1	22,1
2008P	2009P	2010P	2011P	2012P	2013P																						
(65)	(65)	(69)	(70)	(72)	(85)																						
2008P	2009P	2010P	2011P	2012P	2013P																						
30	27,7	26	23,3	21,1	22,1																						
H6	Taux de réservation	0,34 %	Le taux de réservation retenu durant la période 2008-2013 par la BNA se situera à 0,34% en moyenne de l'encours global des crédits.																								
IMMOBILISATIONS																											
H1	Taux de croissance annuel de la valeur nette des immobilisations	1,8 %	Compte tenu du programme d'investissement (une enveloppe de MD dont 26 MD des dépenses en informatique et 23MD pour l'extension du siège social de la BNA), les immobilisations nettes des amortissements atteindront 54 MD au terme de l'année 2013.																								
H2	Nombre d'agence à ouvrir en 2009		11																								
H3	Nombre d'agence à ouvrir en 2010		9																								

HYPOTHESES	NATURE	TAUX	VRAISEMBLANCE
H4	Nombre d'agence à ouvrir en 2011		4
H5	Nombre d'agence à ouvrir en 2012		5
H6	Coût moyen d'aménagement d'une agence		Les projets d'aménagement, de construction et d'acquisition d'immobilisations prévus tablent sur l'ouverture de 29 nouvelles agences pour un coût global d 15MD, soit 0,5MD par agence.
BONS DU TRESOR			
H1	Evolution de l'encours du portefeuille du Bons du trésor	8,2%	L'encours des souscriptions en bons du trésor évoluera au taux de 8,2 % pour atteindre 530 MD au terme 2013.
H2	Rémunération des bons du trésor.	5,89%	Le maintien du taux de rendement net des bons de trésor de 2008 soit 5,89 % pour la période 2009 - 2013.

EMPRUNTS & RESSOURCES SPECIALES

H1	Taux d'évolution des emprunts et ressources spéciales	-3,8%	L'encours global des emprunts et ressources spéciales régresseront au taux moyen de 3,8% et seront ramenées de 569 MD à fin 2008 à 467 MD à fin 2013. la baisse prévue correspond aux remboursements des annuités contractuelles. Il est à signaler que la banque prévoit le lancement de deux emprunts subordonnés chacun de 50 MD respectivement en 2009 et en 2010.
H2	Rémunération des emprunts et ressources spéciales	5,6%	Le coût moyen des ressources extérieures sur la période 2009-2013 est de 5,0 %. En prévision du lancement de deux emprunts subordonnés de 50 MD chacun, en 2009 et 2010, à taux fixe et remboursable sur 15 années (dont le coût moyen est de 6,9%), le coût moyen des emprunts et ressources spéciales serait de 5,6 % en 2013.

PORTFEUILLE INVESTISSEMENT

H1

Taux moyen de rendement du portefeuille titres de participation

6,3%

En prévision du programme des nouvelles participations, des opérations de conversion de créances en participations et des cessions prévues, le rendement moyen du portefeuille titres de participations serait maintenu à son niveau actuel soit 6,3%.

H2

Dotation annuelle sur l'encours du portefeuille titres de participation par rapport au PNB

0,9%

Une enveloppe additionnelle globale de 13 MD serait réservée à la couverture des participations de la banque sur la période 2008-2013 répartie comme suit :

2008P	2009P	2010P	2011P	2012P	2013P
0,5	10,5	0,5	0,5	0,5	0,5

Correspondant à des parts dans le PNB de

2008P	2009P	2010P	2011P	2012P	2013P
0,23%	4,5%	0,2%	0,2%	0,15%	0,13%

Soit une moyenne de 0.9%.

CHARGES DU PERSONNEL

H1	Redéploiement à prévoir	* La mise en place d'un dispositif de gestion des carrières avec, particulièrement, la rénovation de l'applicatif informatique actuel de gestion des ressources humaines, le recensement des besoins par poste au sein de la Banque et la conception d'un plan de transfert de compétences tenant compte des départs à la retraite des cadres et techniciens de la Banque. * Le renforcement du taux d'encadrement, particulièrement, au niveau du réseau par l'orientation des recrutements et des mutations de cadres universitaires vers les Directions Régionales et les agences. * L'adaptation du plan de formation aux évolutions des métiers bancaires et des nouvelles technologies de communication
----	-------------------------	--

HYPOTHESES	NATURE	TAUX	VRAISEMBLANCE
H2	Nombre de personnel moyen par agence		Le nombre moyen actuel de personnel par agence est de 9 agents.
H3	Charges par personne		La masse salariale par agent passera de 30,6 mille dinars en 2008 à 40,3 mille dinars en 2013.
H4	Evolution des salaires	6,8%	Compte tenu des augmentations conventionnelles, des promotions et des recrutements nets.
AUTRES ACTIFS			
H1	Evolution moyenne de l'encours	5%	Ce poste, constitué essentiellement des effets financiers en recette, des valeurs en attente d'imputation et des crédits sociaux, évoluera au taux moyen de 5% sur la période 2009-2013.
AUTRES PASSIFS			
H1	Evolution moyenne de l'encours	2,8 %	
COMMISSIONS			
H1	Taux moyen d'évolution des commissions nettes	10,0 %	Le développement prévisionnel de l'activité de service, l'automatisation des opérations génératrices des commissions ainsi que les réalisations des années antérieures ont servi de base des prévisions retenues.
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
H1	Evolution du poste	5%	Un taux d'évolution annuel moyen de 5 % (soit + 1 MD /an) durant la période du plan contre un taux moyen de 3,2 % pour la période 2004-2008..
GAINS SUR OPERATIONS FINANCIERES			
H1	Evolution du poste	5%	Constituée essentiellement des opérations du marché de change, le taux moyen d'évolution projeté est de 5 % pour la période 2009-2013 contre 5,8 % durant 2004-2008.
H2	Autres produits d'exploitation	9,4%	
CAISSE ET AVOIR AUPRES DE LA BCT, CCP ET TGT – CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS – DEPOTS ET AVOIRS DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS			
H1	Rémunération des créances sur les banques	5,25%	Les excédents de trésorerie seront placés au niveau du marché au taux en vigueur

6.2.1.1. Les Ressources de la Banque

- **Dépôts de la clientèle**

La politique de mobilisation des ressources auprès de la clientèle au cours de la période 2009-2013 serait axée sur :

- Le renforcement de la part des dépôts à vue dans le total des ressources mobilisées, par une plus grande agressivité dans le démarchage de la clientèle et, notamment, celle des particuliers et professionnels et par le renforcement du taux de pénétration de la Banque notamment dans les zones à forts potentiels démographiques et économiques ;
- Le développement des dépôts stables par l'adaptation et l'enrichissement de la gamme des produits d'épargne ;
- Le suivi continu et rapproché de la clientèle des institutionnels, tout en tenant compte du comportement de la concurrence à leur égard et des objectifs de la Banque en matière de réduction du coût moyen des dépôts.

Ainsi, les ressources de la clientèle passeraient d'une enveloppe de 4 163MD en 2008 à 6 193MD au terme de l'exercice 2013, soit une progression annuelle moyenne de 8,3%.

en MD	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Dépôts à vue	1 030	1 190	1 428	1 730	2 045	2 187
Epargne	1 325	1 420	1 525	1 690	1 850	2 024
Dépôts à terme	1 688	1 785	1 857	1 827	1 819	1 832
Autres sommes	120	125	130	135	140	150
Total	4 163	4 520	4 941	5 382	5 854	6 193

- **Emprunts et Ressources spéciales**

La Banque envisage de lancer deux emprunts subordonnés de 50MD chacun en 2009 et 2010 à taux fixe et remboursable sur 15 ans. Ces émissions serviront essentiellement à financer les concours prévus au secteur immobilier.

Dans le cadre du remboursement de l'emprunt syndiqué, la Banque décaissera au cours de l'année 2009 les deux dernières annuités pour un montant global de 22MD.

en MD	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Ressources extérieures	366	318	278	239	203	172
Ressources budgétaires	181	189	197	204	211	218
Emprunts obligataires et syndiqués	22	50	97	90	84	77
Total	569	557	572	533	498	467

- **Capitaux propres**

Répartition des bénéfices

La Banque prévoit d'accroître la rémunération des actionnaires à partir de l'exercice 2008 pour porter le taux des dividendes actuellement de 8% à 14% au terme de l'exercice 2013.

en MD	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Résultat de l'exercice	30,7	34,0	39,6	59,9	78,5	91,9
Dividendes	10	10	14,3	19,2	20,8	22,4

Evolution des capitaux propres

Afin de permettre à la Banque de satisfaire en permanence les règles prudentielles en matière de division des risques et de solvabilité, la stratégie de gestion des fonds propres au cours de la période 2009-2013 est basée sur les principaux points suivants :

- L'augmentation du capital social de 60MD dont 50MD par apport en numéraire et 10MD par incorporation des réserves. Cette augmentation serait souscrite en totalité au cours de l'exercice 2009 et libérée en deux tranches égales en 2009 et 2010, sachant que la prime d'émission serait libérée à la souscription ;
- La politique de renforcement des réserves, devant atteindre 328MD en 2013 contre 149MD en 2008, tout en adoptant une politique conséquente en matière de distribution des dividendes ;
- La mise en œuvre d'une politique de communication financière axée sur la promotion du titre BNA et le partenariat avec l'actionnariat de la Banque.

en MD	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Capital	100	130	160	160	160	160
Réserves	149	185	204	229	270	328
Actions propres	-3	-2	0	0	0	0
Autres capitaux propres	133	133	133	133	133	133
Résultats reportés	0,082	0,036	0,035	0,087	0,014	0,064
Résultat de l'exercice	31	34	40	60	79	92
Total	410	480	537	582	642	713

6.2.1.2. Les Emplois de la Banque

• Crédits à la clientèle

Les créances sur la clientèle (nettes des provisions) progresseront au taux annuel moyen de 5,9% sur la période 2009-2013 pour totaliser 5 810MD au terme de l'année 2013 contre 4 368MD en 2008.

Engagements agricoles :

La politique de la Banque en matière de financement du secteur agricole est axée sur la réalisation des deux principaux objectifs suivants :

- Le raffermissant du positionnement de la Banque par l'accroissement des concours au secteur agricole conformément aux objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire, notamment pour les branches prioritaires (céréales, lait, viande,...) tout en favorisant les investissements agricoles à haute intensité technologique ;
- L'amélioration du rendement sectoriel par la réduction du taux d'impayés et le renforcement du taux de recouvrement.

Ainsi, les engagements agricoles bruts progresseraient au taux annuel moyen de 3,1% sur la période 2009-2013 pour totaliser 739MD au terme de l'année 2013 contre 635MD en 2008.

Engagements commerciaux et industriels :

La politique de la Banque en matière de crédits commerciaux et industriels, pour la période 2009-2013 visera la réalisation des principaux objectifs suivants :

- Poursuivre le rythme de financement de l'économie tout en accordant une plus grande importance aux filières des secteurs justifiant d'une valeur ajoutée et d'une solvabilité élevées ;
- Renforcer les performances réalisées en matière d'amélioration de la qualité du portefeuille crédits et des instruments de couverture des risques encourus ;
- Améliorer le taux de rendement moyen des crédits commerciaux et industriels.

Ainsi, les engagements commerciaux et industriels progresseraient au taux annuel moyen de 7,3% sur la période 2009-2013 pour totaliser 5 843MD au terme de l'année 2013 contre 4 111MD en 2008.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Engagements commerciaux et industriels	4 111	4 372	4 708	5 059	5 441	5 843
<i>Court terme</i>	1 295	1 335	1 400	1 450	1 500	1 575
<i>Moyen et long terme</i>	1 926	2 122	2 359	2 597	2 845	3 094
<i>Comptes courants débiteurs</i>	600	615	630	675	740	800
<i>Impayés</i>	56	61	66	71	76	81
<i>Contentieux</i>	234	239	252	266	279	293
Engagements agricoles	635	662	675	694	717	739
<i>Court terme</i>	35	40	46	52	58	64
<i>Moyen et long terme</i>	290	313	316	323	339	355
<i>Comptes courants débiteurs</i>	20	20	21	22	24	25
<i>Impayés</i>	191	191	195	201	196	192
<i>Contentieux</i>	100	97	97	96	100	103
Total Engagements bruts	4 746	5 034	5 383	5 753	6 157	6 582
Provisions*	352	419	501	577	655	747
Agios réservés	25,5	25,1	25,0	25,0	25,0	25,0
Total des créances nettes	4 368	4 590	4 857	5 151	5 477	5 810

*Provisions = Provisions sur créances + Provisions sur titres + Provisions sur autres risques

- Evolution des créances classées**

Le taux des créances classées accusera une nette amélioration et sera ramené de 12,1% en 2008 à seulement 9,1% au terme de l'exercice 2013. Quant au ratio de couverture des créances classées par les provisions, la Banque assurerait une couverture quasi-totale desdites créances classées par les provisions au terme de l'exercice 2013.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
<u>Classification des créances</u>						
Créances courantes	5 285	5 806	6 271	6 782	7 326	7 912
Créances classées (CDL)	726	673	698	723	753	793
Total des Créances Brutes*	6 011	6 479	6 969	7 505	8 079	8 705
Taux de créances classées	12,1%	10,4%	10,0%	9,6%	9,3%	9,1%
<u>Couverture des créances classées</u>						
Provisions sur Créances	333	365	434	504	576	661
Provisions sur risques divers	19	0	0	0	0	0
Agios réservés en comptes courants	25	25	25	25	25	25
Impayés en intérêts	55	55	55	55	55	55
Subvention à affecter aux provisions	27	27	27	27	27	27
Total Couverture	460	472	541	611	683	768

Taux de couverture des créances classées	63,3%	70,2%	77,5%	84,5%	90,7%	96,9%
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------

*Total des Créances Brutes (bilan et hors bilan) = Engagements par décaissement + Engagements par signature + Billets de trésorerie

- Le portefeuille Titres**

Le portefeuille titres commercial :

L'encours global du portefeuille titres commercial, constitué quasi exclusivement en Bons de Trésor serait en progression annuelle moyenne de 8,2% pour s'établir à 530MD en 2013 contre 358MD en 2008.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Bons du Trésor	357,7	375,6	401,9	430,0	473,0	529,7
Autres Titres	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50
Total	358	376	402	430	473	530

Le portefeuille d'investissement :

Compte tenu des nouvelles souscriptions, des opérations de conversion de créances en participations et de cessions prévues, le portefeuille Titres de participations s'inscrirait en progression annuelle moyenne au taux de 2,9% pour atteindre 116MD à fin 2013.

En outre, dans le cadre de la diversification des investissements en titres financiers, la Banque envisage de souscrire à des emprunts obligataires pour une enveloppe annuelle moyenne de 3MD sur la période 2009-2013.

Par ailleurs, une enveloppe annuelle de 5MD serait affectée aux fonds gérés contre l'encaissement de 2,5MD annuellement au titre des remboursements en principal sur la période 2009-2013.

Compte tenu de ces variations et de l'encaissement, auprès de l'Etat, de 11,2MD par an au titre du remboursement des dettes des entreprises publiques, l'encours au portefeuille titres d'investissement reviendrait de 324MD en 2008 à 304MD au terme de l'exercice 2013.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Participations	101	106	107	110	112	116
Entreprises publiques	175	164	153	142	130	119
Autres titres	49	52	57	61	65	69
Agios réservés	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
Total Brut	324	322	316	312	308	304

• **Les immobilisations nettes**

En référence à ses objectifs de modernisation de son système d'information, de mise à niveau du réseau des agences, d'amélioration de ses structures d'accueil et de renouvellement de ses équipements, la Banque escompte allouer une enveloppe globale de 76MD au développement du patrimoine immobilier dont :

- 26MD au titre des dépenses informatiques ;
- 23MD pour l'extension du siège social de la Banque ;
- et 22MD au titre des opérations d'aménagements, d'acquisition et de construction pour le réseau d'agences.

Compte tenu des amortissements prévisionnels calculés sur la base des taux en vigueur, le solde des immobilisations nettes progressera de 1,8% en moyenne et s'établira à 54MD à fin 2013.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Immobilisations nettes	50	56	60	60	60	54
Total	50	56	60	60	60	54

6.2.1.3. Les Résultats d'exploitation

• **La marge en intérêt**

Sur la période 2009-2013, les produits en intérêts et les charges en intérêts évolueront respectivement selon un taux de croissance annuel moyen respectivement de 10,1% et 6,2%.

Ainsi, la marge en intérêts atteindra 263,5MD contre 134,8MD en 2008, marquant un taux de croissance annuel moyen de 14,4%.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Produits en intérêts	307,7	340,0	378,8	419,9	457,8	496,6
Charges en intérêt	172,9	191,6	207,4	220,6	227,2	233,1
Marge d'intérêt	134,8	148,5	171,4	199,3	230,6	263,5

- **Les commissions nettes**

Les commissions nettes s'accroîtront à un rythme annuel moyen de 10,2% entre 2009 et 2013 et totaliseront 75,2MD au terme de la période du business plan.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Commissions perçues	47,6	52,3	57,6	63,3	69,6	76,6
Commissions payées	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4
Commissions nettes	46,3	51,1	56,3	62,0	68,3	75,2

- **Le Produit Net Bancaire**

Le produit net bancaire évoluera de 12,1% en moyenne et se situera à 384,4MD au terme de la période du business plan. Cette progression résultera en particulier de l'amélioration de la marge d'intérêts sous l'effet d'un accroissement des produits d'intérêts à un rythme beaucoup plus important que celui des charges d'intérêts, soit respectivement 10,1% et 6,2%.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Produit Net Bancaire	217,2	234,8	265,0	300,8	341,0	384,4

- **Les charges opératoires**

En optant pour une politique de maîtrise de ses charges, la banque vise l'amélioration continue de son coefficient d'exploitation dans l'objectif d'atteindre les normes des banques internationales.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Frais du personnel	82,4	91,6	95,1	101,7	107,6	114,1
Charges générales d'exploitation	22,1	23,2	24,4	25,6	26,9	28,2
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	5,8	8,9	12,0	13,8	15,6	17,2
Charges opératoires	110,3	123,7	131,4	141,1	150,1	159,5

- **Dotations aux provisions sur créances et autres risques**

Soucieuse d'assurer un meilleur taux de couverture de ses engagements et en prévision de l'adoption des normes de Bale II, la Banque prévoit d'affecter une enveloppe nette de 467,3MD sur la période 2008-2013 aux comptes de provisions sur créances dont une somme de 41,3MD au titre des provisions pour risques et charges.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Dotations nettes aux provisions sur créances	65,0	55,0	69,0	70,0	72,0	85,0
Dotations nettes aux provisions sur risques divers	3,0	7,0	13,3	5,4	6,0	6,5
Total	68,0	62,0	82,3	75,4	78,0	91,5

- **Dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement**

Les dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement évolueront comme suit durant la période 2008-2013 :

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Dotations nettes aux provisions sur portefeuille d'investissement	-0,4	4,9	-1,5	0,5	0,5	0,5

- **Le Résultat net**

Le résultat net passera de 30,7MD au 31/12/2008 à 91,9MD fin 2013, soit un taux de croissance moyen de 25,4%.

en MD	2 008p	2 009p	2 010p	2 011p	2 012p	2 013p
Résultat net	30,7	34,0	39,6	59,9	78,5	91,9

6.3. Les états financiers prévisionnels 2008 - 2013

6.3.1. Bilans prévisionnels

(en MD)	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
<u>ACTIF</u>						
1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	185	189	192	196	200	204
2- Créances sur les établissements bancaires & financiers	190	201	399	525	653	647
3- Créances sur la clientèle*	4 368	4 590	4 857	5 151	5 477	5 810
4- Portefeuille titres commercial	358	376	402	430	473	530
5- Portefeuille d'investissement**	324	322	316	312	308	304
6- Valeurs immobilisées	50	56	60	60	60	54
7- Autres actifs	141	148	155	163	171	179
<u>TOTAL ACTIF</u>	5 616	5 882	6 382	6 838	7 342	7 729
<u>PASSIF</u>						
1- Banque Centrale et CCP	38	39	40	40	41	42
2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers	175	18	17	16	15	15
3- Dépôts & avoirs de la clientèle	4 163	4 520	4 941	5 382	5 854	6 193
<i>a- Dépôts à vue</i>	<i>1 030</i>	<i>1 190</i>	<i>1 428</i>	<i>1 730</i>	<i>2 045</i>	<i>2 187</i>
<i>b- Autres dépôts & avoirs</i>	<i>3 133</i>	<i>3 330</i>	<i>3 512</i>	<i>3 652</i>	<i>3 809</i>	<i>4 006</i>
4- Emprunts et ressources spéciales	569	557	572	533	498	467
5- Autres passifs	261	268	275	283	291	299
<u>TOTAL PASSIF</u>	5 206	5 402	5 845	6 256	6 700	7 016
<u>CAPITAUX PROPRES</u>						
1- Capital	100	130	160	160	160	160
2- Réserves	149	185	204	229	270	328
3- Actions propres	-3	-2	0	0	0	0
4- Autres capitaux propres	133	133	133	133	133	133
5- Résultats reportés	0,082	0,036	0,035	0,087	0,014	0,064
6- Résultat de l'exercice	31	34	40	60	79	92
<u>TOTAL CAPITAUX PROPRES</u>	410	480	537	582	642	713
<u>TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES</u>	5 616	5 882	6 382	6 838	7 342	7 729

* Nettes des provisions sur créances + provisions sur titres + provisions sur risques

* * Brut

6.3.2. Etats des résultats prévisionnels

(en MD)	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Intérêts et revenus assimilés	307,7	340,0	378,8	419,9	457,8	496,6
<i>a- Opérations avec les établissements bancaires & financiers</i>	11,4	9,8	16,8	24,2	29,1	31,3
<i>b- Opérations avec la clientèle</i>	284,7	317,9	348,6	381,2	413,0	448,4
<i>c- Autres intérêts & revenus assimilés</i>	11,5	12,4	13,4	14,5	15,6	16,9
Commissions (en produits)	47,6	52,3	57,6	63,3	69,6	76,6
Gains sur portefeuille commercial et opé. financières	27,1	26,1	27,6	29,4	31,8	34,9
Revenus du portefeuille d'investissement	9,0	9,2	9,7	10,1	10,4	10,7
Total Produits d'exploitation bancaire	391,4	427,7	473,7	522,7	569,6	618,9
Intérêts encourus et charges assimilées	172,9	191,6	207,4	220,6	227,2	233,1
<i>a- Opérations avec les établissements bancaires & financiers</i>	9,5	7,1	6,1	5,1	4,1	3,2
<i>b- Opérations avec la clientèle</i>	143,0	165,3	181,3	196,1	206,0	215,0
<i>c- Emprunts & ressources spéciales</i>	16,0	15,2	16,5	16,4	14,5	12,8
<i>d- Autres intérêts & charges</i>	4,4	4,0	3,5	3,0	2,6	2,2
Commissions encourues	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4
Total Charges d'exploitation bancaire	174,1	192,9	208,7	221,9	228,6	234,5
Produit Net Bancaire	217,2	234,8	265,0	300,8	341,0	384,4
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-68,0	-62,0	-82,3	-75,4	-78,0	-91,5
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	0,4	-4,9	1,5	-0,5	-0,5	-0,5
Autres produits d'exploitation	0,7	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Frais de personnel	82,4	91,6	95,1	101,7	107,6	114,1
Charges générales d'exploitation	22,1	23,2	24,4	25,6	26,9	28,2
Dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations	5,8	8,9	12,0	13,8	15,6	17,2
Résultat d'exploitation	40,1	45,2	53,6	84,8	113,4	133,8
Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Impôt sur les bénéfices	9,9	11,7	14,5	25,4	35,3	42,4
Résultat des activités ordinaires	30,7	34,0	39,6	59,9	78,5	91,9
Solde en gain/perte provenant des éléments extraordinaires						
Résultat net de l'exercice	30,7	34,0	39,6	59,9	78,5	91,9

6.3.3. Etats des flux de trésorerie prévisionnels

en MD	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Total Produits d'Exploitation Bancaire encaissés :	381,2	418,1	463,9	512,6	559,2	608,1
Total Charges d'Exploitation Bancaire décaissées :	-174,1	-192,9	-208,7	-221,9	-228,6	-234,5
Dépôts ou Retraits des dépôts auprès d'autres établissements bancaires	62,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts et avances / Remboursements prêts et avances accordés à la clientèle	-587,8	-288,0	-349,5	-369,5	-404,5	-424,5
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle	562,7	356,9	421,0	441,6	471,2	339,6
Titres de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sommes versées au personnel & créiteurs divers	-82,4	-91,6	-95,1	-101,7	-107,6	-114,1
Autres flux de trésorerie:	58,1	-8,6	-25,9	-35,3	-35,7	-35,1
Impôts et taxes	0,0	-9,9	-11,7	-14,5	-25,4	-35,3
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	220,5	184,0	194,0	211,3	228,7	104,1
Intérêts & Dividendes Encaissés sur Portefeuille d'Investissement	9,0	9,2	9,7	10,1	10,4	10,7
Acquisitions/ Cessions sur portefeuille d'Investissement	2,9	2,2	5,3	4,3	4,6	3,7
Acquisitions \ cessions sur immobilisations	-6,7	-15,0	-15,5	-14,3	-14,7	-11,2
Plus - Values des titres de participation	1,0	4,6	2,0	0,0	0,0	0,0
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	6,2	1,0	1,6	0,0	0,2	3,2
Emission d'Actions	0,0	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0
Emission / Remboursement d'Emprunts	-21,6	28,4	46,7	-6,7	-6,7	-6,7
Ressources Spéciales	-11,8	-40,5	-31,6	-32,1	-28,4	-24,4
Dividendes Versés	-8,0	-10,0	-10,0	-14,3	-19,2	-20,8
Actions propres	0,0	1,7	1,7	0,0	0,0	0,0
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	-41,4	4,6	31,8	-53,0	-54,2	-51,8
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période	185,4	189,7	227,3	158,3	174,8	55,5
Liquidités et Equivalents de Liquidités en Début de Période	333,9	519,2	708,9	936,2	1 094,4	1 269,2
Liquidités et Equivalents de Liquidités en Fin de Période	519,2	708,9	936,2	1 094,4	1 269,2	1 324,7

6.3.4. Cash Flow prévisionnel

(en MD)	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Résultat net de la période	30,7	34,0	39,6	59,9	78,5	91,9
Dotations nettes aux provisions / Créances et Autres risques	68,0	62,0	82,3	75,4	78,0	91,5
Dotations nettes aux provisions / Portefeuille Titres	-0,4	4,9	-1,5	0,5	0,5	0,5
Dotations nettes aux provisions et aux amortissements sur immobilisations	5,8	8,9	12,0	13,8	15,6	17,2
Cash Flow prévisionnel	104,0	109,8	132,5	149,6	172,8	201,1

6.4. Indicateurs et ratios prévisionnels

6.4.1. Indicateurs prévisionnels

(en MD)	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Dépôts & avoirs de la clientèle	4 163,0	4 519,9	4 940,8	5 382,4	5 853,6	6 193,2
Créances nettes sur la clientèle	4 368,2	4 590,1	4 857,1	5 151,0	5 477,2	5 810,1
Créances sur la clientèle Bilan et Hors bilan (brutes)	6 011,0	6 479,0	6 969,0	7 505,0	8 079,0	8 705,0
Créances douteuses et litigieuses	726,0	673,0	698,0	723,0	753,0	793,0
Capitaux propres	409,5	480,2	536,6	582,2	641,6	712,7
Capitaux propres avant résultat	378,9	446,2	497,0	522,3	563,0	620,8
Capital	100,0	130,0	160,0	160,0	160,0	160,0
Total Bilan	5 615,7	5 882,0	6 381,6	6 837,8	7 341,5	7 728,8
PNB	217,2	234,8	265,0	300,8	341,0	384,4
Commissions nettes	46,3	51,1	56,3	62,0	68,3	75,2
Frais généraux	110,3	123,7	131,4	141,1	150,1	159,5
Frais de personnel	82,4	91,6	95,1	101,7	107,6	114,1
Dotations aux provisions et aux amortissements sur immob	5,8	8,9	12,0	13,8	15,6	17,2
Total provisions & agios réservés	460,0	472,0	541,0	611,0	683,0	768,0
Résultat net	30,7	34,0	39,6	59,9	78,5	91,9
Dividendes	10	10	14,3	19,2	20,8	22,4

6.4.2. Ratios prévisionnels

Ratios de structure

	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Capitaux propres / Total Bilan	7,3%	8,2%	8,4%	8,5%	8,7%	9,2%
Dépôts de la clientèle / Total Bilan	74,1%	76,8%	77,4%	78,7%	79,7%	80,1%
Créances nettes sur la clientèle / Total Bilan	77,8%	78,0%	76,1%	75,3%	74,6%	75,2%
Dépôts de la clientèle / Créances nettes sur la clientèle	95,3%	98,5%	101,7%	104,5%	106,9%	106,6%

Ratios de productivité

	2008p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Coefficient d'exploitation	50,8%	52,7%	49,6%	46,9%	44,0%	41,5%
Commissions nettes / Frais de personnel	56,2%	55,7%	59,2%	60,9%	63,5%	65,9%
Frais de personnel / PNB	37,9%	39,0%	35,9%	33,8%	31,5%	29,7%

Ratios de rentabilité

	2008 p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
ROE = Bénéfice net / Capitaux propres avant résultat	7,5%	7,1%	7,4%	10,3%	12,2%	12,9%
ROA = Bénéfice net / Total Actif	0,5%	0,6%	0,6%	0,9%	1,1%	1,2%
Bénéfice net / PNB	14,1%	14,5%	15,0%	19,9%	23,0%	23,9%
PNB / Total Bilan	3,9%	4,0%	4,2%	4,4%	4,6%	5,0%
Dividendes / Capital social	10,0%	10,0%	11,0%	12,0%	13,0%	14,0%
Commissions nettes / PNB	21,3%	21,7%	21,2%	20,6%	20,0%	19,6%

Ratios de risque

	2008 p	2009p	2010p	2011p	2012p	2013p
Créances douteuses et litigieuses	726,0	673,0	698,0	723,0	753,0	793,0
Evolution	-1,1%	-7,3%	3,7%	3,6%	4,1%	5,3%
Provisions & agios réservés	460,0	472,0	541,0	611,0	683,0	768,0
Evolution	17,9%	2,6%	14,6%	12,9%	11,8%	12,4%
CDLs / Créances brutes	12,1%	10,4%	10,0%	9,6%	9,3%	9,1%
Provisions & agios réservés / CDLs	63,4%	70,1%	77,5%	84,5%	90,7%	96,8%

6.5. Avis des commissaires aux comptes sur les informations financières prévisionnelles de la période allant de 2008 à 2013



Société inscrite au Tableau de l'OECT
Membre du réseau DFK International
92, Avenue Abdelaziz Thaalbi 1004 El Menzah 9 A-Tunis
Tél. : 00 216 71 880 933 – 00 216 71 887 294
Fax. : 00 216 71 872 115
E-mail : cmc@hexabyte.tn



LA GÉNÉRALE
D'AUDIT & CONSEIL

Société inscrite au Tableau de l'OECT
Membre de CPA International
9, Ibn Hafs, Mutuelle ville 1002 Tunis – Tunisie
Tél. : 00 216 71 288 259
Fax. : 00 216 71 289 827
E-mail : gac.audit@gnet.tn

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN DES INFORMATIONS FINANCIERS PREVISIONNELLES

Dans le cadre de notre mission de Commissariat aux Comptes de la Banque Nationale Agricole « BNA » et conformément aux dispositions légales régissant l'émission des emprunts obligataires, nous avons examiné les informations prévisionnelles de la dite banque pour la période couvrant les exercices 2008 à 2013 telles qu'arrêtées par le Conseil d'Administration du 23 Décembre 2008.

Ces prévisions et les hypothèses présentées sur la base desquelles elles ont été établies relèvent de la responsabilité des organes de direction et d'administration de la banque. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces informations prévisionnelles.

Nous avons effectué notre examen selon les Normes Internationales d'audit applicables à l'examen des informations financières prévisionnelles. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'apprécier, si les hypothèses retenues par la direction et sur lesquelles se basent les informations prévisionnelles sont raisonnables, de vérifier qu'elles sont cohérentes avec l'objectif des informations prévisionnelles et s'assurer que celles-ci sont correctement présentées et qu'elles sont préparées de manière cohérente avec les états financiers historiques de la banque.

A la date d'émission de ce rapport, les informations financières provisoires relatives à l'exercice 2008 ne sont pas encore disponibles et par conséquent, n'ont pas été adoptées pour le rapprochement et l'élaboration des informations financières prévisionnelles présentées au titre de l'exercice 2008.

En dehors de ce qui est indiqué ci-dessus et sur la base de notre examen des éléments corroborant les hypothèses retenues, rien ne nous est apparu qui nous conduit à penser que celles-ci ne constituent pas une base raisonnable pour les prévisions.

A notre avis, et à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessus, les informations prévisionnelles de la « BNA » pour la période couvrant les exercices 2008 à 2013, sont correctement préparées sur la base des hypothèses décrites et sont présentées conformément aux Normes Comptables applicables en

Tunisie.

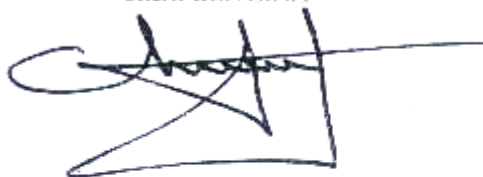
Nous rappelons que s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain et compte tenu de la conjoncture économique, les réalisations sont susceptibles d'être différentes des prévisions, parfois de manière significative, dès lors que les événements ne se produisent pas toujours comme prévus.

Tunis, le 13 Février 2009

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/CMC – DFK International

Chérif BEN ZINA



P/GAC – CPA Associates

Chiheb GHANMI

